

CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU 9 DÉCEMBRE 2025
PROCÈS VERBAL

La séance est ouverte à 20h00 par Monsieur Olivier DOSNE, Maire, qui procède à l'appel des membres présents, et constate que le quorum est atteint.

M. le Maire : ...ce conseil, je vous demande de prendre place, et au public, très nombreux. Ça sent les élections. Merci pour votre présence. J'espère que nous allons pouvoir démarrer à peu près dans les temps, parce que nous avons exceptionnellement beaucoup de points ce soir.

Je vais procéder à l'appel dans quelques instants.

Monsieur le Maire procède à l'appel.

Je vous remercie, nous allons donc démarrer.

1 . Désignation du secrétaire de séance

Je vous propose de désigner Monsieur Maxime OUANOUNOU comme secrétaire de séance.

| | |
|----------------------------------|----------------------------|
| Principaux textes réglementaires | - article L2121-15 du CGCT |
|----------------------------------|----------------------------|

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Madame Corinne FIORENTINO, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Olivier LAVIGNE, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETTELLE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Monsieur Laurent OTTAVI donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Hélène DECOTIGNIE donne procuration à Madame Stéphanie BRANCO, Madame Séverine DOS SANTOS donne procuration à Monsieur Julien KARAM, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

M. le Maire : Je vous propose de nommer un secrétaire de séance. Je vous propose Monsieur Maxime OUANOUNOU. Qui s'oppose ? Pas d'abstentions ?

Maxime OUANOUNOU : Merci, Monsieur le Maire.

M. le Maire : Attends, je n'ai pas terminé.

(Rires)

À l'unanimité, tu es donc secrétaire de séance. Je te félicite.

Maxime OUANOUNOU : Merci, Monsieur le Maire.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article unique : Désigne Monsieur Maxime OUANOUNOU comme secrétaire de séance.

2 . Approbation du procès-verbal de la séance du 7 octobre 2025

Je vous propose de bien vouloir approuver le procès-verbal de la séance du 7 octobre 2025.

| | |
|----------------------------------|--|
| Principaux textes réglementaires | - article L2121-15 du code général des collectivités territoriales |
|----------------------------------|--|

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Madame Corinne FIORENTINO, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Olivier LAVIGNE, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETTELE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Monsieur Laurent OTTAVI donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Hélène DECOTIGNIE donne procuration à Madame Stéphanie BRANCO, Madame Séverine DOS SANTOS donne procuration à Monsieur Julien KARAM, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

M. le Maire : Avez-vous des remarques ? (*Pas de remarques*)

Qui approuve ce procès-verbal ? À l'unanimité, je vous remercie.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article unique : approuve le procès verbal de la séance du 7 octobre 2025

3 . Compte-rendu de la délégation au Maire au titre du L2122-22 du code général des Collectivités Territoriales

Depuis le dernier Conseil municipal, j'ai été amené à :

- conclure plusieurs marchés et avenants ;
- demander des subventions ;
- autoriser des louages de choses ;
- procéder à la délivrance et à la reprise de concessions de cimetière ;
- procéder à des emprunts.

Ces décisions sont détaillées dans les tableaux annexés à la présente délibération.

| | |
|-----------------------------------|---|
| Principaux textes réglementaires | - article L2122-22 du code général des collectivités territoriales. - délibération n°6 du 4 juillet 2020. |
| Principaux documents de référence | - tableau des décisions prises par le Maire en application de l'article L2122-22 du code général des collectivités territoriales. |

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Madame Corinne FIORENTINO, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Olivier LAVIGNE, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETTELE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Monsieur Laurent OTTAVI donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Hélène DECOTIGNIE donne procuration à Madame Stéphanie BRANCO, Madame Séverine DOS SANTOS donne procuration à Monsieur Julien KARAM, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

M. le Maire : Point n° 3, compte rendu de la délégation...

(Intervention inaudible hors micro)

Tu n'as pas de connexion. Nous allons donc faire une petite suspension de séance en attendant la connexion.

La séance est suspendue.

Tout le monde semble avoir retrouvé la connexion, donc nous allons continuer. Je vous remercie pour votre patience et je remercie Nicolas DEVEZIN pour son intervention technique.

Délibération n° 3, il s'agit du compte rendu des décisions que j'ai été dans l'obligation de prendre compte tenu de l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales, dont je souhaitais vous rendre compte. À ce titre, je souhaite souligner quelques décisions prises depuis la dernière séance du conseil municipal, notamment plusieurs décisions concernant les travaux dans le cadre de la restauration de l'église Saint-Charles-Borromée à Joinville-le-Pont. C'est également l'occasion d'évoquer le dossier de collecte de fonds déposé auprès de la Fondation du Patrimoine pour la restauration de l'orgue.

Nous avons également une demande d'attribution d'une subvention de 200 000 euros au titre du fonds métropolitain Innover dans la Ville pour la construction du tiers-lieu Café Moz'Art à Joinville, co-construction avec l'association de ce tiers-lieu, qui permettra d'animer, comme nous l'avions, non pas promis, mais comme nous nous étions fortement engagés à animer le quartier de Polangis.

Les travaux du troisième gymnase ont débuté boulevard des Alliés. C'est l'occasion pour moi de rappeler très rapidement – ça ne va prendre que 20 minutes – tous les équipements publics livrés depuis 2008 : le centre de loisirs de l'école Jougla ; le centre de loisirs de l'école Jean-Jacques Gressier ; la crèche des Petits Chéris ; le gymnase du Bataillon de Joinville ; l'école de danse Aurélie Dupont ; la Maison des Solidarités et de l'Emploi ; la Maison des Associations ; le guichet unique et la rénovation complète de la bibliothèque ; le Spot ; le skatepark ; le City Basket quai Péri ; la plage ; les espaces publics avec l'agrandissement du parc du Parangon, l'ascenseur et l'allée de Fanac, ainsi que la classification en île protégée de l'île Fanac, la création du parc Jacques Chirac, la création du square des Enfants du Paradis en lieu et place d'une station-service, la réhabilitation du square de Palissy à l'occasion de son 150^e anniversaire, la rénovation de la rue de Paris et du parvis de la Mairie. Je ne cite pas tout.

Il y a également toutes les rues que nous avons faites, mais je ne vais en citer que trois ou quatre : rénovation des rues Gilles et Palissy, rénovation du quai de la Marne, rue des Écoles, Ratel et Oudinot. Nous avons encore la rénovation de toutes les aires de jeux pour enfants depuis 2008 et nous recommençons un nouveau travail de renouvellement : Carné, Mozart, cours Oasis à Oudinot, Voisin et Gressier.

Nous avons eu des labels et des prix : Ville Amie des animaux ; Ville prudente ; Ville active et sportive (deux lauriers) ; trois fleurs au concours des Villes et villages fleuris ; trophée récent des communes d'Île-de-France engagées pour la santé et l'environnement 2025 ; premier prix de la Reconquête écologique 2025 par le Département ; prix de l'Arbre du conseil départemental 94-2025 ; prix pour le Spot, animé par l'association Playgones, lors du dernier salon de l'AMIF (Association des Maires d'Île-de-France).

Le message qui est le mien ce soir est de remercier très sincèrement et publiquement tous ceux qui ont porté ces projets et les dossiers de candidature, une belle reconnaissance pour eux également. Je m'adresse aux services et je vous demande d'applaudir ces services, parce qu'ils se sont engagés pour la Ville et pour vous.

(Applaudissements)

Je ne vais pas être plus long – j'avais prévu 20 minutes, mais je plaisantais. Avez-vous des questions ?

Tony RENUCCI : J'ai une question. En page 5, il est indiqué les subventions au Café Moz'Art sur le projet de tiers-lieu. La question que je me posais est la suivante : *quid* du projet Patio des Familles ? Il me semblait que c'était le même type de subventions auprès de la MGP (Métropole du Grand Paris).

M. le Maire : Je vais vous répondre aimablement. Le Patio des Familles était un projet qui avait lieu en lieu et place de l'ancienne PMI (Protection Maternelle et Infantile). Vous savez très bien qu'aujourd'hui... Ça m'étonne que vous n'ayez pas suivi ces travaux, mais vous savez très bien aujourd'hui que dans le cadre de la future reprise du PLUi (Plan Local d'Urbanisme intercommunal), ce quartier sera définitivement classé pavillonnaire, donc il n'y a plus de projet. Je me suis entretenu avec eux dernièrement à l'occasion d'une manifestation particulière, et évidemment, nous suivons, en fonction des locaux qui pourraient être à disposition et des opportunités, une solution pour le Patio des Familles.

Je vous rappelle que nous sommes à l'origine des rencontres avec le Patio des Familles. Merci de vous intéresser, mais vous n'y êtes pour rien dans ce projet, je le rappelle.

Y a-t-il d'autres questions ? Oui, Madame PEREZ.

Carmen PEREZ : J'avais plutôt une demande. Lors du conseil municipal du 23 juin, j'avais posé la question de savoir s'il était possible d'informer les Joinvillais, qui étaient étonnés de ne pas avoir eu d'informations sur le projet place Mozart lors des réunions du mois de mai, puisque tout le monde savait que quelque chose se faisait. À l'époque, vous aviez dit que ce n'était pas d'actualité ; maintenant, ça l'est. Serait-il possible que les Joinvillais, par exemple par le biais de *Mag'Zine*, puissent avoir des informations sur les subventions, la construction... enfin, tout ce qui va suivre sur cette place ?

M. le Maire : Cela a-t-il un lien avec le compte rendu que je suis en train de présenter ? Non.

Carmen PEREZ : C'est une...

M. le Maire : J'étais dans un autre compte rendu du dernier conseil, donc peut-être que là, vous auriez pu évoquer la question ou la poser à la fin. Cela n'a aucun lien avec ce que je suis en train de présenter, Madame PEREZ.

Carmen PEREZ : Du coup, nous ne pouvons pas faire...

M. le Maire : Non, mais la question, c'est qu'il y a quand même des commissions, dans lesquelles vous pouvez aussi poser les questions librement. À la limite, on vous aurait répondu en commission, mais là, ça n'a aucun lien avec la délibération n° 3, donc je ne vous réponds pas.

Carmen PEREZ : D'accord.

M. le Maire : Eh oui. Ce n'est pas une obstruction... Non, non, ce n'est pas une obstruction.

Carmen PEREZ : C'est juste une demande pour dire aux Joinvillais qu'ils seront informés ou non de ce qui va se faire, simplement.

M. le Maire : Si votre technique ou votre tactique, c'est de découvrir... Les nombreux Joinvillais qui vous ont saisis, sachez que nous, nous les rencontrons...

Carmen PEREZ : Personne n'a saisi, c'est juste que nous vous faisons la demande de savoir si les Joinvillais pourraient être informés.

M. le Maire : Oui, mais ça n'a rien à voir avec la question, Madame, ça n'a rien à voir avec la question. Je vous le dis aimablement.

Carmen PEREZ : Il y a une subvention qui va être votée, donc ce serait bien que...

M. le Maire : J'ai annoncé qu'il y avait une demande de subvention de 200 000 euros posée auprès de la Métropole. La subvention est en demande, elle n'a pas encore été attribuée, mais elle le sera lors d'un prochain conseil métropolitain, point.

Carmen PEREZ : D'accord.

M. le Maire : Il y a eu des commissions. Je ne sais pas si vous étiez aux commissions, les personnes en commission Urbanisme étaient là, je crois que Monsieur PLATON était là, mais cette question n'a pas été soulevée. C'est un lieu de débat, la commission.

Qui prend d'autres questions sur... ? Je sais que vous allez encore interpréter ça d'une manière particulière, mais en réalité, si tout le conseil, vous dérapez sur des questions supplémentaires par rapport à nos points, ça veut dire que soit vous découvrez le conseil, comme d'habitude, en dernière minute, soit vous n'avez pas travaillé.

Carmen PEREZ : Très franchement, répondre : « Oui, on fera une petite information à ce sujet » ou « Non, elle ne sera pas faite » ou « On va attendre un peu », ce n'est pas non plus compliqué, voilà.

M. le Maire : Non, mais moi, je vous réponds ce que j'ai à répondre, et avec beaucoup de respect pour vous, mais en réalité, vous êtes éloignée de la délibération du compte rendu que je présente. C'est la réalité.

Y a-t-il d'autres questions ? *(Pas de questions)*

Qui approuve ? Qui prend acte de cette présentation ?

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article unique : Prend acte des décisions prises par le Maire ou, le cas échéant, par l'élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L.2122-18 du code général des collectivités territoriales, par l'élu remplaçant le Maire en vertu de l'article L.2122-18 du Code général des collectivités territoriales, par l'élu remplaçant le Maire en vertu de l'article L2122-17 du code précité, dans les cadre de l'article L.2122-22 du même code et en vertu de la délégation d'attribution accordée par la délibération n°6 du 4 juillet 2020.

Liste des marchés conclus

| Type de marché | Objet du marché | Attributaire | Code postal | Montant € HT | Durée | Date de signature |
|----------------|---|---|-------------|----------------------|-------------------------------|-------------------|
| Fourniture | Location/entretien de la machine à affranchir avec balance intégrée | QUADIENT France SAS | 92500 | 600 € HT par an | 5 ans à compter du 01/10/2025 | 04/08/2025 |
| Fourniture | Location/entretien d'une plieuse à courrier | Groupement représenté par QUADIENT France SAS | 92500 | 3 531,88 € HT par an | 5 ans à compter du 01/10/2025 | 04/08/2025 |
| Fourniture | Location/entretien d'une machine ouvre-lettres | Groupement représenté par QUADIENT France SAS | 92500 | 515,04 € HT par an | 5 ans à compter du 01/10/2025 | 04/08/2025 |
| Service | Spectacle "Magic GUYOM" | SUR MESURE SPECTACLES | 91620 | 521,33 € HT | Le 09/10/2025 | 05/08/2025 |
| Service | Spectacle "Magic GUYOM" | SUR MESURE SPECTACLES | 91620 | 521,33 € HT | Le 15/10/2025 | 05/08/2025 |
| Service | Adhésion au service Verifone E-commerce | Verifone Systems France SAS | 92100 | 362 € HT | Du 26/08/2025 au 03/01/2026 | 26/08/2025 |
| Service | Spectacle "LISA" | CROC'SCENE | 77630 | 5 000 € HT | Les 23 et 24/11/2025 | 29/08/2025 |
| Service | Spectacle "NKAMA" | Les Noctambules | 92000 | 1 824,20 € HT | Le 27/09/2025 | 01/09/2025 |

| | | | | | | |
|------------|--|---|----------------|---|--|------------|
| Service | Spectacle "CHANT SONG" | TOUR'N'SOL PROD | 94140 | 4 000 € HT | Le 30/11/2025 | 09/09/2025 |
| Service | Spectacle "ECHAPPEES BELLES : ISSUE DE SECOURS" | Association ADHOK | 93310 | 6 608,80 € HT | Le 28/09/2025 | 11/09/2025 |
| Service | Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage spécialisée en géotechnie pour la passation et le suivi d'un marché de travaux de confortement du sous-sol au Stade municipal Jean-Pierre Garchery | ISROG | 91940 | 32 500 € HT | Les différentes phases du marché seront exécutées dans les délais proposés par le titulaire dans son offre et dans le respect des prescriptions du cahier des clauses particulières. Le marché prend effet à compter | 11/09/2025 |
| Travaux | Travaux sur vitraux dans le cadre de la restauration de l'Eglise Saint Charles de Borromée à Joinville-le-Pont | AU PASSEUR DE LUMIERE | 75012 | 1 650 € HT | Les différentes phases du marché seront exécutées dans un délai global maximum de 17 mois (dont un mois de préparation du chantier) à compter de l'ordre de service ordonnant le démarrage des travaux. | 15/09/2025 |
| Service | Spectacle "THE FLOOR" | Association MEHDIA | 71100 | 2 620 € HT | Le 27/09/2025 | 16/09/2025 |
| Fourniture | Fourniture de jeux d'extérieur | 1er titulaire : Groupement représenté par GOGY 2ème titulaire : PROLUDIC | 95500 37210 | Accord-cadre à marchés subséquents avec un minimum de 20 000 € HT et avec un maximum de 220 000 € HT sur toute la durée du marché | 1 an à compter du 24/09/2025, reconductible tacitement trois fois un an sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre années | 18/09/2025 |
| Travaux | Travaux de restauration de l'Eglise Saint Charles de Borromée à Joinville-le-Pont - Lot 1 : VRD | LOUIS GENESTE | 63100 | 98 475,88 € HT | Les différentes phases du marché seront exécutées dans un délai global maximum de 17 mois (dont un mois de préparation du chantier) à compter de l'ordre de service ordonnant le démarrage des travaux. | 29/09/2025 |
| Travaux | Travaux de restauration de l'Eglise Saint Charles de Borromée à Joinville-le-Pont - Lot 2 : Gros Œuvre – Maçonnerie - Pierre de taille | LOUIS GENESTE | 63100 | 460 686,85 € HT | Les différentes phases du marché seront exécutées dans un délai global maximum de 17 mois (dont un mois de préparation du chantier) à compter de l'ordre de service ordonnant le démarrage des travaux. | 29/09/2025 |
| Travaux | Travaux de restauration de l'Eglise Saint Charles de Borromée à Joinville-le-Pont - Lot 3 : Menuiserie | ATELIERS CHOLLET FRERES | 94320 | 188 779,74 € HT | Les différentes phases du marché seront exécutées dans un délai global maximum de 17 mois (dont un mois de préparation du chantier) à compter de l'ordre de service ordonnant le démarrage des travaux. | 29/09/2025 |

| | | | | | | |
|------------|---|-------------------------|-------|---|---|------------|
| Travaux | Travaux de restauration de l'Eglise Saint Charles de Borromée à Joinville-le-Pont - Lot 4 : Serrurerie | LA FORGE D'ART LOUBIERE | 49490 | 81 054,82 € HT | Les différentes phases du marché seront exécutées dans un délai global maximum de 17 mois (dont un mois de préparation du chantier) à compter de l'ordre de service ordonnant le démarrage des travaux. | 29/09/2025 |
| Travaux | Travaux de restauration de l'Eglise Saint Charles de Borromée à Joinville-le-Pont - Lot 7 : Electricité | GIPEO | 77860 | 6 415,87 € HT | Les différentes phases du marché seront exécutées dans un délai global maximum de 17 mois (dont un mois de préparation du chantier) à compter de l'ordre de service ordonnant le démarrage des travaux. | 29/09/2025 |
| Fourniture | Fourniture de matériaux de peinture, vitrerie et revêtement de sol pour les services municipaux | DECOSPHERE | 77170 | Accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 100 000 € HT pour toute la durée du marché | 1 an à compter du 3/10/2025, reconductible tacitement trois fois un an sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre années | 29/09/2025 |

Liste des avenants

| Type de marché | Objet du marché | Avenant n° | Objet de l'avenant | Attributaire | Code postal | Montant € HT du marché initial | Montant € HT de l'avenant | Durée | Date de signature de l'avenant |
|----------------|--|------------|--|-------------------------|-------------|---|---------------------------|----------------|--------------------------------|
| Service | Nettoyage et entretien des bâtiments communaux et du CCAS et prestations connexes | 5 | <p>Ajout de prestations pour le nettoyage de deux nouveaux sites gérés par la Ville :</p> <ul style="list-style-type: none"> - extension construite à l'école Jean-Jacques Gressier - hall d'entrée de la crèche des Petits chéris <p>Cette crèche vient remplacer la crèche Estienne d'Orves qui est retirée du périmètre du marché</p> | SAMSI SAS | 35577 | <p>Prix forfaitaire annuel pour les prestations régulières de 373 010,51 € HT pour la ville et de 20 494,27 € HT pour le CCAS</p> <p>Prix forfaitaire annuel pour la tranche optionnelle n°1 (dispositif de contrôle de présence des personnels sur site) de 900 € HT pour la commune et 135 € HT pour le CCAS</p> <p>Prix forfaitaire annuel pour la tranche optionnelle n°2 (prise en charge des prestations au multi-accueil Trampoline) de 6 176,14 € HT</p> <p>Partie à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 50 000 € HT pour la Ville et de 60 000 € HT pour le CCAS sur la durée totale du marché</p> | - 3 616,42 € HT | Sans incidence | 21/08/2025 |
| Fourniture | <p>Accord-cadre relatif à la fourniture de mobilier urbain et de signalisation verticale</p> <p>Lot 2 : Matériel de signalisation verticale</p> | 1 | Correction d'une erreur matérielle manifeste dans l'acte d'engagement concernant la forme du marché | INGENIA SA | 93100 | Accord-cadre à marchés subséquents sans minimum et avec un maximum de 40 000 HT € par an | Sans incidence | Sans incidence | 09/09/2025 |
| Travaux | <p>Travaux de confortement des fondations existantes et traitement des sols par injection à l'Eglise Saint-Charles</p> <p>Lot 1 : Comblement des carrières</p> | 1 | Augmentation du montant maximum de la partie à bons de commande du marché | EIBTF | 94430 | <p>Prix global et forfaitaire de 64 450 € HT</p> <p>Partie à bons de commande sans minimum et avec un maximum pour l'ensemble de la durée du marché de 130 000 € HT pour le lot 1</p> | 126 350 € HT | Sans incidence | 12/09/2025 |
| Travaux | <p>Travaux de construction d'un complexe sportif couvert</p> <p>Lot 3 : Couverture - Etanchéité - Façades polycarbonates - Bardage métallique</p> | 1 | Transfert du marché de la société SARMATES à sa filiale la société SARMATES Grands Projets en raison de l'apport à cette filiale de son activité complète et autonome dite "Grands Projets" | SARMATES Grands Projets | 91420 | 824 756,01 € HT | Sans incidence | Sans incidence | 25/09/2025 |
| Service | <p>Accord-cadre relatif à la gestion de la restauration collective de la Ville et du CCAS</p> <p>Lot 1 : Prestations de restauration scolaire, ALSH, petite enfance, sénior, et administrative</p> | 3 | Intégration des prestations de production et de livraison de repas pour la crèche Les petits chéris au marché | SOGERES SAS | 78280 | Accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum | Sans incidence | Sans incidence | 06/10/2025 |

Demandes de subventions

| Objet | Montant demandé | Organisme | date de la demande |
|--|------------------------|--------------------------|---------------------------|
| Demande d'attribution d'une subvention au titre du fonds « Innover dans la Ville » pour la construction du tiers-lieu « Café Moz'art » à Joinville-le-Pont | 200 000 € HT | Metropole du Grand Paris | 17/11/2025 |

Louage de choses

| Objet de la convention | Adresse | Titulaire | Montant (€) | Date d'effet | Durée | Date de signature |
|-------------------------------|----------------------|-----------------------|--------------------|---------------------|--------------|--------------------------|
| Boutique éphémère | 5 allée Henri Dunant | Places des images | 315 | 29/09/2025 | 1 semaine | 29/09/2025 |
| Boutique éphémère | 5 allée Henri Dunant | Chloé et zoé création | 315 | 29/09/2025 | 1 semaine | 29/09/2025 |
| Boutique éphémère | 5 allée Henri Dunant | Miliperlie | 157,5 | 06/10/2025 | 1 semaine | 06/10/2025 |
| Boutique éphémère | 5 allée Henri Dunant | boulot patricia | 157,5 | 06/10/2025 | 1 semaine | 06/10/2025 |
| Boutique éphémère | 5 allée Henri Dunant | abby gardner | 315 | 13/10/2025 | 1 semaine | 13/12/2025 |
| Boutique éphémère | 5 allée Henri Dunant | SML Mondagent | 147,5 | 20/10/2025 | 1 semaine | 21/10/2025 |
| Boutique éphémère | 5 allée Henri Dunant | Arienes Paris | 147,5 | 20/10/2025 | 1 semaine | 21/10/2025 |
| Boutique éphémère | 5 allée Henri Dunant | TAZE | 295 | 28/10/2025 | 1 semaine | 03/11/2025 |
| Boutique éphémère | 5 allée Henri Dunant | PerlesNwax | 157,5 | 03/11/2025 | 1 semaine | 03/11/2025 |
| Boutique éphémère | 5 allée Henri Dunant | Crea'val | 157,5 | 03/11/2025 | 1 semaine | 03/11/2025 |
| Boutique éphémère | 5 allée Henri Dunant | Modeline | 315 | 10/11/2025 | 1 semaine | 10/11/2025 |
| Boutique éphémère | 5 allée Henri Dunant | es chapeaux de Leol | 157,5 | 17/11/2025 | 1 semaine | 17/11/2025 |
| Boutique éphémère | 5 allée Henri Dunant | Rue desire | 157,5 | 17/11/2025 | 1 semaine | 17/11/2025 |
| Boutique éphémère | 5 allée Henri Dunant | Beau Bray | 315 | 24/11/2025 | 1 semaine | 24/11/2025 |
| Boutique éphémère | 5 allée Henri Dunant | Langlais | 315 | 01/12/2025 | 1 semaine | 01/12/2025 |

Délivrance et reprises de concessions de cimetière

| Emplacement | Type : délivrance/reprise | Date | Titulaire | Durée |
|--------------------|----------------------------------|-------------|------------------|--------------|
| 31/10 | Renouvellement | 29/08/2025 | B | 15 ans |
| 28/13 | Renouvellement | 04/09/2025 | B | 30 ans |
| 10/9 | Renouvellement | 17/09/2025 | H | 30 ans |
| 1/42 | Renouvellement | 17/09/2025 | L | 30 ans |
| 8BIS/91BIS | Renouvellement | 22/09/2025 | A | 15 ans |
| 11/18 | Renouvellement | 22/09/2025 | A | 15 ans |
| 15/12 | Renouvellement | 23/09/2025 | S | 30 ans |
| 28/14 | Renouvellement | 30/09/2025 | D | 30 ans |
| 34/A/1 | Achat | 30/09/2025 | B | 10 ans |
| 23/16 | Achat | 01/10/2025 | B | 30 ans |
| 8/111 | Renouvellement | 01/10/2025 | R | 30 ans |
| 11/64 | Renouvellement | 01/10/2025 | H | 15 ans |
| 16/16 | Renouvellement | 01/10/2025 | L | 30 ans |
| 30/37 | Renouvellement | 07/10/2025 | L | 15 ans |
| 8/54 | Renouvellement | 10/10/2025 | L | 15 ans |
| 23/102 | Renouvellement | 14/10/2025 | A | 15 ans |
| 9/69 | Renouvellement | 16/10/2025 | H-L | 30 ans |
| 15/75 | Achat | 17/10/2025 | M | 30 ans |
| 1/43 | Renouvellement | 27/10/2025 | B | 30 ans |
| 23/135 | Achat | 03/11/2025 | D | 30 ans |
| 23/15 | Achat | 04/11/2025 | A | 15 ans |
| 29/56 | Renouvellement | 04/11/2025 | C | 30 ans |
| 23/14 | Achat | 04/11/2025 | V-M | 30 ans |
| 21/55 | Renouvellement | 07/11/2025 | L | 30 ans |

Liste des emprunts contractés

| Prêteur | Montant | Durée | Type d'amortissement | Périodicité des échéances | Taux d'intérêt (%) | Taux effectif global | Commissions (€) | Indemnités de remboursement anticipé (%) | Typologie Gissler | Date de signature |
|--------------------------------|----------------|--------------|-------------------------------------|--|---------------------------|--|------------------------|---|--------------------------|--------------------------|
| Caisse d'épargne Ile de France | 6 000 000 | 20 ans | amortissement du capital : constant | trimestrielle (1er échéance le 03/03/2026) | 2,066 avec marge de 1% | Emprunt à taux variable non déterminable | 1500 | 4 | 1A | 26/11/2025 |

4 . Adoption de la décision modificative n°2 du budget principal pour exercice 2025

Par délibération n°4 du conseil municipal du 7 octobre 2025, une décision modificative n°1 a été adoptée pour l'exercice 2025 du budget principal, pour un montant de 632 959 €, équilibrée en recettes et en dépenses. Il est désormais proposé de procéder à de nouveaux ajustements de crédits, en vue de la clôture de l'exercice, dans le cadre d'une décision modificative n°2.

SECTION DE FONCTIONNEMENT équilibrée en dépenses et recettes à 50 000,00 €

Les dépenses supplémentaires : **+ 150**
000,00 €

Les autres charges de gestion courante (chapitre 65) : **+ 100**
000,00 €

Cette somme correspond aux compléments de subventions qui ont été versés au Racing Club de Joinville et au Basket, ainsi qu'à la participation aux frais de fonctionnement de la Brigade des Sapeurs-Pompiers de Paris (supérieure de 40 000,00 € par rapport à la prévision).

Les dotations aux amortissements (chapitre 042 - dépenses d'ordre) : **+ 50**
000,00 €

Dans le cadre de la décision modificative n°1 ont été ajoutés 250 000,00 € afin de couvrir les dépenses d'investissement réalisées du 1^{er} janvier 2025 au 30 septembre 2025. Il est proposé d'ajouter 50 000,00 € supplémentaires pour couvrir les futures dépenses jusqu'au 31 décembre 2025. Cette somme est nécessaire pour pouvoir procéder à l'amortissement des dépenses d'investissement de l'exercice 2025 selon le principe du *pro rata temporis*, qui consiste à calculer les amortissements proportionnellement au temps écoulé entre la mise en service d'un bien et la clôture de l'exercice comptable, conformément aux règles instituées par la nomenclature M57.

L'ajout de ces crédits est budgétairement neutre puisqu'une somme identique est inscrite en recettes d'investissement au chapitre 040.

Les réductions de dépenses : **- 100**
000,00 €

Les charges à caractère général (chapitre 011) : **- 100**
000,00 €

Compte tenu du rythme de réalisation sur ce chapitre, il est proposé de réduire de 100 000,00 € les crédits inscrits sur la nature 614 (charges locatives et de copropriété).

Les recettes complémentaires : **+ 50**
000,00 €

Les dotations et participations (chapitre 74) : **+ 48**
425,00 €

La commune a été bénéficiaire du versement de la somme de 48 425,00 € au titre du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) pour la partie fonctionnement alors qu'aucune recette n'avait été inscrite dans le cadre du budget primitif 2025.

Les autres produits de gestion (chapitre 75) : + 1
575,00 €

Cette somme correspond à des remboursements liés à des trop versés sur des factures de fluides.

SECTION D'INVESTISSEMENT
équilibrée en dépenses et recettes à 1 109 033,00 €

Les dépenses supplémentaires : + 1 109
033,00 €

Subventions d'équipement versées (chapitre 204) : + 65
000,00 €

Cette somme correspond à la participation financière qui a été fixée dans le cadre de la convention signée avec le département du Val-de-Marne qui réalise les travaux d'aménagement d'une piste cyclable bidirectionnelle avenue des canadiens (RD4) entre la route de la Pyramide et le pont de Joinville-le-Pont.

Dotations, fonds divers et réserves (chapitre 10) : + 81
202,00 €

Cette somme correspond à une restitution sur un trop perçu de taxe d'aménagement versé par l'État en 2021.

Les opérations patrimoniales (chapitre 041) : + 962
831,00 €

Dans le cadre de la qualité comptable il convient de procéder à des régularisations d'écriture, notamment pour les frais d'études liés à des projets d'investissement qui ont été initialement inscrits sur le chapitre 20 (immobilisations incorporelles) et qui sont suivis de travaux, nécessitant une réaffectation sur le chapitre 21 (immobilisations corporelles). Ces opérations d'ordre budgétaire sont neutres puisque une somme strictement identique est inscrite en recettes d'investissement.

Les recettes complémentaires : +1 159
033,00 €

Dotations, Fonds divers et réserves (chapitre 10) : + 146
202,00 €

La commune s'est vue notifier un versement du Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) pour la partie investissement supérieur à la prévision budgétaire qui était de 800 000,00 €, permettant d'inscrire cette recette complémentaire.

Dotations aux amortissements (chapitre 040 - recettes d'ordre) : + 50
000,00 €

Cette somme identique à celle inscrite en dépense de fonctionnement au chapitre 042 est donc neutre budgétairement.

Les opérations patrimoniales (chapitre 041) : + 962
831,00 €

Cette somme est le pendant de la somme inscrite en dépenses d'investissement.

Les réductions de recettes : - 50
000,00 €

Dotations, Fonds divers et réserves (chapitre 10) : - 50
000,00 €

Le rythme d'encaissement du produit de la taxe d'aménagement indique que les recettes prévisionnelles inscrites pour 140 000,00 € ne se réaliseront pas, justifiant une réduction de l'enveloppe à hauteur de 50 000,00 €.

En conclusion la décision modificative n°2 est équilibrée comme suit :

| Dépenses de fonctionnement | Montant | Recettes de fonctionnement | Montant |
|----------------------------|--------------------|----------------------------|--------------------|
| Chapitre 011 | -100 000,00 € | Chapitre 74 | 48 425,00 € |
| Chapitre 65 | 100 000,00 € | Chapitre 75 | 1 575,00 € |
| Chapitre 042 | 50 000,00 € | | |
| Total | 50 000,00 € | Total | 50 000,00 € |

| Dépenses d'investissement | Montant | Recettes d'investissement | Montant |
|---------------------------|-----------------------|---------------------------|-----------------------|
| Chapitre 10 | 81 202,00 € | Chapitre 10 | 96 202,00 € |
| Chapitre 204 | 65 000,00 € | Chapitre 040 | 50 000,00 € |
| Chapitre 041 | 962 831,00 € | Chapitre 041 | 962 831,00 € |
| Total | 1 109 033,00 € | Total | 1 109 033,00 € |

Conseil Municipal – séance du 9 décembre 2025

| | |
|-----------------------------------|--|
| Principaux textes réglementaires | <ul style="list-style-type: none">• nomenclature M57 ;• articles L.2311-5 et R.2311-13 du code général des collectivités territoriales ;• délibération du conseil municipal n°5 du 8 avril 2025 ;• délibération du conseil municipal n°4 du 7 octobre 2025. |
| Principaux documents de référence | Projet de décision modificative n°2 du budget principal pour exercice 2025. |

A reçu un avis favorable en Commission Finances, Solidarité et Sécurité du 2 décembre 2025.

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Madame Corinne FIORENTINO, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Olivier LAVIGNE, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETELLE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Monsieur Laurent OTTAVI donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Hélène DECOTIGNIE donne procuration à Madame Stéphanie BRANCO, Madame Séverine DOS SANTOS donne procuration à Monsieur Julien KARAM, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

Francis SELLAM : Bonsoir tout le monde. Il s'agit de la deuxième décision modificative, la première avait lieu le 7 octobre avec un montant de 632 000 euros – j'arrondis bien sûr les chiffres. Aujourd'hui, c'est la deuxième décision modificative. Pour ceux qui nous rejoignent aujourd'hui, les décisions permettent de clôturer et d'aller au plus près possible de la réalité comptable de la gestion financière de la Mairie.

Nous avons donc une décision n° 2 de 1 109 000 euros – j'arrondis aussi les chiffres à partir de maintenant. Concernant les fonctionnements de dépenses, nous avons dépensé 50 000 euros en amortissement. Ces 50 000 euros, ce n'est pas du *cash* au sens « liquidités », c'est tout simplement une opération d'ordre. C'est ce que l'on appelle des opérations comptables, que nous allons d'ailleurs retrouver juste après en investissement aussi. C'est donc une opération nulle, mais juste une écriture.

Concernant les subventions, nous avons fini de « payer » le RCJ (Racing Club de Joinville). Il me manque les pompiers – il m'en manque un, j'ai oublié le nom – pour 100 000 euros. En revanche, nous avons - 100 000 euros, puisque nous avons fait des « économies » sur les frais à caractère général tels que l'électricité, les fluides, etc. Cela nous fait un *delta* de 50 000 euros.

Concernant les recettes, nous avons une recette supplémentaire de 50 000 euros concernant le FCTVA (Fonds de Compensation pour la Taxe sur la Valeur Ajoutée). Généralement, le fonds de compensation de TVA est lié, en grande majorité, à l'investissement, mais pour certaines dépenses de fonctionnement comme la mise aux normes des bâtiments, les coups de peinture, etc., nous pouvons aussi toucher de la TVA. Nous avons donc récupéré 50 000 euros de TVA.

Concernant les investissements, au niveau des dépenses, nous avons des opérations d'ordre pour 962 000 euros. Cela paraît beaucoup, mais c'est tout ce que nous avons acheté, entretenu, etc., qui est actualisé dans la M57, puisque nous avons l'obligation d'être au plus près possible au niveau de l'inventaire immobilier et mobilier.

Un petit point aussi : nous devons un remboursement de 81 000 euros. Pourquoi ces 81 000 euros de remboursement à l'État ? Tout simplement parce qu'en 2021, lorsque les impôts ont changé de logiciel, il y a eu une erreur. Au bout de quatre ans, ils se sont aperçus qu'il y avait une erreur, donc nous leur devons 81 000 euros. C'est chose faite aujourd'hui. C'était lié à la taxe d'aménagement.

Nous sommes en train de travailler sur une piste cyclable qui va des Canadiens jusqu'au stade Garchery, d'ailleurs en partie par le tunnel. Nous avons donc versé une subvention de 65 000 euros au Département.

Concernant les recettes, nous allons retrouver nos opérations d'ordre avec les 962 000 euros, ainsi que du FCTVA pour 146 000 euros sur des investissements que nous avons faits en 2024, donc l'État rééquilibre. Pour ceux qui ont des entreprises, vous connaissez les principes de TVA : ici, c'est pareil, mais c'est uniquement sur de l'investissement. Nous récupérons donc 146 000 euros. Nous retrouvons également l'amortissement que nous avons écrit en dépenses de fonctionnement.

Nous avons ainsi une décision modificative de 1 109 000 euros arrondis. Y a-t-il des questions ?

Tony RENUCCI : Je n'ai pas de questions particulières sur les délibérations de modification de budget, c'est juste pour indiquer que nous voterons contre, parce que ce n'est pas notre politique qui est menée, sur la 4, la 5 et la 6.

Francis SELLAM : Y a-t-il d'autres questions ou remarques ? (*Pas de remarques*)

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE,

Article 1^{er} : Adopte par chapitre, la décision modificative n°2 au budget principal de la commune pour l'exercice 2025, ci-annexée, arrêtée en mouvements budgétaires à la somme de :

- en dépenses : 1 159 033,00 €
- en recettes : 1 159 033,00 €

Dont :

- en section de fonctionnement : 50 000,00 €
- en section d'investissement : 1 109 033,00 €

Article 2 : Autorise Monsieur le Maire, ou le cas échéant l' élu ayant reçu délégation, en vertu de l'article L.2122-18 du code général des collectivités territoriales, ou l' élu remplaçant le Maire en vertu de l'article L.2122-17 du même code, à engager toute démarche et à signer tous les documents en exécution de la présente délibération.

Pour : (24)

Monsieur Olivier DOSNE (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Francis SELLAM (Liste "Joinville avec vous"), Madame Chantal DURAND (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Michel DESTOUCHES (Liste "Joinville avec vous"), Madame Virginie TOLLARD (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Stephan SILVESTRE (Liste "Joinville avec vous"), Madame Chantal ALLAIN (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Maxime OUANOUNOU (Liste "Joinville avec vous"), Madame Liliane REUSCHLEIN (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Brahim BAHMAD (Liste "Joinville avec vous"), Madame Corinne FIORENTINO (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Laurent OTTAVI (Liste "Joinville avec vous"), Madame Anne MAROLLEAU (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Jérôme TAGNON (Liste "Joinville avec vous"), Madame Hélène DECOTIGNIE (Liste "Joinville avec vous"), Madame Stéphanie BRANCO (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Olivier LAVIGNE (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Frédéric GOMES (Liste "Joinville avec vous"), Madame Murielle VILLETTE (Liste "Joinville avec vous"), Madame Béatrice NICOLAS-DARROU (Liste "Joinville avec vous"), Madame Séverine DOS SANTOS (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Julien KARAM (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Guillaume LEVANNIER (Liste "Joinville avec vous"), Madame Laura MANACH (Liste "Joinville avec vous")

Contre : (4)

Monsieur Jean-François CLAIR (Liste "JAJI J'agis j'innove pour Joinville-le-Pont"), Madame Carmen PEREZ (Liste "JAJI J'agis j'innove pour Joinville-le-Pont"), Monsieur Maxence GEORGEAUD (Liste "JAJI J'agis j'innove pour Joinville-le-Pont"), Monsieur Tony RENUCCI (Liste "JAJI J'agis j'innove pour Joinville-le-Pont")

Abstention : (2)

Madame Sandrine PARIS-PESCAROU (), Monsieur Philippe PLATON ()

**COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus : COMMUNE
DE JOINVILLE LE PONT (1)**

AGREGÉ AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 21940042100018

POSTE COMPTABLE : VINCENNES

M. 57

Décision modificative 2 (3)

Voté par nature

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL (4)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

| |
|---|
| Conseil Municipal Sommaire 9 décembre 2025 |
|---|

I - Informations générales

| | |
|---|---|
| A - Informations statistiques, fiscales et financières | 4 |
| B - Modalités de vote du budget | 5 |
| C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats | 6 |
| C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses | 7 |
| C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes | 8 |

II - Présentation générale du budget

| | |
|---|----|
| A - Vue d'ensemble - Vote et reports | 9 |
| B1 - Présentation des AP votées | 11 |
| B2 - Présentation des AE votées | 12 |
| C1 - Equilibre financier du budget - Investissement | 13 |
| C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement | 16 |
| D1 - Balance générale - Dépenses | 18 |
| D2 - Balance générale - Recettes | 20 |

III - Vote du budget

| | |
|--|----|
| A - Section d'investissement - Vue d'ensemble | 22 |
| A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article | 26 |
| A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement | 30 |
| A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP | 31 |
| A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP | 36 |
| A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article | 37 |
| B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble | 40 |
| B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article | 43 |
| B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article | 48 |

IV - Annexes**A - Présentation croisée**

| | |
|---|-----|
| A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble | 51 |
| A1.01 - Opérations non ventilables | 54 |
| A1.900 - Fonction 0 - Services généraux | 55 |
| A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens | 58 |
| A1.901 - Fonction 1 - Sécurité | 59 |
| A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage | 60 |
| A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs | 63 |
| A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) | 67 |
| A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA | 70 |
| A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat | 71 |
| A1.906 - Fonction 6 - Action économique | 74 |
| A1.907 - Fonction 7 - Environnement | 76 |
| A1.908 - Fonction 8 - Transports | 79 |
| A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble | 83 |
| A2.01 - Opérations non ventilables | 85 |
| A2.930 - Fonction 0 - Services généraux | 86 |
| A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens | 92 |
| A2.931 - Fonction 1 - Sécurité | 93 |
| A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage | 94 |
| A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs | 99 |
| A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) | 105 |
| A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA | 108 |
| A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI | 109 |
| A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat | 110 |
| A2.936 - Fonction 6 - Action économique | 113 |
| A2.937 - Fonction 7 - Environnement | 115 |
| A2.938 - Fonction 8 - Transports | 118 |

B - Annexes patrimoniales

| | |
|--|------------|
| B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie | Sans Objet |
| B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette | Sans Objet |
| B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux | Sans Objet |
| B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours | Sans Objet |

| Conseil Municipal – séance du 9 décembre 2025 | |
|---|------------|
| B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture | Sans Objet |
| B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme | Sans Objet |
| B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes | Sans Objet |
| B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements | Sans Objet |
| B3.1 - Etat des provisions constituées | Sans Objet |
| B3.2 - Etalement des provisions | Sans Objet |
| B4 - Etat des charges transférées | Sans Objet |
| B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers | Sans Objet |
| B6 - Prêts | Sans Objet |
| B7.1 - Etat synthétique des engagements donnés | Sans Objet |
| B7.2 - Etat synthétique des engagements reçus | Sans Objet |
| B7.3 - Etat des emprunts garantis | Sans Objet |
| B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis | Sans Objet |
| B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail | Sans Objet |
| B7.6 - Etat des marchés de partenariat | Sans Objet |
| B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale | Sans Objet |
| B7.8 - Autres engagements donnés | Sans Objet |
| B7.9 - Autres engagements reçus | Sans Objet |
| B8 - Subventions versées | Sans Objet |
| B9 - Etat du personnel | Sans Objet |
| B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier | Sans Objet |
| B11.1 - Liste des organismes de regroupement | Sans Objet |
| B11.2 - Liste des établissements publics créés | Sans Objet |
| B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe | Sans Objet |

C - Annexes budgétaires

| | |
|--|-----|
| C1.1 - Equilibre budgétaire | 122 |
| C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses | 123 |
| C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes | 124 |

D - Autres éléments d'information

| | |
|---|------------|
| D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe | Sans Objet |
| D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget | Sans Objet |
| D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation | Sans Objet |
| D3 - Décisions en matière de taux | Sans Objet |
| D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement | Sans Objet |
| D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement | Sans Objet |
| D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) | Sans Objet |
| D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) | Sans Objet |

V - Arrêté et signatures

| | |
|--------------------------|-----|
| A - Arrêté et signatures | 126 |
|--------------------------|-----|

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;
les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

| | |
|---|----------|
| I – INFORMATIONS GENERALES | I |
| INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES | A |

| Informations statistiques | |
|---------------------------|---------|
| | Valeurs |
| Population totale | 20787 |

| Informations fiscales (N-2) | |
|--|--------------|
| | Collectivité |
| Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1) | 1202.37 |

| Informations financières – ratios | | Valeurs |
|-----------------------------------|--|---------|
| 1 | Dépenses réelles de fonctionnement / population | 1828.91 |
| 2 | Recettes réelles de fonctionnement / population | 1912.55 |
| 3 | Dépenses d'équipement brut / population | 987.90 |
| 4 | Encours de dette / population (2) (3) | 674.70 |
| 5 | DGF / population | 138.07 |
| 6 | Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4) | 53.40% |
| 7 | Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4) | 98.99% |
| 8 | Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement | 51.65% |
| 9 | Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4) | 35.28% |
| 10 | Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4) | 4.37% |

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1^{er} janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

| | |
|------------------------------------|----------|
| I – INFORMATIONS GENERALES | I |
| MODALITES DE VOTE DU BUDGET | B |

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :

- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- avec (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- avec (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : %
- Investissement : %

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté sans reprise des résultats de l'exercice N-1 (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°... du ...

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative avec retranscription des virements de crédits, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

| | |
|--|-----------|
| I – INFORMATIONS GENERALES | I |
| EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1) | C1 |

| RESULTAT DE L'EXERCICE N-1 | | | | | |
|----------------------------|----------|----------|---------------------------------------|----|------------------------------|
| | Dépenses | Recettes | Solde d'exécution ou résultat reporté | | Résultat ou solde (A) (2) |
| TOTAL DU BUDGET | 0,00 | 0,00 | 0,00 | A1 | 0,00 |
| Investissement | 0,00 | 0,00 | (3) 0,00 | A2 | 0,00 |
| Fonctionnement | 0,00 | 0,00 | (4) 0,00 | A3 | 0,00 |

| RESTES A REALISER N-1 | | | | | |
|-----------------------|-------------|--|---------------|----|-----------|
| | Dépenses | | Recettes | | Solde (B) |
| TOTAL des RAR | I + II 0,00 | | III + IV 0,00 | B1 | 0,00 |
| Investissement | I 0,00 | | III 0,00 | B2 | 0,00 |
| Fonctionnement | II 0,00 | | IV 0,00 | B3 | 0,00 |

| RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5) | | |
|---------------------------------|----------------|------|
| TOTAL | A1 + B1 | 0,00 |
| Investissement | A2 + B2 | 0,00 |
| Fonctionnement | A3 + B3 | 0,00 |

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

| | |
|---|-----------|
| I – INFORMATIONS GENERALES | I |
| EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES | C2 |

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

| Chap. / art. (2) | Libellé | Dépenses engagées non mandatées |
|--|---|---------------------------------|
| SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL | | (I) 0,00 |
| 018 | RSA | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement (3) | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3) | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (3) (5) | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles (3) | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (3) | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) (3) | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières (3) | 0,00 |
| 45 | Chapitres d'opérations pour compte de tiers | 0,00 |
| SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL | | (II) 0,00 |
| 011 | Charges à caractère général (4) | 0,00 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés (4) | 0,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 |
| 016 | APA | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante (4) | 0,00 |
| 6586 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 |
| 66 | Charges financières | 0,00 |
| 67 | Charges spécifiques (4) | 0,00 |

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

| | |
|---|-----------|
| I – INFORMATIONS GENERALES | I |
| EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES | C3 |

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

| Chap. / art. (2) | Libellé | Titres restant à émettre |
|--|--|--------------------------|
| SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL | | (III) 0,00 |
| 018 | RSA | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement (reçues) (3) | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (3) (5) | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles (3) | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (3) | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) (3) | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières (3) | 0,00 |
| 45 | Chapitres d'opérations pour compte de tiers | 0,00 |
| SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL | | (IV) 0,00 |
| 70 | Prod. services, domaine, ventes diverses | 0,00 |
| 73 | Impôts et taxes | 0,00 |
| 731 | Fiscalité locale | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations (4) | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante (4) | 0,00 |
| 013 | Atténuations de charges (4) | 0,00 |
| 016 | APA | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 |
| 77 | Produits spécifiques (4) | 0,00 |

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

| | |
|---|-----------|
| II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
| VUE D'ENSEMBLE | A |

| | | DEPENSES | RECETTES |
|--|--|--------------------|--------------------|
| VOTE | Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1) | 1 109 033,00 | 1 109 033,00 |
| + | | + | + |
| REPORTS | Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2) | 0,00 | 0,00 |
| | 001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2) | (si solde négatif) | (si solde positif) |
| | | 0,00 | 0,00 |
| = | | = | = |
| Total de la section d'investissement (3) | | 1 109 033,00 | 1 109 033,00 |

| | | DEPENSES | RECETTES |
|---|--|--------------|---------------|
| VOTE | Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1) | 50 000,00 | 50 000,00 |
| + | | + | + |
| REPORTS | Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2) | 0,00 | 0,00 |
| | 002 Résultat de fonctionnement reporté (2) | (si déficit) | (si excédent) |
| | | 0,00 | 0,00 |
| = | | = | = |
| Total de la section de fonctionnement (4) | | 50 000,00 | 50 000,00 |
| = | | = | = |
| TOTAL DU BUDGET (5) | | 1 159 033,00 | 1 159 033,00 |

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement à l'étape budgétaire de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

- (4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.
(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

| | |
|---|-----------|
| II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
| PRESENTATION DES AP VOTEES | B1 |

| AUTORISATION DE PROGRAMME (1) | | Chapitre(s) | Montant |
|-------------------------------|---------|-------------|-------------|
| Numéro | Libellé | | |
| TOTAL | | | 0,00 |

| | | |
|----------------------------------|-----|------|
| « AP de dépenses imprévues » (2) | 020 | 0,00 |
|----------------------------------|-----|------|

| | |
|----------------------|-------------|
| TOTAL GENERAL | 0,00 |
|----------------------|-------------|

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

| | |
|---|-----------|
| II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
| PRESENTATION DES AE VOTEES | B2 |

| AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1) | | Chapitre(s) | Montant |
|-------------------------------|---------|-------------|-------------|
| Numéro | Libellé | | |
| TOTAL | | | 0,00 |

| | | |
|---|-----|-------------|
| « AE de dépenses imprévues » (2) | 022 | 0,00 |
|---|-----|-------------|

| | |
|----------------------|-------------|
| TOTAL GENERAL | 0,00 |
|----------------------|-------------|

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

| | |
|---|-----------|
| II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
| EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT | C1 |

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée (3) III | TOTAL IV = I + II + III |
|--|--|-------------------------------|---------------------------------|------------------------|--------------------------------|----------------------------|
| 018 | RSA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4) | 2 156 390,60 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 156 390,60 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9) | 1 268 420,00 | 0,00 | 65 000,00 | 65 000,00 | 1 333 420,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4) | 13 562 770,64 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 13 562 770,64 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4) | 1 932 976,07 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 932 976,07 |
| Total des dépenses d'équipement | | 18 920 557,31 | 0,00 | 65 000,00 | 65 000,00 | 18 985 557,31 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 81 202,00 | 81 202,00 | 81 202,00 |
| 13 | Subventions d'investissement (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 1 437 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 437 000,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières (4) | 512,48 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 512,48 |
| Total des dépenses financières | | 1 437 512,48 | 0,00 | 81 202,00 | 81 202,00 | 1 518 714,48 |
| 45... | Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7) | 28 360,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 28 360,00 |
| Total des dépenses réelles d'investissement | | 20 386 429,79 | 0,00 | 146 202,00 | 146 202,00 | 20 532 631,79 |

| | | | | | | |
|--|---|------------------|--|-------------------|-------------------|---------------------|
| 040 | Opérations ordre transf. entre sections (8) | 90 958,00 | | 0,00 | 0,00 | 90 958,00 |
| 041 | Opérations patrimoniales (8) | 4 598,00 | | 962 831,00 | 962 831,00 | 967 429,00 |
| Total des dépenses d'ordre d'investissement | | 95 556,00 | | 962 831,00 | 962 831,00 | 1 058 387,00 |

| | | | | | |
|--------------|----------------------|-------------|---------------------|---------------------|----------------------|
| TOTAL | 20 481 985,79 | 0,00 | 1 109 033,00 | 1 109 033,00 | 21 591 018,79 |
|--------------|----------------------|-------------|---------------------|---------------------|----------------------|

+

| | |
|--|-------------|
| D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE | 0,00 |
|--|-------------|

=

| | |
|---|----------------------|
| TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES | 21 591 018,79 |
|---|----------------------|

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

| | |
|---|-----------|
| II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
| EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT | C1 |

RECETTES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée (3) III | TOTAL IV = I + II + III |
|--|--|-------------------------------|---------------------------------|------------------------|--------------------------------|----------------------------|
| 018 | RSA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4) | 3 561 706,31 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 561 706,31 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (5) | 8 343 005,62 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 8 343 005,62 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (4) (13) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (4) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) (4) | 50 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 50 000,00 |
| Total des recettes d'équipement | | 11 954 711,93 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 11 954 711,93 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068) | 940 000,00 | 0,00 | 96 202,00 | 96 202,00 | 1 036 202,00 |
| 1068 | Excédents de fonctionnement capitalisés (7) | 1 250 800,93 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 250 800,93 |
| 138 | Autres subventions invest. non transf. (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières (4) | 512,48 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 512,48 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes financières | | 2 191 313,41 | 0,00 | 96 202,00 | 96 202,00 | 2 287 515,41 |
| 45... | Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9) | 28 360,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 28 360,00 |
| Total des recettes réelles d'investissement | | 14 174 385,34 | 0,00 | 96 202,00 | 96 202,00 | 14 270 587,34 |

| | | | | | | |
|--|---|---------------------|--|---------------------|---------------------|---------------------|
| 021 | Virement de la section de fonctionnement (10) | 1 152 757,92 | | 0,00 | 0,00 | 1 152 757,92 |
| 040 | Opérations ordre transf. entre sections (10) (11) | 4 476 004,00 | | 50 000,00 | 50 000,00 | 4 526 004,00 |
| 041 | Opérations patrimoniales (10) | 4 598,00 | | 962 831,00 | 962 831,00 | 967 429,00 |
| Total des recettes d'ordre d'investissement | | 5 633 359,92 | | 1 012 831,00 | 1 012 831,00 | 6 646 190,92 |

| | | | | | |
|--------------|----------------------|-------------|---------------------|---------------------|----------------------|
| TOTAL | 19 807 745,26 | 0,00 | 1 109 033,00 | 1 109 033,00 | 20 916 778,26 |
|--------------|----------------------|-------------|---------------------|---------------------|----------------------|

| | |
|--|-------------------|
| R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE | 674 240,53 |
|--|-------------------|

| | |
|---|----------------------|
| TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES | 21 591 018,79 |
|---|----------------------|

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

| | |
|--|---------------------|
| AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12) | 5 587 803,92 |
|--|---------------------|

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) $DF\ 023 = RI\ 021$; $DI\ 040 = RF\ 042$; $RI\ 040 = DF\ 042$; $DI\ 041 = RI\ 041$.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération $DF\ 023 + DF\ 042 - RF\ 042$ ou solde de l'opération $RI\ 021 + RI\ 040 - DI\ 040$.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

| | |
|--|-----------|
| II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
| EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT | C2 |

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée (3) III | TOTAL IV = I + II + III |
|---|--|-------------------------------|---------------------------------|------------------------|--------------------------------|----------------------------|
| 011 | Charges à caractère général (4) | 11 303 797,54 | 0,00 | -100 000,00 | -100 000,00 | 11 203 797,54 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés (4) | 20 297 092,79 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 20 297 092,79 |
| 014 | Atténuations de produits | 1 886 155,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 886 155,00 |
| 016 | APA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4) | 4 117 501,60 | 0,00 | 100 000,00 | 100 000,00 | 4 217 501,60 |
| 6586 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des dépenses de gestion courante | | 37 604 546,93 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 37 604 546,93 |
| 66 | Charges financières | 260 570,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 260 570,00 |
| 67 | Charges spécifiques (4) | 112 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 112 000,00 |
| 68 | Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4) | 35 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 35 000,00 |
| Total des dépenses réelles de fonctionnement | | 38 012 116,93 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 38 012 116,93 |

| | | | | | | |
|---|---|---------------------|-------------|------------------|------------------|---------------------|
| 023 | Virement à la section d'investissement (5) | 1 152 757,92 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 152 757,92 |
| 042 | Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) | 4 476 004,00 | 0,00 | 50 000,00 | 50 000,00 | 4 526 004,00 |
| 043 | Opérations ordre intérieur de la section (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des dépenses d'ordre de fonctionnement | | 5 628 761,92 | 0,00 | 50 000,00 | 50 000,00 | 5 678 761,92 |

| | | | | | |
|--------------|----------------------|-------------|------------------|------------------|----------------------|
| TOTAL | 43 640 878,85 | 0,00 | 50 000,00 | 50 000,00 | 43 690 878,85 |
|--------------|----------------------|-------------|------------------|------------------|----------------------|

+

| | |
|---|-------------|
| D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE | 0,00 |
|---|-------------|

=

| | |
|--|----------------------|
| TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES | 43 690 878,85 |
|--|----------------------|

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

| | |
|--|-----------|
| II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
| EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT | C2 |

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée (3) III | TOTAL IV = I + II + III |
|---|--|-------------------------------|---------------------------------|------------------------|--------------------------------|----------------------------|
| 013 | Atténuations de charges (4) | 60 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 60 000,00 |
| 016 | APA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70 | Prod. services, domaine, ventes diverses | 4 486 107,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4 486 107,00 |
| 73 | Impôts et taxes (sauf 731) | 3 891 266,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 891 266,00 |
| 731 | Fiscalité locale | 26 122 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 26 122 000,00 |
| 74 | Dotations et participations (4) | 4 763 777,00 | 0,00 | 48 425,00 | 48 425,00 | 4 812 202,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante (4) | 227 255,00 | 0,00 | 1 575,00 | 1 575,00 | 228 830,00 |
| Total des recettes de gestion courante | | 39 550 405,00 | 0,00 | 50 000,00 | 50 000,00 | 39 600 405,00 |
| 76 | Produits financiers | 100 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 100 000,00 |
| 77 | Produits spécifiques (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 78 | Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4) | 50 000,00 | | 0,00 | 0,00 | 50 000,00 |
| Total des recettes réelles de fonctionnement | | 39 700 405,00 | 0,00 | 50 000,00 | 50 000,00 | 39 750 405,00 |

| | | | | | | |
|---|---|------------------|--|-------------|-------------|------------------|
| 042 | Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) | 90 958,00 | | 0,00 | 0,00 | 90 958,00 |
| 043 | Opérations ordre intérieur de la section (5) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes d'ordre de fonctionnement | | 90 958,00 | | 0,00 | 0,00 | 90 958,00 |

| | | | | | |
|--------------|----------------------|-------------|------------------|------------------|----------------------|
| TOTAL | 39 791 363,00 | 0,00 | 50 000,00 | 50 000,00 | 39 841 363,00 |
|--------------|----------------------|-------------|------------------|------------------|----------------------|

+

| | |
|---|---------------------|
| R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE | 3 849 515,85 |
|---|---------------------|

=

| | |
|--|----------------------|
| TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES | 43 690 878,85 |
|--|----------------------|

Pour information :

| | |
|---|---------------------|
| AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7) | 5 587 803,92 |
|---|---------------------|

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

| | |
|---|-----------|
| II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
| BALANCE GENERALE – DEPENSES | D1 |

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

| INVESTISSEMENT | | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|--|--|------------------------|------------------------|---------------------|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 81 202,00 | 0,00 | 81 202,00 |
| 13 | Subventions d'investissement (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 15 | Provisions pour risques et charges (4) | | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | (7) 0,00 | | 0,00 |
| | Total des opérations d'équipement | 0,00 | | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (3) (5) (10) | 65 000,00 | 0,00 | 65 000,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles (3) (5) | 0,00 | 962 831,00 | 962 831,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (3) (5) | (8) 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 018 | RSA | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28 | Amortissement des immobilisations (reprises) | | 0,00 | 0,00 |
| 29 | Dépréciations des immobilisations (4) | | 0,00 | 0,00 |
| 39 | Dépréciation des stocks et en-cours (4) | | 0,00 | 0,00 |
| 3... | Stocks et en-cours | | 0,00 | 0,00 |
| 198 | Neutralisation des amortissements | | 0,00 | 0,00 |
| 45 | Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 481 | Charges à rép. sur plusieurs exercices | | 0,00 | 0,00 |
| 49 | Dépréciation des comptes de tiers (4) | | 0,00 | 0,00 |
| 59 | Dépréciation des comptes financiers (4) | | 0,00 | 0,00 |
| Dépenses d'investissement – Total | | 146 202,00 | 962 831,00 | 1 109 033,00 |

+

| | |
|--|-------------|
| D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE | 0,00 |
|--|-------------|

=

| | |
|---|---------------------|
| TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES | 1 109 033,00 |
|---|---------------------|

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

| FONCTIONNEMENT | | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|--|------------------------|------------------------|------------------|
| 011 | Charges à caractère général (9) | -100 000,00 | | -100 000,00 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés (9) | 0,00 | | 0,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | | 0,00 |
| 016 | APA | 0,00 | | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 | | 0,00 |
| 60 | Achats et variation des stocks | | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9) | 100 000,00 | 0,00 | 100 000,00 |
| 6586 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | | 0,00 |
| 66 | Charges financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 67 | Charges spécifiques (9) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 68 | Dot. aux amortissements et provisions (9) | 0,00 | 50 000,00 | 50 000,00 |
| 71 | Production stockée (ou déstockage) | | 0,00 | 0,00 |
| 023 | Virement à la section d'investissement | | 0,00 | 0,00 |
| Dépenses de fonctionnement – Total | | 0,00 | 50 000,00 | 50 000,00 |

+

| | |
|---|-------------|
| D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE | 0,00 |
|---|-------------|

=

| | |
|--|------------------|
| TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES | 50 000,00 |
|--|------------------|

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.
- (3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.
- (4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (5) Hors chapitres opérations.
- (6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).
- (7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.
- (8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.
- (9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
- (10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

| | |
|---|-----------|
| II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
| BALANCE GENERALE – RECETTES | D2 |

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

| INVESTISSEMENT | | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|--|--|------------------------|------------------------|---------------------|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068) | 96 202,00 | 0,00 | 96 202,00 |
| 13 | Subventions d'investissement (reçues) (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 15 | Provisions pour risques et charges (4) | | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | (6) 0,00 | | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (3) (9) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles (3) | 0,00 | 849 203,00 | 849 203,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (3) | (7) 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) (3) | 0,00 | 113 628,00 | 113 628,00 |
| 018 | RSA | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28 | Amortissement des immobilisations | | 50 000,00 | 50 000,00 |
| 29 | Dépréciations des immobilisations (4) | | 0,00 | 0,00 |
| 39 | Dépréciation des stocks et en-cours (4) | | 0,00 | 0,00 |
| 3... | Stocks et en-cours | | 0,00 | 0,00 |
| 45 | Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 481 | Charges à rép. sur plusieurs exercices | | 0,00 | 0,00 |
| 49 | Dépréciation des comptes de tiers (4) | | 0,00 | 0,00 |
| 59 | Dépréciation des comptes financiers (4) | | 0,00 | 0,00 |
| 021 | Virement de la section de fonctionnement | | 0,00 | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | | 0,00 |
| Recettes d'investissement – Total | | 96 202,00 | 1 012 831,00 | 1 109 033,00 |

+

| | |
|--|-------------|
| R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE | 0,00 |
|--|-------------|

+

| | |
|---------------------------------------|-------------|
| R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT | 0,00 |
|---------------------------------------|-------------|

=

| | |
|---|---------------------|
| TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES | 1 109 033,00 |
|---|---------------------|

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

| FONCTIONNEMENT | | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|----------------|--|------------------------|------------------------|-----------|
| 013 | Atténuations de charges (8) | 0,00 | | 0,00 |
| 016 | APA | 0,00 | | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 | | 0,00 |
| 60 | Achats et variation des stocks | | 0,00 | 0,00 |
| 70 | Prod. services, domaine, ventes diverses | 0,00 | | 0,00 |
| 71 | Production stockée (ou déstockage) | | 0,00 | 0,00 |
| 72 | Production immobilisée | | 0,00 | 0,00 |
| 73 | Impôts et taxes (sauf 731) | 0,00 | | 0,00 |
| 731 | Fiscalité locale | 0,00 | | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations (8) | 48 425,00 | | 48 425,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante (8) | 1 575,00 | 0,00 | 1 575,00 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits spécifiques (8) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 78 | Reprise sur amortissements et provisions (8) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| FONCTIONNEMENT | | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|--|-----------------------|------------------------|------------------------|------------------|
| 79 | Transferts de charges | | 0,00 | 0,00 |
| Recettes de fonctionnement – Total | | 50 000,00 | 0,00 | 50 000,00 |
| | | | | + |
| R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE | | | | 0,00 |
| | | | | = |
| TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES | | | | 50 000,00 |

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

| | |
|---|------------|
| III – VOTE DU BUDGET | III |
| SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE | A |

DEPENSES

| Chapitre | | Budget de l'exercice (1) | RAR N-1 (2) | Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP | Pour information, dépenses gérées hors AP | TOTAL (RAR N-1 + Vote) |
|--|--|--------------------------|-------------|---|------------------------|---------------------|--|---|------------------------|
| | | | I | | | II | | | III = I + II |
| TOTAL | | 20 481 985,79 | 0,00 | 0,00 | 1 109 033,00 | 1 109 033,00 | 0,00 | 1 109 033,00 | 1 109 033,00 |
| 018 | RSA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 1 285 204,64 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (10) | 1 268 420,00 | 0,00 | 0,00 | 65 000,00 | 65 000,00 | 0,00 | 65 000,00 | 65 000,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 13 246 424,57 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 870 034,23 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des opérations d'équipement (4) | 2 250 473,87 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des dépenses d'équipement | | 18 920 557,31 | 0,00 | 0,00 | 65 000,00 | 65 000,00 | 0,00 | 65 000,00 | 65 000,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | | 81 202,00 | 81 202,00 | | 81 202,00 | 81 202,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | 1 437 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 512,48 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP) | | | 0,00 | | | | | |
| Total des dépenses financières | | 1 437 512,48 | 0,00 | 0,00 | 81 202,00 | 81 202,00 | 0,00 | 81 202,00 | 81 202,00 |
| 45 | Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5) | 28 360,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des dépenses réelles | | 20 386 429,79 | 0,00 | 0,00 | 146 202,00 | 146 202,00 | 0,00 | 146 202,00 | 146 202,00 |
| 040 | Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) | 90 958,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 041 | Opérations patrimoniales (8) | 4 598,00 | | | 962 831,00 | 962 831,00 | | 962 831,00 | 962 831,00 |
| Total des dépenses d'ordre | | 95 556,00 | | | 962 831,00 | 962 831,00 | | 962 831,00 | 962 831,00 |

| | |
|---|-------------|
| D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (9) | 0,00 |
|---|-------------|

| Chapitre | Budget de l'exercice (1) | RAR N-1 (2) | Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP | Pour information, dépenses gérées hors AP | TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II |
|----------|--------------------------|-------------|---|------------------------|---------------------|--|---|--|
| | | I | | | II | | | |

| | | | | | | | | |
|---|--|--|--|--|--|--|--|---------------------|
| Total des dépenses d'investissement cumulées | | | | | | | | 1 109 033,00 |
|---|--|--|--|--|--|--|--|---------------------|

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

| | |
|---|------------|
| III – VOTE DU BUDGET | III |
| SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES | A |

RECETTES

| Chapitre | | Budget de l'exercice (1) | RAR N-1 (2) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | TOTAL (RAR N-1 + Vote) |
|--|--|--------------------------|-------------|------------------------|---------------------|---------------------------|
| | | | I | | II | III = I + II |
| TOTAL | | 18 556 944,33 | 0,00 | 1 109 033,00 | 1 109 033,00 | 1 109 033,00 |
| 018 | RSA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement (hors 138) | 3 561 706,31 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire) | 8 343 005,62 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (10) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 50 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes d'équipement | | 11 954 711,93 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068) | 940 000,00 | 0,00 | 96 202,00 | 96 202,00 | 96 202,00 |
| 138 | Autres subventions invest. non transf. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 512,48 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| Chapitre | | Budget de l'exercice (1) | RAR N-1 (2) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | TOTAL (RAR N-1 + Vote) |
|---|---|--------------------------|-------------|------------------------|---------------------|---------------------------|
| | | | I | | II | III = I + II |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes financières | | 940 512,48 | 0,00 | 96 202,00 | 96 202,00 | 96 202,00 |
| 45 | Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3) | 28 360,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes réelles | | 12 923 584,41 | 0,00 | 96 202,00 | 96 202,00 | 96 202,00 |
| 021 | Virement de la section de fonctionnement | 1 152 757,92 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 040 | Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6) | 4 476 004,00 | | 50 000,00 | 50 000,00 | 50 000,00 |
| 041 | Opérations patrimoniales (7) | 4 598,00 | | 962 831,00 | 962 831,00 | 962 831,00 |
| Total des recettes d'ordre | | 5 633 359,92 | | 1 012 831,00 | 1 012 831,00 | 1 012 831,00 |
| R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (8) | | | | | | 0,00 |
| Affectation au compte 1068 (9) | | | | | | 0,00 |
| Total des recettes d'investissement cumulées | | | | | | 1 109 033,00 |

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RI 040 = DF 042).

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

| III – VOTE DU BUDGET | | | | | | | | III | |
|--|---|--------------------------|-------------|---|------------------------|---------------------|---|--|------------------------|
| SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE | | | | | | | | A1 | |
| Chap. / art. (1) | | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) | Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP | Pour information Crédits gérés hors AP | TOTAL (RAR N-1 + Vote) |
| | | | I | | | II | | | III = I + II |
| TOTAL | | 20 481 985,79 | 0,00 | 0,00 | 1 109 033,00 | 1 109 033,00 | 0,00 | 1 109 033,00 | 1 109 033,00 |
| 018 | RSA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 1 285 204,64 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2031 | Frais d'études | 1 027 415,27 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2032 | Frais de recherche et de développement | 138 600,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2033 | Frais d'insertion | 8 316,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2051 | Concessions, droits similaires | 110 873,37 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (10) | 1 268 420,00 | 0,00 | 0,00 | 65 000,00 | 65 000,00 | 0,00 | 65 000,00 | 65 000,00 |
| 204132 | Subv. Dpt : Bâtiments, installations | 0,00 | 0,00 | | 65 000,00 | 65 000,00 | 0,00 | 65 000,00 | 65 000,00 |
| 2041482 | Subv. Autres cnes: Bâtiments, installations | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2041511 | Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel | 11 860,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20415331 | ADM : Bien mobilier, matériel | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204182 | Autres org pub - Bât. et installations | 206 560,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20421 | Privé : Bien mobilier, matériel | 50 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20422 | Privé : Bâtiments, installations | 1 000 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 13 246 424,57 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2121 | Plantations d'arbres et d'arbustes | 19 126,97 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2128 | Autres agencements et aménagements | 737 859,78 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21311 | Bâtiments administratifs | 504 936,57 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21312 | Bâtiments scolaires | 1 762 989,50 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21314 | Bâtiments culturels et sportifs | 1 175 836,03 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21316 | Equipements du cimetière | 94 618,92 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21318 | Autres bâtiments publics | 1 365 780,50 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| Chap. / art. (1) | | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) | Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP | Pour information Crédits gérés hors AP | TOTAL (RAR N-1 + Vote) |
|--|--|--------------------------|-------------|---|------------------------|---------------------|---|--|------------------------|
| | | | I | | | II | | | III = I + II |
| 2138 | Autres constructions | 15 624,33 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2141 | Construct° sol autrui - Bâtiments public | 171 319,06 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2151 | Réseaux de voirie | 2 706 438,30 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2152 | Installations de voirie | 2 339 490,85 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21533 | Réseaux câblés | 66 915,90 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21534 | Réseaux d'électrification | 198 160,33 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21538 | Autres réseaux | 268 990,10 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 215731 | Matériel roulant | 3 660,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 215738 | Autre matériel et outillage de voirie | 18 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21578 | Autre matériel technique | 23 264,17 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2158 | Autres inst., matériel, outill. techniques | 47 929,52 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21611 | Biens sous-jacents | 2 520,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21828 | Autres matériels de transport | 562 689,68 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21831 | Matériel informatique scolaire | 29 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21838 | Autre matériel informatique | 364 232,78 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21841 | Matériel de bureau et mobilier scolaire | 58 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21848 | Autres matériels de bureau et mobiliers | 151 475,54 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2185 | Matériel de téléphonie | 120 700,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2188 | Autres immobilisations corporelles | 436 865,74 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 870 034,23 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2312 | Agencements et aménagements de terrains | 298 747,38 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2313 | Constructions | 482 088,66 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2315 | Install., matériel et outill. technique | 82 198,19 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 238 | Avances commandes immo corporelles | 7 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des opérations d'équipement (5) | 2 250 473,87 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des dépenses d'équipement | | 18 920 557,31 | 0,00 | 0,00 | 65 000,00 | 65 000,00 | 0,00 | 65 000,00 | 65 000,00 |

| Chap. / art. (1) | | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) | Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP | Pour information Crédits gérés hors AP | TOTAL (RAR N-1 + Vote) |
|---------------------------------------|---|--------------------------|-------------|---|------------------------|---------------------|---|--|------------------------|
| | | | I | | | II | | | III = I + II |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | | 81 202,00 | 81 202,00 | | 81 202,00 | 81 202,00 |
| 10226 | Taxe d'aménagement | 0,00 | 0,00 | | 81 202,00 | 81 202,00 | | 81 202,00 | 81 202,00 |
| 1068 | Excédents de fonctionnement capitalisés | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 1335 | Amendes radars automatiques et de police | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 1338 | Autres fonds équip. transférables | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire) | 1 437 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 1641 | Emprunts en euros | 1 437 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 165 | Dépôts et cautionnements reçus | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 512,48 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 275 | Dépôts et cautionnements versés | 512,48 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP) | | | 0,00 | | | | | |
| Total des dépenses financières | | 1 437 512,48 | 0,00 | 0,00 | 81 202,00 | 81 202,00 | 0,00 | 81 202,00 | 81 202,00 |
| 45... | Opérations pour compte de tiers (6) | 28 360,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 454110 | DEPENSES | 28 360,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des dépenses réelles | | 20 386 429,79 | 0,00 | 0,00 | 146 202,00 | 146 202,00 | 0,00 | 146 202,00 | 146 202,00 |
| 040 | Opérations ordre transf. entre sections (7) | 90 958,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| | Reprise sur autofinancement antérieur | 90 958,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 13911 | Subv. transf. Etat et établ. nationaux | 51 352,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 13912 | Subv. transf. Régions | 26 464,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |

| Chap. / art. (1) | | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) | Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP | Pour information Crédits gérés hors AP | TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II |
|-----------------------------------|---|--------------------------|-------------|---|------------------------|---------------------|---|--|--|
| | | | I | | | II | | | |
| 13913 | Subv. transf. Départements | 3 333,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 139158 | Subv. transf. Autres groupements | 8 928,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 13918 | Autres subventions d'équipement transf. | 881,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 13938 | Autres fonds équip. transférables | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| | Charges transférées (8) | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 041 | Opérations patrimoniales (9) | 4 598,00 | | | 962 831,00 | 962 831,00 | | 962 831,00 | 962 831,00 |
| 21311 | Bâtiments administratifs | 0,00 | | | 14 336,00 | 14 336,00 | | 14 336,00 | 14 336,00 |
| 21312 | Bâtiments scolaires | 0,00 | | | 496 738,00 | 496 738,00 | | 496 738,00 | 496 738,00 |
| 21314 | Bâtiments culturels et sportifs | 0,00 | | | 102 709,00 | 102 709,00 | | 102 709,00 | 102 709,00 |
| 21316 | Equipements du cimetière | 0,00 | | | 28 128,00 | 28 128,00 | | 28 128,00 | 28 128,00 |
| 21318 | Autres bâtiments publics | 0,00 | | | 106 689,00 | 106 689,00 | | 106 689,00 | 106 689,00 |
| 2152 | Installations de voirie | 0,00 | | | 214 231,00 | 214 231,00 | | 214 231,00 | 214 231,00 |
| 2188 | Autres immobilisations corporelles | 4 598,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| Total des dépenses d'ordre | | 95 556,00 | | | 962 831,00 | 962 831,00 | | 962 831,00 | 962 831,00 |

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = R1 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

| | |
|--|-------------|
| III – VOTE DU BUDGET | III |
| SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT | A2.1 |

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

| N° Opération | Libellé de l'opération | N° AP (1) | Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N | RAR N-1 | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP | Pour information Crédits gérés hors AP |
|--------------|---|-----------|---|-------------|------------------------|---------------------|---|--|
| 160026 | TRAVAUX AGENDA D'ACCESSIBILITE PROGRAMMEE | 9 | 1 229 370,80 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 220011 | EXTENSION DU RESEAU DE VIDEOPROTECTION | 11 | 1 588 758,01 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 240014 | NOUVEAU GYMNASSE | 14 | 443 127,24 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 240015 | CONSTRUCTION CTM | 15 | 6 180,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 240016 | EXTENSION ECOLE ELEMENTAIRE PARANGON | 16 | 61 991,60 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL | | | 3 329 427,65 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

| | |
|--|-------------|
| III – VOTE DU BUDGET | III |
| SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT | A2.2 |

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 160026
LIBELLE : TRAVAUX AGENDA D'ACCESSIBILITE PROGRAMMEE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 9

DEPENSES

| Chap. / art. (2) | Libellé | AP votée y compris ajustement | Réalisations cumulées au 01/01/N | RAR N-1 | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|------------------|--|-------------------------------|----------------------------------|---------|------------------------|---------------------|
| DEPENSES | | 1 424 878,66 | 1 229 370,80 | a | 0,00 | b |
| | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 21 260,00 | 4 380,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2031 | Frais d'études | 21 260,00 | 4 380,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 52 329,29 | 52 329,29 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21312 | Bâtiments scolaires | 52 329,29 | 52 329,29 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 1 351 289,37 | 1 172 661,51 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2313 | Constructions | 1 349 938,05 | 1 170 310,19 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2314 | Constructions sur sol d'autrui | 1 351,32 | 2 351,32 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

| Chap. / art. (2) | Libellé | Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N | RAR N-1 | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|-------------------------------------|--|--|---------|------------------------|---------------------|
| TOTAL RECETTES AFFECTEES (3) | | 0,00 | c | 0,00 | d |
| | | | | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf le 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| | |
|--------------------------------------|-------------|
| Solde = (c + d) – (a + b) (5) | 0,00 |
|--------------------------------------|-------------|

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

| | | |
|--|--|-------------|
| III - VOTE DU BUDGET | | III |
| Conseil Municipal - séance du 9 décembre 2025 | | |
| SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT | | A2.2 |

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 220011
LIBELLE : EXTENSION DU RESEAU DE VIDEOPROTECTION
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 11

DEPENSES

| Chap. / art. (2) | Libellé | AP votée y compris ajustement | Réalisations cumulées au 01/01/N | RAR N-1 | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | |
|------------------|---|-------------------------------|----------------------------------|-------------|------------------------|---------------------|-------------|
| DEPENSES | | 1 874 406,76 | 1 588 758,01 | a | 0,00 | b | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 78 449,59 | 78 449,59 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 2031 | Frais d'études | 77 238,14 | 77 238,14 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 2051 | Concessions, droits similaires | 1 211,45 | 1 211,45 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 204 | Subventions d'équipement versées (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 21 | Immobilisations corporelles | 1 795 957,17 | 1 510 308,42 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 2152 | Installations de voirie | 304 650,48 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 21533 | Réseaux câblés | 748 668,46 | 943 633,59 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 2188 | Autres immobilisations corporelles | 742 638,23 | 566 674,83 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

| Chap. / art. (2) | Libellé | Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N | RAR N-1 | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | |
|-------------------------------------|---|--|-------------|------------------------|---------------------|-------------|
| TOTAL RECETTES AFFECTEES (3) | | 0,00 | c | 0,00 | d | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf le 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 204 | Subventions d'équipement versées (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |

| | |
|--------------------------------------|-------------|
| Solde = (c + d) - (a + b) (5) | 0,00 |
|--------------------------------------|-------------|

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

| | |
|--|-------------|
| III – VOTE DU BUDGET | III |
| SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT | A2.2 |

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 240014
LIBELLE : NOUVEAU GYMNASSE
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 14

DEPENSES

| Chap. / art. (2) | Libellé | AP votée y compris ajustement | Réalisations cumulées au 01/01/N | RAR N-1 | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | |
|------------------|--|-------------------------------|----------------------------------|---------|------------------------|---------------------|------|
| DEPENSES | | 7 900 000,00 | 443 127,24 | a | 0,00 | b | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 1 308 685,96 | 442 413,24 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2031 | Frais d'études | 1 308 685,96 | 442 413,24 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 5 707 000,06 | 714,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21314 | Bâtiments culturels et sportifs | 5 707 000,06 | 714,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 884 313,98 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2313 | Constructions | 441 313,98 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 238 | Avances commandes immo corporelles | 443 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

| Chap. / art. (2) | Libellé | Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N | RAR N-1 | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | |
|-------------------------------------|--|--|---------|------------------------|---------------------|------|
| TOTAL RECETTES AFFECTEES (3) | | 0,00 | c | 0,00 | d | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf le 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| | |
|--------------------------------------|-------------|
| Solde = (c + d) – (a + b) (5) | 0,00 |
|--------------------------------------|-------------|

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

| | |
|--|-------------|
| III - VOTE DU BUDGET | III |
| Conseil Municipal - séance du 9 décembre 2025 | |
| SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT | A2.2 |

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 240015
LIBELLE : CONSTRUCTION CTM
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 15

DEPENSES

| Chap. / art. (2) | Libellé | AP votée y compris ajustement | Réalisations cumulées au 01/01/N | RAR N-1 | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|------------------|--|-------------------------------|----------------------------------|---------|------------------------|---------------------|
| DEPENSES | | 5 000 000,00 | 6 180,00 | a | 0,00 | b |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 533 500,00 | 6 180,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2031 | Frais d'études | 533 500,00 | 6 180,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 4 466 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21318 | Autres bâtiments publics | 4 466 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

| Chap. / art. (2) | Libellé | Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N | RAR N-1 | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|-------------------------------------|--|--|---------|------------------------|---------------------|
| TOTAL RECETTES AFFECTEES (3) | | 0,00 | c | 0,00 | d |
| 13 | Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf le 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| | |
|--------------------------------------|-------------|
| Solde = (c + d) - (a + b) (5) | 0,00 |
|--------------------------------------|-------------|

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

| | |
|--|-------------|
| III – VOTE DU BUDGET | III |
| SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT | A2.2 |

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 240016
LIBELLE : EXTENSION ECOLE ELEMENTAIRE PARANGON
AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME : 16

DEPENSES

| Chap. / art. (2) | Libellé | AP votée y compris ajustement | Réalisations cumulées au 01/01/N | RAR N-1 | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|------------------|--|-------------------------------|----------------------------------|---------|------------------------|---------------------|
| DEPENSES | | 4 686 000,00 | 61 991,60 | a | 0,00 | b |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 15 334,94 | 12 214,94 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2031 | Frais d'études | 15 334,94 | 12 214,94 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 4 670 665,06 | 49 776,66 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21312 | Bâtiments scolaires | 4 670 665,06 | 49 776,66 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

| Chap. / art. (2) | Libellé | Réalisations cumulées affectées à l'opération au 01/01/N | RAR N-1 | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée |
|-------------------------------------|--|--|---------|------------------------|---------------------|
| TOTAL RECETTES AFFECTEES (3) | | 0,00 | c | 0,00 | d |
| 13 | Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf le 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| | |
|--------------------------------------|-------------|
| Solde = (c + d) – (a + b) (5) | 0,00 |
|--------------------------------------|-------------|

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Indiquer le signe algébrique.

(6) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

| | |
|--|-------------|
| III – VOTE DU BUDGET | III |
| SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT | A2.3 |

Cet état ne contient pas d'information.

| | |
|---|------------|
| III – VOTE DU BUDGET | III |
| SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE | A3 |

| Chap. / art. (1) | | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | TOTAL (RAR N-1 + Vote) |
|--|--|--------------------------|-------------|------------------------|---------------------|------------------------|
| | | | I | | II | III = I + II |
| TOTAL | | 18 556 944,33 | 0,00 | 1 109 033,00 | 1 109 033,00 | 1 109 033,00 |
| 018 | RSA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement (hors 138) | 3 561 706,31 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1312 | Subv. transf. Régions | 38 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1313 | Subv. transf. Départements | 34 257,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13151 | Subv. transf. GFP de rattachement | 319 201,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13158 | Subv. transf. Autres groupements | 32 282,22 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1321 | Subv. non transf. Etat, établ. nationaux | 500 194,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1322 | Subv. non transf. Régions | 1 937 048,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13258 | Subv. non transf. Autres groupements | 157 116,09 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1328 | Autres subventions d'équip. non transf. | 7 240,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1345 | Amendes radars automatiques et de police | 269 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13462 | Dotation de soutien à l'invest local | 267 368,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4) | 8 343 005,62 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1641 | Emprunts en euros | 8 343 005,62 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (5) (11) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) (5) | 50 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 238 | Avances commandes immo corporelles | 50 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes d'équipement | | 11 954 711,93 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068) | 940 000,00 | 0,00 | 96 202,00 | 96 202,00 | 96 202,00 |
| 10222 | FCTVA | 800 000,00 | 0,00 | 146 202,00 | 146 202,00 | 146 202,00 |
| 10226 | Taxe d'aménagement | 140 000,00 | 0,00 | -50 000,00 | -50 000,00 | -50 000,00 |
| 138 | Autres subventions invest. non transf. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| Chap. / art. (1) | | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | TOTAL (RAR N-1 + Vote) |
|---------------------------------------|---|--------------------------|-------------|------------------------|---------------------|------------------------|
| | | | I | | II | III = I + II |
| 27 | Autres immobilisations financières | 512,48 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 275 | Dépôts et cautionnements versés | 512,48 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes financières | | 940 512,48 | 0,00 | 96 202,00 | 96 202,00 | 96 202,00 |
| 45 | Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6) | 28 360,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes réelles | | 12 923 584,41 | 0,00 | 96 202,00 | 96 202,00 | 96 202,00 |
| 021 | Virement de la section de fonctionnement | 1 152 757,92 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 040 | Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9) | 4 476 004,00 | | 50 000,00 | 50 000,00 | 50 000,00 |
| 13938 | Autres fonds équip. transférables | 877 104,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2802 | Frais liés à la réalisation de document | 3 939,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28031 | Frais d'études | 43 765,54 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28033 | Frais d'insertion | 415,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2804132 | Subv. Dpt : Bâtiments, installations | 19 591,13 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 280415331 | ADM : Bien mobilier, matériel | 3 370,56 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 280415332 | ADM : Bâtiments, installations | 15 961,67 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 280415341 | IC : Bien mobilier, matériel | 5 441,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 280415342 | IC : Bâtiments, installations | 13 149,40 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2804181 | Autres org pub - Biens mob, mat, études | 16 761,99 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2804182 | Autres org pub - Bât. et installations | 47 685,67 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2804183 | Autres org pub-Proj infrastruct int nat. | 166,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 280421 | Privé - Biens mob., matériel et études | 45 637,85 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 280422 | Privé - Bâtiments et installations | 933 448,80 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2805 | Licences, logiciels, droits similaires | 103 116,23 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28121 | Plantations d'arbres et d'arbustes | 74 000,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28128 | Autres aménagements de terrains | 53 326,02 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 281321 | Immeubles de rapport | 6 099,66 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28141 | Construct° sol autrui - Bâtiments public | 92 639,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28148 | Construct° sol autrui - Autres construct | 577 800,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28152 | Installations de voirie | 69 047,45 | | 50 000,00 | 50 000,00 | 50 000,00 |
| 281533 | Réseaux câblés | 83 008,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 281534 | Réseaux d'électrification | 66 963,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 281538 | Autres réseaux | 6 252,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2815731 | Matériel roulant | 36 026,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2815738 | Autre matériel et outillage de voirie | 7 543,87 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 281578 | Autre matériel technique | 23 726,91 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28158 | Autres inst.,matériel,outil. techniques | 7 275,31 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 281828 | Autres matériels de transport | 239 453,47 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| Chap. / art. (1) | | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | TOTAL (RAR N-1 + Vote) |
|-----------------------------------|---|--------------------------|-------------|------------------------|---------------------|------------------------|
| | | | I | | II | III = I + II |
| 281831 | Matériel informatique scolaire | 31 164,28 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 281838 | Autre matériel informatique | 236 593,66 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 281841 | Matériel de bureau et mobilier scolaire | 58 228,13 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 281848 | Autres matériels de bureau et mobiliers | 85 709,91 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28185 | Matériel de téléphonie | 27 544,92 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28188 | Autres immo. corporelles | 564 048,57 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 041 | Opérations patrimoniales (10) | 4 598,00 | | 962 831,00 | 962 831,00 | 962 831,00 |
| 21311 | Bâtiments administratifs | 0,00 | | 281,00 | 281,00 | 281,00 |
| 21312 | Bâtiments scolaires | 0,00 | | 425 293,00 | 425 293,00 | 425 293,00 |
| 21314 | Bâtiments culturels et sportifs | 0,00 | | 102 709,00 | 102 709,00 | 102 709,00 |
| 21318 | Autres bâtiments publics | 0,00 | | 106 689,00 | 106 689,00 | 106 689,00 |
| 2152 | Installations de voirie | 0,00 | | 214 231,00 | 214 231,00 | 214 231,00 |
| 2312 | Agencements et aménagements de terrains | 0,00 | | 39 704,00 | 39 704,00 | 39 704,00 |
| 2313 | Constructions | 0,00 | | 73 924,00 | 73 924,00 | 73 924,00 |
| 238 | Avances commandes immo corporelles | 4 598,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes d'ordre | | 5 633 359,92 | | 1 012 831,00 | 1 012 831,00 | 1 012 831,00 |

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RI 040 = DF 042).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

| | |
|---|------------|
| III – VOTE DU BUDGET | III |
| SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE | B |

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (1) | RAR N-1 (2) I | Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée II | Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE | Pour information, dépenses gérées hors AE | TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II |
|---|--|--------------------------|------------------|---|------------------------|---------------------------|--|---|--|
| TOTAL | | 43 640 878,85 | 0,00 | 0,00 | 50 000,00 | 50 000,00 | 0,00 | 50 000,00 | 50 000,00 |
| 011 | Charges à caractère général (4) | 11 303 797,54 | 0,00 | 0,00 | -100 000,00 | -100 000,00 | 0,00 | -100 000,00 | -100 000,00 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés (4) | 20 297 092,79 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 1 886 155,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 016 | APA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4) | 4 117 501,60 | 0,00 | 0,00 | 100 000,00 | 100 000,00 | 0,00 | 100 000,00 | 100 000,00 |
| 6586 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| Total des dépenses de gestion des services | | 37 604 546,93 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 66 | Charges financières | 260 570,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 67 | Charges spécifiques (4) | 112 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 68 | Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4) | 35 000,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 022 | Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE) | | | 0,00 | | | | | |
| Total des dépenses financières | | 407 570,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| Total des dépenses réelles | | 38 012 116,93 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 023 | Virement à la section d'investissement | 1 152 757,92 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 042 | Opérations ordre transf. entre sections (5) | 4 476 004,00 | | | 50 000,00 | 50 000,00 | | 50 000,00 | 50 000,00 |
| 043 | Opérations ordre intérieur de la section | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| Total des dépenses d'ordre | | 5 628 761,92 | | | 50 000,00 | 50 000,00 | | 50 000,00 | 50 000,00 |

| | |
|--|-------------|
| D002 Résultat reporté ou anticipé (6) | 0,00 |
|--|-------------|

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (1) | RAR N-1 (2) | Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE | Pour information, dépenses gérées hors AE | TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II |
|--|---------|--------------------------|-------------|---|------------------------|---------------------|--|---|--|
| | | | I | | | II | | | |
| Total des dépenses de fonctionnement cumulées | | | | | | | | | 50 000,00 |

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

| | |
|--|------------|
| III – VOTE DU BUDGET | III |
| SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES | B |

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (1) | RAR N-1 (2) I | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée II | Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II |
|---|--|--------------------------|------------------|------------------------|---------------------------|--|
| TOTAL | | 39 791 363,00 | 0,00 | 50 000,00 | 50 000,00 | 50 000,00 |
| 013 | Atténuations de charges (3) | 60 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 016 | APA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70 | Prod. services, domaine, ventes diverses | 4 486 107,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 73 | Impôts et taxes (sauf 731) | 3 891 266,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 731 | Fiscalité locale | 26 122 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations (3) | 4 763 777,00 | 0,00 | 48 425,00 | 48 425,00 | 48 425,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante (3) | 227 255,00 | 0,00 | 1 575,00 | 1 575,00 | 1 575,00 |
| Total des recettes de gestion des services | | 39 550 405,00 | 0,00 | 50 000,00 | 50 000,00 | 50 000,00 |
| 76 | Produits financiers | 100 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits spécifiques (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 78 | Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3) | 50 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes financières | | 150 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes réelles | | 39 700 405,00 | 0,00 | 50 000,00 | 50 000,00 | 50 000,00 |
| 042 | Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6) | 90 958,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 043 | Opérations ordre intérieur de la section (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes d'ordre | | 90 958,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| | |
|--|-------------|
| R002 Résultat reporté ou anticipé (8) | 0,00 |
|--|-------------|

| | |
|--|------------------|
| Total des recettes de fonctionnement cumulées | 50 000,00 |
|--|------------------|

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RF 042 = DI 040).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

| | |
|--|------------|
| III – VOTE DU BUDGET | III |
| SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE | B1 |

| Chap. / art. (1) | Libellé | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) I | Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée II | Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE | Pour information Crédits gérés hors AE | TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II |
|---------------------|---|-----------------------------|----------------------|---|---------------------------|----------------------------------|---|---|--|
| TOTAL | | 43 640 878,85 | 0,00 | 0,00 | 50 000,00 | 50 000,00 | 0,00 | 50 000,00 | 50 000,00 |
| 011 | Charges à caractère général (5) | 11 303 797,54 | 0,00 | 0,00 | -100 000,00 | -100 000,00 | 0,00 | -100 000,00 | -100 000,00 |
| 6042 | Achats de prestations de services | 231 058,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60611 | Eau et assainissement | 158 850,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60612 | Energie - Electricité | 1 517 700,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60621 | Combustibles | 16 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60622 | Carburants | 64 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60623 | Alimentation | 147 345,80 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60628 | Autres fournitures non stockées | 315 752,75 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60631 | Fournitures d'entretien | 54 184,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60632 | Fournitures de petit équipement | 314 647,93 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60633 | Fournitures de voirie | 6 756,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60636 | Habillement et vêtements de travail | 71 938,03 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6064 | Fournitures administratives | 19 461,80 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6065 | Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.) | 49 850,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60668 | Autres produits pharmaceutiques | 6 652,65 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6067 | Fournitures scolaires | 72 500,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6068 | Autres matières et fournitures | 6 185,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 2 276 119,58 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6132 | Locations immobilières | 221 730,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 61351 | Matériel roulant | 156 863,57 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 61358 | Autres | 171 290,67 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 614 | Charges locatives et de copropriété | 579 296,44 | 0,00 | | -100 000,00 | -100 000,00 | 0,00 | -100 000,00 | -100 000,00 |
| 61521 | Entretien terrains | 273 279,92 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 615221 | Entretien, réparations bâtiments publics | 434 520,85 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 615228 | Entretien, réparations autres bâtiments | 4 800,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 615231 | Entretien, réparations voiries | 239 906,36 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 615232 | Entretien, réparations réseaux | 158 403,68 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| Chap. / art. (1) | Libellé | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) | Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée II | Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE | Pour information Crédits gérés hors AE | TOTAL (RAR N-1 + Vote) |
|---------------------|---|-----------------------------|-------------|---|---------------------------|----------------------------------|---|---|------------------------------|
| | | | I | | | | | | III = I + II |
| 61551 | Entretien matériel roulant | 97 210,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 61558 | Entretien autres biens mobiliers | 66 851,01 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6156 | Maintenance | 487 472,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6161 | Multirisques | 257 400,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6168 | Autres primes d'assurance | 128 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 617 | Etudes et recherches | 103 909,70 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6182 | Documentation générale et technique | 31 230,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6184 | Versements à des organismes de formation | 122 200,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6185 | Frais de colloques et de séminaires | 500,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6188 | Autres frais divers | 329 125,24 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 62261 | Honoraires médicaux et paramédicaux | 1 800,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 62268 | Autres honoraires, conseils | 122 710,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6227 | Frais d'actes et de contentieux | 24 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6231 | Annonces et insertions | 39 636,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6232 | Fêtes et cérémonies | 367 904,26 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6233 | Foires et expositions | 17 950,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6234 | Réceptions | 15 050,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6236 | Catalogues et imprimés | 239 795,20 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6238 | Divers | 14 200,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6241 | Transports de biens | 700,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6245 | Transports de personnes extérieures | 157 036,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6247 | Transports collectifs | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6251 | Voyages, déplacements et missions | 6 900,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6261 | Frais d'affranchissement | 80 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6262 | Frais de télécommunications | 86 308,36 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 627 | Services bancaires et assimilés | 8 150,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6281 | Concours divers (cotisations) | 77 328,38 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6282 | Frais de gardiennage | 32 705,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6283 | Frais de nettoyage des locaux | 551 043,36 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 62878 | Remb. frais à des tiers | 55 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6288 | Autres services extérieurs | 43 800,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 63512 | Taxes foncières | 81 500,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 63513 | Autres impôts locaux | 68 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6378 | Autres impôts taxes et versements assim. | 19 290,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| Chap. / art. (1) | Libellé | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) I | Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée II | Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE | Pour information Crédits gérés hors AE | TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II |
|---------------------|---|-----------------------------|----------------------|---|---------------------------|----------------------------------|---|---|--|
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés (5) (6) | 20 297 092,79 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6218 | Autre personnel extérieur | 50 011,44 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6331 | Versement mobilité | 353 590,34 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6332 | Cotisations versées au F.N.A.L. | 55 441,50 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6333 | Particip. employeurs format. prof. cont. | 14 000,42 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6336 | Cotisations CNFPT et CDGFPT | 171 139,80 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 64111 | Rémunération principale titulaires | 6 903 899,38 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 64112 | SFT, indemnité de résidence | 308 710,64 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 64113 | NBI | 68 268,43 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 64118 | Autres indemnités | 2 710 581,25 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 64121 | Rémunération principale | 21 511,99 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 64128 | Autres indemnités | 37 130,40 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 64131 | Rémunérations | 2 581 570,67 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 64132 | SFT, indemnité de résidence | 107 782,87 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 64138 | Primes et autres indemnités | 902 888,41 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6414 | Personnel rémunéré à la vacation | 545 176,92 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6417 | Rémunérations des apprentis | 70 306,53 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6451 | Cotisations à l'U.R.S.S.A.F. | 2 262 343,10 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6453 | Cotisations aux caisses de retraites | 2 633 871,74 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6455 | Cotisations pour assurance du personnel | 119 997,10 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6456 | Versement au F.N.C. supplément familial | 12 000,21 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6458 | Cotis. aux autres organismes sociaux | 26 857,65 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 64731 | Allocations chômage versées directement | 102 729,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6474 | Versement aux autres oeuvres sociales | 131 912,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6475 | Médecine du travail, pharmacie | 105 371,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6478 | Autres charges sociales diverses | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 1 886 155,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 7391118 | Autres restit. dégrèv./contrib. directes | 50 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 739116 | Prél. article 55 de la loi SRU | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 739218 | Autres prél./revers. fisc. coll. locales | 49 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |

| Chap. / art. (1) | Libellé | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) I | Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée II | Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE | Pour information Crédits gérés hors AE | TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II |
|---|---|-----------------------------|----------------------|---|---------------------------|----------------------------------|---|---|--|
| 739221 | FNGIR | 1 436 394,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 7392221 | Fonds péréquation ress. com. et intercom | 350 761,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 016 | APA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5) | 4 117 501,60 | 0,00 | 0,00 | 100 000,00 | 100 000,00 | 0,00 | 100 000,00 | 100 000,00 |
| 65132 | Prix | 7 900,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65211 | Frais de scolarité | 13 150,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65311 | Indemnités de fonction | 176 860,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65313 | Cotisations de retraite | 20 290,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65314 | Cotis. sécurité sociale - part patronale | 16 100,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65315 | Formation | 8 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6541 | Créances admises en non-valeur | 30 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6542 | Créances éteintes | 5 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6553 | Service d'incendie | 438 000,00 | 0,00 | | 45 000,00 | 45 000,00 | 0,00 | 45 000,00 | 45 000,00 |
| 65561 | Contrib fonds compens. ch. territoriales | 770 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65568 | Autres contributions | 43 300,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6568 | Autres participations | 12 500,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65736211 | Subv. BA/régie admin. sans ps.morale | 114 620,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 657363 | Subv.Fonct. CCAS/CIAS | 1 094 954,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65748 | Subv.fonct.autres personnes droit privé | 974 457,60 | 0,00 | | 55 000,00 | 55 000,00 | 0,00 | 55 000,00 | 55 000,00 |
| 65818 | Autres | 242 831,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6584 | Amendes fiscales et pénales | 1 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65888 | Autres | 148 539,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6586 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| Total des dépenses de gestion des services | | 37 604 546,93 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 66 | Charges financières | 260 570,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 66111 | Intérêts réglés à l'échéance | 270 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 66112 | Intérêts - Rattachement des ICNE | -9 430,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 67 | Charges spécifiques (5) | 112 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |

| Chap. / art. (1) | Libellé | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) I | Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée II | Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE | Pour information Crédits gérés hors AE | TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II |
|---|--|-----------------------------|----------------------|---|---------------------------|----------------------------------|---|---|--|
| 673 | Titres annulés (sur exercices antérieurs) | 112 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 68 | Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5) | 35 000,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6817 | Dot. prov. dépréc. actifs circulants | 35 000,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 022 | Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE) | | | 0,00 | | | | | |
| Total des charges financières et spécifiques | | 407 570,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| Total des dépenses réelles | | 38 012 116,93 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 023 | Virement à la section d'investissement | 1 152 757,92 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 042 | Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9) | 4 476 004,00 | | | 50 000,00 | 50 000,00 | | 50 000,00 | 50 000,00 |
| 65888 | Autres | 877 104,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6811 | Dot. amort. immos incorporelles | 3 598 900,00 | | | 50 000,00 | 50 000,00 | | 50 000,00 | 50 000,00 |
| 043 | Opérations ordre intérieur de la section (8) (10) | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| Total des dépenses d'ordre | | 5 628 761,92 | | | 50 000,00 | 50 000,00 | | 50 000,00 | 50 000,00 |

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

| | |
|------------------------------------|-----------|
| Montant des ICNE de l'exercice | 24 543,47 |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 32 710,03 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1 | -9 430,00 |

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

| | |
|--|------------|
| III – VOTE DU BUDGET | III |
| SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE | B2 |

| Chap / art. (1) | Libellé | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) I | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée II | Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II |
|-----------------|--|--------------------------|------------------|------------------------|---------------------------|--|
| TOTAL | | 39 791 363,00 | 0,00 | 50 000,00 | 50 000,00 | 50 000,00 |
| 013 | Atténuations de charges (4) | 60 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6419 | Remboursements rémunérations personnel | 60 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 016 | APA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70 | Prod. services, domaine, ventes diverses | 4 486 107,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7018 | Autres ventes de produits finis | 11 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70311 | Concessions cimetières (produit net) | 30 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70323 | Red. occupation dom. public | 443 932,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70328 | Autres droits stationnement et location | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70383 | Redevance de stationnement | 230 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70384 | Forfait de post-stationnement | 250 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7062 | Redevances services à caractère culturel | 286 430,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70631 | Redevances services à caractère sportif | 5 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7066 | Redevances services à caractère social | 636 400,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7067 | Redev. services périscolaires et enseign | 1 645 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 706888 | Autres | 86 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 708421 | Mise dispo pers. BA/régie sans ps.morale | 86 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70843 | Mise à dispo personnel CCAS/CIAS | 700 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70848 | Mise à dispo personnel autres organismes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 708721 | Remb. frais par BA/régie sans ps.morale | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70873 | Remb. frais par le CCAS/CIAS | 25 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70878 | Remb. frais par des tiers | 51 345,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 73 | Impôts et taxes (sauf 731) | 3 891 266,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 73211 | Attribution de compensation | 3 891 266,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 731 | Fiscalité locale | 26 122 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 73111 | Impôts directs locaux | 24 602 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 73118 | Autres contributions directes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| Chap / art. (1) | Libellé | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) I | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée II | Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II |
|---|--|--------------------------|------------------|------------------------|---------------------------|--|
| 73123 | Taxe com add droit mut ou pub foncière | 1 220 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 73141 | Accise sur l'électricité | 300 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations (4) | 4 763 777,00 | 0,00 | 48 425,00 | 48 425,00 | 48 425,00 |
| 74111 | Dotation forfaitaire des communes | 2 720 738,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 741127 | DNP des communes | 148 972,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 744 | FCTVA | 0,00 | 0,00 | 48 425,00 | 48 425,00 | 48 425,00 |
| 74611 | DGD des communes et EPCI | 18,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74718 | Autres participations Etat | 64,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7472 | Participation régions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7473 | Participation départements | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 747888 | Autres | 1 780 885,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74833 | Etat-Compens.exonération taxes foncières | 88 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7484 | Dotation de recensement | 3 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7485 | Dotation pour les titres sécurisés | 21 600,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante (4) | 227 255,00 | 0,00 | 1 575,00 | 1 575,00 | 1 575,00 |
| 752 | Revenus des immeubles | 221 400,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 755 | Dédits et pénalités perçus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 75888 | Autres | 5 855,00 | 0,00 | 1 575,00 | 1 575,00 | 1 575,00 |
| Total des recettes de gestion des services | | 39 550 405,00 | 0,00 | 50 000,00 | 50 000,00 | 50 000,00 |
| 76 | Produits financiers | 100 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 764 | Revenus valeurs mobilières de placement | 100 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits spécifiques (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 78 | Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4) | 50 000,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7817 | Rep. prov. dépréc. actifs circulants | 50 000,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes réelles | | 39 700 405,00 | 0,00 | 50 000,00 | 50 000,00 | 50 000,00 |
| 042 | Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7) | 90 958,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 777 | Rec... subv inv transférées cpte résult | 90 958,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 043 | Opérations ordre intérieur de la section (5) (8) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes d'ordre | | 90 958,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

| | |
|--------------|------|
| Montant brut | 0,00 |
| Compensation | 0,00 |

| | |
|-------------|------|
| Montant net | 0,00 |
|-------------|------|

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

| | |
|------------------------------------|------|
| Montant des ICNE de l'exercice | 0,00 |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 0,00 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1 | 0,00 |

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

| | |
|---|-----------|
| IV – ANNEXES | IV |
| A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE | A1 |

| Chapitre nature | Libellé | 01 Opérations non ventilables | 0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens) | 0-5 Gestion des fonds européens | 1 Sécurité | 2 Enseign., formation prof., apprentissage | 3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs | 4 Santé et action sociale (hors RSA) | 4-4 RSA |
|-----------------|--|----------------------------------|---|------------------------------------|-------------------|---|--|---|-------------|
| DEPENSES | | 1 518 202,00 | 2 373 542,56 | 0,00 | 651 777,57 | 2 298 912,85 | 3 599 263,10 | 267 710,16 | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 81 202,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 1 437 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 639 213,06 | 0,00 | 9 000,00 | 243 395,62 | 879 762,53 | 21 877,90 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 95 560,00 | 0,00 | 100 000,00 | 31 000,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 1 676 909,80 | 0,00 | 547 217,57 | 1 944 000,21 | 1 683 245,17 | 214 832,26 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 0,00 | 57 419,70 | 0,00 | 0,00 | 111 517,02 | 936 255,40 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 45 | Opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 2 556 515,41 | 8 609 247,84 | 0,00 | 0,00 | 291 364,00 | 1 803 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 2 287 002,93 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 269 000,00 | 266 242,22 | 0,00 | 0,00 | 284 364,00 | 1 760 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 8 343 005,62 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 7 000,00 | 43 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 512,48 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| Chapitre nature | Libellé | 01 Opérations non ventilables | 0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens) | 0-5 Gestion des fonds européens | 1 Sécurité | 2 Enseign., formation prof.,apprentissage | 3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs | 4 Santé et action sociale (hors RSA) | 4-4 RSA |
|--------------------|---------------------------------|-------------------------------------|---|--|---------------|--|--|---|------------|
| 45 | Opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| | |
|---|-----------|
| IV – ANNEXES | IV |
| A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) | A1 |

| Chapitre nature | Libellé | 5 Aménagement des territoires et habitat | 6 Action économique | 7 Environnement | 8 Transports | 9 Fonction en réserve | TOTAL |
|--------------------|--|--|------------------------|--------------------|---------------------|--------------------------|----------------------|
| DEPENSES | | 2 671 319,98 | 1 012,48 | 116 339,76 | 7 034 551,33 | | 20 532 631,79 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 81 202,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 1 437 000,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 28 422,07 | 0,00 | 32 950,00 | 301 769,42 | | 2 156 390,60 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 1 000 000,00 | 0,00 | 30 000,00 | 76 860,00 | | 1 333 420,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 868 952,15 | 500,00 | 53 389,76 | 6 573 723,72 | | 13 562 770,64 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 745 585,76 | 0,00 | 0,00 | 82 198,19 | | 1 932 976,07 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 512,48 | 0,00 | 0,00 | | 512,48 |
| 45 | Opérations pour compte de tiers | 28 360,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 28 360,00 |
| RECETTES | | 394 164,09 | 0,00 | 0,00 | 616 296,00 | | 14 270 587,34 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 2 287 002,93 |
| 13 | Subventions d'investissement | 384 164,09 | 0,00 | 0,00 | 597 936,00 | | 3 561 706,31 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 8 343 005,62 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 50 000,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 512,48 |
| 45 | Opérations pour compte de tiers | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 | 18 360,00 | | 28 360,00 |

| | |
|---|--------------|
| IV – ANNEXES | IV |
| A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A1.01 |

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

| Article / compte nature (1) | Libellé | 01 Opérations non ventilables |
|--------------------------------|--|----------------------------------|
| DEPENSES | | 1 518 202,00 |
| 102 | Dotations et fonds d'investissement | 81 202,00 |
| 164 | Emprunts auprès des états financiers | 1 437 000,00 |
| RECETTES | | 2 556 515,41 |
| 102 | Dotations et fonds d'investissement | 1 036 202,00 |
| 106 | Réserves | 1 250 800,93 |
| 134 | Fonds affectés à l'équipement non amort. | 269 000,00 |
| 275 | Dépôts et cautionnements versés | 512,48 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

| | |
|---|---------------|
| IV – ANNEXES | IV |
| A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A1.900 |

FONCTION 0 – Services généraux

| Article / compte nature (1) | Libellé | 02 Administration générale | | | | |
|-----------------------------|---|---|------------------------------|--------------------------------------|--|-------------------------------|
| | | 020 Admin. générale de la collectivité | 021 Personnel non ventilé | 025 Cimetières et pompes funèbres | 026 Administration générale de l'Etat | 028 Autres moyens généraux |
| DEPENSES | | 2 227 127,82 | 0,00 | 97 927,78 | 1 900,00 | 46 586,96 |
| 203 | Frais d'études, recherche, développement | 534 687,18 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 205 | Licences, procédés, droits similaires | 104 525,88 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 213 | Constructions | 608 994,58 | 0,00 | 94 618,92 | 0,00 | 7 586,96 |
| 215 | Installat ^e , matériel, outillage techniq. | 18 063,56 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 216 | Biens historiques et culturels | 2 520,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 218 | Autres immobilisations corporelles | 904 225,78 | 0,00 | 0,00 | 1 900,00 | 39 000,00 |
| 231 | Immobilisations corporelles en cours | 54 110,84 | 0,00 | 3 308,86 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 8 427 906,84 | 0,00 | 181 341,00 | 0,00 | 0,00 |
| 131 | Subv inv rattachées aux actifs amort | 84 901,22 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 134 | Fonds affectés à l'équipement non amort. | 0,00 | 0,00 | 181 341,00 | 0,00 | 0,00 |
| 164 | Emprunts auprès des éts financiers | 8 343 005,62 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

| | |
|---|---------------|
| IV – ANNEXES | IV |
| A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A1.900 |

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 03 Conseils | | | | | | 035 Conseil de territoire | 038 Autres instances | |
|-----------------------------------|--|------------------------------|--|--------------------------------------|---|---|------------------------------|------------------------------|-------------------------|-------------------------|
| | | 031 Assemblée délibérante | 032 Conseil éco.,social région./Conseil dev. | 033 Conseil cult., éduc., env. | 034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc. | | 035 Conseil de territoire | | | 038 Autres instances |
| | | | | | 0341 Section éco., sociale et environnem. | 0342 Section culture, éducation et sports | | | | |
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | |
| 203 | Frais d'études, recherche, développement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | |
| 205 | Licences, procédés, droits similaires | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | |
| 213 | Constructions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | |
| 215 | Installat*, matériel, outillage techniq. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | |
| 216 | Biens historiques et culturels | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | |
| 218 | Autres immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | |
| 231 | Immobilisations corporelles en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | |
| 131 | Subv inv rattachées aux actifs amort | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | |
| 134 | Fonds affectés à l'équipement non amort. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | |
| 164 | Emprunts auprès des états financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

| | |
|---|---------------|
| IV – ANNEXES | IV |
| A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A1.900 |

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern. | | | | | | TOTAL DU CHAPITRE |
|-----------------------------|--|--|-----------------------------------|----------------------------|--|-----------------------------------|-----------------------|----------------------|
| | | 041 Action relevant de la subvention globale | 042 Actions interrégionales | 043 Actions européennes | 044 Aide publique au développement | 045 Actions internationales | 048 Autres actions | |
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 373 542,56 |
| 203 | Frais d'études, recherche, développement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 534 687,18 |
| 205 | Licences, procédés, droits similaires | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 104 525,88 |
| 213 | Constructions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 711 200,46 |
| 215 | Installat°, matériel, outillage techniq. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 18 063,56 |
| 216 | Biens historiques et culturels | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 520,00 |
| 218 | Autres immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 945 125,78 |
| 231 | Immobilisations corporelles en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 57 419,70 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 8 609 247,84 |
| 131 | Subv inv rattachées aux actifs amort | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 84 901,22 |
| 134 | Fonds affectés à l'équipement non amort. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 181 341,00 |
| 164 | Emprunts auprès des états financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 8 343 005,62 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

| | |
|---|-----------------|
| IV – ANNEXES | IV |
| A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A1.900-5 |

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

| Article / compte nature (1) | Libellé | 051 FSE | 052 FEDER | 058 Autres | | TOTAL DU CHAPITRE |
|-----------------------------|----------|------------|--------------|----------------|---------------|-------------------|
| | | | | 0580 FEADER | 0581 FEAMP | |
| | DEPENSES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | RECETTES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

| | |
|---|---------------|
| IV – ANNEXES | IV |
| A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A1.901 |

FONCTION 1 – Sécurité

| Article / compte nature (1) | Libellé | 10 Services communs | 11 Police, sécurité, justice | 12 Incendie et secours | 13 Hygiène et salubrité publique | 18 Autres interv. protect. personnes, biens | TOTAL DU CHAPITRE |
|-----------------------------|---|------------------------|---------------------------------|---------------------------|--|---|----------------------|
| DEPENSES | | 0,00 | 476 939,60 | 149 329,87 | 0,00 | 25 508,10 | 651 777,57 |
| 203 | Frais d'études, recherche, développement | 0,00 | 9 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 9 000,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 20 000,00 | 75 560,00 | 0,00 | 0,00 | 95 560,00 |
| 213 | Constructions | 0,00 | 14 536,41 | 32 033,27 | 0,00 | 0,00 | 46 569,68 |
| 215 | Installat ^o , matériel, outillage techniq. | 0,00 | 176 601,25 | 27 000,00 | 0,00 | 0,00 | 203 601,25 |
| 218 | Autres immobilisations corporelles | 0,00 | 256 801,94 | 14 736,60 | 0,00 | 25 508,10 | 297 046,64 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

| | |
|---|---------------|
| IV – ANNEXES | IV |
| A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A1.902 |

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

| Article / compte nature (1) | Libellé | 20 | 21 | | | 22 | | | 23 | 24 |
|-----------------------------|--|------------------|-------------------------------|---------------------|--------------------|------------------------------|----------------|---------------|------------------------|-----------------|
| | | Services communs | Enseignement du premier degré | | | Enseignement du second degré | | | | |
| | | 201 | 211 | 212 | 213 | 221 | 222 | 223 | | |
| | | Services communs | Ecoles maternelles | Ecoles primaires | Classes regroupées | Collèges | Lycées publics | Lycées privés | Enseignement supérieur | Cités scolaires |
| DEPENSES | | 0,00 | 261 582,42 | 1 929 187,85 | 41 937,81 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 203 | Frais d'études, recherche, développement | 0,00 | 25 208,02 | 202 622,56 | 15 565,04 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 212 | Agencements et aménagements de terrains | 0,00 | 0,00 | 1 546,12 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 213 | Constructions | 0,00 | 190 918,27 | 1 548 756,43 | 24 272,78 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 215 | Installat°, matériel, outillage techniq. | 0,00 | 0,00 | 2 837,45 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 218 | Autres immobilisations corporelles | 0,00 | 33 264,40 | 74 100,00 | 2 099,99 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 231 | Immobilisations corporelles en cours | 0,00 | 12 191,73 | 92 325,29 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 238 | Avances commandes immo corporelles | 0,00 | 0,00 | 7 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 291 364,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 131 | Subv inv rattachées aux actifs amort | 0,00 | 0,00 | 180 204,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 132 | Subv inv rattachées aux actifs non amort | 0,00 | 0,00 | 104 160,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 238 | Avances commandes immo corporelles | 0,00 | 0,00 | 7 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 25 Formation professionnelle | | | | | | | | | | | | |
|-----------------------------------|--|---|--|---|---|---------------------------------------|--|---|---|---|----------------|---|-------------------------------------|---------------|
| | | 251 Insertion sociale et professionnelle | 252 Formation professionnalisante personnes | 253 Formation certifiante des personnes | 254 Formation des actifs occupés | 255 Rémunération des stagiaires | 256 CNFPT - Formation des actifs occupés | | | | | 257 CNFPT et CDG - missions spécifiques | | 258 Autres |
| | | | | | | | 2561 Missions statutaires et réglementaires | 2562 Développement des compétences | 2563 Évolution et transition professionnelle | 2564 Organisation des activités pédagogiques | 2565 Autres | 2571 Concours | 2572 Missions administratives | |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 203 | Frais d'études, recherche, développement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 212 | Agencements et aménagements de terrains | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 213 | Constructions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 215 | Installat ^o , matériel, outillage techniq. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 218 | Autres immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 231 | Immobilisations corporelles en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 238 | Avances commandes immo corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 131 | Subv inv rattachées aux actifs amort | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 132 | Subv inv rattachées aux actifs non amort | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 238 | Avances commandes immo corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

| | |
|---|---------------|
| IV – ANNEXES | IV |
| A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A1.902 |

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 26 Apprentissage | 27 Formation sanitaire et sociale | 28 Autres services périscolaires et annexes | | | | | 29 Sécurité | TOTAL DU CHAPITRE |
|-----------------------------|---|---------------------|---|--|-----------------------|--------------------------|---------------------------------|---|----------------|-------------------------|
| | | | | 281 Hébergement et restauration scolaires | 282 Sport scolaire | 283 Médecine scolaire | 284 Classes de découverte | 288 Autre service annexe de l'enseignement | | |
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 66 204,77 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 298 912,85 |
| 203 | Frais d'études, recherche, développement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 243 395,62 |
| 212 | Agencements et aménagements de terrains | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 546,12 |
| 213 | Constructions | 0,00 | 0,00 | 25 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 788 947,48 |
| 215 | Installat ^o , matériel, outillage techniq. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 837,45 |
| 218 | Autres immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 41 204,77 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 150 669,16 |
| 231 | Immobilisations corporelles en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 104 517,02 |
| 238 | Avances commandes immo corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 7 000,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 291 364,00 |
| 131 | Subv inv rattachées aux actifs amort | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 180 204,00 |
| 132 | Subv inv rattachées aux actifs non amort | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 104 160,00 |
| 238 | Avances commandes immo corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 7 000,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

| | |
|---|---------------|
| IV – ANNEXES | IV |
| A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A1.903 |

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

| Article / compte nature (1) | Libellé | 30 Services communs | 31 Culture | | | | | | | |
|--------------------------------------|---|------------------------|---|-------------------|---------------------------------------|---------------|----------------------------|--|--|----------------------------------|
| | | | 311 Activités artist.,actions et manif.cult. | 312 Patrimoine | 313 Bibliothèques, médiathèques | 314 Musées | 315 Services d'archives | 316 Théâtres et spectacles vivants | 317 Cinémas et autres salles de spectacles | 318 Archéologie préventive |
| DEPENSES | | 0,00 | 53 747,27 | 1 181 234,48 | 27 668,14 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 87 636,65 | 0,00 |
| 203 | Frais d'études, recherche, développement | 0,00 | 18 823,99 | 146 103,83 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 800,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 205 | Licences, procédés, droits similaires | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 347,49 | 0,00 |
| 213 | Constructions | 0,00 | 19 823,28 | 1 035 130,65 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 19 271,75 | 0,00 |
| 214 | Constructions sur sol d'autrui | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 215 | Installat°, matériel, outillage techniq. | 0,00 | 417,30 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 218 | Autres immobilisations corporelles | 0,00 | 14 682,70 | 0,00 | 27 668,14 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 46 217,41 | 0,00 |
| 231 | Immobilisations corporelles en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 20 000,00 | 0,00 |
| 238 | Avances commandes immo corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 200 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 132 | Subv inv rattachées aux actifs non amort | 0,00 | 0,00 | 200 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 238 | Avances commandes immo corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 32 | | | | | | | | |
|-----------------------------|---|-------------------------------------|-------------------|-----------------|--|--|---------------------------------------|--------------------------------------|-------------|-------------|
| | | Sports (autres que scolaires) | | | | | | | | |
| | | 321 Salles de sport, gymnases | 322 Stades | 323 Piscines | 324 Centres de formation sportifs | 325 Autres équipements sportifs ou loisirs | 326 Manifestations sportives | 327 Soutien aux sportifs | | |
| | | | | | | 3271 Soutien aux sportifs de haut niveau | 3272 Soutien aux clubs amateurs | 3273 Autres soutiens aux sportifs | | |
| DEPENSES | | 1 839 254,23 | 207 210,62 | 0,00 | 0,00 | 1 993,03 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 203 | Frais d'études, recherche, développement | 661 926,66 | 48 054,56 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 100 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 205 | Licences, procédés, droits similaires | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 213 | Constructions | 143 072,17 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 993,03 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 214 | Constructions sur sol d'autrui | 0,00 | 152 156,06 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 215 | Installat ^e , matériel, outillage techniq. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 218 | Autres immobilisations corporelles | 18 000,00 | 7 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| Article / compte nature (1) | Libellé | 32 | | | | | | | | |
|-----------------------------|--|-------------------------------------|------------------|-----------------|--|--|---------------------------------------|--------------------------------------|-------------|-------------|
| | | Sports (autres que scolaires) | | | | | | | | |
| | | 321 Salles de sport, gymnases | 322 Stades | 323 Piscines | 324 Centres de formation sportifs | 325 Autres équipements sportifs ou loisirs | 326 Manifestations sportives | 327 Soutien aux sportifs | | |
| | | | | | | 3271 Soutien aux sportifs de haut niveau | 3272 Soutien aux clubs amateurs | 3273 Autres soutiens aux sportifs | | |
| 231 | Immobilisations corporelles en cours | 473 255,40 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 238 | Avances commandes immo corporelles | 443 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 1 543 000,00 | 60 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 132 | Subv inv rattachées aux actifs non amort | 1 500 000,00 | 60 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 238 | Avances commandes immo corporelles | 43 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

| | |
|---|---------------|
| IV – ANNEXES | IV |
| A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A1.903 |

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs | | | 34 Vie sociale et citoyenne | | 39 Sécurité | TOTAL DU CHAPITRE |
|-----------------------------|---|--|-----------------------------|--|---|-------------------|----------------|----------------------|
| | | 331 Centres de loisirs | 332 Colonies de vacances | 338 Autres activités pour les jeunes | 341 Egalité entre les femmes et les hommes | 348 Autres | | |
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 86 464,58 | 0,00 | 114 054,10 | 0,00 | 3 599 263,10 |
| 203 | Frais d'études, recherche, développement | 0,00 | 0,00 | 2 706,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 878 415,04 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 100 000,00 |
| 205 | Licences, procédés, droits similaires | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 347,49 |
| 213 | Constructions | 0,00 | 0,00 | 8 858,58 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 228 149,46 |
| 214 | Constructions sur sol d'autrui | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 152 156,06 |
| 215 | Installat ^o , matériel, outillage techniq. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 114 054,10 | 0,00 | 114 471,40 |
| 218 | Autres immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 74 900,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 188 468,25 |
| 231 | Immobilisations corporelles en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 493 255,40 |
| 238 | Avances commandes immo corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 443 000,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 803 000,00 |
| 132 | Subv inv rattachées aux actifs non amort | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 760 000,00 |
| 238 | Avances commandes immo corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 43 000,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

| | |
|---|---------------|
| IV – ANNEXES | IV |
| A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A1.904 |

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 41 Santé | | | | | |
|-----------------------------------|--|-------------------------|--|---|-----------------------------|---|-----------------------|
| | | 410 Services communs | 411 PMI et planification familiale | 412 Prévention et éducation pour la santé | 413 Sécurité alimentaire | 414 Dispensaires et autres éta sanitaires | 418 Autres actions |
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 203 | Frais d'études, recherche, développement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 213 | Constructions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 214 | Constructions sur sol d'autrui | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 218 | Autres immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 42 Action sociale | | | | | | | |
|-----------------------------------|--|-------------------------|--|----------------------------|---------------------------------------|---------------------|------------------------------|-----------------------|--|
| | | 420 Services communs | 421 Famille et enfance | | | | 422 Petite enfance | | |
| | | | 4211 Actions en faveur de la maternité | 4212 Aides à la famille | 4213 Aides sociales à l'enfance | 4214 Adolescence | 4221 Crèches et garderies | 4222 Multi accueil | 4228 Autres actions pour la petite enfance |
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 234 428,78 | 0,00 | 2 281,38 |
| 203 | Frais d'études, recherche, développement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 19 596,52 | 0,00 | 2 281,38 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 213 | Constructions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 144 895,92 | 0,00 | 0,00 |
| 214 | Constructions sur sol d'autrui | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 18 083,00 | 0,00 | 0,00 |
| 218 | Autres immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 51 853,34 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

| | |
|---|---------------|
| IV – ANNEXES | IV |
| A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A1.904 |

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 42 Action sociale | | | | | TOTAL DU CHAPITRE | |
|--------------------------------|--|---------------------------|---|--|-----------------------------------|---------------------------------|----------------------|---|
| | | 423 Personnes âgées | | | 424 Personnes en difficulté | 425 Personnes handicapées | | 428 Autres interventions sociales |
| | | 4231 Forfait autonomie | 4232 Autres actions de prévention | 4238 Autres actions pour les personnes âgées | | | | |
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 31 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 267 710,16 |
| 203 | Frais d'études, recherche, développement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 21 877,90 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 31 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 31 000,00 |
| 213 | Constructions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 144 895,92 |
| 214 | Constructions sur sol d'autrui | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 18 083,00 |
| 218 | Autres immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 51 853,34 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

| | |
|---|-----------------|
| IV – ANNEXES | IV |
| A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A1.904-4 |

FONCTION 4-4 – RSA

| Article / compte nature (1) | Libellé | 441 Insertion sociale | 442 Santé | 443 Logement | 444 Insertion professionnelle | 445 Evaluation des dépenses engagées | 446 Dépenses de structure | 447 RSA allocations | 448 Autres dépenses au titre du RSA | TOTAL DU CHAPITRE |
|-----------------------------|----------|--------------------------|--------------|-----------------|----------------------------------|---|------------------------------|------------------------|--|-------------------|
| | DEPENSES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | RECETTES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

| | |
|---|---------------|
| IV – ANNEXES | IV |
| A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A1.905 |

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

| Article / compte nature (1) | Libellé | 50 Services communs | 51 Aménagement et services urbains | | | | | | |
|--------------------------------|--|------------------------|---------------------------------------|---------------------------------|-------------------------|-------------------|------------------------|------------------------------------|--|
| | | | 510 Services communs | 511 Espaces verts urbains | 512 Eclairage public | 513 Art public | 514 Electrification | 515 Opérations d'aménagement | 518 Autres actions d'aménagement urbain |
| | | | DEPENSES | | 0,00 | 426 819,13 | 619 644,53 | 582 788,88 | 0,00 |
| 203 | Frais d'études, recherche, développement | 0,00 | 18 142,13 | 10 279,94 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 212 | Agencements et aménagements de terrains | 0,00 | 0,00 | 89 126,97 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 213 | Constructions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 214 | Constructions sur sol d'autrui | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 215 | Installat°, matériel, outillage techniq. | 0,00 | 0,00 | 62 223,44 | 582 788,88 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 6 942,22 |
| 218 | Autres immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 121 105,42 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 231 | Immobilisations corporelles en cours | 0,00 | 408 677,00 | 336 908,76 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 454 | Travaux effectués d'office | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 28 360,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 27 048,00 | 357 116,09 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 10 000,00 |
| 132 | Subv inv rattachées aux actifs non amort | 0,00 | 0,00 | 27 048,00 | 357 116,09 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 454 | Travaux effectués d'office | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 10 000,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 52 Politique de la ville | 53 Agglomérations et villes moyennes | 54 Espace rural et autres espaces de dév. | 55 Habitat (Logement) | | | | |
|-----------------------------|--|-----------------------------|---|--|--------------------------------------|--------------------------------|--|--|------------------------|
| | | | | | 551 Parc privé de la collectivité | 552 Aide au secteur locatif | 553 Aide à l'accession à la propriété | 554 Aire d'accueil des gens du voyage | 555 Logement social |
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 6 765,22 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 000 000,00 |
| 203 | Frais d'études, recherche, développement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 000 000,00 |
| 212 | Agencements et aménagements de terrains | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 213 | Constructions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 5 685,22 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 214 | Constructions sur sol d'autrui | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 080,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 215 | Installat°, matériel, outillage techniq. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 218 | Autres immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 231 | Immobilisations corporelles en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 454 | Travaux effectués d'office | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 132 | Subv inv rattachées aux actifs non amort | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 454 | Travaux effectués d'office | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

| | |
|---|---------------|
| IV – ANNEXES | IV |
| A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A1.905 |

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 56 Actions en faveur du littoral | 57 Techno. de l'information et de la comm. | 58 Autres actions | | 59 Sécurité | TOTAL DU CHAPITRE |
|-----------------------------------|--|--|--|---------------------------|--|----------------|---------------------|
| | | | | 581 Réserves Foncières | 588 Autres actions d'aménagement | | |
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 671 319,98 |
| 203 | Frais d'études, recherche, développement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 28 422,07 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 000 000,00 |
| 212 | Agencements et aménagements de terrains | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 89 126,97 |
| 213 | Constructions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 5 685,22 |
| 214 | Constructions sur sol d'autrui | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 080,00 |
| 215 | Installat°, matériel, outillage techniq. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 651 954,54 |
| 218 | Autres immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 121 105,42 |
| 231 | Immobilisations corporelles en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 745 585,76 |
| 454 | Travaux effectués d'office | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 28 360,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 394 164,09 |
| 132 | Subv inv rattachées aux actifs non amort | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 384 164,09 |
| 454 | Travaux effectués d'office | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 10 000,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

| | |
|---|---------------|
| IV – ANNEXES | IV |
| A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A1.906 |

FONCTION 6 – Action économique

| Article / compte nature (1) | Libellé | 60 Services communs | 61 Interventions économiques transversales | 62 Structure d'animation et de dév. éco. | 63 Actions sectorielles | | | | |
|-----------------------------------|------------------------------------|------------------------|---|--|---|------------------------------|----------------|--|-------------------------------------|
| | | | | | 631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire | | | 632 Industrie, commerce et artisanat | 633 Développement touristique |
| | | | | | 6311 Laboratoire | 6312 Marchés alimentaires | 6318 Autres | | |
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 1 012,48 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 218 | Autres immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 275 | Dépôts et cautionnements versés | 0,00 | 0,00 | 512,48 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

| | |
|---|---------------|
| IV – ANNEXES | IV |
| A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A1.906 |

FONCTION 6 – Action économique (suite)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 64 Rayonnement, attractivité du territoire | 65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire | 66 Maintien et dév. des services publics | 67 Recherche et innovation | 68 Autres actions | TOTAL DU CHAPITRE |
|-----------------------------|------------------------------------|---|---|--|----------------------------------|----------------------|----------------------|
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 012,48 |
| 218 | Autres immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 500,00 |
| 275 | Dépôts et cautionnements versés | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 512,48 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

| | |
|---|---------------|
| IV – ANNEXES | IV |
| A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A1.907 |

FONCTION 7 – Environnement

| Article / compte nature (1) | Libellé | 70 Services communs | 71 Actions transversales | 72 | | | | | |
|-----------------------------------|---|------------------------|--------------------------------|---|--|---------------------------------|--|--|---|
| | | | | Actions déchets et propreté urbaine | | | | | |
| | | | | 720 Services communs collecte et propreté | 721 Collecte et traitement des déchets | | | 722 Propreté urbaine | |
| | | | | | 7211 Actions prévention et sensibilisation | 7212 Collecte des déchets | 7213 Tri, valorisation, traitement déchets | 7221 Actions prévention et sensibilisation | 7222 Action propreté urbaine et nettoiemnt |
| DEPENSES | | 0,00 | 32 950,00 | 53 389,76 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 203 | Frais d'études, recherche, développement | 0,00 | 32 950,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 215 | Installat ^o , matériel, outillage techniq. | 0,00 | 0,00 | 3 660,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 218 | Autres immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 49 729,76 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

| | |
|---|---------------|
| IV – ANNEXES | IV |
| A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A1.907 |

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 73 Actions en matière de gestion des eaux | | | | | 74 Politique de l'air |
|-----------------------------------|---|--|--------------------|-----------------------|-----------------------|--|--------------------------|
| | | 731 Politique de l'eau | 732 Eau potable | 733 Assainissement | 734 Eaux pluviales | 735 Lutte contre les inondations | |
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 203 | Frais d'études, recherche, développement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 215 | Installat ⁿ , matériel, outillage techniq. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 218 | Autres immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

| | |
|---|---------------|
| IV – ANNEXES | IV |
| A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A1.907 |

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 75 Politique de l'énergie | | | | | 76 Préserv. patrim. naturel,risques techno. | 77 Environnement infrastructures transports | 78 Autres actions | TOTAL DU CHAPITRE |
|-----------------------------|--|--|----------------------------------|-------------------------|-------------------------------|-----------------------|--|--|----------------------|----------------------|
| | | 751 Réseaux de chaleur et de froid | 752 Energie photovoltaïque | 753 Energie éolienne | 754 Energie hydraulique | 758 Autres actions | | | | |
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 30 000,00 | 116 339,76 | |
| 203 | Frais d'études, recherche, développement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 32 950,00 | |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 30 000,00 | 30 000,00 | |
| 215 | Installat°, matériel, outillage techniq. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 660,00 | |
| 218 | Autres immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 49 729,76 | |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

| | |
|---|---------------|
| IV – ANNEXES | IV |
| A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A1.908 |

FONCTION 8 – Transports

| Article / compte nature (1) | Libellé | 80 Services communs | 81 Transports scolaires | 82 | | | | | | |
|-----------------------------------|---|------------------------|-------------------------------|---------------------------------|----------------------------|---------------------------------|--------------------------|---------------------------|-------------------------|--------------------------|
| | | | | Transports publics de voyageurs | | | | | | |
| | | | | 820 Services communs | 821 Transport sur route | 822 Transport ferroviaire | 823 Transport fluvial | 824 Transport maritime | 825 Transport aérien | 828 Autres transports |
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 203 | Frais d'études, recherche, développement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 205 | Licences, procédés, droits similaires | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 212 | Agencements et aménagements de terrains | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 213 | Constructions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 215 | Installat ^o , matériel, outillage techniq. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 218 | Autres immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 231 | Immobilisations corporelles en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 131 | Subv inv rattachées aux actifs amort | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 132 | Subv inv rattachées aux actifs non amort | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 134 | Fonds affectés à l'équipement non amort. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 454 | Travaux effectués d'office | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 83 | | | | | | |
|-----------------------------|---|----------------------------|--------------|------------------|--------------|---------------|-------------|-------------------|
| | | Transports de marchandises | | | | | | |
| | | 830 | 831 | 832 | 833 | 834 | 835 | 838 |
| | | Services communs | Fret routier | Fret ferroviaire | Fret fluvial | Fret maritime | Fret aérien | Autres transports |
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 203 | Frais d'études, recherche, développement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 205 | Licences, procédés, droits similaires | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 212 | Agencements et aménagements de terrains | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 213 | Constructions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 215 | Installat ^e , matériel, outillage techniq. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 218 | Autres immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 231 | Immobilisations corporelles en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 7 240,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 131 | Subv inv rattachées aux actifs amort | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 132 | Subv inv rattachées aux actifs non amort | 7 240,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 134 | Fonds affectés à l'équipement non amort. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 454 | Travaux effectués d'office | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 84 Voirie | | | | | | | | |
|--------------------------------------|---|-------------------------|-------------------------|---------------------------------|---------------------------------|-------------------------|---|---------------------------------|-----------------|--------------------------|
| | | 841 Voirie nationale | 842 Voirie régionale | 843 Voirie départementale | 844 Voirie métropolitaine | 845 Voirie communale | 846 Viabilité hivernale et aléas climatiques | 847 Equipements de voirie | 848 Parkings | 849 Sécurité routière |
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 6 742 677,82 | 0,00 | 291 873,51 | 0,00 | 0,00 |
| 203 | Frais d'études, recherche, développement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 296 769,42 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 76 860,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 205 | Licences, procédés, droits similaires | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 5 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 212 | Agencements et aménagements de terrains | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 666 313,66 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 213 | Constructions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 025 034,95 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 215 | Installat ^o , matériel, outillage techniq. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4 496 072,81 | 0,00 | 291 873,51 | 0,00 | 0,00 |
| 218 | Autres immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 94 428,79 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 231 | Immobilisations corporelles en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 82 198,19 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 577 056,00 | 0,00 | 32 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 131 | Subv inv rattachées aux actifs amort | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 126 635,00 | 0,00 | 32 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 132 | Subv inv rattachées aux actifs non amort | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 346 034,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 134 | Fonds affectés à l'équipement non amort. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 86 027,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 454 | Travaux effectués d'office | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 18 360,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 85 Infrastructures | | | | | 86 Liaisons multimodales | 87 Circulations douces | 89 Sécurité | TOTAL DU CHAPITRE |
|-----------------------------|---|--|--|---|---|--|-----------------------------|---------------------------|----------------|---------------------|
| | | 851 Gares, autres infrastructures routières | 852 Gares et autres infrastructures ferrov. | 853 Haltes, autres infrastructures fluviales | 854 Ports, autres infrastructures portuaires | 855 Aéroports et autres infrastructures | | | | |
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 7 034 551,33 |
| 203 | Frais d'études, recherche, développement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 296 769,42 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 76 860,00 |
| 205 | Licences, procédés, droits similaires | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 5 000,00 |
| 212 | Agencements et aménagements de terrains | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 666 313,66 |
| 213 | Constructions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 025 034,95 |
| 215 | Installat ⁿ , matériel, outillage techniq. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4 787 946,32 |
| 218 | Autres immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 94 428,79 |
| 231 | Immobilisations corporelles en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 82 198,19 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 616 296,00 |
| 131 | Subv inv rattachées aux actifs amort | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 158 635,00 |
| 132 | Subv inv rattachées aux actifs non amort | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 353 274,00 |
| 134 | Fonds affectés à l'équipement non amort. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 86 027,00 |
| 454 | Travaux effectués d'office | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 18 360,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

| | |
|--|-----------|
| IV – ANNEXES | IV |
| A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE | A2 |

| Chapitre nature | Libellé | 01 Opérations non ventilables | 0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens) | 0-5 Gestion des fonds européens | 1 Sécurité | 2 Enseign., formation prof., apprentissage | 3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs | 4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI) | 4-3 APA |
|-----------------|--|----------------------------------|---|------------------------------------|---------------------|---|--|--|-------------|
| DEPENSES | | 3 108 825,00 | 10 637 669,86 | 0,00 | 2 180 735,95 | 4 504 113,32 | 8 654 703,06 | 4 958 612,98 | 0,00 |
| 011 | Charges à caractère général | 100,00 | 4 187 647,24 | 0,00 | 288 889,17 | 2 747 739,61 | 1 791 460,49 | 500 835,86 | 0,00 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés | 0,00 | 6 012 098,62 | 0,00 | 1 408 846,78 | 1 723 586,11 | 6 164 373,57 | 2 786 203,12 | 0,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 1 886 155,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 815 000,00 | 437 924,00 | 0,00 | 483 000,00 | 32 787,60 | 698 869,00 | 1 671 574,00 | 0,00 |
| 6586 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 66 | Charges financières | 260 570,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 67 | Charges spécifiques | 112 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 68 | Dotations aux provisions, dépréciations | 35 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 33 169 419,00 | 393 994,00 | 0,00 | 0,00 | 1 417 345,00 | 1 666 430,00 | 2 152 285,00 | 0,00 |
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 | 40 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70 | Prod. services, domaine, ventes diverses | 0,00 | 116 000,00 | 0,00 | 0,00 | 1 417 345,00 | 1 013 430,00 | 1 024 400,00 | 0,00 |
| 73 | Impôts et taxes | 3 891 266,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 731 | Fiscalité locale | 26 122 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations | 3 006 153,00 | 25 164,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 653 000,00 | 1 127 885,00 | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 | 212 830,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 76 | Produits financiers | 100 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits spécifiques | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 78 | Reprises amort., dépréciations, prov. | 50 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| | |
|--|-----------|
| IV – ANNEXES | IV |
| A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) | A2 |

| Chapitre nature | Libellé | 4-4 RSA / Régularisation de RMI | 5 Aménagement des territoires et habitat | 6 Action économique | 7 Environnement | 8 Transports | 9 Fonction en réserve | TOTAL |
|-----------------|--|--|---|---------------------------|--------------------|-------------------|-----------------------------|----------------------|
| DEPENSES | | 0,00 | 2 065 987,70 | 132 559,88 | 807 136,40 | 961 772,78 | | 38 012 116,93 |
| 011 | Charges à caractère général | 0,00 | 821 109,58 | 81 069,34 | 95 235,47 | 689 710,78 | | 11 203 797,54 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés | 0,00 | 1 241 381,12 | 51 490,54 | 698 050,93 | 211 062,00 | | 20 297 092,79 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 1 886 155,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 0,00 | 3 497,00 | 0,00 | 13 850,00 | 61 000,00 | | 4 217 501,60 |
| 6586 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 66 | Charges financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 260 570,00 |
| 67 | Charges spécifiques | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 112 000,00 |
| 68 | Dotations aux provisions, dépréciations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 35 000,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 75 000,00 | 16 000,00 | 0,00 | 859 932,00 | | 39 750 405,00 |
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 20 000,00 | | 60 000,00 |
| 70 | Prod. services, domaine, ventes diverses | 0,00 | 75 000,00 | 0,00 | 0,00 | 839 932,00 | | 4 486 107,00 |
| 73 | Impôts et taxes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 3 891 266,00 |
| 731 | Fiscalité locale | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 26 122 000,00 |
| 74 | Dotations et participations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 4 812 202,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 16 000,00 | 0,00 | 0,00 | | 228 830,00 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 100 000,00 |
| 77 | Produits spécifiques | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 78 | Reprises amort., dépréciations, prov. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 50 000,00 |

| | |
|--|--------------|
| IV – ANNEXES | IV |
| A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A2.01 |

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

| Article / compte nature (1) | Libellé | 01 Opérations non ventilables |
|-----------------------------|--|----------------------------------|
| DEPENSES | | 3 108 825,00 |
| 627 | Services bancaires et assimilés | 100,00 |
| 654 | Pertes sur créances irrécouvrables | 35 000,00 |
| 655 | Contributions obligatoires | 770 000,00 |
| 658 | Charges diverses de gestion courante | 10 000,00 |
| 661 | Charges d'intérêts | 260 570,00 |
| 673 | Titres annulés (sur exercices antérieurs | 112 000,00 |
| 681 | Dot. amort. et prov. Charges de fonct. | 35 000,00 |
| 739 | Reverst. et restit. sur impôts et taxes | 1 886 155,00 |
| RECETTES | | 33 169 419,00 |
| 731 | Fiscalité locale | 26 122 000,00 |
| 732 | Fiscalité reversée | 3 891 266,00 |
| 741 | D.G.F. | 2 869 710,00 |
| 744 | FCTVA | 48 425,00 |
| 746 | Dotation générale de décentralisation | 18,00 |
| 748 | Autres attributions et participations | 88 000,00 |
| 764 | Revenus valeurs mobilières de placement | 100 000,00 |
| 781 | Rep. amort. et prov. produits fonct. cou | 50 000,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

| | |
|--|---------------|
| IV – ANNEXES | IV |
| A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A2.930 |

FONCTION 0 – Services généraux

| Article / compte nature (1) | Libellé | 02 Administration générale | | | | |
|-----------------------------|--|--|------------------------------|---|---|-------------------------------|
| | | 020 Admin. générale de la collectivité | 021 Personnel non ventilé | 025 Cimetières et pompes funèbres | 026 Administration générale de l'Etat | 028 Autres moyens généraux |
| DEPENSES | | 7 632 414,02 | 0,00 | 102 726,43 | 317 151,71 | 2 095 467,58 |
| 606 | Achats non stockés de matières et fourni | 870 518,38 | 0,00 | 45 698,00 | 180,00 | 79 545,00 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 225 800,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 613 | Locations | 204 671,10 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 29 410,00 |
| 614 | Charges locatives et de copropriété | 40 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 434 950,00 |
| 615 | Entretien et réparations | 490 696,29 | 0,00 | 2 250,00 | 0,00 | 5 700,00 |
| 616 | Primes d'assurances | 216 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 617 | Etudes et recherches | 52 345,62 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 618 | Divers | 181 398,30 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 7 150,00 |
| 622 | Rémunérations intermédiaires, honoraires | 105 360,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 623 | Pub., publications, relations publiques | 48 426,00 | 0,00 | 0,00 | 1 250,00 | 528 904,02 |
| 624 | Transports biens, transports collectifs | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 600,00 |
| 625 | Déplacements et missions | 6 900,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 626 | Frais postaux et frais télécommunication | 163 693,36 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 627 | Services bancaires et assimilés | 5 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 628 | Divers | 243 103,99 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 27 575,00 |
| 633 | Impôts, taxes, versements (autre orga.) | 130 674,30 | 0,00 | 1 556,06 | 8 510,80 | 24 703,48 |
| 635 | Autres impôts, taxes (Admin Impôts) | 149 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 637 | Autres impôts, taxes (autres organismes) | 2 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 150,00 |
| 641 | Rémunérations du personnel | 2 960 502,39 | 0,00 | 35 205,83 | 227 805,28 | 730 342,19 |
| 645 | Charges sécurité sociale et prévoyance | 1 123 922,29 | 0,00 | 14 762,54 | 78 471,63 | 213 027,89 |
| 647 | Autres charges sociales | 207 138,00 | 0,00 | 254,00 | 934,00 | 2 500,00 |
| 653 | Indemnités | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 655 | Contributions obligatoires | 0,00 | 0,00 | 3 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 657 | Charges intervent* cpt prop. - Subvent* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 300,00 |
| 658 | Charges diverses de gestion courante | 203 764,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 9 610,00 |
| RECETTES | | 292 830,00 | 0,00 | 30 064,00 | 25 100,00 | 46 000,00 |

| Article / compte nature (1) | Libellé | 02 Administration générale | | | | |
|-----------------------------|---------------------------------------|--|------------------------------|---|---|-------------------------------|
| | | 020 Admin. générale de la collectivité | 021 Personnel non ventilé | 025 Cimetières et pompes funèbres | 026 Administration générale de l'Etat | 028 Autres moyens généraux |
| 641 | Rémunérations du personnel | 40 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 703 | Redevances utilisation du domaine | 0,00 | 0,00 | 30 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 706 | Prestations de services | 40 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 46 000,00 |
| 747 | Participations | 0,00 | 0,00 | 64,00 | 0,00 | 0,00 |
| 748 | Autres attributions et participations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 25 100,00 | 0,00 |
| 752 | Revenus des immeubles | 205 400,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 758 | Produits divers de gestion courante | 7 430,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 03 Conseils | | | | | | |
|-----------------------------------|--|------------------------------|--|--------------------------------------|---|---|------------------------------|-------------------------|
| | | 031 Assemblée délibérante | 032 Conseil éco.,social région./Conseil dév. | 033 Conseil cult., éduc., env. | 034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc. | | 035 Conseil de territoire | 038 Autres instances |
| | | | | | 0341 Section éco., sociale et environnem. | 0342 Section culture, éducation et sports | | |
| DEPENSES | | 489 910,12 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 606 | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 613 | Locations | 1 072,18 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 614 | Charges locatives et de copropriété | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 615 | Entretien et réparations | 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 616 | Primes d'assurances | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 617 | Etudes et recherches | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 618 | Divers | 8 300,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 622 | Rémunérations intermédiaires, honoraires | 2 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 623 | Pub., publications, relations publiques | 5 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 624 | Transports biens, transports collectifs | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 625 | Déplacements et missions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 626 | Frais postaux et frais télécommunication | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 627 | Services bancaires et assimilés | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 628 | Divers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 633 | Impôts, taxes, versements (autre orga.) | 8 162,32 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 635 | Autres impôts, taxes (Admin Impôts) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 637 | Autres impôts, taxes (autres organismes) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 641 | Rémunérations du personnel | 186 055,14 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 645 | Charges sécurité sociale et prévoyance | 57 505,48 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 647 | Autres charges sociales | 65,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 653 | Indemnités | 221 250,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 655 | Contributions obligatoires | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 657 | Charges intervent° cpt prop. - Subvent° | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 658 | Charges diverses de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| Article / compte nature (1) | Libellé | 03 Conseils | | | | | | |
|-----------------------------------|---------------------------------------|------------------------------|--|--------------------------------------|---|---|------------------------------|-------------------------|
| | | 031 Assemblée délibérante | 032 Conseil éco.,social région./Conseil dev. | 033 Conseil cult., éduc., env. | 034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc. | | 035 Conseil de territoire | 038 Autres instances |
| | | | | | 0341 Section éco., sociale et environnem. | 0342 Section culture, éducation et sports | | |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 641 | Rémunérations du personnel | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 703 | Redevances utilisation du domaine | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 706 | Prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 747 | Participations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 748 | Autres attributions et participations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 752 | Revenus des immeubles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 758 | Produits divers de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern. | | | | | | TOTAL DU CHAPITRE |
|--------------------------------|--|--|-----------------------------------|----------------------------|--|-----------------------------------|-----------------------|----------------------|
| | | 041 Action relevant de la subvention globale | 042 Actions interrégionales | 043 Actions européennes | 044 Aide publique au développement | 045 Actions internationales | 048 Autres actions | |
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 10 637 669,86 |
| 606 | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 995 941,38 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 225 800,00 |
| 613 | Locations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 235 153,28 |
| 614 | Charges locatives et de copropriété | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 474 950,00 |
| 615 | Entretien et réparations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 499 146,29 |
| 616 | Primes d'assurances | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 216 000,00 |
| 617 | Etudes et recherches | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 52 345,62 |
| 618 | Divers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 196 848,30 |
| 622 | Rémunérations intermédiaires, honoraires | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 107 360,00 |
| 623 | Pub., publications, relations publiques | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 583 580,02 |
| 624 | Transports biens, transports collectifs | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 600,00 |
| 625 | Déplacements et missions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 6 900,00 |
| 626 | Frais postaux et frais télécommunication | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 163 693,36 |
| 627 | Services bancaires et assimilés | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 5 500,00 |
| 628 | Divers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 270 678,99 |
| 633 | Impôts, taxes, versements (autre orga.) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 173 606,96 |
| 635 | Autres impôts, taxes (Admin Impôts) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 149 500,00 |
| 637 | Autres impôts, taxes (autres organismes) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 650,00 |
| 641 | Rémunérations du personnel | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4 139 910,83 |
| 645 | Charges sécurité sociale et prévoyance | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 487 689,83 |
| 647 | Autres charges sociales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 210 891,00 |
| 653 | Indemnités | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 221 250,00 |
| 655 | Contributions obligatoires | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 000,00 |
| 657 | Charges intervent° cpt prop. - Subvent° | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 300,00 |
| 658 | Charges diverses de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 213 374,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 393 994,00 |
| 641 | Rémunérations du personnel | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 40 000,00 |

| Article / compte nature (1) | Libellé | 04 Coop.décent.,act* interrég.,eur.,Intern. | | | | | | TOTAL DU CHAPITRE |
|--------------------------------|---------------------------------------|--|-----------------------------------|----------------------------|--|-----------------------------------|-----------------------|----------------------|
| | | 041 Action relevant de la subvention globale | 042 Actions interrégionales | 043 Actions européennes | 044 Aide publique au développement | 045 Actions internationales | 048 Autres actions | |
| 703 | Redevances utilisation du domaine | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 30 000,00 |
| 706 | Prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 86 000,00 |
| 747 | Participations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 64,00 |
| 748 | Autres attributions et participations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 25 100,00 |
| 752 | Revenus des immeubles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 205 400,00 |
| 758 | Produits divers de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 7 430,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

| | |
|--|-----------------|
| IV – ANNEXES | IV |
| A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A2.930-5 |

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

| Article / compte nature (1) | Libellé | 051 FSE | 052 FEDER | 058 Autres | | TOTAL DU CHAPITRE |
|-----------------------------|----------|------------|--------------|----------------|---------------|-------------------|
| | | | | 0580 FEADER | 0581 FEAMP | |
| | DEPENSES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | RECETTES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

| | |
|--|---------------|
| IV – ANNEXES | IV |
| A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A2.931 |

FONCTION 1 – Sécurité

| Article / compte nature (1) | Libellé | 10 Services communs | 11 Police, sécurité, justice | 12 Incendie et secours | 13 Hygiène et salubrité publique | 18 Autres interv. protect. personnes, biens | TOTAL DU CHAPITRE |
|-----------------------------|--|------------------------|---------------------------------|---------------------------|--|---|----------------------|
| DEPENSES | | 0,00 | 1 613 218,82 | 524 618,40 | 32 493,98 | 10 404,75 | 2 180 735,95 |
| 606 | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00 | 39 796,00 | 0,00 | 0,00 | 9 804,75 | 49 600,75 |
| 613 | Locations | 0,00 | 1 560,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 560,00 |
| 615 | Entretien et réparations | 0,00 | 104 820,04 | 41 618,40 | 32 493,98 | 0,00 | 178 932,42 |
| 618 | Divers | 0,00 | 36 550,00 | 0,00 | 0,00 | 600,00 | 37 150,00 |
| 626 | Frais postaux et frais télécommunication | 0,00 | 1 600,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 600,00 |
| 628 | Divers | 0,00 | 20 046,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 20 046,00 |
| 633 | Impôts, taxes, versements (autre orga.) | 0,00 | 32 059,69 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 32 059,69 |
| 641 | Rémunérations du personnel | 0,00 | 1 065 215,32 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 065 215,32 |
| 645 | Charges sécurité sociale et prévoyance | 0,00 | 304 268,77 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 304 268,77 |
| 647 | Autres charges sociales | 0,00 | 7 303,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 7 303,00 |
| 655 | Contributions obligatoires | 0,00 | 0,00 | 483 000,00 | 0,00 | 0,00 | 483 000,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

| | |
|--|---------------|
| IV – ANNEXES | IV |
| A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A2.932 |

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

| Article / compte nature (1) | Libellé | 20 | 21 | | | 22 | | | 23 | 24 |
|-----------------------------|--|-------------------|-------------------------------|-------------------|--------------------|------------------------------|----------------|---------------|------------------------|-----------------|
| | | Services communs | Enseignement du premier degré | | | Enseignement du second degré | | | | |
| | | 201 | 211 | 212 | 213 | 221 | 222 | 223 | | |
| | | Services communs | Ecoles maternelles | Ecoles primaires | Classes regroupées | Collèges | Lycées publics | Lycées privés | Enseignement supérieur | Cités scolaires |
| DEPENSES | | 269 366,00 | 1 407 621,17 | 787 701,14 | 183 130,17 | 3 800,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 604 | Achats d'études, prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 606 | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00 | 201 683,51 | 301 595,55 | 118 600,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 613 | Locations | 0,00 | 2 460,00 | 4 100,00 | 820,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 615 | Entretien et réparations | 0,00 | 61 815,44 | 88 010,18 | 19 060,17 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 617 | Etudes et recherches | 0,00 | 650,00 | 600,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 618 | Divers | 250,00 | 1 500,00 | 10 800,00 | 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 621 | Personnel extérieur au service | 0,00 | 20 534,67 | 29 177,10 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 623 | Pub., publications, relations publiques | 0,00 | 6 000,00 | 11 500,00 | 1 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 628 | Divers | 0,00 | 5 207,96 | 161 022,00 | 29 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 633 | Impôts, taxes, versements (autre orga.) | 7 686,47 | 33 854,06 | 5 180,97 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 641 | Rémunérations du personnel | 187 307,01 | 770 859,70 | 114 538,10 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 645 | Charges sécurité sociale et prévoyance | 71 598,52 | 286 291,63 | 41 416,84 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 647 | Autres charges sociales | 1 124,00 | 12 600,00 | 10 687,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 651 | Charges interv. cpt propre - Aides pers. | 0,00 | 1 900,00 | 6 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 652 | Frais de séjour, héberg., inhumation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 13 150,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 657 | Charges intervent° cpt prop. - Subvent° | 1 400,00 | 1 064,20 | 1 873,40 | 0,00 | 3 800,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 658 | Charges diverses de gestion courante | 0,00 | 1 200,00 | 1 200,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 170 000,00 | 201 000,00 | 51 345,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 701 | Ventes de produits finis | 0,00 | 0,00 | 11 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 706 | Prestations de services | 0,00 | 170 000,00 | 190 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 708 | Autres produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 51 345,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 25 Formation professionnelle | | | | | | | | | | | | 258 Autres |
|-----------------------------------|--|---|--|---|---|---------------------------------------|--|---|---|---|----------------|---|-------------------------------------|---------------|
| | | 251 Insertion sociale et professionnelle | 252 Formation professionnalisante personnes | 253 Formation certifiante des personnes | 254 Formation des actifs occupés | 255 Rémunération des stagiaires | 256 CNFPT - Formation des actifs occupés | | | | | 257 CNFPT et CDG - missions spécifiques | | |
| | | | | | | | 2561 Missions statutaires et réglementaires | 2562 Développement des compétences | 2563 Évolution et transition professionnelle | 2564 Organisation des activités pédagogiques | 2565 Autres | 2571 Concours | 2572 Missions administratives | |
| | | | | | | | | | | | | | | |
| | DEPENSES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 604 | Achats d'études, prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 606 | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 613 | Locations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 615 | Entretien et réparations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 617 | Etudes et recherches | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 618 | Divers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 621 | Personnel extérieur au service | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 623 | Pub., publications, relations publiques | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 628 | Divers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 633 | Impôts, taxes, versements (autre orga.) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 641 | Rémunérations du personnel | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 645 | Charges sécurité sociale et prévoyance | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 647 | Autres charges sociales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 651 | Charges interv. cpt propre - Aides pers. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 652 | Frais de séjour, héberg., inhumation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| Article / compte nature (1) | Libellé | 25 Formation professionnelle | | | | | | | | | | | | |
|-----------------------------------|--|---|--|---|---|---------------------------------------|--|---|---|---|----------------|---|-------------------------------------|---------------|
| | | 251 Insertion sociale et professionnelle | 252 Formation professionnalisante personnes | 253 Formation certifiante des personnes | 254 Formation des actifs occupés | 255 Rémunération des stagiaires | 256 CNFPT - Formation des actifs occupés | | | | | 257 CNFPT et CDG - missions spécifiques | | 258 Autres |
| | | | | | | | 2561 Missions statutaires et réglementaires | 2562 Développement des compétences | 2563 Évolution et transition professionnelle | 2564 Organisation des activités pédagogiques | 2565 Autres | 2571 Concours | 2572 Missions administratives | |
| 657 | Charges intervent* cpt prop. - Subvent* | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 658 | Charges diverses de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 701 | Ventes de produits finis | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 706 | Prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 708 | Autres produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 26 Apprentissage | 27 Formation sanitaire et sociale | 28 Autres services périscolaires et annexes | | | | | 29 Sécurité | TOTAL DU CHAPITRE |
|-----------------------------|--|---------------------|---|--|-----------------------|--------------------------|---------------------------------|---|----------------|-------------------------|
| | | | | 281 Hébergement et restauration scolaires | 282 Sport scolaire | 283 Médecine scolaire | 284 Classes de découverte | 288 Autre service annexe de l'enseignement | | |
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 1 555 564,80 | 151 224,02 | 0,00 | 108 200,00 | 0,00 | 0,00 | 4 504 113,32 |
| 604 | Achats d'études, prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 107 000,00 | 0,00 | 0,00 | 107 000,00 |
| 606 | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00 | 0,00 | 4 042,80 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 625 921,86 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 0,00 | 0,00 | 1 485 000,00 | 25 450,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 510 450,00 |
| 613 | Locations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 32 550,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 39 930,00 |
| 615 | Entretien et réparations | 0,00 | 0,00 | 33 272,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 202 157,79 |
| 617 | Etudes et recherches | 0,00 | 0,00 | 30 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 31 250,00 |
| 618 | Divers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 13 050,00 |
| 621 | Personnel extérieur au service | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 49 711,77 |
| 623 | Pub., publications, relations publiques | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 19 000,00 |
| 628 | Divers | 0,00 | 0,00 | 3 250,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 198 979,96 |
| 633 | Impôts, taxes, versements (autre orga.) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 729,40 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 50 627,53 |
| 641 | Rémunérations du personnel | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 71 913,39 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 169 815,76 |
| 645 | Charges sécurité sociale et prévoyance | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 18 399,23 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 428 838,05 |
| 647 | Autres charges sociales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 182,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 24 593,00 |
| 651 | Charges interv. cpt propre - Aides pers. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 7 900,00 |
| 652 | Frais de séjour, héberg., inhumation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 13 150,00 |
| 657 | Charges intervent° cpt prop. - Subvent° | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 200,00 | 0,00 | 0,00 | 9 337,60 |
| 658 | Charges diverses de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 400,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 945 000,00 | 0,00 | 0,00 | 50 000,00 | 0,00 | 0,00 | 1 417 345,00 |
| 701 | Ventes de produits finis | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 11 000,00 |
| 706 | Prestations de services | 0,00 | 0,00 | 945 000,00 | 0,00 | 0,00 | 50 000,00 | 0,00 | 0,00 | 1 355 000,00 |

| Article / compte nature (1) | Libellé | 26 Apprentissage | 27 Formation sanitaire et sociale | 28 Autres services périscolaires et annexes | | | | | 29 Sécurité | TOTAL DU CHAPITRE |
|-----------------------------|-----------------|---------------------|---|--|-----------------------|--------------------------|---------------------------------|---|----------------|----------------------|
| | | | | 281 Hébergement et restauration scolaires | 282 Sport scolaire | 283 Médecine scolaire | 284 Classes de découverte | 288 Autre service annexe de l'enseignement | | |
| 708 | Autres produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 51 345,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

| | |
|--|---------------|
| IV – ANNEXES | IV |
| A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A2.933 |

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

| Article / compte nature (1) | Libellé | 30 Services communs | 31 Culture | | | | | | | |
|--------------------------------------|--|------------------------|---|-------------------|---------------------------------------|---------------|----------------------------|--|--|----------------------------------|
| | | | 311 Activités artist.,actions et manif.cult. | 312 Patrimoine | 313 Bibliothèques, médiathèques | 314 Musées | 315 Services d'archives | 316 Théâtres et spectacles vivants | 317 Cinémas et autres salles de spectacles | 318 Archéologie préventive |
| DEPENSES | | 0,00 | 1 344 104,02 | 24 172,20 | 584 501,91 | 0,00 | 0,00 | 300,00 | 718 611,63 | 0,00 |
| 604 | Achats d'études, prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 86 878,00 | 0,00 |
| 606 | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00 | 74 817,39 | 0,00 | 64 735,00 | 0,00 | 0,00 | 175,00 | 13 462,40 | 0,00 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 613 | Locations | 0,00 | 3 333,48 | 0,00 | 4 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 41 978,00 | 0,00 |
| 615 | Entretien et réparations | 0,00 | 31 984,33 | 4 172,20 | 7 210,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 31 617,46 | 0,00 |
| 616 | Primes d'assurances | 0,00 | 0,00 | 19 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 618 | Divers | 0,00 | 47 216,94 | 0,00 | 24 610,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 37 416,00 | 0,00 |
| 621 | Personnel extérieur au service | 0,00 | 299,67 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 622 | Rémunérations intermédiaires, honoraires | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 623 | Pub., publications, relations publiques | 0,00 | 3 332,24 | 0,00 | 1 580,00 | 0,00 | 0,00 | 40,00 | 26 600,00 | 0,00 |
| 624 | Transports biens, transports collectifs | 0,00 | 2 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 627 | Services bancaires et assimilés | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 550,00 | 0,00 |
| 628 | Divers | 0,00 | 32 122,68 | 1 000,00 | 1 120,00 | 0,00 | 0,00 | 85,00 | 3 550,00 | 0,00 |
| 633 | Impôts, taxes, versements (autre orga.) | 0,00 | 33 839,85 | 0,00 | 14 376,99 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 10 597,49 | 0,00 |
| 637 | Autres impôts, taxes (autres organismes) | 0,00 | 425,00 | 0,00 | 415,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 12 500,00 | 0,00 |
| 641 | Rémunérations du personnel | 0,00 | 767 533,02 | 0,00 | 329 911,72 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 244 374,03 | 0,00 |
| 645 | Charges sécurité sociale et prévoyance | 0,00 | 287 297,42 | 0,00 | 122 356,20 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 76 267,25 | 0,00 |
| 647 | Autres charges sociales | 0,00 | 2 742,00 | 0,00 | 5 727,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4 811,00 | 0,00 |

| Article / compte nature (1) | Libellé | 30 Services communs | 31 Culture | | | | | | | |
|--------------------------------------|--|------------------------|---|-------------------|---------------------------------------|---------------|----------------------------|--|--|----------------------------------|
| | | | 311 Activités artist.,actions et manif.cult. | 312 Patrimoine | 313 Bibliothèques, médiathèques | 314 Musées | 315 Services d'archives | 316 Théâtres et spectacles vivants | 317 Cinémas et autres salles de spectacles | 318 Archéologie préventive |
| 656 | Participations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 657 | Charges intervent° cpt prop. - Subvent° | 0,00 | 52 060,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 115 410,00 | 0,00 |
| 658 | Charges diverses de gestion courante | 0,00 | 4 600,00 | 0,00 | 8 460,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 12 600,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 236 291,00 | 0,00 | 1 100,00 | 0,00 | 0,00 | 13 039,00 | 122 000,00 | 0,00 |
| 703 | Redevances utilisation du domaine | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 706 | Prestations de services | 0,00 | 236 291,00 | 0,00 | 1 100,00 | 0,00 | 0,00 | 13 039,00 | 36 000,00 | 0,00 |
| 708 | Autres produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 86 000,00 | 0,00 |
| 747 | Participations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 32 | | | | | | | | | |
|-----------------------------|---|-------------------------------------|-------------------|------------------|--|--|---------------------------------------|--|-------------|-------------|--|
| | | Sports (autres que scolaires) | | | | | | | 327 | | |
| | | 321 Salles de sport, gymnases | 322 Stades | 323 Piscines | 324 Centres de formation sportifs | 325 Autres équipements sportifs ou loisirs | 326 Manifestations sportives | Soutien aux sportifs | | | |
| | | | | | | 3271 Soutien aux sportifs de haut niveau | 3272 Soutien aux clubs amateurs | 3273 Autres soutiens aux sportifs | | | |
| DEPENSES | | 778 380,57 | 369 482,72 | 12 500,00 | 0,00 | 397 400,00 | 75 191,25 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 604 | Achats d'études, prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 606 | Achats non stockés de matières et fourni | 94 800,00 | 139 590,00 | 0,00 | 0,00 | 19 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 611 | Contrats de prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 613 | Locations | 0,00 | 62 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 615 | Entretien et réparations | 31 810,03 | 68 736,90 | 0,00 | 0,00 | 1 900,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 616 | Primes d'assurances | 150 400,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 618 | Divers | 0,00 | 2 200,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 621 | Personnel extérieur au service | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 622 | Rémunérations intermédiaires, honoraires | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 623 | Pub., publications, relations publiques | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 13 800,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 624 | Transports biens, transports collectifs | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 627 | Services bancaires et assimilés | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 628 | Divers | 46 500,00 | 1 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 633 | Impôts, taxes, versements (autre orga.) | 14 475,56 | 2 977,82 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 466,19 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 637 | Autres impôts, taxes (autres organismes) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 641 | Rémunérations du personnel | 324 896,81 | 64 662,69 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 44 492,97 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 645 | Charges sécurité sociale et prévoyance | 114 633,17 | 28 097,31 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 13 898,09 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 647 | Autres charges sociales | 865,00 | 218,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 534,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 656 | Participations | 0,00 | 0,00 | 12 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 657 | Charges intervent ^e cpt prop. - Subvent ^e | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 376 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 658 | Charges diverses de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| RECETTES | | 14 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 703 | Redevances utilisation du domaine | 9 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 706 | Prestations de services | 5 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |

| Article / compte nature (1) | Libellé | 32 | | | | | | | | |
|-----------------------------|-----------------|-------------------------------------|---------------|-----------------|--|--|---------------------------------------|--|------|------|
| | | Sports (autres que scolaires) | | | | | | | | |
| | | 321 Salles de sport, gymnases | 322 Stades | 323 Piscines | 324 Centres de formation sportifs | 325 Autres équipements sportifs ou loisirs | 326 Manifestations sportives | 327 Soutien aux sportifs | | |
| | | | | | | 3271 Soutien aux sportifs de haut niveau | 3272 Soutien aux clubs amateurs | 3273 Autres soutiens aux sportifs | | |
| 708 | Autres produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 747 | Participations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs | | | 34 Vie sociale et citoyenne | | 39 Sécurité | TOTAL DU CHAPITRE |
|--------------------------------|--|--|--------------------------------|--|---|---------------|----------------|----------------------|
| | | 331 Centres de loisirs | 332 Colonies de vacances | 338 Autres activités pour les jeunes | 341 Egalité entre les femmes et les hommes | 348 Autres | | |
| DEPENSES | | 0,00 | 12 946,00 | 4 337 112,76 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 8 654 703,06 |
| 604 | Achats d'études, prestations de services | 0,00 | 4 600,00 | 32 580,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 124 058,00 |
| 606 | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00 | 2 600,00 | 95 270,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 504 449,79 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 0,00 | 0,00 | 270 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 270 000,00 |
| 613 | Locations | 0,00 | 2 000,00 | 820,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 114 131,48 |
| 615 | Entretien et réparations | 0,00 | 0,00 | 10 035,80 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 187 466,72 |
| 616 | Primes d'assurances | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 169 400,00 |
| 618 | Divers | 0,00 | 0,00 | 33 884,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 145 326,94 |
| 621 | Personnel extérieur au service | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 299,67 |
| 622 | Rémunérations intermédiaires, honoraires | 0,00 | 0,00 | 16 150,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 16 150,00 |
| 623 | Pub., publications, relations publiques | 0,00 | 0,00 | 6 200,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 51 552,24 |
| 624 | Transports biens, transports collectifs | 0,00 | 3 746,00 | 58 190,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 64 436,00 |
| 627 | Services bancaires et assimilés | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 550,00 |
| 628 | Divers | 0,00 | 0,00 | 42 621,64 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 127 999,32 |
| 633 | Impôts, taxes, versements (autre orga.) | 0,00 | 0,00 | 113 778,82 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 191 512,72 |
| 637 | Autres impôts, taxes (autres organismes) | 0,00 | 0,00 | 1 600,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 15 940,00 |
| 641 | Rémunérations du personnel | 0,00 | 0,00 | 2 599 374,82 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4 375 246,06 |
| 645 | Charges sécurité sociale et prévoyance | 0,00 | 0,00 | 920 791,68 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 563 341,12 |
| 647 | Autres charges sociales | 0,00 | 0,00 | 19 077,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 33 974,00 |
| 656 | Participations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 12 500,00 |
| 657 | Charges intervent° cpt prop. - Subvent° | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 543 970,00 |
| 658 | Charges diverses de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 116 739,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 142 399,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 7 000,00 | 1 273 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 666 430,00 |
| 703 | Redevances utilisation du domaine | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 9 000,00 |
| 706 | Prestations de services | 0,00 | 7 000,00 | 620 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 918 430,00 |
| 708 | Autres produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 86 000,00 |
| 747 | Participations | 0,00 | 0,00 | 653 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 653 000,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

| | |
|--|---------------|
| IV – ANNEXES | IV |
| A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A2.934 |

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 41 Santé | | | | | |
|-----------------------------------|---|-------------------------|--|---|-----------------------------|---|-----------------------|
| | | 410 Services communs | 411 PMI et planification familiale | 412 Prévention et éducation pour la santé | 413 Sécurité alimentaire | 414 Dispensaires et autres éts sanitaires | 418 Autres actions |
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 606 | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 613 | Locations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 614 | Charges locatives et de copropriété | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 615 | Entretien et réparations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 618 | Divers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 623 | Pub., publications, relations publiques | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 626 | Frais postaux et frais télécommunication | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 628 | Divers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 633 | Impôts, taxes, versements (autre orga.) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 641 | Rémunérations du personnel | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 645 | Charges sécurité sociale et prévoyance | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 647 | Autres charges sociales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 657 | Charges intervent ^e cpt prop. - Subvent ^e | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 706 | Prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 708 | Autres produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 747 | Participations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 42 Action sociale | | | | | | | |
|-----------------------------------|--|-------------------------|--|----------------------------|---------------------------------------|---------------------|---------------------------------|-----------------------|--|
| | | 420 Services communs | 421 Famille et enfance | | | | 422 Petite enfance | | |
| | | | 4211 Actions en faveur de la maternité | 4212 Aides à la famille | 4213 Aides sociales à l'enfance | 4214 Adolescence | 4221 Crèches et garderies | 4222 Multi accueil | 4228 Autres actions pour la petite enfance |
| DEPENSES | | 1 628 514,43 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 846 374,31 | 0,00 | 26 325,00 |
| 606 | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 161 235,00 | 0,00 | 990,00 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 98 400,00 | 0,00 | 0,00 |
| 613 | Locations | 820,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 32 400,00 | 0,00 | 0,00 |
| 614 | Charges locatives et de copropriété | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 900,00 | 0,00 | 0,00 |
| 615 | Entretien et réparations | 250,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 30 014,39 | 0,00 | 17 000,00 |
| 618 | Divers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 24 090,00 | 0,00 | 3 200,00 |
| 623 | Pub., publications, relations publiques | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 5 320,00 | 0,00 | 0,00 |
| 626 | Frais postaux et frais télécommunication | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 215,00 | 0,00 | 0,00 |
| 628 | Divers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 55 516,47 | 0,00 | 5 135,00 |
| 633 | Impôts, taxes, versements (autre orga.) | 15 505,29 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 59 486,86 | 0,00 | 0,00 |
| 641 | Rémunérations du personnel | 385 999,55 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 378 232,71 | 0,00 | 0,00 |
| 645 | Charges sécurité sociale et prévoyance | 129 562,59 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 510 953,88 | 0,00 | 0,00 |
| 647 | Autres charges sociales | 1 423,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 23 360,00 | 0,00 | 0,00 |
| 657 | Charges intervent° cpt prop. - Subvent° | 1 094 954,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 465 250,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 472 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 350 254,10 | 0,00 | 77 030,90 |
| 706 | Prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 299 400,00 | 0,00 | 0,00 |
| 708 | Autres produits | 472 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 747 | Participations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 050 854,10 | 0,00 | 77 030,90 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 42 Action sociale | | | | | | TOTAL DU CHAPITRE |
|-----------------------------|--|---------------------------|---|--|-----------------------------------|---------------------------------|---|----------------------|
| | | 423 Personnes âgées | | | 424 Personnes en difficulté | 425 Personnes handicapées | 428 Autres interventions sociales | |
| | | 4231 Forfait autonomie | 4232 Autres actions de prévention | 4238 Autres actions pour les personnes âgées | | | | |
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 343 329,24 | 0,00 | 22 700,00 | 91 370,00 | 4 958 612,98 |
| 606 | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00 | 0,00 | 1 650,00 | 0,00 | 4 000,00 | 0,00 | 167 875,00 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 98 400,00 |
| 613 | Locations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 600,00 | 0,00 | 33 820,00 |
| 614 | Charges locatives et de copropriété | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 900,00 |
| 615 | Entretien et réparations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 47 264,39 |
| 618 | Divers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 12 700,00 | 0,00 | 39 990,00 |
| 623 | Pub., publications, relations publiques | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 5 000,00 | 0,00 | 10 320,00 |
| 626 | Frais postaux et frais télécommunication | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 215,00 |
| 628 | Divers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 400,00 | 40 000,00 | 101 051,47 |
| 633 | Impôts, taxes, versements (autre orga.) | 0,00 | 0,00 | 8 270,02 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 83 262,17 |
| 641 | Rémunérations du personnel | 0,00 | 0,00 | 199 101,23 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 963 333,49 |
| 645 | Charges sécurité sociale et prévoyance | 0,00 | 0,00 | 65 747,99 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 706 264,46 |
| 647 | Autres charges sociales | 0,00 | 0,00 | 8 560,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 33 343,00 |
| 657 | Charges intervent° cpt prop. - Subvent° | 0,00 | 0,00 | 60 000,00 | 0,00 | 0,00 | 51 370,00 | 1 671 574,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 253 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 152 285,00 |
| 706 | Prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 299 400,00 |
| 708 | Autres produits | 0,00 | 0,00 | 253 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 725 000,00 |
| 747 | Participations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 127 885,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

| | |
|--|-----------------|
| IV – ANNEXES | IV |
| A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A2.934-3 |

FONCTION 4-3 – APA

| Article / compte nature (1) | Libellé | 430 Services communs | 431 APA à domicile | 432 APA versée aux bénéf. en établissement | 433 APA versée à l'établissement | TOTAL DU CHAPITRE |
|--------------------------------|----------|-------------------------|-----------------------|--|--|-------------------|
| | DEPENSES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | RECETTES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

| | |
|--|-----------------|
| IV – ANNEXES | IV |
| A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A2.934-4 |

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

| Article / compte nature (1) | Libellé | 441 Insertion sociale | 442 Santé | 443 Logement | 444 Insertion professionnelle | 445 Evaluation des dépenses engagées | 446 Dépenses de structure | 447 RSA allocations | 448 Autres dépenses au titre du RSA | TOTAL DU CHAPITRE |
|-----------------------------|-----------------|--------------------------|--------------|-----------------|----------------------------------|---|------------------------------|------------------------|--|-------------------|
| | DEPENSES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | RECETTES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

| | |
|--|---------------|
| IV – ANNEXES | IV |
| A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A2.935 |

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

| Article / compte nature (1) | Libellé | 50 Services communs | 51 Aménagement et services urbains | | | | | | |
|--------------------------------|--|------------------------|---------------------------------------|---------------------------------|-------------------------|---------------------|------------------------|------------------------------------|--|
| | | | 510 Services communs | 511 Espaces verts urbains | 512 Eclairage public | 513 Art public | 514 Electrification | 515 Opérations d'aménagement | 518 Autres actions d'aménagement urbain |
| | | | DEPENSES | 0,00 | 508 781,96 | 1 119 180,33 | 378 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 606 | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00 | 0,00 | 108 056,00 | 223 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 0,00 | 3 469,58 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 613 | Locations | 0,00 | 0,00 | 31 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 615 | Entretien et réparations | 0,00 | 0,00 | 243 629,92 | 155 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 617 | Etudes et recherches | 0,00 | 0,00 | 14 814,08 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 618 | Divers | 0,00 | 2 000,00 | 4 220,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 620,00 |
| 622 | Rémunérations intermédiaires, honoraires | 0,00 | 25 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 623 | Pub., publications, relations publiques | 0,00 | 2 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 628 | Divers | 0,00 | 0,00 | 450,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 633 | Impôts, taxes, versements (autre orga.) | 0,00 | 14 014,92 | 20 837,20 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 641 | Rémunérations du personnel | 0,00 | 344 854,10 | 497 667,17 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 645 | Charges sécurité sociale et prévoyance | 0,00 | 112 691,36 | 196 347,96 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 647 | Autres charges sociales | 0,00 | 1 255,00 | 1 658,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 658 | Charges diverses de gestion courante | 0,00 | 3 497,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 75 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 703 | Redevances utilisation du domaine | 0,00 | 75 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 52 Politique de la ville | 53 Agglomérations et villes moyennes | 54 Espace rural et autres espaces de dév. | 55 Habitat (Logement) | | | | |
|-----------------------------------|--|-----------------------------|--|--|---|-----------------------------------|---|---|------------------------|
| | | | | | 551 Parc privé de la collectivité | 552 Aide au secteur locatif | 553 Aide à l'accession à la propriété | 554 Aire d'accueil des gens du voyage | 555 Logement social |
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 7 350,00 | 52 055,41 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 606 | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 150,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 613 | Locations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 615 | Entretien et réparations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 617 | Etudes et recherches | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 618 | Divers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 622 | Rémunérations intermédiaires, honoraires | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 623 | Pub., publications, relations publiques | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 628 | Divers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 7 200,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 633 | Impôts, taxes, versements (autre orga.) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 208,52 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 641 | Rémunérations du personnel | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 38 838,69 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 645 | Charges sécurité sociale et prévoyance | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 11 464,20 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 647 | Autres charges sociales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 544,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 658 | Charges diverses de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 703 | Redevances utilisation du domaine | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

| | |
|--|---------------|
| IV – ANNEXES | IV |
| A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A2.935 |

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 56 Actions en faveur du littoral | 57 Techno. de l'information et de la comm. | 58 Autres actions | | 59 Sécurité | TOTAL DU CHAPITRE |
|-----------------------------------|--|--|--|---------------------------|--|----------------|---------------------|
| | | | | 581 Réserves Foncières | 588 Autres actions d'aménagement | | |
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 065 987,70 |
| 606 | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 331 206,00 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 469,58 |
| 613 | Locations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 31 500,00 |
| 615 | Entretien et réparations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 398 629,92 |
| 617 | Etudes et recherches | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 14 814,08 |
| 618 | Divers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 6 840,00 |
| 622 | Rémunérations intermédiaires, honoraires | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 25 000,00 |
| 623 | Pub., publications, relations publiques | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 000,00 |
| 628 | Divers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 7 650,00 |
| 633 | Impôts, taxes, versements (autre orga.) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 36 060,64 |
| 641 | Rémunérations du personnel | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 881 359,96 |
| 645 | Charges sécurité sociale et prévoyance | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 320 503,52 |
| 647 | Autres charges sociales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 457,00 |
| 658 | Charges diverses de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 497,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 75 000,00 |
| 703 | Redevances utilisation du domaine | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 75 000,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

| | |
|--|---------------|
| IV – ANNEXES | IV |
| A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A2.936 |

FONCTION 6 – Action économique

| Article / compte nature (1) | Libellé | 60 Services communs | 61 Interventions économiques transversales | 62 Structure d'animation et de dév. éco. | 63 | | | | |
|-----------------------------------|--|------------------------|---|--|---|------------------------------|----------------|--|-------------------------------------|
| | | | | | 63 Actions sectorielles | | | 632 Industrie, commerce et artisanat | 633 Développement touristique |
| | | | | | 631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire | | | | |
| | | | | | 6311 Laboratoire | 6312 Marchés alimentaires | 6318 Autres | | |
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 132 354,88 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 606 | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00 | 0,00 | 2 830,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 613 | Locations | 0,00 | 0,00 | 43 880,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 614 | Charges locatives et de copropriété | 0,00 | 0,00 | 2 446,44 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 615 | Entretien et réparations | 0,00 | 0,00 | 4 115,90 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 618 | Divers | 0,00 | 0,00 | 1 350,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 623 | Pub., publications, relations publiques | 0,00 | 0,00 | 23 900,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 628 | Divers | 0,00 | 0,00 | 1 642,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 633 | Impôts, taxes, versements (autre orga.) | 0,00 | 0,00 | 1 359,98 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 637 | Autres impôts, taxes (autres organismes) | 0,00 | 0,00 | 700,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 641 | Rémunérations du personnel | 0,00 | 0,00 | 36 685,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 645 | Charges sécurité sociale et prévoyance | 0,00 | 0,00 | 12 901,56 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 647 | Autres charges sociales | 0,00 | 0,00 | 544,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 16 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 752 | Revenus des immeubles | 0,00 | 0,00 | 16 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 64 Rayonnement, attractivité du territoire | 65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire | 66 Maintien et dév. des services publics | 67 Recherche et innovation | 68 Autres actions | TOTAL DU CHAPITRE |
|-----------------------------|--|--|---|--|-------------------------------|----------------------|-------------------|
| DEPENSES | | 205,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 132 559,88 |
| 606 | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 830,00 |
| 613 | Locations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 43 880,00 |
| 614 | Charges locatives et de copropriété | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 446,44 |
| 615 | Entretien et réparations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4 115,90 |
| 618 | Divers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 350,00 |
| 623 | Pub., publications, relations publiques | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 23 900,00 |
| 628 | Divers | 205,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 847,00 |
| 633 | Impôts, taxes, versements (autre orga.) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 359,98 |
| 637 | Autres impôts, taxes (autres organismes) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 700,00 |
| 641 | Rémunérations du personnel | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 36 685,00 |
| 645 | Charges sécurité sociale et prévoyance | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 12 901,56 |
| 647 | Autres charges sociales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 544,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 16 000,00 |
| 752 | Revenus des immeubles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 16 000,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

| | |
|--|---------------|
| IV – ANNEXES | IV |
| A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A2.937 |

FONCTION 7 – Environnement

| Article / compte nature (1) | Libellé | 70 Services communs | 71 Actions transversales | 72 Actions déchets et propreté urbaine | | | | | |
|-----------------------------------|--|------------------------|--------------------------------|---|--|---------------------------------|--|--|---|
| | | | | 720 Services communs collecte et propreté | 721 Collecte et traitement des déchets | | | 722 Propreté urbaine | |
| | | | | | 7211 Actions prévention et sensibilisation | 7212 Collecte des déchets | 7213 Tri, valorisation, traitement déchets | 7221 Actions prévention et sensibilisation | 7222 Action propreté urbaine et nettoiemnt |
| | | | | | | | | | |
| DEPENSES | | 32 577,26 | 55 624,00 | 679 623,67 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 606 | Achats non stockés de matières et fourni | 300,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 0,00 | 3 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 617 | Etudes et recherches | 0,00 | 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 618 | Divers | 0,00 | 25 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 628 | Divers | 0,00 | 26 624,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 633 | Impôts, taxes, versements (autre orga.) | 519,98 | 0,00 | 19 968,27 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 641 | Rémunérations du personnel | 12 990,88 | 0,00 | 476 940,05 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 645 | Charges sécurité sociale et prévoyance | 4 916,40 | 0,00 | 181 049,35 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 647 | Autres charges sociales | 0,00 | 0,00 | 1 666,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 657 | Charges intervent* cpt prop. - Subvent* | 13 850,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 73 Actions en matière de gestion des eaux | | | | | 74 Politique de l'air |
|-----------------------------------|--|--|--------------------|-----------------------|-----------------------|--|--------------------------|
| | | 731 Politique de l'eau | 732 Eau potable | 733 Assainissement | 734 Eaux pluviales | 735 Lutte contre les inondations | |
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 606 | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 617 | Etudes et recherches | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 618 | Divers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 628 | Divers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 633 | Impôts, taxes, versements (autre orga.) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 641 | Rémunérations du personnel | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 645 | Charges sécurité sociale et prévoyance | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 647 | Autres charges sociales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 657 | Charges intervent° cpt prop. - Subvent° | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 75 Politique de l'énergie | | | | | 76 Préserv. patrim. naturel,risques techno. | 77 Environnement infrastructures transports | 78 Autres actions | TOTAL DU CHAPITRE |
|-----------------------------|--|--|----------------------------------|-------------------------|-------------------------------|-----------------------|--|--|----------------------|----------------------|
| | | 751 Réseaux de chaleur et de froid | 752 Energie photovoltaïque | 753 Energie éolienne | 754 Energie hydraulique | 758 Autres actions | | | | |
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 39 311,47 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 807 136,40 |
| 606 | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 39 311,47 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 39 611,47 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 000,00 |
| 617 | Etudes et recherches | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 500,00 |
| 618 | Divers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 25 500,00 |
| 628 | Divers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 26 624,00 |
| 633 | Impôts, taxes, versements (autre orga.) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 20 488,25 |
| 641 | Rémunérations du personnel | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 489 930,93 |
| 645 | Charges sécurité sociale et prévoyance | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 185 965,75 |
| 647 | Autres charges sociales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 666,00 |
| 657 | Charges intervent° cpt prop. - Subvent° | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 13 850,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

| | |
|--|---------------|
| IV – ANNEXES | IV |
| A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE | A2.938 |

FONCTION 8 – Transports

| Article / compte nature (1) | Libellé | 80 Services communs | 81 Transports scolaires | 82 | | | | | | |
|--------------------------------------|--|------------------------|-------------------------------|---------------------------------|----------------------------|---------------------------------|--------------------------|---------------------------|-------------------------|--------------------------|
| | | | | Transports publics de voyageurs | | | | | | |
| | | | | 820 Services communs | 821 Transport sur route | 822 Transport ferroviaire | 823 Transport fluvial | 824 Transport maritime | 825 Transport aérien | 828 Autres transports |
| DEPENSES | | 0,00 | 91 700,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 606 | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 613 | Locations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 615 | Entretien et réparations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 617 | Etudes et recherches | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 618 | Divers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 623 | Pub., publications, relations publiques | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 624 | Transports biens, transports collectifs | 0,00 | 91 700,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 626 | Frais postaux et frais télécommunication | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 627 | Services bancaires et assimilés | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 628 | Divers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 633 | Impôts, taxes, versements (autre orga.) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 641 | Rémunérations du personnel | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 645 | Charges sécurité sociale et prévoyance | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 647 | Autres charges sociales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 655 | Contributions obligatoires | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 658 | Charges diverses de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 641 | Rémunérations du personnel | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 703 | Redevances utilisation du domaine | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 83 Transports de marchandises | | | | | | 838 Autres transports |
|-----------------------------------|--|----------------------------------|--------------|------------------|--------------|---------------|-------------|--------------------------|
| | | 830 | 831 | 832 | 833 | 834 | 835 | |
| | | Services communs | Fret routier | Fret ferroviaire | Fret fluvial | Fret maritime | Fret aérien | |
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 606 | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 613 | Locations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 615 | Entretien et réparations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 617 | Etudes et recherches | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 618 | Divers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 623 | Pub., publications, relations publiques | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 624 | Transports biens, transports collectifs | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 626 | Frais postaux et frais télécommunication | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 627 | Services bancaires et assimilés | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 628 | Divers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 633 | Impôts, taxes, versements (autre orga.) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 641 | Rémunérations du personnel | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 645 | Charges sécurité sociale et prévoyance | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 647 | Autres charges sociales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 655 | Contributions obligatoires | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 658 | Charges diverses de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 641 | Rémunérations du personnel | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 703 | Redevances utilisation du domaine | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 84 Voirie | | | | | | | | |
|-----------------------------------|--|-------------------------|-------------------------|---------------------------------|---------------------------------|-------------------------|---|---------------------------------|-----------------|--------------------------|
| | | 841 Voirie nationale | 842 Voirie régionale | 843 Voirie départementale | 844 Voirie métropolitaine | 845 Voirie communale | 846 Viabilité hivernale et aléas climatiques | 847 Equipements de voirie | 848 Parkings | 849 Sécurité routière |
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 679 598,54 | 0,00 | 182 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 606 | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 104 387,71 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 165 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 613 | Locations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 49 909,48 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 615 | Entretien et réparations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 244 730,39 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 617 | Etudes et recherches | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 5 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 618 | Divers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 000,00 | 0,00 | 15 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 623 | Pub., publications, relations publiques | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4 183,20 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 624 | Transports biens, transports collectifs | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 626 | Frais postaux et frais télécommunication | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 800,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 627 | Services bancaires et assimilés | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 628 | Divers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 5 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 633 | Impôts, taxes, versements (autre orga.) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 5 194,12 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 641 | Rémunérations du personnel | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 136 275,90 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 645 | Charges sécurité sociale et prévoyance | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 45 296,74 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 647 | Autres charges sociales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 15 821,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 655 | Contributions obligatoires | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 40 300,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 658 | Charges diverses de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 20 700,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 379 932,00 | 0,00 | 480 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 641 | Rémunérations du personnel | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 20 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 703 | Redevances utilisation du domaine | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 359 932,00 | 0,00 | 480 000,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES

IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

| Article / compte nature (1) | Libellé | 85 Infrastructures | | | | | 86 Liaisons multimodales | 87 Circulations douces | 89 Sécurité | TOTAL DU CHAPITRE |
|-----------------------------|--|--|--|---|---|--|-----------------------------|---------------------------|----------------|-------------------|
| | | 851 Gares, autres infrastructures routières | 852 Gares et autres infrastructures ferrov. | 853 Haltes, autres infrastructures fluviales | 854 Ports, autres infrastructures portuaires | 855 Aéroports et autres infrastructures | | | | |
| DEPENSES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 8 474,24 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 961 772,78 |
| 606 | Achats non stockés de matières et fourni | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 104 387,71 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 165 000,00 |
| 613 | Locations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 49 909,48 |
| 615 | Entretien et réparations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 244 730,39 |
| 617 | Etudes et recherches | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 5 000,00 |
| 618 | Divers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 17 000,00 |
| 623 | Pub., publications, relations publiques | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4 183,20 |
| 624 | Transports biens, transports collectifs | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 91 700,00 |
| 626 | Frais postaux et frais télécommunication | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 800,00 |
| 627 | Services bancaires et assimilés | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 000,00 |
| 628 | Divers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 5 000,00 |
| 633 | Impôts, taxes, versements (autre orga.) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 5 194,12 |
| 641 | Rémunérations du personnel | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 54,24 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 136 330,14 |
| 645 | Charges sécurité sociale et prévoyance | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 45 296,74 |
| 647 | Autres charges sociales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 8 420,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 24 241,00 |
| 655 | Contributions obligatoires | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 40 300,00 |
| 658 | Charges diverses de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 20 700,00 |
| RECETTES | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 859 932,00 |
| 641 | Rémunérations du personnel | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 20 000,00 |
| 703 | Redevances utilisation du domaine | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 839 932,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

| | |
|---|-------------|
| IV – ANNEXES | IV |
| ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE | C1.1 |

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS**Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1 (1)**

| | Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM) | Propositions nouvelles | Vote | Total (2) |
|---|---|---------------------------|------|------------|
| Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001) | 674 240,53 | 0,00 | 0,00 | 674 240,53 |
| Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement | 674 240,53 | 0,00 | 0,00 | 674 240,53 |

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

| | Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM) | Propositions nouvelles | Vote | Total (2) |
|---|---|---------------------------|------|--------------|
| Affectation au 1068 (C) | 1 250 800,93 | 0,00 | 0,00 | 1 250 800,93 |
| Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement | 674 240,53 | 0,00 | 0,00 | 674 240,53 |
| Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité | 1 925 041,46 | 0,00 | 0,00 | 1 925 041,46 |

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

| | Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM) | Propositions nouvelles | Vote | Total (2) |
|--|---|---------------------------|------------|--------------|
| Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(3) | 1 527 958,00 | 81 202,00 | 81 202,00 | 1 609 160,00 |
| Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(3) | 5 692 170,40 | 146 202,00 | 146 202,00 | 5 838 372,40 |
| Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II) | 4 164 212,40 | 65 000,00 | 65 000,00 | 4 229 212,40 |

(1) Eléments à compléter uniquement s'il y a eu reprise des résultats, anticipée ou classique, lors de cette séance ou lors d'une séance précédente.

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

| | |
|--|-------------|
| IV – ANNEXES | IV |
| ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES | C1.2 |

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

| Art. (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM) | Propositions nouvelles | Vote (2) | | |
|--|---|--|---------------------------|------------------|-----------|------------------|
| DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B | | I | 1 527 958,00 | 81 202,00 | II | 81 202,00 |
| 16 Emprunts et dettes assimilées (A) | | 1 437 000,00 | 0,00 | | | 0,00 |
| 1631 | Emprunts obligataires | 0,00 | 0,00 | | | 0,00 |
| 1641 | Emprunts en euros | 1 437 000,00 | 0,00 | | | 0,00 |
| 1643 | Emprunts en devises | 0,00 | 0,00 | | | 0,00 |
| 16441 | Opérations afférentes à l'emprunt | 0,00 | 0,00 | | | 0,00 |
| 1671 | Avances consolidées du Trésor | 0,00 | 0,00 | | | 0,00 |
| 1672 | Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor | 0,00 | 0,00 | | | 0,00 |
| 1678 | Autres emprunts et dettes | 0,00 | 0,00 | | | 0,00 |
| 1681 | Autres emprunts | 0,00 | 0,00 | | | 0,00 |
| 1682 | Bons à moyen terme négociables | 0,00 | 0,00 | | | 0,00 |
| 1687 | Autres dettes | 0,00 | 0,00 | | | 0,00 |
| Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B) | | 90 958,00 | 81 202,00 | | | 81 202,00 |
| 10... | <i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i> | | | | | |
| 10... | Reversement de dotations, fonds divers et réserves | | | | | |
| 10226 | Taxe d'aménagement | 0,00 | 81 202,00 | | | 81 202,00 |
| 1068 | Excédents de fonctionnement capitalisés | 0,00 | 0,00 | | | 0,00 |
| 139 | <i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i> | <i>90 958,00</i> | <i>0,00</i> | | | <i>0,00</i> |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

| | |
|--|-------------|
| IV – ANNEXES | IV |
| ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES | C1.3 |

RESSOURCES PROPRES

| Art. (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM) | Propositions nouvelles | Vote (2) |
|---|---|---|------------------------|----------------------|
| RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b | | V 5 692 170,40 | 146 202,00 | VI 146 202,00 |
| Ressources propres externes de l'année (a) | | 940 512,48 | 96 202,00 | 96 202,00 |
| 10222 | FCTVA | 800 000,00 | 146 202,00 | 146 202,00 |
| 10226 | Taxe d'aménagement (3) | 140 000,00 | -50 000,00 | -50 000,00 |
| 10227 | Versement pour sous densité | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10228 | Autres fonds d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13146 | Attributions compensation investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13156 | Attributions compensation investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13246 | Attributions compensation investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13256 | Attributions compensation investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 138 | Autres subventions invest. non transf. | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26... | Participations et créances rattachées | | | |
| 27... | Autres immobilisations financières | | | |
| 275 | Dépôts et cautionnements versés | 512,48 | 0,00 | 0,00 |
| Ressources propres internes de l'année (b) (4) | | 4 751 657,92 | 50 000,00 | 50 000,00 |
| 15... | <i>Provisions pour risques et charges</i> | | | |
| 169 | <i>Primes de remboursement des obligations</i> | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26... | <i>Participations et créances rattachées</i> | | | |
| 27... | <i>Autres immobilisations financières</i> | | | |
| 28... | <i>Amortissement des immobilisations</i> | | | |
| 2802 | <i>Frais liés à la réalisation de document</i> | 3 939,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28031 | <i>Frais d'études</i> | 43 765,54 | 0,00 | 0,00 |
| 28033 | <i>Frais d'insertion</i> | 415,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2804132 | <i>Subv. Dpt : Bâtiments, installations</i> | 19 591,13 | 0,00 | 0,00 |
| 280415331 | <i>ADM : Bien mobilier, matériel</i> | 3 370,56 | 0,00 | 0,00 |
| 280415332 | <i>ADM : Bâtiments, installations</i> | 15 961,67 | 0,00 | 0,00 |
| 280415341 | <i>IC : Bien mobilier, matériel</i> | 5 441,00 | 0,00 | 0,00 |
| 280415342 | <i>IC : Bâtiments, installations</i> | 13 149,40 | 0,00 | 0,00 |
| 2804181 | <i>Autres org pub - Biens mob, mat, études</i> | 16 761,99 | 0,00 | 0,00 |
| 2804182 | <i>Autres org pub - Bât. et installations</i> | 47 685,67 | 0,00 | 0,00 |
| 2804183 | <i>Autres org pub-Proj infrastruct int nat.</i> | 166,00 | 0,00 | 0,00 |
| 280421 | <i>Privé - Biens mob., matériel et études</i> | 45 637,85 | 0,00 | 0,00 |
| 280422 | <i>Privé - Bâtiments et installations</i> | 933 448,80 | 0,00 | 0,00 |
| 2805 | <i>Licences, logiciels, droits similaires</i> | 103 116,23 | 0,00 | 0,00 |
| 28121 | <i>Plantations d'arbres et d'arbustes</i> | 74 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28128 | <i>Autres aménagements de terrains</i> | 53 326,02 | 0,00 | 0,00 |
| 281321 | <i>Immeubles de rapport</i> | 6 099,66 | 0,00 | 0,00 |

| Art. (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM) | Propositions nouvelles | Vote (2) |
|----------|--|---|------------------------|-----------|
| 28141 | Construct° sol autrui - Bâtiments public | 92 639,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28148 | Construct° sol autrui - Autres construct | 577 800,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28152 | Installations de voirie | 69 047,45 | 50 000,00 | 50 000,00 |
| 281533 | Réseaux câblés | 83 008,00 | 0,00 | 0,00 |
| 281534 | Réseaux d'électrification | 66 963,00 | 0,00 | 0,00 |
| 281538 | Autres réseaux | 6 252,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2815731 | Matériel roulant | 36 026,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2815738 | Autre matériel et outillage de voirie | 7 543,87 | 0,00 | 0,00 |
| 281578 | Autre matériel technique | 23 726,91 | 0,00 | 0,00 |
| 28158 | Autres inst.,matériel,outil. techniques | 7 275,31 | 0,00 | 0,00 |
| 281828 | Autres matériels de transport | 239 453,47 | 0,00 | 0,00 |
| 281831 | Matériel informatique scolaire | 31 164,28 | 0,00 | 0,00 |
| 281838 | Autre matériel informatique | 236 593,66 | 0,00 | 0,00 |
| 281841 | Matériel de bureau et mobilier scolaire | 58 228,13 | 0,00 | 0,00 |
| 281848 | Autres matériels de bureau et mobiliers | 85 709,91 | 0,00 | 0,00 |
| 28185 | Matériel de téléphonie | 27 544,92 | 0,00 | 0,00 |
| 28188 | Autres immo. corporelles | 564 048,57 | 0,00 | 0,00 |
| 29... | Dépréciations des immobilisations | | | |
| 31... | Matières premières (et fournitures) (5) | | | |
| 33... | En-cours de production de biens (5) | | | |
| 35... | Stocks de produits (5) | | | |
| 39... | Dépréciation des stocks et en-cours | | | |
| 481... | Charges à rép. sur plusieurs exercices | | | |
| 49... | Dépréciation des comptes de tiers | | | |
| 59... | Dépréciation des comptes financiers | | | |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 021 | Virement de la section de fonctionnement | 1 152 757,92 | 0,00 | 0,00 |

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

| | |
|---------------------------------|----------|
| V – ARRETE ET SIGNATURES | V |
| ARRETE ET SIGNATURES | A |

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),

A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ..., du Conseil syndical de ...

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

5 . Adoption de la décision modificative n°1 au budget annexe du cinéma pour l'exercice 2025

Par délibération n°11 du conseil municipal du 8 avril dernier le budget annexe primitif du cinéma a été adopté en équilibre, tant en recettes qu'en dépenses, à hauteur de 243 940,00 €. Il convient aujourd'hui de procéder à quelques ajustements de crédits.

SECTION DE FONCTIONNEMENT
équilibrée en dépenses et recettes à 3 000,00 €

Les dépenses supplémentaires : **+ 3**
000,00 €

Dotations aux amortissements (chapitre 042 - dépenses d'ordre) **+ 3**
000,00 €

Cette somme est nécessaire pour pouvoir procéder à l'amortissement des dépenses d'investissement de l'exercice 2025 selon le principe du *prorata temporis*, qui consiste à calculer les amortissements proportionnellement au temps écoulé entre la mise en service d'un bien et la clôture de l'exercice comptable, conformément aux règles instituées par la nomenclature M57.

Les recettes complémentaires : **+ 3**
000,00 €

Produit des services (chapitre 70) : **+ 3**
000,00 €

Le rythme d'encaissement des entrées liées à l'activité cinéma permettent d'envisager un niveau de recette supérieur à la prévision du budget primitif inscrite pour 45 000,00 €.

SECTION D'INVESTISSEMENT
équilibrée en recettes à 0,00 €

Les recettes supplémentaires : **+ 3**
000,00 €

Dotations aux amortissements (chapitre 040 - recettes d'ordre) **+ 3**
000,00 €

Cette somme identique à celle inscrite en dépense de fonctionnement au chapitre 042 est neutre budgétairement et permet de répondre aux exigences réglementaires de la nomenclature M57 en matière d'amortissement.

Les annulations de recettes : **- 3**
000,00 €

**Subventions d'équipement (chapitre 13) :
000,00 €**

- 3

Dans le cadre du vote du budget avait été inscrite une subvention d'équilibre d'un montant de 4 549,79 €. Compte tenu du niveau de réalisation des dépenses celle-ci ne sera pas versée et peut donc être réduite.

En conclusion la décision modificative est équilibrée comme suit :

| Dépenses de fonctionnement | Montant | Recettes de fonctionnement | Montant |
|----------------------------|-------------------|----------------------------|-------------------|
| Chapitre 042 | 3 000,00 € | Chapitre 70 | 3 000,00 € |
| Total | 3 000,00 € | Total | 3 000,00 € |

| Dépenses d'investissement | Montant | Recettes d'investissement | Montant |
|---------------------------|---------------|---------------------------|---------------|
| | | Chapitre 13 | -3 000,00 € |
| | | Chapitre 040 | 3 000,00 € |
| Total | 0,00 € | Total | 0,00 € |

| | |
|-----------------------------------|---|
| Principaux textes réglementaires | - nomenclature M57 ; - articles L.2311-5 et R.2311-13 du code général des collectivités territoriales ; - délibération du conseil municipal n°11 du 8 avril 2025. |
| Principaux documents de référence | Projet de décision modificative n°1 au budget annexe primitif du cinéma pour l'exercice 2025 |

A reçu un avis favorable en Commission Finances, Solidarité et Sécurité du 2 décembre 2025.

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Madame Corinne FIORENTINO, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Olivier LAVIGNE, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETTELE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Monsieur Laurent OTTAVI donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Hélène DECOTIGNIE donne procuration à Madame Stéphanie BRANCO, Madame Séverine DOS SANTOS donne procuration à Monsieur Julien KARAM, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

Francis SELLAM : La délibération n° 5, c'est exactement la même chose, sauf que c'est sur le cinéma. Nous avons un amortissement de 3 000 euros, ce sont quelques achats qui ont été faits sur l'année. C'est tout simplement une écriture d'ordre qui permet d'être au plus près possible de la réalité comptable.

Y a-t-il des questions ? (*Pas de questions*)

Qui est pour ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Merci beaucoup.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE,

Article 1^{er} : Adopte par chapitre, la décision modificative n°1 au budget annexe primitif du cinéma pour l'exercice 2025, ci-annexée, arrêtée en mouvements budgétaires à la somme de :

- en dépenses : 3 000,00 €
- en recettes : 3 000,00 €

dont :

- en section de fonctionnement : 3 000,00 €
- en section d'investissement : 0,00 €

Article 2 : Autorise Monsieur le Maire, ou le cas échéant l' élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L.2122-18 du code général des collectivités territoriales, ou l' élu remplaçant le Maire en vertu de l'article L.2122-17 du même code, à engager toute démarche et à signer tous les documents en exécution de la présente délibération.

Pour : (24)

Monsieur Olivier DOSNE (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Francis SELLAM (Liste "Joinville avec vous"), Madame Chantal DURAND (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Michel DESTOUCHES (Liste "Joinville avec vous"), Madame Virginie TOLLARD (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Stephan SILVESTRE (Liste "Joinville avec vous"), Madame Chantal ALLAIN (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Maxime OUANOUNOU (Liste "Joinville avec vous"), Madame Liliane REUSCHLEIN (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Brahim BAHMAD (Liste "Joinville avec vous"), Madame Corinne FIORENTINO (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Laurent OTTAVI (Liste "Joinville avec vous"), Madame Anne MAROLLEAU (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Jérôme TAGNON (Liste "Joinville avec vous"), Madame Hélène DECOTIGNIE (Liste "Joinville avec vous"), Madame Stéphanie BRANCO (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Olivier LAVIGNE (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Frédéric GOMES (Liste "Joinville avec vous"), Madame Murielle VILLETTELLE (Liste "Joinville avec vous"), Madame Béatrice NICOLAS-DARROU (Liste "Joinville avec vous"), Madame Séverine DOS SANTOS (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Julien KARAM (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Guillaume LEVANNIER (Liste "Joinville avec vous"), Madame Laura MANACH (Liste "Joinville avec vous")

Contre : (4)

Monsieur Jean-François CLAIR (Liste "JAJI J'agis j'innove pour Joinville-le-Pont"), Madame Carmen PEREZ (Liste "JAJI J'agis j'innove pour Joinville-le-Pont"), Monsieur Maxence GEORGEAUD (Liste "JAJI J'agis j'innove pour Joinville-le-Pont"), Monsieur Tony RENUCCI (Liste "JAJI J'agis j'innove pour Joinville-le-Pont")

Abstention : (2)

Madame Sandrine PARIS-PESCAROU (), Monsieur Philippe PLATON ()

COMMUNE : COMMUNE DE JOINVILLE LE PONT (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE BUDGET PRINCIPAL (2)

Numéro SIRET : 21940042100182

POSTE COMPTABLE : VINCENNES

M. 57

Décision modificative 1 (3)

Voté par nature

BUDGET : CINEMA (4)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

| |
|--|
| Conseil Municipal Sommaire du 9 décembre 2025 |
|--|

I - Informations générales

| | |
|---|---|
| A - Informations statistiques, fiscales et financières | 4 |
| B - Modalités de vote du budget | 5 |
| C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats | 6 |
| C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses | 7 |
| C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes | 8 |

II - Présentation générale du budget

| | |
|---|------------|
| A - Vue d'ensemble - Vote et reports | 9 |
| B1 - Présentation des AP votées | Sans Objet |
| B2 - Présentation des AE votées | Sans Objet |
| C1 - Equilibre financier du budget - Investissement | 11 |
| C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement | 14 |
| D1 - Balance générale - Dépenses | 16 |
| D2 - Balance générale - Recettes | 18 |

III - Vote du budget

| | |
|--|------------|
| A - Section d'investissement - Vue d'ensemble | 20 |
| A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article | 24 |
| A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement | Sans Objet |
| A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP | Sans Objet |
| A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP | Sans Objet |
| A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article | 26 |
| B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble | 28 |
| B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article | 31 |
| B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article | 33 |

IV - Annexes**A - Présentation croisée**


| | |
|---|------------|
| A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble | Sans Objet |
| A1.01 - Opérations non ventilables | Sans Objet |
| A1.900 - Fonction 0 - Services généraux | Sans Objet |
| A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens | Sans Objet |
| A1.901 - Fonction 1 - Sécurité | Sans Objet |
| A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage | Sans Objet |
| A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs | Sans Objet |
| A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) | Sans Objet |
| A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA | Sans Objet |
| A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat | Sans Objet |
| A1.906 - Fonction 6 - Action économique | Sans Objet |
| A1.907 - Fonction 7 - Environnement | Sans Objet |
| A1.908 - Fonction 8 - Transports | Sans Objet |
| A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble | Sans Objet |
| A2.01 - Opérations non ventilables | Sans Objet |
| A2.930 - Fonction 0 - Services généraux | Sans Objet |
| A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens | Sans Objet |
| A2.931 - Fonction 1 - Sécurité | Sans Objet |
| A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage | Sans Objet |
| A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs | Sans Objet |
| A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) | Sans Objet |
| A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA | Sans Objet |
| A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI | Sans Objet |
| A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat | Sans Objet |
| A2.936 - Fonction 6 - Action économique | Sans Objet |
| A2.937 - Fonction 7 - Environnement | Sans Objet |
| A2.938 - Fonction 8 - Transports | Sans Objet |

B - Annexes patrimoniales

| | |
|--|------------|
| B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie | Sans Objet |
| B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette | Sans Objet |
| B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux | Sans Objet |
| B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours | Sans Objet |
| B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture | Sans Objet |

| Conseil Municipal – séance du 9 décembre 2025 | |
|---|------------|
| B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme | Sans Objet |
| B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes | Sans Objet |
| B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements | Sans Objet |
| B3.1 - Etat des provisions constituées | Sans Objet |
| B3.2 - Etalement des provisions | Sans Objet |
| B4 - Etat des charges transférées | Sans Objet |
| B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers | Sans Objet |
| B6 - Prêts | Sans Objet |
| B7.1 - Etat synthétique des engagements donnés | Sans Objet |
| B7.2 - Etat synthétique des engagements reçus | Sans Objet |
| B7.3 - Etat des emprunts garantis | Sans Objet |
| B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis | Sans Objet |
| B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail | Sans Objet |
| B7.6 - Etat des marchés de partenariat | Sans Objet |
| B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale | Sans Objet |
| B7.8 - Autres engagements donnés | Sans Objet |
| B7.9 - Autres engagements reçus | Sans Objet |
| B8 - Subventions versées | Sans Objet |
| B9 - Etat du personnel | Sans Objet |
| B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier | Sans Objet |
| B11.1 - Liste des organismes de regroupement | Sans Objet |
| B11.2 - Liste des établissements publics créés | Sans Objet |
| B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe | Sans Objet |
| C - Annexes budgétaires | |
| C1.1 - Equilibre budgétaire | Sans Objet |
| C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses | Sans Objet |
| C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes | Sans Objet |
| D - Autres éléments d'information | |
| D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe | Sans Objet |
| D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget | Sans Objet |
| D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation | Sans Objet |
| D3 - Décisions en matière de taux | Sans Objet |
| D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement | Sans Objet |
| D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement | Sans Objet |
| D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) | Sans Objet |
| D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) | Sans Objet |
| V - Arrêté et signatures | |
| A - Arrêté et signatures | 35 |

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

 Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;
les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

| | |
|---|----------|
| I – INFORMATIONS GENERALES | I |
| INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES | A |

| Informations statistiques | |
|---------------------------|---------|
| | Valeurs |
| Population totale | 20784 |

| Informations fiscales (N-2) | |
|--|--------------|
| | Collectivité |
| Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1) | 1202.37 |

| Informations financières – ratios | | Valeurs |
|-----------------------------------|--|---------|
| 1 | Dépenses réelles de fonctionnement / population | 8.02 |
| 2 | Recettes réelles de fonctionnement / population | 8.02 |
| 3 | Dépenses d'équipement brut / population | 3.37 |
| 4 | Encours de dette / population (2) (3) | 0.00 |
| 5 | DGF / population | 0.00 |
| 6 | Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4) | 65.95% |
| 7 | Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4) | 100% |
| 8 | Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement | 41.96% |
| 9 | Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4) | 0.00 |
| 10 | Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4) | |

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1^{er} janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

| | |
|------------------------------------|----------|
| I – INFORMATIONS GENERALES | I |
| MODALITES DE VOTE DU BUDGET | B |

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :

- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : %
- Investissement : %

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté sans reprise des résultats de l'exercice N-1 (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°... du ...

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative avec retranscription des virements de crédits, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

| | |
|--|-----------|
| I – INFORMATIONS GENERALES | I |
| EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS (1) | C1 |

| RESULTAT DE L'EXERCICE N-1 | | | | | |
|----------------------------|----------|----------|---------------------------------------|----|------------------------------|
| | Dépenses | Recettes | Solde d'exécution ou résultat reporté | | Résultat ou solde (A) (2) |
| TOTAL DU BUDGET | 0,00 | 0,00 | 0,00 | A1 | 0,00 |
| Investissement | 0,00 | 0,00 | (3) 0,00 | A2 | 0,00 |
| Fonctionnement | 0,00 | 0,00 | (4) 0,00 | A3 | 0,00 |

| RESTES A REALISER N-1 | | | | | |
|-----------------------|-------------|--|---------------|----|-----------|
| | Dépenses | | Recettes | | Solde (B) |
| TOTAL des RAR | I + II 0,00 | | III + IV 0,00 | B1 | 0,00 |
| Investissement | I 0,00 | | III 0,00 | B2 | 0,00 |
| Fonctionnement | II 0,00 | | IV 0,00 | B3 | 0,00 |

| RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (5) | | |
|---------------------------------|----------------|------|
| TOTAL | A1 + B1 | 0,00 |
| Investissement | A2 + B2 | 0,00 |
| Fonctionnement | A3 + B3 | 0,00 |

(1) État à compléter uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

(2) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(4) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(5) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

| | |
|---|-----------|
| I – INFORMATIONS GENERALES | I |
| EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES | C2 |

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

| Chap. / art. (2) | Libellé | Dépenses engagées non mandatées |
|--|---|---------------------------------|
| SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL | | (I) 0,00 |
| 018 | RSA | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement (3) | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3) | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (3) (5) | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles (3) | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (3) | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) (3) | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières (3) | 0,00 |
| 45 | Chapitres d'opérations pour compte de tiers | 0,00 |
| SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL | | (II) 0,00 |
| 011 | Charges à caractère général (4) | 0,00 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés (4) | 0,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 |
| 016 | APA | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante (4) | 0,00 |
| 6586 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 |
| 66 | Charges financières | 0,00 |
| 67 | Charges spécifiques (4) | 0,00 |

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

| | |
|---|-----------|
| I – INFORMATIONS GENERALES | I |
| EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES | C3 |

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

| Chap. / art. (2) | Libellé | Titres restant à émettre |
|--|--|--------------------------|
| SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL | | (III) 0,00 |
| 018 | RSA | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement (reçues) (3) | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (3) (5) | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles (3) | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (3) | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) (3) | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières (3) | 0,00 |
| 45 | Chapitres d'opérations pour compte de tiers | 0,00 |
| SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL | | (IV) 0,00 |
| 70 | Prod. services, domaine, ventes diverses | 0,00 |
| 73 | Impôts et taxes | 0,00 |
| 731 | Fiscalité locale | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations (4) | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante (4) | 0,00 |
| 013 | Atténuations de charges (4) | 0,00 |
| 016 | APA | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 |
| 77 | Produits spécifiques (4) | 0,00 |

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

| | |
|---|-----------|
| II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
| VUE D'ENSEMBLE | A |

| | | DEPENSES | RECETTES |
|--|--|--------------------|--------------------|
| VOTE | Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1) | 0,00 | 0,00 |
| + | | + | + |
| REPORTS | Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2) | 0,00 | 0,00 |
| | 001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2) | (si solde négatif) | (si solde positif) |
| | | 0,00 | 0,00 |
| = | | = | = |
| Total de la section d'investissement (3) | | 0,00 | 0,00 |

| | | DEPENSES | RECETTES |
|---|--|--------------|---------------|
| VOTE | Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1) | 3 000,00 | 3 000,00 |
| + | | + | + |
| REPORTS | Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2) | 0,00 | 0,00 |
| | 002 Résultat de fonctionnement reporté (2) | (si déficit) | (si excédent) |
| | | 0,00 | 0,00 |
| = | | = | = |
| Total de la section de fonctionnement (4) | | 3 000,00 | 3 000,00 |
| = | | = | = |
| TOTAL DU BUDGET (5) | | 3 000,00 | 3 000,00 |

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement à l'étape budgétaire de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

- (4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.
(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

| | |
|---|-----------|
| II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
| EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT | C1 |

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée (3) III | TOTAL IV = I + II + III |
|--|--|-------------------------------|---------------------------------|------------------------|--------------------------------|----------------------------|
| 018 | RSA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4) | 69 980,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 69 980,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des dépenses d'équipement | | 69 980,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 69 980,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des dépenses financières | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 45... | Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des dépenses réelles d'investissement | | 69 980,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 69 980,00 |

| | | | | | | |
|--|---|-----------------|--|-------------|-------------|-----------------|
| 040 | Opérations ordre transf. entre sections (8) | 7 170,00 | | 0,00 | 0,00 | 7 170,00 |
| 041 | Opérations patrimoniales (8) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des dépenses d'ordre d'investissement | | 7 170,00 | | 0,00 | 0,00 | 7 170,00 |

| | | | | | |
|--------------|------------------|-------------|-------------|-------------|------------------|
| TOTAL | 77 150,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 77 150,00 |
|--------------|------------------|-------------|-------------|-------------|------------------|

+

| | |
|--|-------------|
| D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE | 0,00 |
|--|-------------|

=

| | |
|---|------------------|
| TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES | 77 150,00 |
|---|------------------|

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

| | |
|---|-----------|
| II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
| EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT | C1 |

RECETTES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée (3) III | TOTAL IV = I + II + III |
|--|--|-------------------------------|---------------------------------|------------------------|--------------------------------|----------------------------|
| 018 | RSA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4) | 4 549,79 | 0,00 | -3 000,00 | -3 000,00 | 1 549,79 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (4) (13) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (4) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes d'équipement | | 4 549,79 | 0,00 | -3 000,00 | -3 000,00 | 1 549,79 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1068 | Excédents de fonctionnement capitalisés (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 138 | Autres subventions invest. non transf. (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes financières | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 45... | Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes réelles d'investissement | | 4 549,79 | 0,00 | -3 000,00 | -3 000,00 | 1 549,79 |

| | | | | | | |
|--|---|------------------|--|-----------------|-----------------|------------------|
| 021 | Virement de la section de fonctionnement (10) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 040 | Opérations ordre transf. entre sections (10) (11) | 10 200,00 | | 3 000,00 | 3 000,00 | 13 200,00 |
| 041 | Opérations patrimoniales (10) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes d'ordre d'investissement | | 10 200,00 | | 3 000,00 | 3 000,00 | 13 200,00 |

| | | | | | |
|--------------|------------------|-------------|-------------|-------------|------------------|
| TOTAL | 14 749,79 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 14 749,79 |
|--------------|------------------|-------------|-------------|-------------|------------------|

+

| | |
|--|------------------|
| R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE | 62 400,21 |
|--|------------------|

=

| | |
|---|------------------|
| TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES | 77 150,00 |
|---|------------------|

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

| | |
|--|-----------------|
| AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12) | 6 030,00 |
|--|-----------------|

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) $DF\ 023 = RI\ 021$; $DI\ 040 = RF\ 042$; $RI\ 040 = DF\ 042$; $DI\ 041 = RI\ 041$.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération $DF\ 023 + DF\ 042 - RF\ 042$ ou solde de l'opération $RI\ 021 + RI\ 040 - DI\ 040$.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

| | |
|--|-----------|
| II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
| EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT | C2 |

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

| Chap. | Libellé | Budget de | Restes à réaliser | Propositions | Vote de | TOTAL |
|---|--|-------------------|-------------------|--------------|-------------|-------------------|
| | | l'exercice (1) | N-1 (2) | | | |
| | | I | II | nouvelles | III | IV = I + II + III |
| 011 | Charges à caractère général (4) | 45 990,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 45 990,00 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés (4) | 110 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 110 000,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 016 | APA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4) | 400,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 400,00 |
| 6586 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des dépenses de gestion courante | | 156 390,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 156 390,00 |
| 66 | Charges financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 67 | Charges spécifiques (4) | 200,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 200,00 |
| 68 | Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des dépenses réelles de fonctionnement | | 156 590,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 156 590,00 |

| | | | | | | |
|---|---|------------------|--|-----------------|-----------------|------------------|
| 023 | Virement à la section d'investissement (5) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 042 | Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) | 10 200,00 | | 3 000,00 | 3 000,00 | 13 200,00 |
| 043 | Opérations ordre intérieur de la section (5) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des dépenses d'ordre de fonctionnement | | 10 200,00 | | 3 000,00 | 3 000,00 | 13 200,00 |

| | | | | | |
|--------------|-------------------|-------------|-----------------|-----------------|-------------------|
| TOTAL | 166 790,00 | 0,00 | 3 000,00 | 3 000,00 | 169 790,00 |
|--------------|-------------------|-------------|-----------------|-----------------|-------------------|

+

| | |
|---|-------------|
| D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE | 0,00 |
|---|-------------|

=

| | |
|--|-------------------|
| TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES | 169 790,00 |
|--|-------------------|

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

| | |
|--|-----------|
| II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
| EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT | C2 |

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée (3) III | TOTAL IV = I + II + III |
|---|--|-------------------------------|---------------------------------|------------------------|--------------------------------|----------------------------|
| 013 | Atténuations de charges (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 016 | APA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70 | Prod. services, domaine, ventes diverses | 45 000,00 | 0,00 | 3 000,00 | 3 000,00 | 48 000,00 |
| 73 | Impôts et taxes (sauf 731) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 731 | Fiscalité locale | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations (4) | 114 620,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 114 620,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes de gestion courante | | 159 620,00 | 0,00 | 3 000,00 | 3 000,00 | 162 620,00 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits spécifiques (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 78 | Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes réelles de fonctionnement | | 159 620,00 | 0,00 | 3 000,00 | 3 000,00 | 162 620,00 |

| | | | | | | |
|---|---|-----------------|-------------|-------------|-------------|-----------------|
| 042 | Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) | 7 170,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 7 170,00 |
| 043 | Opérations ordre intérieur de la section (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes d'ordre de fonctionnement | | 7 170,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 7 170,00 |

| | | | | | |
|--------------|-------------------|-------------|-----------------|-----------------|-------------------|
| TOTAL | 166 790,00 | 0,00 | 3 000,00 | 3 000,00 | 169 790,00 |
|--------------|-------------------|-------------|-----------------|-----------------|-------------------|

+

| | |
|---|-------------|
| R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE | 0,00 |
|---|-------------|

=

| | |
|--|-------------------|
| TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES | 169 790,00 |
|--|-------------------|

Pour information :

| | |
|---|-----------------|
| AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7) | 6 030,00 |
|---|-----------------|

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

| | |
|---|-----------|
| II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
| BALANCE GENERALE – DEPENSES | D1 |

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

| INVESTISSEMENT | | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|--|--|------------------------|------------------------|-------------|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 15 | Provisions pour risques et charges (4) | | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | (7) 0,00 | | 0,00 |
| | Total des opérations d'équipement | 0,00 | | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (3) (5) (10) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles (3) (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (3) (5) | (8) 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 018 | RSA | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28 | Amortissement des immobilisations (reprises) | | 0,00 | 0,00 |
| 29 | Dépréciations des immobilisations (4) | | 0,00 | 0,00 |
| 39 | Dépréciation des stocks et en-cours (4) | | 0,00 | 0,00 |
| 3... | Stocks et en-cours | | 0,00 | 0,00 |
| 198 | Neutralisation des amortissements | | 0,00 | 0,00 |
| 45 | Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 481 | Charges à rép. sur plusieurs exercices | | 0,00 | 0,00 |
| 49 | Dépréciation des comptes de tiers (4) | | 0,00 | 0,00 |
| 59 | Dépréciation des comptes financiers (4) | | 0,00 | 0,00 |
| Dépenses d'investissement – Total | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

+

| | |
|--|-------------|
| D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE | 0,00 |
|--|-------------|

=

| | |
|---|-------------|
| TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES | 0,00 |
|---|-------------|

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

| FONCTIONNEMENT | | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|--|------------------------|------------------------|-----------------|
| 011 | Charges à caractère général (9) | 0,00 | | 0,00 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés (9) | 0,00 | | 0,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | | 0,00 |
| 016 | APA | 0,00 | | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 | | 0,00 |
| 60 | Achats et variation des stocks | | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6586 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | | 0,00 |
| 66 | Charges financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 67 | Charges spécifiques (9) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 68 | Dot. aux amortissements et provisions (9) | 0,00 | 3 000,00 | 3 000,00 |
| 71 | Production stockée (ou déstockage) | | 0,00 | 0,00 |
| 023 | Virement à la section d'investissement | | 0,00 | 0,00 |
| Dépenses de fonctionnement – Total | | 0,00 | 3 000,00 | 3 000,00 |

+

| | |
|---|-------------|
| D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE | 0,00 |
|---|-------------|

=

| | |
|--|-----------------|
| TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES | 3 000,00 |
|--|-----------------|

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.
- (3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.
- (4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
- (5) Hors chapitres opérations.
- (6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).
- (7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.
- (8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.
- (9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
- (10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

| | |
|---|-----------|
| II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
| BALANCE GENERALE – RECETTES | D2 |

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

| INVESTISSEMENT | | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|--|--|------------------------|------------------------|-------------|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement (reçues) (3) | -3 000,00 | 0,00 | -3 000,00 |
| 15 | Provisions pour risques et charges (4) | | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | (6) 0,00 | | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (3) (9) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (3) | (7) 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 018 | RSA | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28 | Amortissement des immobilisations | | 3 000,00 | 3 000,00 |
| 29 | Dépréciations des immobilisations (4) | | 0,00 | 0,00 |
| 39 | Dépréciation des stocks et en-cours (4) | | 0,00 | 0,00 |
| 3... | Stocks et en-cours | | 0,00 | 0,00 |
| 45 | Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 481 | Charges à rép. sur plusieurs exercices | | 0,00 | 0,00 |
| 49 | Dépréciation des comptes de tiers (4) | | 0,00 | 0,00 |
| 59 | Dépréciation des comptes financiers (4) | | 0,00 | 0,00 |
| 021 | Virement de la section de fonctionnement | | 0,00 | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | | 0,00 |
| Recettes d'investissement – Total | | -3 000,00 | 3 000,00 | 0,00 |

+

| | |
|--|-------------|
| R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE | 0,00 |
|--|-------------|

+

| | |
|---------------------------------------|-------------|
| R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT | 0,00 |
|---------------------------------------|-------------|

=

| | |
|---|-------------|
| TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES | 0,00 |
|---|-------------|

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

| FONCTIONNEMENT | | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|----------------|--|------------------------|------------------------|----------|
| 013 | Atténuations de charges (8) | 0,00 | | 0,00 |
| 016 | APA | 0,00 | | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 | | 0,00 |
| 60 | Achats et variation des stocks | | 0,00 | 0,00 |
| 70 | Prod. services, domaine, ventes diverses | 3 000,00 | | 3 000,00 |
| 71 | Production stockée (ou déstockage) | | 0,00 | 0,00 |
| 72 | Production immobilisée | | 0,00 | 0,00 |
| 73 | Impôts et taxes (sauf 731) | 0,00 | | 0,00 |
| 731 | Fiscalité locale | 0,00 | | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations (8) | 0,00 | | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante (8) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits spécifiques (8) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 78 | Reprise sur amortissements et provisions (8) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| FONCTIONNEMENT | | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|--|-----------------------|------------------------|------------------------|-----------------|
| 79 | Transferts de charges | | 0,00 | 0,00 |
| Recettes de fonctionnement – Total | | 3 000,00 | 0,00 | 3 000,00 |
| | | | | + |
| R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE | | | | 0,00 |
| | | | | = |
| TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES | | | | 3 000,00 |

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

| | |
|---|------------|
| III – VOTE DU BUDGET | III |
| SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE | A |

DEPENSES

| Chapitre | | Budget de l'exercice (1) | RAR N-1 (2) | Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP | Pour information, dépenses gérées hors AP | TOTAL (RAR N-1 + Vote) |
|--|--|--------------------------|-------------|---|------------------------|---------------------|--|---|------------------------|
| | | | I | | | II | | | III = I + II |
| TOTAL | | 77 150,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 018 | RSA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (10) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 69 980,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des opérations d'équipement (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des dépenses d'équipement | | 69 980,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP) | | | 0,00 | | | | | |
| Total des dépenses financières | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 45 | Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des dépenses réelles | | 69 980,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 040 | Opérations ordre transf. entre sections (6) (7) | 7 170,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 041 | Opérations patrimoniales (8) | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| Total des dépenses d'ordre | | 7 170,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |

| | |
|---|-------------|
| D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (9) | 0,00 |
|---|-------------|

| Chapitre | Budget de l'exercice (1) | RAR N-1 (2) | Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP | Pour information, dépenses gérées hors AP | TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II |
|----------|--------------------------|-------------|---|------------------------|---------------------|--|---|--|
| | | I | | | II | | | |

| | | | | | | | | |
|---|--|--|--|--|--|--|--|-------------|
| Total des dépenses d'investissement cumulées | | | | | | | | 0,00 |
|---|--|--|--|--|--|--|--|-------------|

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

| | |
|---|------------|
| III – VOTE DU BUDGET | III |
| SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES | A |

RECETTES

| Chapitre | | Budget de l'exercice (1) | RAR N-1 (2) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | TOTAL (RAR N-1 + Vote) |
|--|--|--------------------------|-------------|------------------------|---------------------|---------------------------|
| | | | I | | II | III = I + II |
| TOTAL | | 14 749,79 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 018 | RSA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement (hors 138) | 4 549,79 | 0,00 | -3 000,00 | -3 000,00 | -3 000,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (10) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes d'équipement | | 4 549,79 | 0,00 | -3 000,00 | -3 000,00 | -3 000,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 138 | Autres subventions invest. non transf. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| Chapitre | | Budget de l'exercice (1) | RAR N-1 (2) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | TOTAL (RAR N-1 + Vote) |
|---------------------------------------|---|--------------------------|-------------|------------------------|---------------------|---------------------------|
| | | | I | | II | III = I + II |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes financières | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 45 | Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes réelles | | 4 549,79 | 0,00 | -3 000,00 | -3 000,00 | -3 000,00 |
| 021 | Virement de la section de fonctionnement | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 040 | Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6) | 10 200,00 | | 3 000,00 | 3 000,00 | 3 000,00 |
| 041 | Opérations patrimoniales (7) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes d'ordre | | 10 200,00 | | 3 000,00 | 3 000,00 | 3 000,00 |

| | |
|---|-------------|
| R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (8) | 0,00 |
|---|-------------|

| | |
|---------------------------------------|-------------|
| Affectation au compte 1068 (9) | 0,00 |
|---------------------------------------|-------------|

| | |
|---|-------------|
| Total des recettes d'investissement cumulées | 0,00 |
|---|-------------|

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RI 040 = DF 042).

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

| III – VOTE DU BUDGET | | | | | | | | III | |
|--|---|--------------------------|-------------|---|------------------------|---------------------|---|--|------------------------|
| SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE | | | | | | | | A1 | |
| Chap. / art. (1) | | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) | Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP | Pour information Crédits gérés hors AP | TOTAL (RAR N-1 + Vote) |
| | | | I | | | II | | | III = I + II |
| TOTAL | | 77 150,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 018 | RSA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (10) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 69 980,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21838 | Autre matériel informatique | 588,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2188 | Autres immobilisations corporelles | 69 392,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des opérations d'équipement (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des dépenses d'équipement | | 69 980,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire) | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| Chap. / art. (1) | | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) | Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP | Pour information Crédits gérés hors AP | TOTAL (RAR N-1 + Vote) |
|---------------------------------------|---|--------------------------|-------------|---|------------------------|---------------------|---|--|------------------------|
| | | | I | | | II | | | III = I + II |
| 020 | Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP) | | | 0,00 | | | | | |
| Total des dépenses financières | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 45... | Opérations pour compte de tiers (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des dépenses réelles | | 69 980,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 040 | Opérations ordre transf. entre sections (7) | 7 170,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| | Reprise sur autofinancement antérieur | 7 170,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 139148 | Subv. transf. Autres communes | 987,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 13918 | Autres subventions d'équipement transf. | 6 183,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| | Charges transférées (8) | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 041 | Opérations patrimoniales (9) | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| Total des dépenses d'ordre | | 7 170,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

| III – VOTE DU BUDGET | | | | | | III |
|---|--|--------------------------|-------------|------------------------|---------------------|------------------------|
| SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE | | | | | | A3 |
| Chap. / art. (1) | | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | TOTAL (RAR N-1 + Vote) |
| | | | I | | II | III = I + II |
| TOTAL | | 14 749,79 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 018 | RSA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement (hors 138) | 4 549,79 | 0,00 | -3 000,00 | -3 000,00 | -3 000,00 |
| 13148 | Subv. transf. Autres communes | 4 549,79 | 0,00 | -3 000,00 | -3 000,00 | -3 000,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (5) (11) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes d'équipement | | 4 549,79 | 0,00 | -3 000,00 | -3 000,00 | -3 000,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 138 | Autres subventions invest. non transf. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes financières | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 45 | Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes réelles | | 4 549,79 | 0,00 | -3 000,00 | -3 000,00 | -3 000,00 |
| 021 | Virement de la section de fonctionnement | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 040 | Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9) | 10 200,00 | | 3 000,00 | 3 000,00 | 3 000,00 |
| 281848 | Autres matériels de bureau et mobiliers | 3 237,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28188 | Autres immo. corporelles | 6 963,00 | | 3 000,00 | 3 000,00 | 3 000,00 |
| 041 | Opérations patrimoniales (10) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| Chap. / art. (1) | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | TOTAL (RAR N-1 + Vote) |
|-----------------------------------|--------------------------|-------------|------------------------|---------------------|------------------------|
| | | I | | II | III = I + II |
| Total des recettes d'ordre | 10 200,00 | | 3 000,00 | 3 000,00 | 3 000,00 |

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RI 040 = DF 042).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

| | |
|---|------------|
| III – VOTE DU BUDGET | III |
| SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE | B |

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (1) | RAR N-1 (2) I | Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée II | Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE | Pour information, dépenses gérées hors AE | TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II |
|---|--|--------------------------|------------------|---|------------------------|---------------------------|--|---|--|
| TOTAL | | 166 790,00 | 0,00 | 0,00 | 3 000,00 | 3 000,00 | 0,00 | 3 000,00 | 3 000,00 |
| 011 | Charges à caractère général (4) | 45 990,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés (4) | 110 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 016 | APA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4) | 400,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6586 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| Total des dépenses de gestion des services | | 156 390,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 66 | Charges financières | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 67 | Charges spécifiques (4) | 200,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 68 | Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4) | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 022 | Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE) | | | 0,00 | | | | | |
| Total des dépenses financières | | 200,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| Total des dépenses réelles | | 156 590,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 023 | Virement à la section d'investissement | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 042 | Opérations ordre transf. entre sections (5) | 10 200,00 | | | 3 000,00 | 3 000,00 | | 3 000,00 | 3 000,00 |
| 043 | Opérations ordre intérieur de la section | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| Total des dépenses d'ordre | | 10 200,00 | | | 3 000,00 | 3 000,00 | | 3 000,00 | 3 000,00 |

| | |
|--|-------------|
| D002 Résultat reporté ou anticipé (6) | 0,00 |
|--|-------------|

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (1) | RAR N-1 (2) | Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE | Pour information, dépenses gérées hors AE | TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II |
|--|---------|--------------------------|-------------|---|------------------------|---------------------|--|---|--|
| | | | I | | | II | | | |
| Total des dépenses de fonctionnement cumulées | | | | | | | | | 3 000,00 |

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

| | |
|--|------------|
| III – VOTE DU BUDGET | III |
| SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES | B |

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (1) | RAR N-1 (2) I | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée II | Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II |
|---|--|--------------------------|------------------|------------------------|---------------------------|--|
| TOTAL | | 166 790,00 | 0,00 | 3 000,00 | 3 000,00 | 3 000,00 |
| 013 | Atténuations de charges (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 016 | APA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70 | Prod. services, domaine, ventes diverses | 45 000,00 | 0,00 | 3 000,00 | 3 000,00 | 3 000,00 |
| 73 | Impôts et taxes (sauf 731) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 731 | Fiscalité locale | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations (3) | 114 620,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes de gestion des services | | 159 620,00 | 0,00 | 3 000,00 | 3 000,00 | 3 000,00 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits spécifiques (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 78 | Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes financières | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes réelles | | 159 620,00 | 0,00 | 3 000,00 | 3 000,00 | 3 000,00 |
| 042 | Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6) | 7 170,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 043 | Opérations ordre intérieur de la section (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes d'ordre | | 7 170,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| | |
|--|-------------|
| R002 Résultat reporté ou anticipé (8) | 0,00 |
|--|-------------|

| | |
|--|-----------------|
| Total des recettes de fonctionnement cumulées | 3 000,00 |
|--|-----------------|

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RF 042 = DI 040).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

| | |
|--|------------|
| III – VOTE DU BUDGET | III |
| SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE | B1 |

| Chap. / art. (1) | Libellé | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) I | Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée II | Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE | Pour information Crédits gérés hors AE | TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II |
|---------------------|--|-----------------------------|----------------------|---|---------------------------|----------------------------------|---|---|--|
| TOTAL | | 166 790,00 | 0,00 | 0,00 | 3 000,00 | 3 000,00 | 0,00 | 3 000,00 | 3 000,00 |
| 011 | Charges à caractère général (5) | 45 990,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6042 | Achats de prestations de services | 500,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60623 | Alimentation | 500,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60628 | Autres fournitures non stockées | 1 750,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60632 | Fournitures de petit équipement | 500,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 61358 | Autres | 18 700,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 61558 | Entretien autres biens mobiliers | 600,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6156 | Maintenance | 7 220,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6182 | Documentation générale et technique | 270,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6188 | Autres frais divers | 5 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6236 | Catalogues et imprimés | 3 550,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6262 | Frais de télécommunications | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 627 | Services bancaires et assimilés | 650,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6281 | Concours divers (cotisations) | 250,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6378 | Autres impôts taxes et versements assim. | 6 500,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés (5) (6) | 110 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 6215 | Personnel affecté par la commune du GFP | 110 000,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 016 | APA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5) | 400,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65888 | Autres | 400,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6586 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |

| Chap. / art. (1) | Libellé | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) I | Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée II | Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE | Pour information Crédits gérés hors AE | TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II |
|---|--|-----------------------------|----------------------|---|---------------------------|----------------------------------|---|---|--|
| Total des dépenses de gestion des services | | 156 390,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 66 | Charges financières | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 67 | Charges spécifiques (5) | 200,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 673 | Titres annulés (sur exercices antérieurs) | 200,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 68 | Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5) | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 022 | Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE) | | | 0,00 | | | | | |
| Total des charges financières et spécifiques | | 200,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| Total des dépenses réelles | | 156 590,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 023 | Virement à la section d'investissement | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 042 | Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9) | 10 200,00 | | | 3 000,00 | 3 000,00 | | 3 000,00 | 3 000,00 |
| 6811 | Dot. amort. immos incorporelles | 10 200,00 | | | 3 000,00 | 3 000,00 | | 3 000,00 | 3 000,00 |
| 043 | Opérations ordre intérieur de la section (8) (10) | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| Total des dépenses d'ordre | | 10 200,00 | | | 3 000,00 | 3 000,00 | | 3 000,00 | 3 000,00 |

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

| | |
|------------------------------------|------|
| Montant des ICNE de l'exercice | 0,00 |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 0,00 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1 | 0,00 |

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

| | |
|--|------------|
| III – VOTE DU BUDGET | III |
| SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE | B2 |

| Chap / art. (1) | Libellé | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) I | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée II | Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II |
|---|--|--------------------------|------------------|------------------------|---------------------------|--|
| TOTAL | | 166 790,00 | 0,00 | 3 000,00 | 3 000,00 | 3 000,00 |
| 013 | Atténuations de charges (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 016 | APA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70 | Prod. services, domaine, ventes diverses | 45 000,00 | 0,00 | 3 000,00 | 3 000,00 | 3 000,00 |
| 7062 | Redevances services à caractère culturel | 45 000,00 | 0,00 | 3 000,00 | 3 000,00 | 3 000,00 |
| 73 | Impôts et taxes (sauf 731) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 731 | Fiscalité locale | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations (4) | 114 620,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74748 | Participation autres communes | 114 620,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes de gestion des services | | 159 620,00 | 0,00 | 3 000,00 | 3 000,00 | 3 000,00 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits spécifiques (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 78 | Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes réelles | | 159 620,00 | 0,00 | 3 000,00 | 3 000,00 | 3 000,00 |
| 042 | Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7) | 7 170,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 777 | Rec... subv inv transférées cpte résultat | 7 170,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 043 | Opérations ordre intérieur de la section (5) (8) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes d'ordre | | 7 170,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

| | |
|--------------|------|
| Montant brut | 0,00 |
| Compensation | 0,00 |
| Montant net | 0,00 |

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

| | |
|------------------------------------|------|
| Montant des ICNE de l'exercice | 0,00 |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 0,00 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1 | 0,00 |

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

| | |
|---------------------------------|----------|
| V – ARRETE ET SIGNATURES | V |
| ARRETE ET SIGNATURES | A |

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),

A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ..., du Conseil syndical de ...

(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

6 . Reprise de provision pour créances douteuses et constitution d'une nouvelle provision

La constitution de provisions comptables pour créances douteuses est une obligation pour les collectivités.

Le montant de la provision est calculé par rapport à l'évaluation du risque de non recouvrement et doit à minima représenter 15% de celui-ci.

Dans ce cadre et par délibération n°6 du 2 avril 2024, la commune a constitué sur l'exercice 2024 une provision de 50 000 euros portant sur des créances courant sur la période de 2016 à 2023.

Suite aux actions entreprises par le comptable public et à l'admission en non valeur de 8 883,10 € sur l'exercice 2025, le montant des créances douteuses s'élève désormais à 144 018,32 €.

La provision constituée en 2024 ne se justifiant plus, il est proposé que celle-ci soit reprise et qu'une nouvelle provision soit constituée dans le cadre de l'exercice budgétaire 2025.

Cette reprise s'effectuera par le débit du compte 4961 et par le crédit du compte 7817 «reprise sur provision pour dépréciation des actifs circulants» pour un montant de 50 000,00 €.

La nouvelle provision sera constituée pour un montant de 21 650,00 € (15% de 144 018,32 €) par débit du compte 6817 et par crédit du compte 4961.

A reçu un avis favorable en Commission Finances, Solidarité et Sécurité du 2 décembre 2025.

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Madame Corinne FIORENTINO, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Olivier LAVIGNE, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETTELE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Monsieur Laurent OTTAVI donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Hélène DECOTIGNIE donne procuration à Madame Stéphanie BRANCO, Madame Séverine DOS SANTOS donne procuration à Monsieur Julien KARAM, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

Francis SELLAM : Il s'agit d'une reprise de provision pour créances douteuses et constitution d'une nouvelle provision. C'est une provision de 50 000 euros qui est faite pour la période 2016-2023. Les impôts estiment qu'il y a environ 144 000 euros – j'arrondis les chiffres – de dettes à recouvrer. Les impôts – c'est le terme générique – nous demandent généralement de provisionner à hauteur de 15 % parce qu'ils savent déjà qu'en général, 15 % de ces dettes ne seront jamais recouvrées. Pourquoi ne seront-elles jamais recouvrées ? Parce que ce sont de très petites sommes et que les moyens humains et financiers à mettre en place pour récupérer 3,50 euros ne sont pas valables. Il y a cela, mais également le fait que nous ne retrouverons pas les personnes qui ont créé ces dettes. Voilà pourquoi nous faisons cette provision. Cela permet de continuer à avoir une bonne comptabilité et la plus proche possible de la réalité.

Qui est pour... Pardon, excusez-moi. Y a-t-il des questions ? (*Pas de questions*)

Qui est pour ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Merci beaucoup.

M. le Maire : Je voudrais tout de même une confirmation des votes, parce qu'il semble que sur les bancs de notre opposition, des élus se soient réunis, mais je constate depuis trois points des abstentions et des contres. Ainsi, êtes-vous vraiment unis dans les votes ou unis sur le papier ? C'est

une vraie question.

Monsieur GEORGEAUD, je vous écoute.

Maxence GEORGEAUD : Que vient faire cette question à ce moment-là ?

M. le Maire : Moi, je suis le Maire, j'ai...

Maxence GEORGEAUD : Monsieur le Maire, vous êtes complètement en dehors des délibérations. Recentrez-vous sur les délibérations, s'il vous plaît. Je vous réponds.

M. le Maire : Monsieur GEORGEAUD, gardez votre calme. Vous êtes très, très nerveux. Simplement...

Maxence GEORGEAUD : Pas autant que vous, Monsieur le Maire.

M. le Maire : Attendez, moi, je suis très cool, il n'y a pas mieux que moi. Vous savez, cela fait 18 ans que j'anime ces réunions, et avec beaucoup de respect, mais moi, je constate, je me suis dit qu'il y avait une erreur. J'allais saisir les services pour que vraiment... Ainsi, vous confirmez bien ? Abstention pour les personnes qui ont reçu... Une de J'agis et vous êtes contre. D'accord, c'est pour que nous constatons bien l'unité.

Philippe PLATON : Si vous permettez ?

M. le Maire : Merci d'une explication, parce que c'est quand même politique.

Philippe PLATON : Oui, oui, je vais vous en donner une. Je suis désolé de vous poser autant d'émoi.

M. le Maire : Non, mais je constate.

Philippe PLATON : Simplement, ces votes ne traduisent pas un accord ou un désaccord entre nous, ils traduisent un principe. Vous avez J'agis, qui a comme principe de voter contre les délibérations liées au budget de façon constante depuis le début du mandat, c'est une position. Moi, j'ai toujours considéré, et je pense que Sandrine PARIS-PESCAROU également, que quand on est face à des délibérations d'ordre technique comme celle-ci, je trouve que cela n'a pas de sens de voter contre.

M. le Maire : D'accord, je prends acte de la décision, mais...

Philippe PLATON : Cela ne traduit aucun désaccord et aucune scission entre nous.

M. le Maire : Non, mais ce sera intéressant pour la suite.

Francis, à toi.

Francis SELLAM : Très bien, je vous propose...

Philippe PLATON : C'est très intéressant par ailleurs.

M. le Maire : Oui, c'est intéressant. Pour le public, c'est intéressant.

Virginie TOLLARD : En tout cas, c'est factuel. Monsieur le Maire, la remarque est précise. C'est visuel et factuel.

M. le Maire : Moi, je n'ai agressé personne, je rappelle simplement...

Maxence GEORGEAUD : Ce qui est factuel, c'est que dans votre majorité, il n'y a pas de liberté d'opinion. Voilà ce qui est factuel.

M. le Maire : Si je veux être comptable, dans ce qui reste de J'agis, il ne reste pas grand-chose, parce

qu'en début de mandat, Monsieur RENUCCI avait annoncé que tous les deux ans, les colistiers tourneraient, mais en réalité, nous ne les avons jamais vus tourner parce qu'il n'y en avait plus. La dernière arrivée, que je salue, c'est Madame PEREZ, mais derrière Madame PEREZ, c'est le vide. Nous allons reprendre les votes, mais c'est la réalité.

Pour le public, je suis désolé, parce que nous ne sommes pas dans une séance... Nous sommes dans une séance de conseil municipal. Vous avez, je le regrette, un devoir de réserve de rire, d'applaudir. Vous ne faites pas beaucoup de bruit, je vous remercie, mais je vous demande de garder le silence le plus possible. Merci.

Francis SELLAM : Nous avons voté ? Oui, c'est bon.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE,

Article 1 : Décide de procéder à la reprise de la provision constituée en 2024, par comptabilisation de la somme de 50 000,00 € en débit au compte 4961 et en crédit au compte 7817.

Article 2 : Décide de constituer sur l'exercice 2025 une provision de 21 650,00 € comptabilisée en débit au compte 6817 et en crédit au compte 4961.

Article 3 : Autorise Monsieur le Maire, ou le cas échéant l'élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L.2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales, ou l'élu remplaçant le Maire en vertu de l'article L.2122-17 du même code, à engager toute démarche et à signer tous documents en exécution de la présente délibération.

Pour : (24)

Monsieur Olivier DOSNE (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Francis SELLAM (Liste "Joinville avec vous"), Madame Chantal DURAND (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Michel DESTOUCHES (Liste "Joinville avec vous"), Madame Virginie TOLLARD (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Stephan SILVESTRE (Liste "Joinville avec vous"), Madame Chantal ALLAIN (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Maxime OUANOUNOU (Liste "Joinville avec vous"), Madame Liliane REUSCHLEIN (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Brahim BAHMAD (Liste "Joinville avec vous"), Madame Corinne FIORENTINO (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Laurent OTTAVI (Liste "Joinville avec vous"), Madame Anne MAROLLEAU (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Jérôme TAGNON (Liste "Joinville avec vous"), Madame Hélène DECOTIGNIE (Liste "Joinville avec vous"), Madame Stéphanie BRANCO (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Olivier LAVIGNE (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Frédéric GOMES (Liste "Joinville avec vous"), Madame Murielle VILLETTE (Liste "Joinville avec vous"), Madame Béatrice NICOLAS-DARROU (Liste "Joinville avec vous"), Madame Séverine DOS SANTOS (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Julien KARAM (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Guillaume LEVANNIER (Liste "Joinville avec vous"), Madame Laura MANACH (Liste "Joinville avec vous")

Contre : (4)

Monsieur Jean-François CLAIR (Liste "JAJI J'agis j'innove pour Joinville-le-Pont"), Madame Carmen PEREZ (Liste "JAJI J'agis j'innove pour Joinville-le-Pont"), Monsieur Maxence GEORGEAUD (Liste "JAJI J'agis j'innove pour Joinville-le-Pont"), Monsieur Tony RENUCCI (Liste "JAJI J'agis j'innove pour Joinville-le-Pont")

Abstention : (2)

Madame Sandrine PARIS-PESCAROU (), Monsieur Philippe PLATON ()

7 . Octroi d'une garantie d'emprunt à la SA d'HLM VILOGIA pour l'acquisition en VEFA de 13 logements locatifs sis 22 quai Pierre Brossolette à Joinville-le-Pont

La société anonyme d'habitations à loyer modéré (SA d'HLM) VILOGIA, dans le cadre de l'acquisition en vente en l'état futur d'achèvement (VEFA) de 13 logements locatifs sis 22

quai Pierre Brossolette 94340 JOINVILLE-LE-PONT, a sollicité un contrat de prêt auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC).

Par courriel en date du 20 octobre 2025 ce bailleur sollicite la commune de Joinville-le-Pont pour qu'elle garantisse à 100% le contrat de prêt n°179183 souscrit auprès de la CDC.

Le prêt qui s'élève à 1 394 538 € est constitué de 2 lignes d'emprunt.

Pour rappel, la garantie d'emprunt est un engagement par lequel une personne, le garant, s'engage, en cas de défaillance de l'emprunteur, à assurer au prêteur le paiement des sommes dues au titre de l'emprunt garanti.

La garantie est accordée pour chaque ligne du prêt, à hauteur de 100% jusqu'au complet remboursement des sommes dues (en principal majoré des intérêts, intérêts compensateurs ou différés, y compris commissions, pénalités ou indemnités pouvant être dues notamment en cas de remboursement anticipé) ou les éventuels intérêts moratoires.

Les caractéristiques des deux lignes du contrat de prêt n°179183 sont les suivantes :

- Prêt CPLS : 514 792,00 €
- Identifiant ligne de prêt : 5694010
- Échéance : annuelle
- Durée totale du prêt : 19 ans
- Taux de période de la ligne du prêt : 2,82%

- Prêt PLS : 879 746,00 €
- Identifiant ligne de prêt : 5694003
- Échéance : annuelle
- Durée totale du prêt : 19 ans
- Taux de période de la ligne du prêt : 2,82%

Il vous est proposé d'accorder la garantie d'emprunt précitée et d'autoriser Monsieur le Maire à procéder aux autres opérations rendues nécessaires dans la mise en œuvre de la garantie.

| | |
|-----------------------------------|--|
| Principaux textes réglementaires | - articles L.2252-1 et L.2252-2 du code général des collectivités territoriales ; - article 2305 du code civil. |
| Principaux documents de référence | contrat de prêt n°179183 signé entre VILOGIA et la Caisse des Dépôts et Consignations |

A reçu un avis favorable en Commission Finances, Solidarité et Sécurité du 2 décembre 2025.

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliâne REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Madame Corinne FIORENTINO, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Olivier LAVIGNE, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETTELE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Monsieur Laurent OTTAVI donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Séverine DOS SANTOS donne procuration à Monsieur Julien KARAM, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

Francis SELLAM : Il s'agit de l'octroi d'une garantie d'emprunt à la société anonyme d'HLM Vilogia pour l'acquisition en VEFA (Vente en l'État de Futur Achèvement) de 13 logements locatifs sis 22 quai Pierre Brossolette à Joinville-le-Pont. C'est une garantie d'emprunt que nous faisons généralement à tout bailleur qui nous le demande pour la construction de logements sociaux.

La petite particularité est que ce sont 13 logements en usufruit locative sociale, ce qui permettra l'accessibilité à 13 personnes, 13 couples, peu importe, 13 familles, d'acquérir un bien, donc de l'acheter, mais à des prix plus compétitifs, puisqu'ils ne seront pas propriétaires du foncier.

Y a-t-il des questions ?

Tony RENUCCI : Je me suis quand même un petit peu renseigné sur Vilogia, parce que ça m'intéressait de voir la teneur de cet acteur. C'est un acteur majeur du logement social en France, c'est un grand bailleur et c'est aussi une entreprise qui fait face, depuis plusieurs années, à des critiques récurrentes. Il y a notamment des reproches sur l'insalubrité ou la mauvaise qualité de certains logements après rénovation, des délais d'intervention et une gestion technique jugés insuffisants, des problématiques autour des charges locatives et des régularisations contestées, des pratiques d'attribution ou de priorisation parfois présentées comme opaques et un ressenti général de rapprochement vers un modèle bailleur-investisseur plutôt que purement social.

Il y a notamment eu un reportage de Cash Investigation sur Vilogia qui a mis en avant des dérives importantes avec des surfacturations de charges aux locataires sur des services mal fournis ou pas fournis, des soupçons de corruption sur l'attribution de logements, un manque d'entretien du parc et un traitement du logement social comme un *business* plutôt que comme un service social, notamment parce qu'ils avaient fait des investissements dans un hôtel et un ancien centre de recherche d'IBM, d'après le reportage.

Même si ce scandale date d'il y a peu, même s'il y a eu des changements managériaux à la tête de Vilogia depuis, pouvez-vous nous faire part des garanties que vous avez eues de ce bailleur quant au traitement à venir des futurs logements sociaux et de leurs résidents, en amont de leur promettre la garantie de prêt au vu de leur réputation et afin de ne pas créer un LogiRep bis ?

Francis SELLAM : Tout d'abord, Monsieur RENUCCI, je ne peux pas accepter que vous puissiez parler d'un LogiRep bis, parce que malgré – et je le conçois – qu'il puisse y avoir quelques problématiques dans certaines résidences, je pense que LogiRep répond généralement à l'intégralité des locataires avec des problématiques qui dépassent et que je ne pourrai pas expliquer à chaque fois ici, parce qu'il y a aussi un problème de confidentialité.

En tout cas, sachez quand même, je le dis, que depuis 2014, nous avons accompagné l'OPH, et ce avant Madame DURAND, mais je la laisserai prendre la parole si elle le veut. Quoi qu'il en soit, Monsieur le Maire m'a fait confiance pour prendre la Vice-Présidence, avec Monsieur le Maire en tant que Président, de l'OPH HLM de Joinville, qui a été cédé à LogiRep après un appel d'offres qui a été validé par la Cour des Comptes, je tiens aussi à le préciser. Aujourd'hui, LogiRep est donc propriétaire de l'anciennement l'OPH.

Cela n'a pas été une opération neutre, parce que cela a permis de rénover toute la résidence Espérance. Nous avons travaillé sur la résidence Viaduc. En amont, il y a eu la résidence Paris, mais ça, c'est la période de Madame DURAND. Nous avons également travaillé Hippolyte Pinson avec la rénovation, et je peux vous garantir que n'importe qui qui passe dans Joinville sans connaître Joinville ne saura pas qu'il passe devant une résidence dite HLM.

Alors oui, je suis tout à fait d'accord, il y a sûrement quelques problématiques résiduelles, qui viennent aussi du comportement de certains locataires, et parfois des problématiques liées à des entreprises qui interviennent, je peux l'entendre, mais vous ne pouvez pas parler d'un LogiRep bis, c'est inadmissible. C'est aussi insultant pour tous les agents du service LogiRep qui travaillent au quotidien sur toutes les résidences de Joinville. Je ne vais pas les citer ici, puisque je n'en ai pas le droit, mais je tiens déjà à présenter vos excuses à tous ces agents qui font un travail formidable au quotidien, et vous ne les connaissez pas. Parce qu'envoyer un courrier au Préfet en disant que vous avez envoyé

un courrier, sachant que vous n'avez jamais eu de réponse, ce n'est pas ça. Nous aussi, je suis désolé – quand je dis « nous », je parle bien sûr de Monsieur le Maire en premier –, nous sommes sur le terrain au quotidien. À chaque fois qu'il y a eu des problématiques, nous avons été là.

Je ne vais pas citer de résidences, mais lorsque nous avons eu de vrais problèmes de drogue, les deux personnes – je dis bien « les deux personnes » – qui ont eu le courage d'y aller, c'est Monsieur le Maire, et je suis désolé de vous le dire, moi-même. Il n'y a que nous deux qui sommes arrivés sur place, qui avons poussé les murs, qui avons poussé les gens qui nous refusaient d'entrer dans les résidences, et nous avons repris la main. Cela, personne ne peut le contredire. Qui a permis de nettoyer, de remettre de l'ordre dans toutes les résidences ? Eh bien, c'est Madame DURAND sur la première période et Monsieur le Maire et moi-même sur la deuxième.

Ainsi, oui, j'entends tout à fait, rien n'est parfait. Rien n'est parfait, je l'entends, mais dire que Vilogia, c'est un LogiRep bis, c'est totalement inadmissible.

La dernière... pardon, excusez-moi, je perds mes mots tellement cela m'agace d'entendre de tels dénigrement. La dernière intervention était sur une résidence où il y avait un vrai problème humain, où tout le monde... Alors, bien sûr, pour envoyer des courriers, n'importe qui est capable de le faire, il n'y a même plus besoin de les écrire puisque nous avons maintenant des aides qui permettent de les rédiger. Faire voir, exhiber qu'on a envoyé un courrier, cela ne sert strictement à rien à part faire de la petite politique.

Les deux seules personnes qui se sont déplacées ce jour-là, c'était Monsieur le Maire et moi-même, et nous sommes en train de résoudre la problématique, qui dépasse, d'ailleurs, LogiRep, parce que c'est un problème humain qui demande également l'intervention du CCAS (Centre Communal d'Action Sociale) et d'autres services. Ça, c'est donc tout à fait inadmissible.

Contrat à Vilogia ? Oui, d'accord, vous avez vu un reportage. C'est toujours pareil, c'est comme la SNCF : on est toujours en train de regarder les trains qui arrivent en retard et on oublie le nombre de millions de passagers qui, tous les jours – avec la RATP, c'est la même chose – ont la chance de pouvoir les utiliser et qui fonctionnent. Oui, peut-être qu'à un moment donné, ils ont digressé, mais aujourd'hui, ce n'est pas le cas.

Je suis très, très fier de faire une garantie d'emprunt pour permettre à 13 familles – ou 13 personnes, peu importe – d'accéder à la propriété.

Monsieur le Maire, je vous passe la parole.

M. le Maire : Merci, Francis. Je comprends que mon Premier Adjoint, Francis, soit un peu tendu... pas tendu, mais dérangé par ce genre de questions, parce que finalement, c'est votre stratégie politique depuis de nombreuses années : faire peur. Élise LUCET, vous savez ce qu'elle fait comme actualité en ce moment ? C'est l'actualité du service public et des milliards engloutis pour de la désinformation d'une dame, que je respecte beaucoup, mais qui est tout de même rémunérée à hauteur de 25 000 euros par mois, qui descend tous les grands capitaux, les entreprises, et qui y va franchement.

Je rappelle tout de même – et c'est là que vous ne connaissez pas le dossier – que ce n'est pas la Ville qui a choisi ce bailleur, c'est le promoteur. Déjà, il faut juste s'en rappeler. Ensuite, si vous êtes... Je ne sais pas comment vous travaillez, mais dans la profondeur de vos propos, vous vous rendez bien compte que Polylogis, LogiRep, dans certaines villes, cela ne fonctionne pas, et vous vous rendez bien compte que Vilogia, dans certaines villes, cela ne fonctionne pas, et que dans d'autres, cela fonctionne. Ça dépend beaucoup des équipes en place et des relations établies avec les élus. Je pense à Béatrice, à Francis, avec Chantal, avec le cabinet, etc.

Vous avez vraiment abîmé l'image de Polylogis, LogiRep. Ici, ils sont à peine arrivés que déjà, vous les flinguez. Moi, je vous rappelle quand même que vous avez voté systématiquement contre tous les logements sociaux annoncés depuis le début du mandat.

Mais oui, mais oui, vous soufflez, mais c'est la réalité, nous avons les délibérations : vous avez voté contre les personnes handicapées, vous avez voté contre les femmes battues, vous avez voté contre l'accession sociale à la propriété, vous avez voté contre les étudiants de Berthelot, vous avez voté... Je n'ai pas fini, et j'en ai beaucoup. Vous ne savez même pas ce qui est en train de se passer avec la DRIHL (Direction Régionale et Interdépartementale de l'Hébergement et du Logement) en ce moment

sur les négociations que nous avons avec elle, où le Préfet et l'État vont nous confisquer dans quelques mois l'attribution totale des logements. Nous sommes quand même entre la désinformation et le totalitarisme de l'État sur ce sujet-là, et vous, vous êtes au milieu avec Élise LUCET. Continuez, continuez. De toute façon, cela va être le sens de votre campagne : faire peur, agiter.

Vous vous rendez compte, vous êtes en train de fusiller un bailleur qui n'est même pas arrivé ! Bravo, merci.

Allez-y, Chantal.

Chantal DURAND : Je ne vais pas monopoliser la parole trop longtemps, je voudrais simplement faire remarquer que le travail des bailleurs sociaux est particulièrement délicat, difficile à réaliser. Vraiment, moi, je leur tire mon chapeau à tous, parce qu'ils arrivent à loger des gens qui n'ont pas de logement. D'ailleurs, ce n'est pas facile pour les villes de vivre cela, parce que les quotas du Maire sont diminués d'autant, et je pense qu'il n'y en aura bientôt plus, ainsi que Monsieur le Maire vient de le dire. Malgré tout, chapeau aux bailleurs sociaux.

M. le Maire : C'est peut-être un problème d'information d'autre part, mais moi, cette semaine, modestement, j'ai dû passer six heures avec les bailleurs sociaux : j'ai passé trois heures avec Polylogis, j'ai passé trois heures avec Seqens pour parler d'égalité, pour parler des difficultés d'égalité – vous voyez, moi, je ne fais pas des pétitions, des choses –, pour parler de la résidence Rond-Point et suivre un peu tous ces habitants qui subissent le vieillissement de leurs locaux, qui subissent des comportements que vous ne dénoncez jamais, des occupations de halls, des problèmes d'urine, de drogue, d'agression. Vous ne dénoncez jamais cela, vous ne l'avez jamais lancé. D'ailleurs, dans votre programme, je pense que vous serez le premier à vouloir enlever certaines fonctions de la police municipale, comme ça, vous serez encore plus tranquille pour votre électorat.

En réalité... Oui, vous rigolez, mais en réalité, c'est ça, vous représentez ça, Messieurs-dames : vous représentez la désinformation. Je ne sais pas comment va réagir le bailleur, mais là, vous les avez « fumés » publiquement dans un conseil municipal sans les connaître. En plus, le dégât, c'est aussi pour les 13 familles – personnes, monoparentaux, peu importe – qui vont arriver à l'intérieur. Déjà, ça commence bien.

Je vous laisse répondre.

Tony RENUCCI : Je ne vais pas répondre sur tous les points que vous avez donnés, juste le petit numéro de « On est venu, on a bravé les murs, on a enlevé la drogue avec nos poings »... Non, mais à d'autres personnes. Moi, j'ai grandi là-bas, vous le savez, j'ai grandi à Barbusse, donc...

M. le Maire : Vous commentez...

Tony RENUCCI : Je n'ai pas terminé.

M. le Maire : Vous commentez les logements sociaux en buvant votre chocolat dans un 5 étoiles, c'est un peu dérangent.

Tony RENUCCI : Je ne vous ai pas interrompu.

Maxence GEORGEAUD : Ayez la courtoisie de le laisser répondre.

Tony RENUCCI : Laissez-moi terminer.

Les sujets de drogue, d'occupation des halls, d'insécurité ou autre, oui, j'ai grandi dedans.

M. le Maire (hors micro) : Moi, je n'y ai pas grandi, mais je prends davantage soin d'eux, qui sont des Joinvillais, que vous.

Tony RENUCCI : Dites cela à d'autres.

M. le Maire : Merci, c'est vraiment respectable. C'est vraiment honteux.

Tony RENUCCI : Ensuite, j'ai posé une question, j'ai rappelé l'historique de ce groupe et j'ai dit : « Ceci dit, il y a eu des changements managériaux, c'était des faits qui étaient passés ». Ce que je vous ai demandé – vous n'y avez pas répondu parce que vous vouliez faire un peu votre *show*, mais je comprends, il y a du monde – est : avez-vous eu des garanties, parce que c'est pour cela que vous accordez des garanties d'emprunt, sur la façon dont cela se passera dans le traitement de ces nouveaux logements et de ces locataires ? C'est une question très simple : avez-vous eu des garanties ? Avez-vous même posé la question ?

M. le Maire : J'ai reçu le bailleur et cela s'est très bien passé.

Tony RENUCCI : Vous les avez reçus, donc j'espère que vous les avez mis en face de ces faits.

M. le Maire : Bien sûr, mais aussi de leurs obligations.

Tony RENUCCI : C'est ce que l'on attend d'une Ville, mais on attend aussi d'un Maire qu'il soit fort face aux bailleurs...

M. le Maire : Bien sûr.

Tony RENUCCI : ...et pas à chaque fois de mettre le genou à terre devant eux.

M. le Maire : Merci, merci.

Virginie TOLLARD : Justement, notre Maire est fort face aux bailleurs, point.

Francis SELLAM : Avant de passer au vote, Monsieur le Maire, si vous permettez, trois choses. Je voudrais dire que le travail est fait aussi par une autre élue qui accompagne tous les demandeurs de logement. C'est Béatrice NICOLAS-DARROU, que je salue, parce qu'elle fait un travail de longue haleine : écouter et trouver des solutions pour tous ces demandeurs de logement.

Deux points. Vous nous dites que vous avez habité là-bas, mais vous n'avez jamais témoigné, jamais porté plainte, alors que c'est aussi votre rôle en tant que citoyen et en tant qu' élu. Vous ne l'avez jamais fait.

Tony RENUCCI : J'étais mineur.

Francis SELLAM : Je peux comprendre que vous soyez dans la peur et que vous préféreriez... Je comprends tout à fait que vous ayez eu peur et que vous préféreriez subir l'omerta. En tout cas, nous, nous ne l'avons pas eu, nous sommes venus. Je le dis droit dans mes bottes : en 2014, nous sommes rentrés dans la fameuse salle à Espérance et nous avons fait le ménage, voilà. Alors, vous pouvez toujours envoyer des courriers au Préfet, mais ça ne s'appelle pas du courage. Nous, nous l'avons eu, c'est tout.

Deuxième point, il faut savoir que Vilogia est déjà sur Joinville-le-Pont, a déjà des appartements – je suis étonné que vous ne le sachiez pas – et je peux vous dire que ça se passe très bien.

Je vous propose de passer au vote. Qui est pour ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Merci à vous.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE,

Article 1^{er} : Accorde sa garantie d'emprunt à hauteur de 100% pour le remboursement d'un prêt d'un montant de 1 394 538,00 € souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°179183 constitué de 2 lignes du prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 1 394 538,00 € augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 : Déclare que la garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 : S'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

Article 4 : Autorise Monsieur le Maire, ou le cas échéant l' élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L.2122-18 du code général des collectivités territoriales, ou l' élu remplaçant le Maire en vertu de l'article L.2122-17 du même code à procéder ultérieurement, sans autre délibération aux opérations que nécessiterait, le cas échéant, la mise en œuvre de la garantie et lui donne tous pouvoirs à cet effet.

Pour : (24)

Monsieur Olivier DOSNE (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Francis SELLAM (Liste "Joinville avec vous"), Madame Chantal DURAND (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Michel DESTOUCHES (Liste "Joinville avec vous"), Madame Virginie TOLLARD (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Stephan SILVESTRE (Liste "Joinville avec vous"), Madame Chantal ALLAIN (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Maxime OUANOUNOU (Liste "Joinville avec vous"), Madame Liliane REUSCHLEIN (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Brahim BAHMAD (Liste "Joinville avec vous"), Madame Corinne FIORENTINO (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Laurent OTTAVI (Liste "Joinville avec vous"), Madame Anne MAROLLEAU (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Jérôme TAGNON (Liste "Joinville avec vous"), Madame Hélène DECOTIGNIE (Liste "Joinville avec vous"), Madame Stéphanie BRANCO (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Olivier LAVIGNE (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Frédéric GOMES (Liste "Joinville avec vous"), Madame Murielle VILLETTELLE (Liste "Joinville avec vous"), Madame Béatrice NICOLAS-DARROU (Liste "Joinville avec vous"), Madame Séverine DOS SANTOS (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Julien KARAM (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Guillaume LEVANNIER (Liste "Joinville avec vous"), Madame Laura MANACH (Liste "Joinville avec vous")

Abstention : (6)

Madame Sandrine PARIS-PESCAROU (), Monsieur Philippe PLATON (), Monsieur Jean-François CLAIR (Liste "JAJI J'agis j'innove pour Joinville-le-Pont"), Madame Carmen PEREZ (Liste "JAJI J'agis j'innove pour Joinville-le-Pont"), Monsieur Maxence GEORGEAUD (Liste "JAJI J'agis j'innove pour Joinville-le-Pont"), Monsieur Tony RENUCCI (Liste "JAJI J'agis j'innove pour Joinville-le-Pont")

8 . Ouverture des crédits d'investissement 2026 du budget principal dans la limite de 25% du budget 2025

Afin d'assurer la continuité des travaux ainsi que le paiement régulier des entreprises, l'instruction budgétaire et comptable M57 permet d'engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif 2026, lequel interviendra après les élections municipales de mars 2026.

L'article L.1612-1 du code général des collectivités territoriales prévoit que cette autorisation est plafonnée au quart des crédits ouverts au budget 2025.

Je vous propose donc d'autoriser Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater dans la limite du quart des crédits ouverts en 2025.

| | |
|----------------------------------|---|
| Principaux textes réglementaires | - nomenclature comptable M57 ; - article L.1612-1 du code général des collectivités territoriales. |
|----------------------------------|---|

A reçu un avis favorable en Commission Finances, Solidarité et Sécurité du 2 décembre 2025.

Conseil Municipal – séance du 9 décembre 2025

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Madame Corinne FIORENTINO, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Olivier LAVIGNE, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETTELE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Monsieur Laurent OTTAVI donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Séverine DOS SANTOS donne procuration à Monsieur Julien KARAM, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

Francis SELLAM : C'est tout simplement un exercice que nous faisons chaque année pour pouvoir ouvrir les comptes et assurer la continuité du service public. Il n'y a rien de particulier sur cette délibération.

Y a-t-il des questions ? (*Pas de questions*)

Qui est pour ? Unanimité, merci beaucoup.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article unique : Autorise Monsieur le Maire, ou le cas échéant l' élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L.2122-17 du code général des collectivités territoriales, ou l' élu remplaçant le Maire en vertu de l'article L.2122-18 du même code, à engager, liquider et mandater, avant le vote du budget principal de la commune pour l'exercice 2026, les dépenses d'investissement dans la limite des crédits suivants et à signer tous les documents en exécution de la présente délibération :

| Budget principal | Crédits ouverts hors AP 2025 | Montant maximum d'engagement pouvant être autorisé | Montant d'engagement maximum proposé |
|---|------------------------------|--|--------------------------------------|
| Chapitre 20 immobilisations incorporelles | 1 891 132,00 € | 472 783,00 € | 472 783,00 € |
| Chapitre 204 Subventions d'équipement versées | 1 333 420,00 € | 333 355,00 € | 333 355,00 € |
| Chapitre 21 Immobilisations corporelles | 6 640 121,00 € | 1 660 030,25 € | 1 660 030,25 € |
| Chapitre 23 Immobilisations en cours | 866 725,00 € | 216 681,25 € | 216 681,25 € |

9 . Ouverture des crédits d'investissement 2026 du budget annexe du cinéma dans la limite de 25% du budget 2025

Afin d'assurer la continuité des travaux ainsi que le paiement régulier des entreprises, l'instruction budgétaire et comptable M57 permet d'engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif 2026, lequel interviendra après les élections municipales de mars 2026.

L'article L.1612-1 du code général des collectivités territoriales prévoit que cette autorisation est plafonnée au quart des crédits ouverts au budget 2025.

Je vous propose d'autoriser Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater dans la limite du quart des crédits ouverts en 2025.

| | |
|----------------------------------|---|
| Principaux textes réglementaires | - nomenclature comptable M57 - article L.1612-1 du code général des collectivités territoriales. |
|----------------------------------|---|

A reçu un avis favorable en Commission Finances, Solidarité et Sécurité du 2 décembre 2025.

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Madame Corinne FIORENTINO, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Olivier LAVIGNE, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETTELE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Monsieur Laurent OTTAVI donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Séverine DOS SANTOS donne procuration à Monsieur Julien KARAM, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

Francis SELLAM : Il s'agit de la même délibération, mais pour le cinéma. Le principe est le suivant : continuité du service public, donc ouverture des comptes pour 2026.

Je suppose qu'il n'y a pas de questions. Qui est pour ? Unanimité, merci beaucoup.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article unique : Autorise Monsieur le Maire, ou le cas échéant l' élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L.2122-17 du code général des collectivités territoriales, ou l' élu remplaçant le maire en vertu de l'article L.2122-18 du même code, à engager, liquider et mandater, avant le vote du budget primitif annexe du cinéma pour l'exercice 2026, les dépenses d'investissement dans la limite des crédits suivants et à signer tous les documents en exécution de la présente délibération :

| Budget principal | Crédits ouverts en 2025 | Montant maximum d'engagement pouvant être autorisé | Montant d'engagement maximum proposé |
|---|--------------------------------|---|---|
| Chapitre 21 immobilisations corporelles | 69 980,00 € | 17 495,00 € | 17 495,00 € |

10 . Versement d'avances de subvention aux associations et au centre communal d'action sociale

Afin de permettre aux associations dont la subvention est supérieure à 23 000,00 € de fonctionner dans l'attente du vote du budget, il est proposé comme chaque année d'autoriser le versement d'acomptes sur les subventions accordées.

Par principe, l'acompte correspond à 25% de la subvention versée l'année précédente.

Nous vous proposons donc de verser les acomptes suivants :

- AJAD : 15 000,00 € ;
- Athlétique Club Paris Joinville : 19 500,00 € ;
- Aviron Marne et Joinville : 25 000,00 € ;
- Basket Club de Joinville : 7 500,00 € ;
- Joinville Handball : 6 625,00 € ;
- Crèche parentale des Petits Pinsons : 27 500,00 € ;
- La Maison Kangourou : 72 500,00 € ;
- Racing Club de Joinville : 19 000,00 €.

De la même manière, le Centre communal d'action sociale (CCAS), qui reçoit de la commune une subvention annuelle de fonctionnement, doit assurer les charges de gestion courante en attendant le vote du budget primitif 2026 de la commune. Il est donc proposé de lui verser un acompte sur la subvention de 2025 d'un montant de 273 739,00 €, correspondant également à 25% de la subvention votée en 2025.

Il est proposé au conseil municipal d'approuver le versement de ces acomptes.

| | |
|----------------------------------|---|
| Principaux textes réglementaires | <ul style="list-style-type: none"> - loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la république ; - délibération du conseil municipal n°6 du 8 avril 2025 ; - délibération du conseil municipal n°7 du 7 octobre 2025. |
|----------------------------------|---|

A reçu un avis favorable en Commission Finances, Solidarité et Sécurité du 2 décembre 2025.

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Madame Corinne FIORENTINO, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Olivier LAVIGNE, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETELLE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Monsieur Laurent OTTAVI donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Séverine DOS SANTOS donne procuration à Monsieur Julien KARAM, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

Francis SELLAM : C'est d'abord pour permettre à toutes les associations de plus de 23 000 euros de débloquer une partie de la somme de leurs subventions, et bien sûr le CCAS, pour qu'il puisse continuer à accompagner toutes les personnes en difficulté. Le montant est de 273 000 euros débloqués.

Y a-t-il des questions ? (*Pas de questions*)

Qui est pour ? Unanimité, merci à vous. Je repasse la parole à Monsieur le Maire.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : Décide d'allouer, dans le cadre du budget principal de la commune pour l'exercice 2026, les acomptes suivants sur les subventions communales.

- AJAD : 15 000,00 € ;
- Athlétique Club Paris Joinville : 19 500,00 € ;
- Aviron Marne et Joinville : 25 000,00 € ;
- Basket Club de Joinville : 7 500,00 € ;
- Joinville Handball : 6 625,00 € ;
- Crèche parentale des Petits Pinsons : 27 500,00 € ;
- La Maison Kangourou : 72 500,00 € ;
- Racing Club de Joinville : 19 000,00 €.

Article 2 : Décide d'allouer à l'établissement public communal Centre communal d'action sociale, dans le cadre du budget principal de la commune pour l'exercice 2026, un acompte de 25% de la participation votée en 2025, soit 273 739,00 €.

Article 3 : Autorise Monsieur le Maire, ou le cas échéant l' élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L.2122-17 du code général des collectivités territoriales, ou l' élu remplaçant le Maire en vertu de l'article L.2122-18 du même code, à engager toute démarche et à signer tous documents en exécution de la présente délibération.

11 . Désaffectation et déclassement du domaine public concernant 46 emplacements de stationnement situés au niveau R-1 du parking "des Canadiens" sis 1 rue des réservoirs (îlot

B)

Dans le quartier des Canadiens, la Commune est propriétaire de 46 places de stationnement et de locaux techniques en R-1 situées 1 rue des réservoirs. Ces places, initialement construites pour être ouvertes au public, ne l'ont en réalité été que quelques mois.

En effet dès 1991, la Commune a décidé de louer ses places de manière privative et fermé l'accès au public.

15 places sont louées et 6 amodiées. Dès lors, nous souhaitons aujourd'hui nous séparer de ce volume de parking au profit de l'EPT Paris Est Marne et Bois. La cession fera l'objet d'une délibération propre.

Ainsi, il est donc proposé au conseil Municipal de bien vouloir :

- constater la désaffectation de ces 46 places de parking et des locaux techniques associés
- de prononcer leur déclassement du domaine public.

Le déclassement ne nécessite pas d'enquête publique préalable en application de l'article L 141-3 du Code de la voirie routière.

| | |
|------------------------------------|--|
| Principaux textes réglementaires | - article L. 2141-1 à L2141-3 du Code général de la Propriété des Personnes Publiques - articles L 141-3 et L 112-8 du Code de la Voirie Routière |
| Principaux documents de références | - plan des parkings - courrier de fermeture des parkings de 1991 |

A reçu un avis favorable en Commission Transition écologique, Urbanisme et Mobilité du 2 décembre 2025.

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Madame Corinne FIORENTINO, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Olivier LAVIGNE, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETTELE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Monsieur Laurent OTTAVI donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Séverine DOS SANTOS donne procuration à Monsieur Julien KARAM, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

M. le Maire : Pour rappel, mes chers collègues, dans le quartier des Canadiens, la Commune est propriétaire de 46 places de stationnement et de locaux techniques 1 rue des réservoirs, devant l'hôtel qui se situe au même endroit. Ces places, initialement construites pour être ouvertes au public, ne l'ont été en réalité que quelques mois, et beaucoup de Joinvillais en méconnaissent l'existence.

En effet, dès 1991, la Commune a décidé de louer les places de manière privative et de fermer l'accès au public. Quinze places sont louées et six amodiées. Dès lors, nous souhaitons aujourd'hui nous séparer de ce volume de parkings au profit de l'EPT (Établissement Public Territorial) Paris Est Marne & Bois, qui est intéressé. Ainsi, il est proposé ce soir au conseil de constater la désaffectation, qui sera suivie d'un autre point juste après, afin de céder ces stationnements souterrains, qui nous ont tout de même posés beaucoup, beaucoup de sujets au cours des années précédentes en raison de deux ou trois copropriétés qui ont été un peu compliquées et qui voulaient que la Mairie finance tout alors que c'était à eux de financer. Nous vendons donc à PEMB.

Avez-vous des questions ?

Philippe PLATON : C'est un sujet sur lequel, dans la commission, j'avais plutôt un avis favorable, mais d'un point de vue patrimonial, parce que c'est objectivement un actif qui est mal utilisé, donc autant le liquider et en faire un meilleur usage de sa valeur.

Mais, pouvez-vous nous expliquer comment il est possible que depuis... Alors, bien sûr, vous n'êtes pas la majorité depuis 1991, mais, alors qu'il y a des demandes de stationnement et que beaucoup de gens se plaignent de ne pas avoir de place de parking, pourquoi n'avons-nous jamais réussi à louer plus de, sauf erreur, 21 places dans ce parking ? Il existe aujourd'hui des solutions comme Yespark, des solutions qui permettent de mettre ces places sur le marché plus facilement qu'en 1991, donc je trouve ça un peu étonnant. Peut-être pouvez-vous nous préciser un peu l'historique de ce problème.

Plutôt que de voter pour, je vais m'abstenir sur ce coup-ci.

M. le Maire : Écoutez, il n'y a pas de loup, il y a surtout les copropriétés qui pourraient répondre à notre place, et puis des problèmes d'AFUL (Association Foncière Urbaine Libre) et de parties privatives, non privatives, qu'il a fallu réidentifier.

Je vous rappellerai tout de même qu'en 2008, lors de l'élection, le quartier des Canadiens était le quartier de la mésentente, puisqu'il n'y avait pas de dalles végétalisées, la cour de l'école, c'était le quartier, et tout le monde se plaignait des infiltrations au niveau des parkings, des sous-sols. Nous avons repris tout cela.

Je remercie si, dans la salle, des personnes ont participé à tout cela, mais il y a aussi eu des personnes qui ont été un peu compliquées. Nous avons finalement revégétalisé et nous arrivons maintenant au bout du bout du bout. Moi, j'ai souhaité céder cela depuis très, très longtemps, très, très longtemps. Il a fallu l'arrivée du territoire, qui nous fait une proposition de rachat, puisque ses bureaux sont maintenant à Joinville.

Il n'y a aucun loup. Cela a été très, très long techniquement. Je peux laisser les services expliquer ce qu'il s'est passé. Clément, je ne sais pas si vous avez quelques mots à rajouter, mais cela a été très, très compliqué. Les services savent que chaque année, je remettais les parkings sur la table en disant : « On en est où ? On en est où ? On en est où ? ».

C.L. : Oui, Monsieur le Maire, je confirme ce que vous dites, c'est-à-dire que nous avons une difficulté sur ce parking : c'est une question de répartition des charges entre les différentes copropriétés et la Ville. La chose n'ayant jamais été réglée depuis 1991, c'est la Ville qui assume une grande partie des charges liées notamment au fonctionnement de la porte et du SSI (Système de Sécurité Incendie) de l'ensemble des volumes. Nous avons quasiment abouti à faire ce que l'on appelle une Union de syndicats il y a quelques mois, qui a finalement échoué par le refus d'une copropriété. C'est une difficulté inhérente au volume, dont est d'ailleurs parfaitement conscient l'acheteur, qui s'emploiera à régulariser la situation.

Ça n'explique pas la réponse à votre question, Monsieur PLATON, qui est de dire pourquoi on n'a pas de demandes. Je ne peux me l'expliquer. Pourtant, les choses sont connues, puisque la plupart de nos locataires sont des entreprises, ce ne sont pas des particuliers, mais nous n'avons jamais eu de demandes de particuliers sur ces parkings. Ce sont surtout des entreprises, donc des entreprises qui sont dans le quartier des Canadiens. La chose est connue, toutes les entreprises du quartier savent qu'il y a des places à louer, et pourtant, nous n'avons pas plus de demandes que les 21 places.

Carmen PEREZ : J'aimerais tout de même que vous nous précisiez un peu quelque chose, parce que d'après ce que j'ai compris de ce que j'ai lu là, 15 places sont louées, dont 10 à l'EPT, donc c'est déjà loué. Ainsi, il n'y a que cinq personnes, peut-être des particuliers, qui louent, ou des entreprises, mais vous avez l'air de dire que ce sont des entreprises.

C.L. : Absolument, mais il y a des places qui sont amodiées.

Carmen PEREZ : Il y en a six.

C.L. : Il y a cinq places amodiées, ce sont des places qui ont été louées pour – de mémoire c'est dans la délibération, je ne l'ai pas sous les yeux – 60 ans, contre un prix qui a été versé, ce doit être en... Normalement, il y a la date dans la délibération.

Carmen PEREZ : Ça, c'est immuable, c'est bloqué ?

C.L. : Voilà, exactement. L'EPT en prend 10 ou 11, de mémoire, je ne sais plus.

Carmen PEREZ : Dix.

C.L. : Le reste, ce sont effectivement des entreprises.

Carmen PEREZ : Il y en a donc 15 qui sont louées, 10 à l'EPT, c'est ce qui est indiqué, et cinq,

j'imagine, à des entreprises.

C.L. : Cinq ou six amodiées, donc cela fait 21.

Carmen PEREZ : Non, non, en plus.

C.L. : Attendez, je reprends la délibération.

Carmen PEREZ : Dans la délibération, six sont amodiées, dont vous avez parlé, et il y en a quinze qui sont louées : 10 à l'EPT...

C.L. : C'est bien 21 en tout.

Carmen PEREZ : Voilà, donc cela fait un quota de 21. Il en reste 24 qui sont libres...

C.L. : Qui ne sont pas louées, c'est exactement cela.

Carmen PEREZ : Un peu comme Philippe, la question est que je n'arrive pas à comprendre que cela n'ait pas été mis sur le marché depuis, étant donné que régulièrement, même sur les réseaux sociaux, des personnes demandent à louer des... Une fois de plus, sur le *Mag'Zine*, nous n'avons jamais vu une proposition de la Mairie disant : « Il y a des places à louer. Messieurs-dames, vous qui cherchez, contactez-nous. », jamais.

Je trouve un peu dommage que pendant toutes ces années, parce que c'est libre depuis 1991, si je comprends bien...

M. le Maire : Non, mais je crois que cela a été fait à une époque.

Carmen PEREZ : Oui, à une époque, mais les choses ont évolué.

M. le Maire : Attendez, votre question est fondée, je comprends, je partage votre question, mais à un moment, nous étions aussi en droit de réagir par rapport à des copropriétés dont nous assumions des charges et qui refusaient de les prendre à leur charge, tout simplement. Il y a donc eu cela.

Pour être un peu plus dur avec le passé et la construction de ces immeubles, je ne sais pas quand cela a été construit, c'était avant que je sois élu, c'était un quartier de trotteurs, de cavaliers, etc, et il faut reconnaître que les architectes n'étaient pas très brillants pour l'exploitation des sous-sols. La preuve en est aussi dans le quartier des Studios, sous l'Intermarché : si vous vous êtes déjà garé sous l'Intermarché, si vous ne prenez pas un poteau, vous avez de la chance. Nous sommes dans le même système, mais en plus dégradé.

Aujourd'hui, nous avons parfois proposé des locations, même des mises à disposition pour le personnel communal, à une époque, puisqu'il y avait aussi ce sujet, mais qui n'ont pas été prises, sauf quelques fois. Ils ne se sont pas sentis en sécurité en raison de problème d'éclairage, de peinture... Il y avait trop de travaux à faire. C'est vrai que moi, cela fait au moins cinq ou six ans que je me bats pour clôturer ce dossier. Nous avons fait tout ce qu'il fallait dans le quartier : nous avons réussi à changer l'hôtel, nous avons végétalisé, nous avons une crèche, nous avons une Maison des Associations....

Carmen PEREZ : *A fortiori*, avec tous ces efforts, pourquoi ne pas avoir proposé à des Joinvillais ? Je trouve dommage de perdre ce quota de places de stationnement alors que les Joinvillais en manquent.

M. le Maire : Je n'ai pas les chiffres sous les yeux, mais avant le Covid, nous en avions apparemment beaucoup plus qui étaient louées. Cela a changé avec le Covid, il y a eu un changement, peut-être le télétravail, je ne sais pas, mais il y a eu moins de...

Carmen PEREZ : Honnêtement, nous voyons passer des demandes régulièrement, donc je trouve cela un peu dommage.

M. le Maire : Madame, je ne vais pas passer ma soirée là-dessus, je vous ai répondu. Je comprends votre question. Nous pouvons vous fournir tous les chiffres que vous voulez, vous en ferez l'analyse que vous voudrez.

Carmen PEREZ : En plus, vous dites que les travaux ont été faits.

M. le Maire : Non, les travaux n'étaient pas faits, et nous, nous avons assumé des charges sur tout ce quartier pendant de nombreuses années, charges qui étaient dues par les copropriétés. Nous avons eu plusieurs discussions très difficiles avec les copropriétaires pendant de nombreuses années, parce

que c'est vrai que lorsque l'on est propriétaire, on n'aime pas payer certaines charges. Il y a des syndicats qui sont réactifs, d'autres qui ne le sont pas. Voilà, c'est la réalité de ce quartier.

Vous, vous arrivez dessus avec une question qui est légitime, je comprends, mais il n'y a pas de loup. Aujourd'hui, nous cédonc ce patrimoine.

Carmen PEREZ : Ce n'est pas une question de loup, c'est juste que je trouve cela tellement énorme de...

M. le Maire : Bon, passons au vote si vous n'avez pas d'autres questions.

Qui est pour ? Contre ? Abstention ?

Carmen PEREZ : Contre.

M. le Maire : OK, c'est bien noté, et les deux abstentions.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE,

Article 1^{er} : Constate la désaffectation du domaine public de 46 places de stationnement et locaux techniques au 7 rue Halifax et 1 rue des réservoirs délimitées au plan de masse annexé à la présente délibération pour une surface d'environ 951 m².

Article 2 : Prononce le déclassement du domaine public communal de ces 46 places de stationnement et locaux techniques associés.

Article 3 : Autorise le Maire, ou le cas échéant l' élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L. 2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales ou l' élu remplaçant en vertu de l'article L. 2122-17 du Code Général des Collectivités Territoriales à engager toute démarche et à signer tous documents en exécution de la présente délibération.

Pour : (24)

Monsieur Olivier DOSNE (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Francis SELLAM (Liste "Joinville avec vous"), Madame Chantal DURAND (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Michel DESTOUCHES (Liste "Joinville avec vous"), Madame Virginie TOLLARD (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Stephan SILVESTRE (Liste "Joinville avec vous"), Madame Chantal ALLAIN (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Maxime OUANOUNOU (Liste "Joinville avec vous"), Madame Liliane REUSCHLEIN (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Brahim BAHMAD (Liste "Joinville avec vous"), Madame Corinne FIORENTINO (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Laurent OTTAVI (Liste "Joinville avec vous"), Madame Anne MAROLLEAU (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Jérôme TAGNON (Liste "Joinville avec vous"), Madame Hélène DECOTIGNIE (Liste "Joinville avec vous"), Madame Stéphanie BRANCO (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Olivier LAVIGNE (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Frédéric GOMES (Liste "Joinville avec vous"), Madame Murielle VILLETTELLE (Liste "Joinville avec vous"), Madame Béatrice NICOLAS-DARROU (Liste "Joinville avec vous"), Madame Séverine DOS SANTOS (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Julien KARAM (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Guillaume LEVANNIER (Liste "Joinville avec vous"), Madame Laura MANACH (Liste "Joinville avec vous")

Contre : (4)

Monsieur Jean-François CLAIR (Liste "JAJI J'agis j'innove pour Joinville-le-Pont"), Madame Carmen PEREZ (Liste "JAJI J'agis j'innove pour Joinville-le-Pont"), Monsieur Maxence GEORGEAUD (Liste "JAJI J'agis j'innove pour Joinville-le-Pont"), Monsieur Tony RENUCCI (Liste "JAJI J'agis j'innove pour Joinville-le-Pont")

Abstention : (2)

Madame Sandrine PARIS-PESCAROU (), Monsieur Philippe PLATON ()



- 2057 319 -

| | | | | | | |
|--|--------------|--|--|-------------------------------|---|---------------------------------|
| Service Suprestructures Mairie de Joinville Le Pont 23 Rue de Paris 94340 Joinville Le Pont ☎ 01 40 76 60 00 📠 01 40 00 05 00 | N° de Plan : | PARKING DES CANADIENS B 1/7 RUE DES RÉSERVOIRS 94340 JOINVILLE-LE-PONT | | MISE À JOUR | PLAN MASSE SOUS-SOL Date : 09/10/2022 | ECHELLE 1/250e Indice : A |
| | 01 | | | classiné par Pauline Caillaud | | |



Conseil Municipal séance du 9 décembre 2025
M A I R I E D E J O I N V I L L E - L E - P O N T

(Val de Marne)

Joinville, le 5 AVRIL 1991

Téléphone: 885.10.40
(5 lignes groupées)

Toute la correspondance
doit être adressée
à M. le Maire

Références à rappeler:

SERVICES TECHNIQUES MUNICIPAUX

Le Maire de Joinville-le-Pont à

S. E. M. A.
1, place uranie

94340 JOINVILLE LE PONT

Reçu le 11 AVR. 1991

OBJET : parking public Ilôt B
BATIMENTS B2/B3/B4
Z.A.C. CANADIENS

Madame, Monsieur,

A compter du 18 AVRIL prochain, le parking public de l'ilôt B sera fermé au public aux fins de location ou vente des emplacements.

Avant la fermeture définitive, la Ville organise une réunion le **VENDREDI 12 AVRIL 1991 à 14 heures en MAIRIE**, afin d'examiner avec les Responsables des immeubles concernés (B2/B3/B4) et leur propriétaire tous les aspects pratiques de cette décision notamment :

- Commande de la porte d'entrée,
- Gestion des différentes portes d'accès,
- Entretien des voies de circulation commune et des portes d'entrée et de sortie,
- Répartition des charges d'entretien.

Nous vous remercions donc de bien vouloir être présent (e) ou représenté(e) le **12 AVRIL** prochain aux Services Techniques Municipaux - 4ème Etage - Salle de Coordination - 23, rue de Paris.

Dans l'attente de vous rencontrer,

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

LE MAIRE,
Conseiller Général du Val de Marne



P. AUBRY

12 . Cession de 46 emplacements de stationnement situés au niveau R-1 du parking “des Canadiens” sis 1 rue des réservoirs (îlot B) à l'EPT Paris Est Marne et Bois

Par la précédente délibération, le Conseil Municipal a constaté la désaffectation et prononcé le déclassement du parking des Canadiens (îlot B) sise 1 rue des réservoirs.

Il est désormais proposé de céder ce volume de stationnement à l'EPT Paris Est Marne et Bois.

Ces parkings sont issus de l'aménagement de la Zone d'aménagement concertée des Canadiens créée le 27 mars 1987 au profit de la SEMA de Joinville-le-Pont.

Plusieurs lots ont été constitués sous forme d'îlots (A, B, C, D). Ils ont ensuite été subdivisés. Ainsi les îlots B2, B3 et B4 formant la parcelle T140 ont été cédés à trois opérateurs différents.

Chaque opérateur a construit son immeuble en intégrant un parking public en R-1. L'ensemble de ces parkings, tous communicants, constitue le volume à céder, lequel apparaît dans la division en volumes de 1991 sous la forme de trois lots :

- Lot 1 : 316 m² (11 places)
- Lot 2 : 743 m² (33 places)
- Lot 3 : 684 m² (21 places).

Lors du recollement, des places ont disparues au profit de locaux techniques. En outre, initialement, les places étant exiguës, elles ont été pour certaines regroupées. Dès lors, on y trouve actuellement 46 places de stationnement ainsi que des locaux techniques.

Le parking a fermé au public en avril 1991, la Commune préférant louer les places. A ce jour, 15 places sont louées au mois et 6 places sont amodiées depuis 1991 jusqu'en 2051.

La cession du volume de parking se fera aux conditions suivantes :

- au prix de l'avis des domaines du 11 juillet 2025 soit 747 000 euros HT.
- l'acquéreur est L'EPT Paris Est Marne et Bois qui loue déjà 10 places de stationnement et qui en a besoin pour ses propres besoins.
- la cession interviendra une fois que la délibération prononçant la désaffectation et le déclassement, ainsi que la présente délibération, seront devenues définitives.

Vous trouverez en pièce jointe le projet d'acte qui détaille les conditions de la cession.

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'autoriser la cession aux conditions fixées ci-dessus et d'autoriser la signature de la promesse de vente, de l'acte de vente une fois l'ensemble des conditions réunies et de tous les documents nécessaires.

| | |
|-----------------------------------|---|
| Principaux textes réglementaires | - articles L2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales |
| Principaux documents de référence | - projet de promesse de vente à l'EPT Paris Est Marne et Bois - plan du parking - avis délivré par la Direction Générale des Finances Publiques, Direction départementale des Finances Publiques du Val de Marne le 11 juillet 2025 |

A reçu un avis favorable en Commission Transition écologique, Urbanisme et Mobilité du 2 décembre 2025.

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame

Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Madame Corinne FIORENTINO, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Olivier LAVIGNE, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETELLE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Monsieur Laurent OTTAVI donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Séverine DOS SANTOS donne procuration à Monsieur Julien KARAM, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

M. le Maire : C'est la suite de la précédente délibération. Il est proposé maintenant de céder à Paris Est Marne & Bois au prix de l'avis des Domaines du 11 juillet 2025, soit 747 000 euros HT. L'acquéreur est l'EPT Paris Est Marne & Bois, qui loue déjà 10 places de stationnement et qui en a besoin pour ses propres besoins.

Avez-vous des questions ? (*Pas de questions*)

Qui est pour la cession ? Qui s'abstient ? Qui est contre ? Merci.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE,

Article 1^{er} : Décide la cession, à l'EPT Paris Est Marne et Bois, d'un volume de 46 places de stationnement et locaux techniques d'une surface d'environ 951 m² soit 46 places de stationnement dont 15 sont louées et 6 amodiées au prix de 747 000 euros HT.

Article 2 : Autorise le Maire ou le cas échéant l' élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L 2122-18 du code général des collectivités territoriales ou l' élu remplaçant le Maire en vertu de l'article L 2122-17 du même code à prendre toutes les mesures en application de la présente délibération et à régulariser et signer la promesse de vente et l'acte de vente lorsque toutes les conditions seront réunies et tous les documents nécessaires.

Pour : (24)

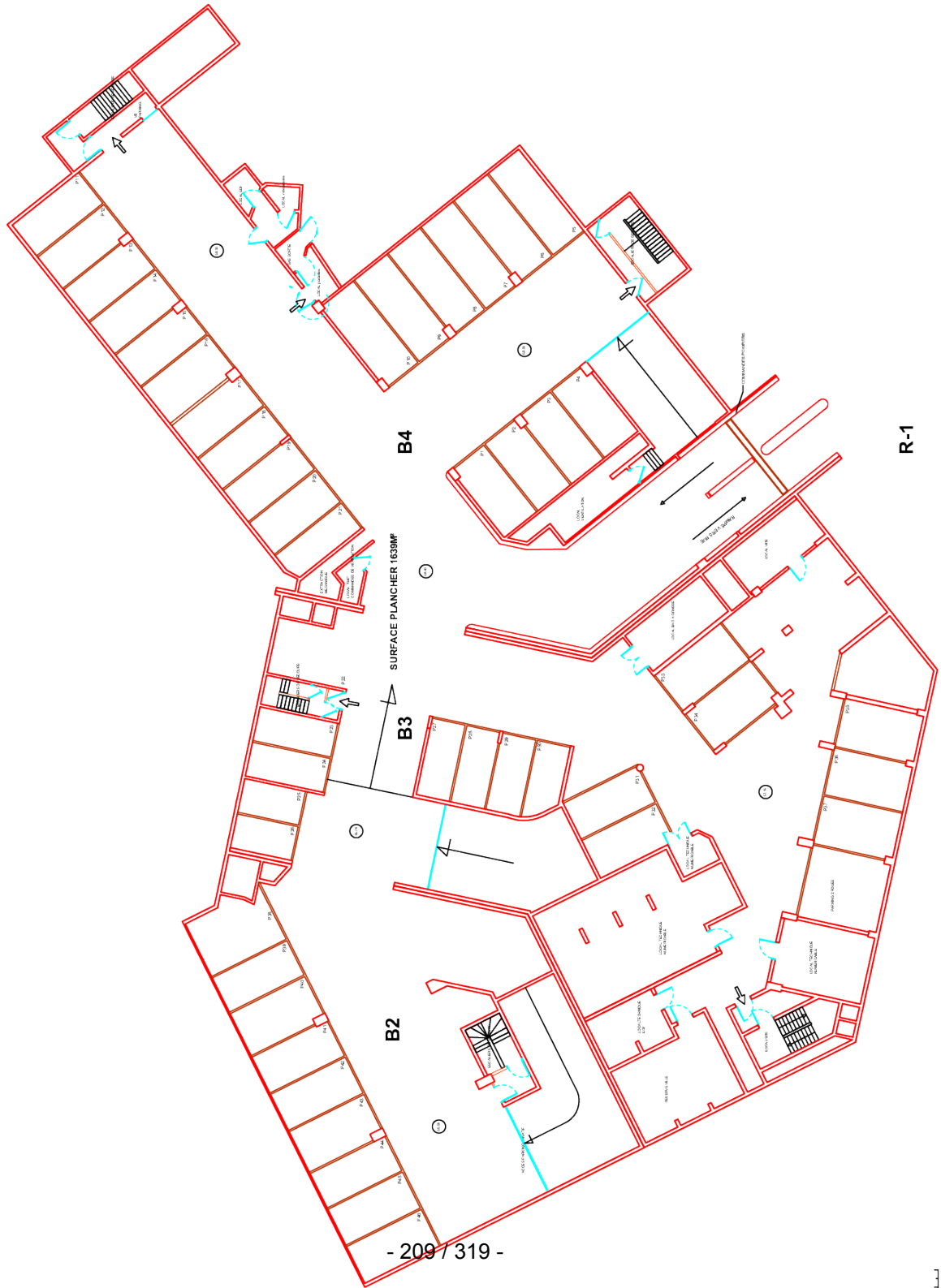
Monsieur Olivier DOSNE (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Francis SELLAM (Liste "Joinville avec vous"), Madame Chantal DURAND (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Michel DESTOUCHES (Liste "Joinville avec vous"), Madame Virginie TOLLARD (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Stephan SILVESTRE (Liste "Joinville avec vous"), Madame Chantal ALLAIN (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Maxime OUANOUNOU (Liste "Joinville avec vous"), Madame Liliane REUSCHLEIN (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Brahim BAHMAD (Liste "Joinville avec vous"), Madame Corinne FIORENTINO (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Laurent OTTAVI (Liste "Joinville avec vous"), Madame Anne MAROLLEAU (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Jérôme TAGNON (Liste "Joinville avec vous"), Madame Hélène DECOTIGNIE (Liste "Joinville avec vous"), Madame Stéphanie BRANCO (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Olivier LAVIGNE (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Frédéric GOMES (Liste "Joinville avec vous"), Madame Murielle VILLETELLE (Liste "Joinville avec vous"), Madame Béatrice NICOLAS-DARROU (Liste "Joinville avec vous"), Madame Séverine DOS SANTOS (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Julien KARAM (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Guillaume LEVANNIER (Liste "Joinville avec vous"), Madame Laura MANACH (Liste "Joinville avec vous")

Contre : (4)

Monsieur Jean-François CLAIR (Liste "JAJI J'agis j'innove pour Joinville-le-Pont"), Madame Carmen PEREZ (Liste "JAJI J'agis j'innove pour Joinville-le-Pont"), Monsieur Maxence GEORGEAUD (Liste "JAJI J'agis j'innove pour Joinville-le-Pont"), Monsieur Tony RENUCCI (Liste "JAJI J'agis j'innove pour Joinville-le-Pont")

Abstention : (2)

Madame Sandrine PARIS-PESCAROU (), Monsieur Philippe PLATON ()



- 2097 319 -

| | | | | | | | | |
|---|--|--------------------|--|--|--|--|---|---------------------------------|
| Service Suprestructures Mairie de Joinville Le Pont 23 Rue de Paris 94340 Joinville Le Pont ☎ 01 40 76 60 00 📠 01 40 00 05 00 | | N° de Plan : 01 | | PARKING DES CANADIENS B 1/7 RUE DES RÉSERVOIRS 94340 JOINVILLE-LE-PONT | | MISE À JOUR classiné par Pauline Caillaud | PLAN MASSE SOUS-SOL Date : 09/10/2022 | ECHELLE 1/250e Indice : A |
|---|--|--------------------|--|--|--|--|---|---------------------------------|

13 . Dénomination d'une allée au nom de Madame Gisèle Halimi

Je vous propose de nommer l'allée qui part de la rue de Paris vers le quai Pierre Brossolette en empruntant le belvédère et le futur escalier au nom de Madame Gisèle HALIMI à laquelle nous avons déjà rendu hommage en dévoilant une fresque à son image de l'artiste Tom BRICKX.

Née le 27 juillet 1927 à La Goulette, en Tunisie, dans une famille modeste, Gisèle HALIMI grandit dans un contexte marqué par les inégalités et les traditions patriarcales. Dès son enfance, elle se révolte contre l'injustice. Cette expérience forge sa détermination à défendre les droits des femmes.

Brillante élève, elle étudie le droit à Paris et devient avocate en 1949. Elle s'engage très tôt dans des combats politiques et sociaux avant de s'en éloigner pour militer de manière indépendante. Son engagement féministe prend un tournant décisif en 1971, lorsqu'elle fonde, avec Simone DE BEAUVOIR et Jean ROSTAND, l'association Choisir la cause des femmes, qui lutte pour la légalisation de l'avortement. Son rôle est déterminant lors du procès de Bobigny en 1972, où elle défend une jeune femme accusée d'avortement illégal. Ce procès, médiatisé, contribue à faire évoluer les mentalités et prépare le terrain pour la loi Veil de 1975, qui dépénalise l'interruption volontaire de grossesse (IVG) en France.

Gisèle HALIMI ne se contente pas de plaider : elle agit aussi sur le terrain politique. Elle cofonde en 1973 le Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (MLAC) et participe activement à la rédaction de la loi sur l'IVG. En 1981, elle est élue députée et utilise sa tribune pour promouvoir l'égalité entre les sexes, la parité et la lutte contre les violences faites aux femmes.

Son combat contribue à faire évoluer la loi pour que le viol soit puni plus sévèrement, comme crime. Elle s'engage aussi contre la torture, le racisme et le colonialisme.

Féministe intransigeante, elle publie plusieurs ouvrages marquants, comme *La Cause des femmes* en 1973 et *Ne vous résignez jamais* en 2009, où elle raconte son parcours. En 1995, elle représente la France à l'ONU lors de la Conférence mondiale sur les femmes à Pékin.

Gisèle Halimi meurt le 28 juillet 2020, laissant derrière elle un héritage immense : celui d'une femme qui a transformé la société par son courage, son éloquence et son refus des compromis. Son nom reste associé à la conquête des droits des femmes et à l'idée que la justice doit être un levier d'émancipation pour toutes et tous.

| | |
|----------------------------------|--|
| Principaux textes réglementaires | Articles L.2121-29 et L.2121-30 du code général des collectivités territoriales. |
|----------------------------------|--|

A reçu un avis favorable en Commission Transition écologique, Urbanisme et Mobilité du 2 décembre 2025.

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Madame Corinne FIORENTINO, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Olivier LAVIGNE, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETTELE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Monsieur Laurent OTTAVI donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Séverine DOS SANTOS donne procuration à Monsieur Julien KARAM, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

M. le Maire : Il s'agit, mes chers collègues, de vous proposer de nommer une allée, qui part de la rue de Paris vers le quai Pierre Brossolette en empruntant le Belvédère et le futur escalier, au nom de Madame Gisèle HALIMI, à laquelle nous avons rendu un premier hommage en dévoilant une fresque de l'artiste Tom BRIKX.

Je vous fais grâce de la lecture du CV de Gisèle HALIMI, elle est dans la délibération, mais je peux vous la relire si vous le souhaitez.

Après Amélie TRAYAUD, première femme maire de Joinville-le-Pont, nous vous confirmons nommer une deuxième rue au nom d'une femme célèbre, Gisèle HALIMI.

Avez-vous des questions ? (*Pas de questions*)

Qui est pour ? À l'unanimité, je vous remercie sincèrement.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article Unique : Décide que l'allée qui part de la rue de Paris jusqu'au quai Pierre Brossolette par le belvédère prend le nom de « Gisèle Halimi ».

14 . Dénomination d'un square au nom de Monsieur Guy Gibout

Je vous propose de nommer le square situé à l'angle de l'avenue Palissy et de l'avenue Wilson du nom de Monsieur Guy Gibout, ancien maire de la commune de Joinville-le-Pont.

Né le 26 juin 1933 à Ascq, ancienne commune du nord de la France aujourd'hui intégrée à Villeneuve-d'Ascq, Guy Gibout commence sa carrière comme ouvrier tourneur avant de s'orienter vers le journalisme. Il devenant rédacteur en chef de plusieurs hebdomadaires communistes locaux, puis journaliste à *L'Humanité*.

Engagé politiquement, il est conseiller municipal communiste de la commune de Champigny-sur-Marne de 1959 à 1965.

En 1977, il est élu maire de Joinville-le-Pont à la tête d'une liste d'union de la gauche (PCF, PS, PSU, MRG). Son mandat est marqué par la création de plusieurs équipements publics, parmi lesquels l'école de musique et le gymnase Lecuirot. Il met en place le service municipal des sports, de l'enfance et de la jeunesse, la bibliothèque pour enfants, le centre social de la cité Égalité, et la Fête des Guinguettes.

Il est réélu en 1978 lors d'un scrutin partiel, mais battu en 1983. Il reste ensuite conseiller municipal d'opposition jusqu'en 2001. Il est nommé maire honoraire en 2004.

Guy Gibout a également été médaillé de la Jeunesse et des Sports, ainsi que de la Fédération française de judo. Il quitte le Parti communiste en 2000, en désaccord avec la ligne du parti. Il s'éteint à Paris le 23 novembre 2009, laissant le souvenir d'un homme fidèle à ses convictions et engagé pour sa commune.

| | |
|----------------------------------|--|
| Principaux textes réglementaires | Articles L.2121-29 et L.2121-30 du code général des collectivités territoriales. |
|----------------------------------|--|

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Madame Corinne FIORENTINO, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Olivier LAVIGNE, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETELLE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Monsieur Laurent OTTAVI donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Séverine DOS SANTOS donne procuration à Monsieur Julien KARAM, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

M. le Maire : C'est une délibération que je souhaitais porter pour la dernière séance de l'année 2025, à savoir la dénomination d'un square au nom d'un de mes prédécesseurs, Monsieur Guy GIBOUT. Je vous propose de nommer le square situé à l'angle de l'avenue Palissy et de l'avenue Wilson au nom de Monsieur Guy GIBOUT, ancien maire de la commune de Joinville-le-Pont.

Pour rappel, Monsieur Guy GIBOUT est né le 26 juin 1933 à Ascq, ancienne commune du Nord aujourd'hui intégrée à Villeneuve-d'Ascq. Il commence sa carrière comme ouvrier tourneur avant de s'orienter vers le journalisme. Il devient ensuite rédacteur en chef de plusieurs hebdomadaires communistes locaux, puis journaliste à *L'Humanité*. Engagé politiquement, il est conseiller municipal communiste de la commune de Champigny de 1959 à 1965. En 1977, il est élu maire de Joinville à la tête d'une liste d'union PCF-PS-PSU-MRG. Son mandat est marqué par la création de plusieurs équipements publics, parmi lesquels l'école de musique et le gymnase Lecuirot. Il met en place le service municipal des Sports, de l'Enfance, de la Jeunesse, la bibliothèque pour les enfants, le centre social de la cité Égalité et la fête des guinguettes. Il est réélu en 1978 lors d'un scrutin partiel, mais battu en 1983. Il reste ensuite conseiller municipal d'opposition jusqu'en 2001, puis il est ensuite nommé maire honoraire en 2004.

Guy GIBOUT a également été médaillé de la Jeunesse et des Sports, ainsi que de la Fédération française de Judo. Il quitte le Parti communiste en 2000 pour un désaccord avec la ligne du parti et s'éteint à Paris le 23 novembre 2009, laissant le souvenir d'un homme fidèle à ses convictions et particulièrement engagé pour sa commune. Je peux en témoigner, et je pense qu'ici, certains élus ont connu Guy GIBOUT, qui se faisait vraiment appeler Guy, qui était un homme d'une très grande empathie.

Je voulais saluer sa mémoire ce soir, donc je vous propose de renommer le square de l'avenue Palissy et l'avenue Wilson du nom de Monsieur Guy GIBOUT, ancien maire de la commune de Joinville-le-Pont.

Qui est pour ? À l'unanimité. Je vous remercie vraiment pour mon prédécesseur et sa famille.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article Unique : Décide que le square de l'avenue Palissy et l'avenue Wilson prend le nom de Monsieur Guy Gibout, ancien maire de la commune de Joinville-le-Pont.

15 . Approbation d'une convention d'occupation précaire du domaine privé de la commune conclue avec l'association Moz'art

La commune co-construit avec l'association joinvillaise *Café Moz'art*, un projet visant à créer un tiers-lieu au cœur de Joinville-le-Pont.

Ce tiers-lieu aura pour vocation de devenir un espace ouvert à tous, favorisant les rencontres intergénérationnelles, le co-working et la diffusion culturelle. Il s'inscrit pleinement dans une dynamique de revitalisation du quartier, de soutien aux initiatives citoyennes et de promotion du développement durable.

Afin de mener à bien le partenariat avec l'association Café Moz'art, la commune mettra à sa disposition une partie du site situé au 5, place Mozart. Il s'agit d'un terrain d'une superficie d'environ 305 m², ainsi que de ses annexes, comprenant un abri et un local de stockage, relevant du domaine privé communal et cadastrés section L n°208 et 263.

La convention sera conclue pour une durée d'un an, renouvelable une fois pour la même durée, soit une durée totale maximale de deux ans.

Compte tenu de la nature de l'association, la mise à disposition est consentie à titre gracieux. En contrepartie, l'association s'engage à :

- mentionner le soutien de la commune dans l'ensemble de ses documents internes et destinés au public ;
- participer, dans la limite de ses moyens, aux manifestations ponctuelles organisées par la commune pour lesquelles elle serait sollicitée ;
- transmettre un bilan détaillé de ses activités de l'année écoulée ainsi qu'un projet d'activités pour l'exercice suivant.

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'approuver le projet de convention d'occupation précaire du domaine privé de la commune avec l'association Café Moz'art et d'autoriser Monsieur le Maire à la signer.

| | |
|-----------------------------------|--|
| Principaux textes réglementaires | - article L.2125-1 du Code général des collectivités territoriales - articles R.2122-1 à R.2122-3 du Code général de la propriété des personnes publiques |
| Principaux documents de référence | - projet de convention d'occupation du domaine privé de la Commune |

A reçu un avis favorable en Commission Finances, Solidarité et Sécurité du 2 décembre 2025.

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliâne REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Madame Corinne FIORENTINO, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Olivier LAVIGNE, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETTELE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Monsieur Laurent OTTAVI donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Séverine DOS SANTOS donne procuration à Monsieur Julien KARAM, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

M. le Maire : La Commune a co-construit avec l'association joinvillaise Moz'Art un projet visant à créer un tiers-lieu au cœur de Joinville-le-Pont. Vous l'avez constaté, ce tiers-lieu est devenu un lieu ouvert aux populations et aux projets, favorisant des rencontres intergénérationnelles, des projets locaux, une AMAP, du coworking, de la diffusion culturelle. Bref, il s'inscrit pleinement dans le souhait de faire revivre ce quartier, qui avait été abandonné bien avant notre arrivée.

Afin de mener à bien le partenariat avec l'association du Café Moz'Art... Pour rappel ce terrain est

situé sur une surface d'environ 305 m², il abrite une sorte de petit hangar local de stockage. La convention sera conclue pour une durée d'un an renouvelable une fois pour la même durée, mais sur une durée maximale de deux ans. L'association s'engage à mentionner le soutien de la Commune dans l'ensemble des documents internes et destinés au public. Il n'y aura pas de personnel communal dédié à cette association, elle est prise en charge. Elle participe dans la limite de ses moyens aux manifestations ponctuelles organisées par la Commune. D'ailleurs, je souhaitais vraiment les remercier pour le Téléthon, puisqu'ils ont réussi à lever une somme de 400 euros, donc vraiment un grand merci.

Il est donc proposé d'approuver le projet de convention d'occupation précaire du domaine privé de la Commune et d'autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention.

Je voulais saluer le travail des bénévoles et des habitants de ce quartier, et, au-delà de ce quartier, la Ressourcerie, l'AMAP... Je crois que c'est un lieu qui est devenu profondément apolitique et qui s'inscrit vraiment dans une vie qui repart sur ce quartier. Je vous propose donc d'approuver cette convention.

Avez-vous des questions ? (*Pas de questions*)

Qui est pour ? Je vous remercie pour cette association.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : Approuve le projet de convention d'occupation précaire du domaine privé de la commune avec l'association Moz'art

Article 2 : Autorise Monsieur le Maire ou le cas échéant l'élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L.2122-18 du Code général des collectivités territoriales ou l'élu remplaçant Monsieur le Maire en vertu de l'article L.2122-17 du même code, à signer la convention et à prendre toutes les mesures en application de cette délibération.

16 . Acquisition de la parcelle F33 sise 150 quai de Polangis à la RATP

La Régie Autonome des Transports Parisien (RATP) propriétaire de l'ensemble immobilier situé 150 quai de Polangis nous a informé, en mars 2024, de son souhait de le céder pour y réaliser un projet immobilier.

Cet ensemble immobilier abrite l'Union sportive métropolitaine des transports fondé en 1928 (US Métro) et comprend deux sections : une section aviron et une section kayak.

Cette association qui n'est plus soutenue financièrement par le comité d'entreprise de la RATP depuis 2023 a définitivement pris son indépendance en 2024.

Par suite, la RATP a engagé une réflexion immobilière sur tous les sites dont elle est propriétaire dont celui situé à Joinville-le-Pont.

La Commune s'est rapidement portée acquéreur avec pour objectif de :

- **Sauvegarder le patrimoine** en évitant un projet immobilier non désiré sur le territoire de la commune ;
- **Loger les régies techniques de la commune en charge de la propreté et de l'entretien des bâtiments**, qui initialement devaient se situer boulevard des Alliés à côté du garage

municipal, afin d'améliorer les conditions de travail des agents, de se rapprocher des dépôts techniques situés au nord de Polangis et de libérer le site de l'avenue de Diane, essentiel pour la cession et donc la réhabilitation de l'Horloge.

Lorsque la RATP nous a informé de son souhait de vendre, la commune a immédiatement saisi cette opportunité, avec pour projet de réhabiliter le bâtiments pour nos régies. Cette alternative a été retenue pour quatre raisons :

- La situation du bien répond au besoin de rapprochement géographique ;
- Cette acquisition est évaluée à 1 128 000 euros par les Services du Domaine. Elle est donc beaucoup moins coûteuse ;
- La réhabilitation lorsqu'elle est possible est plus sobre sur le plan environnemental que la construction neuve.

Bien entendu le sort des associations en place, bien que modestes dans leur activité et de part le nombre d'adhérents dont une minorité de joinvillais, nous a préoccupé. Nous avons d'abord informé les associations de nos intentions.

Nous ne reviendrons pas ici sur cette pétition polémique qui pointait la ville comme responsable d'une situation qui incombe entièrement aux relations entre la RATP et l'association.

Nous avons d'abord proposé une fusion, avec le soutien financier de la ville, avec des clubs existants (AMJ et Joinville Eau Vive) qu'elles ont rejetées souhaitant garder leur identité.

Nous avons alors cherché des espaces pouvant les accueillir :

- Pour la section kayaks, nous avons abouti en libérant des espaces appartenant au département sous le pont de Joinville entre la place Runymed et la place Bergish. Les conventions sont en cours de rédaction au moment de rédiger cette délibération.
- La section avirons à qui nous avons proposé les mêmes espaces a décliné. Nous leur avons aussi proposé des locaux sur la base de loisirs de Créteil mais ils sont trop petits. L'association préfère que l'on travaille un projet sous le pont sur l'île Fanac. Nous sommes en cours d'échange avec le département, l'Architecte des bâtiments de France et Voies navigables de France. Nous recherchons en parallèle d'autres solutions.

En somme, la promesse synallagmatique jointe à la présente délibération prévoit les caractéristiques principales suivantes :

- La parcelle F33, située au 150 quai de Polangis, présente une superficie de 1 171 m².
- Le bâtiment principal développe une surface de 384,16 m².
- Le hangar attenant dispose d'une surface de 424,132 m².
- Le prix de vente est fixé à 1 240 800 euros.
- La durée de la promesse est fixée au 30 juin 2026.
- La condition suspensive principale porte sur la libération des lieux.

Dès lors, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver le projet de promesse synallagmatique d'acquisition de la parcelle F33, située au 150 quai de Polangis, appartenant à La Régie Autonome des Transports Parisien pour un montant de 1 240 800 euros, dont le projet est annexée à la délibération
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer la promesse synallagmatique puis l'acte authentique de vente et tous les documents afférents à cet acte d'acquisition

| | |
|-----------------------------------|---|
| Principaux textes réglementaires | - articles L.1311-9 à L. 1311-12 et article L2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales |
| Principaux documents de référence | - avis délivré par la Direction Générale des Finances Publiques, Direction départementale des Finances Publiques du Val de Marne le 09 juillet 2025 |

A reçu un avis favorable en Commission Transition écologique, Urbanisme et Mobilité du 2 décembre 2025.

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliâne REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Madame Corinne FIORENTINO, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Olivier LAVIGNE, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETTELLE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Monsieur Laurent OTTAVI donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Séverine DOS SANTOS donne procuration à Monsieur Julien KARAM, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

M. le Maire : Il s'agit de l'acquisition de la parcelle F33, que tout le monde connaît, sis 150 quai de Polangis, à la RATP. La RATP cède un ensemble immobilier – l'US Métro, pour clarifier l'endroit, sur les bords de Marne – utilisé par une union sportive métropolitaine de transport, l'US Métro, qui comporte actuellement deux sections : aviron et kayak.

La Commune, ayant eu connaissance de la cession et que celle-ci pouvait être rachetée par un projet que nous ne maîtrisons pas du tout, a décidé de sauver le bâtiment pour envisager le déménagement de ses services, mais également afin de sauvegarder le patrimoine et loger les régies techniques de la Commune en charge de la propreté et de l'entretien des bâtiments, qui devaient évoluer sur le boulevard des Alliés le long du garage. La RATP nous a donc confirmé son souhait de vendre.

La situation du bien correspond pour nous à un rapprochement géographique des garages. L'acquisition est évaluée à 1 128 000 euros par les Domaines, elle est donc beaucoup moins coûteuse que ce qui avait pu être évoqué dans le Conseil municipal, à savoir 1,5 million. La réhabilitation sera possible, elle est déjà plus ou moins chiffrée.

Le sort des associations en place a été pris en compte. Bien sûr, il y a eu des mécontentements, des pétitions, mais il y a surtout eu de vraies discussions avec les quelques membres, surtout joinvillais, parce qu'il y avait beaucoup de non-Joinvillais, que je respecte. Nous avons réussi à trouver des relogements pour le kayak dans les chambres à mines qui sont sous le pont de Joinville. Pour les kayaks, nous allons attribuer un terrain situé le long de la rue d'Alger, actuellement utilisé comme dépôt et qui sera donc nettoyé, qui permettra à ces avirons de rester à proximité complète des lieux qui leur permettraient de se mettre à l'eau.

La pétition a donc été retirée. Je voulais remercier l'US Métro d'avoir entendu notre souhait. Pour rappel, nous avons d'abord proposé une fusion, avec le soutien financier de la Ville, avec des clubs existants comme l'AMJ Joinville (Aviron Marne & Joinville) et Joinville Eau Vive, mais cela a été rejeté par l'US Métro.

Je vous ai annoncé les endroits où les bateaux vont être relogés, donc je vous propose maintenant d'acquérir cette parcelle. Avez-vous des questions ?

Tony RENUCCI : Nous nous abstenons, pas tellement sur le sujet de l'acquisition, parce que ça, c'est plutôt une bonne chose, mais davantage parce que nous n'avons pas forcément trop de détails sur le projet qui suivra en termes de bâti et que nous ne sommes pas forcément pleinement convaincus par la localisation des services techniques à cet endroit. Une proposition précédente nous semblait plus appropriée, en tout cas sur le boulevard des Alliés, mais vous avez ensuite changé de localisation.

Par ailleurs, j'avais une question subsidiaire : où en sont les pourparlers avec l'US Métro et l'Aviron ? Vous avez répondu : ce sera sous le pont, c'est cela ?

M. le Maire : Oui. Ce sera sous le pont pour le kayak, les chambres à mines qui sont sous le pont de

Joinville, et sur le terrain actuellement utilisé par les associations Chats. Ce terrain va être légèrement déplacé, et les chats seront, j'insiste, protégés plus que tout. Néanmoins, je trouve que c'est du bon sens de la part de l'association, puisque par rapport à l'embarquement et par rapport au quai, c'est très facile. Cela rajoute 10 ou 20 mètres au maximum.

Ensuite, pour vous préciser quand même l'enjeu, d'abord, nous n'avions pas de certitude que le rachat n'allait pas être effectué par un promoteur ou une opération immobilière quelconque. Pourquoi faites-vous des gestes d'étonnement ?

Monsieur GEORGEAUD (*hors micro*) : Ce sont les droits de préemption.

M. le Maire : Oui, mais c'est pour cela que nous l'avons pris. Ce n'est pas vous qui nous l'avez proposé. Cela aurait aussi pu être racheté.

Monsieur GEORGEAUD (*hors micro*) : En tout cas, vous avez la préemption.

M. le Maire : Oui, mais nous n'étions pas obligés. Pourquoi l'avons-nous fait ? Je vais expliquer. Vous devriez faire du théâtre, Monsieur GEORGEAUD.

Ce que je voulais simplement vous dire, c'est qu'il s'agit d'un problème comptable, et en même temps, c'est une solution comptable financière extrêmement intéressante pour nous, puisque ce qui était prévu à la suite du garage municipal, l'extension du CTM (Centre Technique Municipal), était chiffré à hauteur de 8 millions d'euros, mais nous regroupions tous les services, y compris les Espaces verts. Ici, nous allons regrouper tous les services qui sont avenue Diane après avoir déménagé ceux qui étaient dans ce que l'on appelle le quartier Lurot, du moins le dépôt Lurot, qui va être le prochain siège de LogiRep. Je crois que des travaux ne vont pas tarder à démarrer.

Aujourd'hui, les premiers chiffrages de la réhabilitation du bâtiment sans dégradation du bâtiment, avec une belle rénovation et autre, nous donnent un global à 3 millions. Avec l'achat et la rénovation, nous serons à environ 3 millions, Clément ou Anne, je pense.

(Intervention inaudible hors micro)

Trois millions et demi au lieu de 8 millions, donc il n'y a pas photo. Par contre, nous nous engageons aussi à améliorer les conditions de travail des Espaces verts, qui sont aujourd'hui dans des conditions particulièrement vétustes. Il est donc prévu aussi une enveloppe de travaux... Je ne sais pas. Anne, combien ?

(Intervention inaudible hors micro)

Un peu plus d'un million, quand même. Bénéfice pour les finances de la Ville et les services, qui seront dignement relogés et optimisés. L'intérêt de Métro, c'est que ce n'est pas loin du garage municipal, donc pour les services... Voilà.

Y a-t-il des questions ?

Maxime GEORGEAUD : Justement, il y a une chose que je ne m'explique pas : que devient l'ancien projet qui était situé route des Alliés ? Il était question de faire un CTM flambant neuf.

M. le Maire : Je viens de vous le dire.

Maxime GEORGEAUD : Oui, j'entends bien, mais qu'est-ce que cela devient ? Cela reste-t-il en l'état ?

M. le Maire : Oui, cela reste en l'état.

Maxime GEORGEAUD : Cela reste en l'état, donc vous avez combiné sur deux sites.

M. le Maire : Oui.

Maxime GEORGEAUD : L'un va être le garage...

M. le Maire : Ils sont à 300 mètres l'un de l'autre.

Maxime GEORGEAUD : D'accord, mais l'un va être le garage...

M. le Maire : Voilà.

Maxime GEORGEAUD : ...et l'autre, des bureaux.

M. le Maire : Non. Tous les services, notamment les services Bâtiments et Voirie qui sont avenue Diane, derrière l'horloge.

Maxime GEORGEAUD : D'accord. Y aura-t-il un impact de nuisance pour les riverains avec des passages de camions ou autres ?

M. le Maire : Non, mais je comprends, la question est posée. Pour aller plus loin dans la réponse, il est demandé aujourd'hui au territoire de porter la rénovation du pont, le petit pont aujourd'hui fermé aux véhicules et qui restera fermé aux véhicules, parce que l'objectif est de garder ce côté piétonnier. Nous ne sommes pas allés plus loin dans les projections, mais nous souhaitons tout d'abord le financement par l'EPT, puisque ce dernier a en gestion tous les quais et les voiries des quais. Je vous le rappelle, je préfère vous le rappeler. Une fois que l'EPT aura provisionné et fait les études – c'est notre demande –, cela permettra, avec une borne, tout simplement, au service de passer tranquillement à 30 à l'heure et ne pas forcément passer par les bords de Marne, peut-être avec de plus gros camions et autres.

Jérôme TAGNON : Je me permets d'ajouter qu'en qualité d'élu au service technique, je suis très heureux que les régies, les opérateurs, l'ensemble des opérateurs puissent disposer de locaux en bord de Marne, locaux qui, en plus, seront aménagés, puisque le service technique, lors des premiers audits, qui ont aussi justifié l'acquisition de l'US Métro, va pouvoir évoluer dans des locaux beaucoup plus agréables que ceux qui étaient prévus, hormis le surcoût de plus de 3 millions, et qui seront beaucoup plus confortables – non, nous parlons des conditions de travail, Maxence – qu'au pied de l'autoroute. Ça, c'est important. Hormis la notion de coût, l'écart de coût, il faut penser à nos opérateurs. C'est important pour l'ensemble des services.

M. le Maire : Merci, Jérôme, mais il y a aussi un autre enjeu. Je ne suis pas surpris, peut-être que nous ne sommes pas allés assez loin dans la discussion, mais l'enjeu est aussi de garder nos équipes municipales, parce que certaines villes confient à des régies extérieures. Nous avons fait le pari et nous avons la volonté depuis 2008 de conserver nos services Voirie, Propreté, au maximum. Ce sont des îlotiers de quartier, nous connaissons nos agents et ils font un travail remarquable. Ça aussi, c'était l'enjeu. C'est aussi pour cela que nous investissons : pour garantir cette proximité et les conditions de travail. Je ne vais pas redire ce que j'ai dit au tout début, mais nous avons refait beaucoup d'espaces publics et de services publics modernisés et adaptés, du guichet unique au... bref, nous avons fait plein de choses. Et là, c'est l'heure des services techniques, qui attendent cela depuis très longtemps. Il se trouve que nous avons eu cette opportunité, qui est en même temps salutaire pour nos finances.

Qui est pour ? Vous ne savez plus ? Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci, donc vous vous absteniez.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE,

Article 1^{er} : Approuve le projet de promesse synallagmatique d'acquisition de la parcelle F33, située au 150 quai de Polangis, appartenant à La Régie Autonome des Transports Parisien pour un montant de 1 240 800 euros.

Article 2 : Autorise Monsieur le Maire, ou le cas échéant l'élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L. 2122-18 du Code général des collectivités territoriales, ou l'élu remplaçant le Maire en vertu de l'article L. 2122-17 du même code, à signer la promesse de vente et l'acte d'acquisition une fois les conditions suspensives réalisées et à prendre toutes les mesures en application de cette délibération.

Pour : (24)

Monsieur Olivier DOSNE (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Francis SELAM (Liste "Joinville avec vous"), Madame Chantal DURAND (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Michel DESTOUCHES (Liste "Joinville avec vous"), Madame Virginie TOLLARD (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Stephan SILVESTRE (Liste "Joinville avec vous"), Madame Chantal ALLAIN (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Maxime OUANOUNOU (Liste "Joinville avec vous"), Madame Liliane REUSCHLEIN (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Brahim BAHMAD (Liste "Joinville avec vous"), Madame Corinne FIORENTINO (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Laurent OTTAVI (Liste "Joinville avec vous"), Madame Anne MAROLLEAU (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Jérôme TAGNON (Liste "Joinville avec vous"), Madame Hélène DECOTIGNIE (Liste "Joinville avec vous"), Madame Stéphanie BRANCO (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Olivier LAVIGNE (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Frédéric GOMES (Liste "Joinville avec vous"), Madame Murielle VILLETTE (Liste "Joinville avec vous"), Madame Béatrice NICOLAS-DARROU (Liste "Joinville avec vous"), Madame Séverine DOS SANTOS (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Julien KARAM (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Guillaume LEVANNIER (Liste "Joinville avec vous"), Madame Laura MANACH (Liste "Joinville avec vous")

Abstention : (6)

Madame Sandrine PARIS-PESCAROU (), Monsieur Philippe PLATON (), Monsieur Jean-François CLAIR (Liste "JAJI J'agis j'innove pour Joinville-le-Pont"), Madame Carmen PEREZ (Liste "JAJI J'agis j'innove pour Joinville-le-Pont"), Monsieur Maxence GEORGEAUD (Liste "JAJI J'agis j'innove pour Joinville-le-Pont"), Monsieur Tony RENUCCI (Liste "JAJI J'agis j'innove pour Joinville-le-Pont")

17 . Approbation de la convention de gestion de l'entretien de la sente sise 23 rue de Paris à Joinville-le-Pont avec la société Logirep

Dans un souci partagé par la société LOGIREP et la commune de Joinville-le-Pont d'offrir aux riverains un espace végétalisé, en réponse à l'imperméabilisation croissante des sols en milieu urbain, il est prévu d'aménager un espace paysager comprenant une sente piétonne au 23, rue de Paris à Joinville-le-Pont.

Ces aménagements s'inscrivent dans le cadre de la création d'un jardin avec une sente traversante sur le site de LOGIREP, ainsi qu'à la démolition et la reconstruction d'un local d'ordures ménagères (OM) sur un espace actuellement occupé par un parc de stationnement. Cela permettra de désimperméabiliser 437 m².

Dans ce contexte, LOGIREP cède à la commune de Joinville-le-Pont la gestion des espaces verts de la sente, en contrepartie d'une ouverture au public.

Les horaires d'ouverture sont les suivants :

- De 8h00 à 20h00, du 1er mai au 30 septembre ;
- De 8h00 à 18h00, du 1er octobre au 31 mars.

La sente constituera également un accès des locataires de LOGIREP au parking souterrain de l'opération « Hautes Rives », dans lequel leurs places de stationnement seront reconstituées.

Il est donc proposé de conclure une convention de gestion, à titre gracieux, qui prendra effet à compter de l'achèvement des travaux, planifié à ce jour courant février 2026, pour une durée initiale d'un (1) an, reconductible tacitement deux (2) fois pour une durée équivalente, soit

une durée totale de trois (3) ans, sauf opposition exprimée par l'une des parties par courrier recommandé avec accusé réception trois (3) mois avant la fin de la période de validité en cours.

En conséquence, je vous propose d'approuver le projet de convention ainsi que d'autoriser Monsieur le Maire à la signer.

| | |
|-----------------------------------|--|
| Principaux documents de référence | - Convention de gestion de l'entretien de la sente sise 23, rue de Paris à Joinville-le-Pont |
|-----------------------------------|--|

A reçu un avis favorable en Commission Transition écologique, Urbanisme et Mobilité du 2 décembre 2025.

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliâne REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Madame Corinne FIORENTINO, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Olivier LAVIGNE, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETTELE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Monsieur Laurent OTTAVI donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Séverine DOS SANTOS donne procuration à Monsieur Julien KARAM, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

Jérôme TAGNON : Mes chers collègues, dans un souci partagé par la société LogiRep et la Commune d'offrir aux riverains un espace végétalisé, il s'agit, en lieu et place du parking actuellement situé au pied du bâtiment du 23 rue de Paris, d'aménager un espace paysager comprenant une sente piétonne. Il s'agit d'un espace désimperméabilisé de l'ordre de 440 m².

LogiRep cède à la commune de Joinville-le-Pont la gestion des espaces verts de la sente en contrepartie d'une ouverture au public dans un cadre horaire. Il est donc proposé de conclure une convention de gestion à titre gracieux entre LogiRep et la Commune.

Je vous propose d'approuver le projet de convention et d'autoriser Monsieur le Maire à la signer. Je vous précise que cela a reçu un avis favorable en commission Transition écologique, Urbanisme et Mobilité du 2 décembre dernier.

Avez-vous des questions ? (*Pas de questions*)

Qui est pour ? Merci, unanimité.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : Approuver le projet de convention de gestion de l'entretien de la future sente 23, rue de Paris entre la société LOGIREP et la Commune de Joinville-le-Pont.

Article 2 : Autoriser Monsieur le Maire ou le cas échéant l'élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L2122-18 du Code général des collectivités territoriales, ou l'élu remplaçant le Maire en vertu de l'article L2122-17 du même code, à signer cette convention et à prendre toutes les mesures en application de cette délibération.



18 . Approbation de la VEFA relative à l'extension de la police municipale 6-8 avenue du Président Wilson

Dans le cadre du projet immobilier situé 6-8 avenue du Président Wilson, la SCI Résidences Franco Suisse nous a proposé d'acquérir un volume d'environ 334,80 m² au rez-de-chaussé jouxtant l'actuel poste de police municipal et deux places de stationnement.

Il s'agit d'une coque brute de béton, fluides en attente, façades et menuiseries extérieures posées. Le prix du local est de 1 033 333,33 euros HT et le prix des places de stationnement est de 25 000 euros HT. Soit un prix final de 1 058 333,33 euros HT. Ce prix est compatible avec l'estimation du service des Domaines rendu le 19 novembre 2025 (1 040 000 euros HT).

Nous souhaitons donner une suite favorable à cette proposition.

En effet, nous portons un projet d'extension du poste de police municipale qui trouvera dans ces locaux une possibilité de mieux accueillir le public et d'avoir de meilleures conditions de travail pour les agents. Nous précisons ici qu'il s'agit bien d'une extension, les locaux actuellement occupés par le poste de police municipale resteront affectés à son activité. Les études d'aménagement intérieur seront lancées en 2027.

Vous trouverez en pièce jointe le projet d'acte et ses annexes joints à la présente délibération afin de vous éclairer sur l'ensemble des conditions de la cession.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de bien vouloir approuver cette acquisition.

| | |
|-----------------------------------|---|
| Principaux textes réglementaires | - article L1111-1 du Code général de la propriété des personnes publiques |
| Principaux documents de référence | - projet d'acte de cession et ses annexes notamment la notice descriptive et l'EDDV - avis délivré par la Direction Générale des Finances Publiques, Direction départementale des Finances Publiques du Val de Marne le 19 novembre 2025 |

A reçu un avis favorable en Commission Transition écologique, Urbanisme et Mobilité du 2 décembre 2025.

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliâne REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Madame Corinne FIORENTINO, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Olivier LAVIGNE, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETTELLE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Monsieur Laurent OTTAVI donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Séverine DOS SANTOS donne procuration à Monsieur Julien KARAM, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

Stephan SILVESTRE : Bonsoir, délibération 18, approbation de la réforme relative...

Chantal DURAND : Pardon, cher collègue. Deux minutes, Monsieur le Maire, je peux prendre la parole ?

M. le Maire : Oui, bien sûr.

Chantal DURAND : Je vous remercie de noter que je ne prendrai part ni au débat ni au vote pour cette délibération.

M. le Maire : Tout à fait, oui, merci.

Stephan SILVESTRE : Cette délibération porte sur l'approbation de la VEFA relative à l'extension de la police municipale au 6-8 avenue du Président Wilson. J'ajoute, dans la même logique, la délibération 16 sur le CTM, dont nous venons de délibérer.

Dans le cadre du projet immobilier situé sur cette adresse, au 6 avenue du Président Wilson, la SCI Résidences Franco Suisse nous a proposé d'acquérir environ 335 m² en rez-de-chaussée, jouxtant l'actuel poste de police municipale et deux places de stationnement en dessous. Il s'agit d'une coque de béton fluide – je passe les détails techniques – pour un montant total de 1 033 333 euros et des places de parking pour 25 000 euros les deux, soit un total de 1 058 333 euros. Ce prix a été validé par l'estimation des Domaines et nous souhaitons donner une suite favorable à la proposition de cet opérateur.

Comme vous le savez, puisque nous avons eu l'occasion d'en discuter plus tôt ces derniers mois, il s'agissait pour nous d'offrir une amélioration des conditions de travail dans le poste de police municipale actuel, qui est devenu trop étroit et ne permet pas de fonctionner convenablement, en particulier pour les vestiaires des femmes, les vestiaires des hommes et d'autres services dans le poste actuel. Cela permettra également d'offrir de meilleures conditions d'accueil aux administrés qui vont venir s'y présenter.

Les projets d'actes et les plans vous ont été joints avec la délibération. Je précise que cette délibération a reçu l'avis favorable de la commission Urbanisme.

Avez-vous des questions ?

Tony RENUCCI : Sur le même principe que la délibération 16, nous n'avons pas de sujet sur l'extension des locaux de la police municipale. En plus, je crois que c'est pour le CSU (Centre de Supervision Urbain), donc c'est probablement aussi pour l'amélioration de la sécurité et de leurs conditions de travail. Toutefois, c'est sur un projet que nous ne maîtrisons pas vraiment, même s'il y a tout de même un schéma sur une façade qui est donné avec le promoteur que l'on sait, Franco Suisse. C'est pour cette raison que nous nous abstenons par rapport au manque de connaissances sur le futur bâti à venir là-dessus.

Stephan SILVESTRE : Pardon, je n'ai pas compris. Qu'est-ce qui vous échappe ?

Tony RENUCCI : Depuis six ans...

M. le Maire : L'absence de connaissances, c'est cela ?

Tony RENUCCI : D'informations.

Stephan SILVESTRE : Nous avons les mêmes que vous : nous avons le plan, mais nous n'avons pas encore fait les aménagements, comme cela a été dit dans la délibération, qui vont être faits sous deux ans.

Tony RENUCCI : C'est pour cela que nous nous abstenons. Il n'y a pas de sujet avec l'extension de la police, mais nous savons que cela s'inscrit dans un projet plus global de bâti qui aura lieu. Sur ce point, nous préférons prendre nos précautions et nous abstenir, parce que nous avons vu d'autres cas, pendant six ans, sur lesquels, entre ce qui était annoncé et ce que l'on voyait derrière, que ce soit de votre fait ou juste du promoteur, nous pouvions avoir beaucoup de déceptions, donc nous nous abstenons.

Stephan SILVESTRE : Sur le reste du projet...

Tony RENUCCI : Oui, mais cela s'inscrit dans un projet global.

Stephan SILVESTRE : Ici, ce n'est que le local municipal.

Tony RENUCCI : Oui, mais cela s'inscrit dans un projet global, nous le savons.

M. le Maire : Passe au vote.

Stephan SILVESTRE : Y a-t-il d'autres questions ? (*Pas de questions*)

M. le Maire : Passe au vote, il y a encore beaucoup de points. Pas d'autres questions ? (*Pas de questions*)

Stephan SILVESTRE : Entendu. Qui est pour ? Merci. Abstention ?

M. le Maire : Madame PEREZ...

Carmen PEREZ (*hors micro*) : Excusez-moi.

M. le Maire : Ce n'est pas grave, nous comprenons. Reprenons tranquillement.

Stephan SILVESTRE : Qui est pour ? Merci. Abstention ? Pas d'opposition, merci.

M. le Maire : Merci.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE,

Article 1^{er} : Autorise la signature de l'acte d'acquisition – dont le projet est annexé à la présente délibération – de locaux en VEFA d'une surface d'environ 334,80 m² et deux places de stationnement à la SCI résidence Franco Suisse pour un prix de 1 058 333,33 euros HT.

Article 2 : Précise que tous les frais liés à cet acte seront pris en charge par le vendeur.

Article 3 : Autorise le Maire, ou le cas échéant l' élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L. 2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales ou l' élu remplaçant en vertu de l'article L. 2122-17 du Code Général des Collectivités Territoriales à signer l'acte d'acquisition et à prendre toutes les mesures en application de cette délibération.

Pour : (23)

Monsieur Olivier DOSNE (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Francis SELLAM (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Michel DESTOUCHES (Liste "Joinville avec vous"), Madame Virginie TOLLARD (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Stephan SILVESTRE (Liste "Joinville avec vous"), Madame Chantal ALLAIN (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Maxime OUANOUNOU (Liste "Joinville avec vous"), Madame Liliane REUSCHLEIN (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Brahim BAHMAD (Liste "Joinville avec vous"), Madame Corinne FIORENTINO (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Laurent OTTAVI (Liste "Joinville avec vous"), Madame Anne MAROLLEAU (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Jérôme TAGNON (Liste "Joinville avec vous"), Madame Hélène DECOTIGNIE (Liste "Joinville avec vous"), Madame Stéphanie BRANCO (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Olivier LAVIGNE (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Frédéric GOMES (Liste "Joinville avec vous"), Madame Murielle VILLETTELLE (Liste "Joinville avec vous"), Madame Béatrice NICOLAS-DARROU (Liste "Joinville avec vous"), Madame Séverine DOS SANTOS (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Julien KARAM (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Guillaume LEVANNIER (Liste "Joinville avec vous"), Madame Laura MANACH (Liste "Joinville avec vous")

Abstention : (6)

Madame Sandrine PARIS-PESCAROU (), Monsieur Philippe PLATON (), Monsieur Jean-François CLAIR (Liste "JAJI J'agis j'innove pour Joinville-le-Pont"), Madame Carmen PEREZ (Liste "JAJI J'agis j'innove pour Joinville-le-Pont"), Monsieur Maxence GEORGEAUD (Liste "JAJI J'agis j'innove pour Joinville-le-Pont"), Monsieur Tony RENUCCI (Liste "JAJI J'agis j'innove pour Joinville-le-Pont")

Conseil Municipal – séance du 9 décembre 2025

Pas de participation : (1)
Madame Chantal DURAND (Liste "Joinville avec vous")

**FRANCO
SUISSE**

SCI RESIDENCES FRANCO SUISSE

Résidence « »

« 6-8 avenue du Président Wilson »

94340 – JOINVILLE-LE-PONT

**Local d'activité à usage de poste de police municipale au rez-de-chaussée de
l'immeuble sur rue**

Lot n° [à définir]

NOTICE DESCRIPTIVE PROVISOIRE

Nota préliminaire :

- Les travaux d'aménagement du local d'activité situé au rez-de-chaussée de l'immeuble sur rue sont à la charge du preneur et devront faire l'objet d'une autorisation des autorités administratives compétentes.
- Les prestations, produits ou marques décrits dans le présent document sont donnés à titre indicatif et de référence. Ils seront remplacés, le cas échéant, par des produits de qualité équivalente.
- Le preneur se chargera de sa propre demande de déclaration préalable, autorisation d'enseigne ou toute autre démarche administrative.
- Le preneur fera son affaire du respect et de la mise en œuvre de la réglementation s'appliquant pour les locaux pouvant être concernés par un classement ERP, en particulier en ce qui concerne les limites de surfaces ouvertes au public par rapport aux effectifs maximums prévus selon le classement et notamment des sorties de secours à prévoir en conséquence, le permis de construire ayant été obtenu pour un ERP 5^{ème} catégorie de type W.

1) **GROS-ŒUVRE :**

- Le local est livré brut de décoffrage.
- Planchers, poutres, poteaux en béton armé, dimensionnés suivant calculs de structure et réglementaires. Sauf indication contraire ci-après, cette structure est livrée brute de coulage et de décoffrage. La structure devra assurer un degré coupe-feu de 2 heures avec les locaux contigus.

La charge d'exploitation prévue pour le plancher bas est de 3.0 kN/m².

L'arase brute de béton prévue pour les locaux est indiquée sur les plans de l'architecte.

Il est prévu un décaissé pour la réalisation du revêtement de sol et de la chape par le preneur (hauteur suivant plan de l'architecte).

Hauteur libre sous poutres et réseaux suivant plans de l'architecte.

- Murs périphériques de façade ou intérieurs en béton armé ou maçonneries de parpaings rejointoyées, épaisseurs suivant calculs de structure et respect des réglementations.
Les murs séparatifs entre locaux assurent un degré coupe-feu de 2h.
- Revêtements de façades sur structure béton en pierre ou enduit (ou autre, avec retours en tableaux et voussures, à préciser) selon plans architecte.

Les baies sont livrées fermées avec des menuiseries extérieures.

- Isolation thermique en sous-face du plancher haut du local commercial par panneaux rigides du type Fibrastyro ou Fibraroc ou Rockfeu.
- Isolation thermique en sous-face du plancher bas du local commercial par panneaux rigides du type Fibrastyro ou Fibraroc ou Rockfeu.
- Lors de l'aménagement du local le preneur veillera à ne pas dégrader les isolants en place.
- En cas de remplacement ou de compléments rendus nécessaires par l'aménagement du local, les caractéristiques thermiques, acoustiques et incendie des logements devront être maintenues.
- Dans le cas d'installation d'équipements techniques (VMC, climatisation, ...) par le preneur, celui-ci devra préalablement réaliser une étude acoustique afin de définir les contraintes qu'il devra prendre en compte dans la réalisation de ces travaux d'aménagement et d'équipement. Ces travaux ne devront générer aucune nuisance sonore pour les résidents.

2) **ETANCHEITE :**

- Etanchéité sur dalle haute du local.

3) **MENUISERIES EXTERIEURES :**

Les menuiseries extérieures seront munies de vitrage SP10 et posées en applique intérieure, suivant plan et accord du Maître d'œuvre de Conception et des autorités administratives.

4) **PLOMBERIE / ELECTRICITE :**

- Une attente EU et une attente EV en tuyau PVC de diamètre 100 mm bouchonnées à +10 cm du sol fini, en plancher bas du local selon plan de vente. Ces attentes sont raccordées au réseau d'assainissement de l'immeuble en sous-sol.
- Une alimentation eau froide en tube cuivre ou en PER, laissée en attente avec robinet d'arrêt, localisation selon plan de vente. Sous-comptage ou comptage individuel prévu.
Distribution de l'eau froide en sous-sol ou à rez-de-chaussée à partir de la gaine technique palière eau froide commune aux logements ou à partir du réseau concessionnaire en limite de propriété ou à partir du local eau.
- Gaz : il n'est pas prévu d'alimentation gaz pour le local d'activité.
- Fourreau laissé en attente pour l'alimentation électrique à partir d'un coffret de façade ou à partir d'une gaine technique palière commune aux logements ou à partir du local TGBT. Panneau de comptage tarif bleu prévu.
La fourniture et pose du compteur par ERDF ainsi que tous les câblages sont à la charge du preneur.
- Fourreaux aiguillés en attente depuis la gaine technique palière fibre commune aux logements ou depuis le local fibre optique pour le câblage téléphonique futur du local commercial (câblage à la charge du preneur).

5) **VENTILATION :**

- Il est prévu un conduit vertical en tôle spiralée diamètre 125mm. Ce conduit sera monté depuis le plancher haut du local jusqu'à la terrasse technique haute de l'immeuble. Il pourra cheminer à travers des gaines techniques de logements.
- Le ou les extracteurs sont à la charge du preneur, ainsi que la distribution horizontale en plafond des locaux.
- Il appartient au preneur de compléter l'équipement de ces conduits pour assurer leur mise en conformité avec la réglementation en fonction de l'usage spécifique qui pourra en être fait et de la nature des locaux traversés (coupe-feu, isolation phonique, acoustique...)

6) **SERVITUDES :**

- Le local supportera toutes servitudes de passage des réseaux EU/EV/EP/VMC/Chauffage/ECS provenant des étages supérieurs, ainsi que des servitudes de poutraison en plancher haut de ce commerce.

- Le preneur pourra encoffrer les conduites EU/EV/EP/VMC/Chauffage/ECS, ventilations circulant en plafond du local, en préservant les protections incendies demandées par le bureau de contrôle et en veillant à maintenir l'accès aux différents tampons de visites.

7) **BOITE AUX LETTRES :**

- Aucune boîte aux lettres n'est prévue pour le local d'activité.

8) **LOCAL VIDE ORDURE :**

- Il n'est prévu aucun local vide ordures spécifique pour le local d'activité.

9) **STATIONNEMENTS:**

- Deux places de stationnement sont prévues pour le local d'activité.

19 . Approbation de la substitution de l'opération de l'extension de l'école élémentaire du Parangon par l'opération de l'extension de l'école municipale des arts (EMA) en vue de la création d'un pôle culturel dans le cadre du contrat d'aménagement régional (CAR) de la Région Ile-de-France

Par délibération du conseil régional d'Ile-de-France n°CP2024-026 du 31 janvier 2024, une subvention un montant d'un million d'euros a été attribuée à la commune de Joinville-le-Pont, au titre du dispositif Contrat d'aménagement régional (CAR).

Ce contrat porte sur deux opérations : la requalification et renaturation des rues Oudinot et Ratel à JOINVILLE-LE-PONT (Opération n°1) et le réaménagement et extension de l'école élémentaire du Parangon (Opération n°2).

L'opération n°1 a été menée dans les délais prévus et le versement de la subvention, d'un montant de 150 000 € a fait l'objet d'un mandat unique versé en totalité le 18 février 2025 (n° de mandat 106977).

Concernant l'opération n°2, en raison de la fermeture de classes intervenue sur les établissements scolaires joinvillais sur l'année 2024-2025 (quatre classes) et la fermeture prochaine de deux classes supplémentaires sur la rentrée scolaire 2025-2026, il est apparu nécessaire d'annuler le projet d'extension de l'école élémentaire du Parangon ; cette opération étant devenue sans objet. Cette opération n'a fait l'objet d'aucune demande de mandatement.

De fait, et afin de ne pas perdre les fonds obtenus, il y a donc lieu de solliciter une modification de notre contrat concernant l'opération n°2. Toute modification de ce dernier, conformément à l'article 9 du règlement d'intervention du dispositif, devra faire l'objet d'un avenant soumis au vote de la commission permanente du conseil régional d'Ile-de-France.

Afin de répondre aux thématiques imposées dans le cadre du CAR, et pour satisfaire les besoins et les attentes de nombreux joinvillais, il convient de solliciter la substitution de l'opération mentionnée ci-dessus, par l'opération ayant pour objet l'extension de l'école municipale des arts (EMA) en vue de la création d'un Pôle culturel sis, 20 quai Pierre Brossolette à JOINVILLE-LE-PONT.

Cette extension constituerait le siège de l'EMA qui est actuellement située sur l'île Fanac, site classé, fragilisé lors d'épisodes de crues et dont l'accès est trop contraint.

Cette opération sera réalisée au sein de locaux acquis auprès d'un promoteur par le biais d'un achat en état futur d'achèvement (VEFA), c'est-à-dire d'une coque brute de béton avec les fluides en attente et la façade et les menuiseries extérieures posées. Cette acquisition représente un volume d'environ 574 m² sur deux niveaux.

Le programme envisagé pour cette opération est le suivant :

- Des salles de cours et de répétition de musique ;
- Un petit auditorium (environ 60 places) ;
- Le siège administratif de l'école (bureaux, accueil, etc.).

Le planning prévisionnel est défini comme suit :

- Livraison des locaux : fin 2026 ;
- Études d'aménagement : 2025-2026 ;
- Aménagement des locaux : 2027.

Le budget prévisionnel de l'opération se décompose comme suit :

- Achat des locaux brut de béton : 846 243 € HT ;
- Aménagement des locaux : 890 000 € HT.

Soit un total de 1 736 243 € HT.

Plusieurs engagements sont nécessaires à la demande de substitution concernant l'opération n°2

présentée au titre de la modification de notre CAR.

Par cette délibération, il est donc proposé d'approuver la demande de substitution de l'opération n°2 précitée, pour le montant total indiqué, ainsi que d'engager la commune :

- A réaliser ces opérations au plus tard dans les trois ans qui suivent la validation des opérations par la commission permanente du conseil régional d'Île-de-France ;
- Sur le programme définitif et l'estimatif de chaque opération ;
- Sur le plan de financement, ci-annexé ;
- Sur une participation minimale de la commune du montant total du contrat selon les dispositions législatives et réglementaires en vigueur ;
- Sur la maîtrise foncière et/ou immobilière de l'assiette des opérations du CAR ;
- Sur la fourniture des éléments nécessaires à la présentation à la commission permanente du conseil régional d'Île-de-France de l'ensemble des opérations prévues au CAR pour attribution de subventions dans un délai de trois ans à compter de son approbation par la commission permanente du conseil régional ;
- A assurer la prise en charge des dépenses de fonctionnement et d'entretien des opérations liées au CAR ;
- A ne pas commencer les travaux avant l'approbation du contrat par la commission permanente du conseil Régional d'Île-de-France et, pour chacune des opérations inscrites au programme, de l'approbation de la convention de réalisation correspondant à chaque opération, ou le cas échéant, de l'approbation de démarrage anticipé pour chaque opération inscrite au CAR ;
- A maintenir la destination des équipements financés pendant au moins dix ans ;
- A mentionner la participation de la Région Île-de-France et à apposer son logo type dans toute action de communication.

Il convient par ailleurs, de solliciter auprès du conseil régional d'Île-de-France une subvention d'un montant de 850 000 € HT, conformément au règlement d'intervention des contrats d'aménagement régionaux.

| | |
|----------------------------------|--|
| Principaux textes réglementaires | <p>- délibération du conseil régional d'Île-de-France n°CR181-16 du 17 novembre 2016 portant création du Contrat d'aménagement régional (CAR) ;</p> <p>- délibération du conseil régional d'Île-de-France n°CR2022-078 du 12 décembre 2022 portant sur le règlement budgétaire et financier de l'attribution par la Région d'une subvention son versement ;</p> <p>- délibération du conseil régional d'Île-de-France n°CR2021-050 du 21 juillet 2021 portant modification du 3^{ème} alinéa de l'article 3 du règlement d'intervention relatif au Contrat d'aménagement régional ;</p> <p>- délibération n°6 du conseil municipal du 4 juillet 2020 portant délégation au Maire au titre de l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales ;</p> <p>- délibération n°10 du conseil municipal du 10 octobre 2023 portant sur les engagements auprès de la Région Île-de-France dans le cadre du Contrat d'aménagement régional (CAR) au titre de deux opérations d'investissement prévues sur les années 2024 et 2025 ;</p> <p>- délibération n°14 du conseil municipal du 2 avril 2024 portant approbation de la convention-cadre entre la Région Île-de-France et la Commune de Joinville-le-Pont dans le cadre du Contrat d'aménagement régional (CAR) et conventions spécifiques au titre de deux opérations d'investissement ;</p> |
|----------------------------------|--|

Conseil Municipal – séance du 9 décembre 2025

| | |
|-----------------------------------|---|
| | - décision du Maire n°128-2023 portant demande d'attribution d'une subvention au titre du Contrat d'aménagement régional auprès de la Région Île-de-France. |
| Principaux documents de référence | Échéancier prévisionnel de réalisation de la nouvelle opération n°2. |

A reçu un avis favorable en Commission Transition écologique, Urbanisme et Mobilité du 2 décembre 2025.

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Madame Corinne FIORENTINO, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Olivier LAVIGNE, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETTELE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Monsieur Laurent OTTAVI donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Séverine DOS SANTOS donne procuration à Monsieur Julien KARAM, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

Jérôme TAGNON : En janvier 2024, une subvention d'un montant d'un million d'euros avait été attribuée à la Commune au titre du dispositif du CAR (Contrat d'Aménagement Régional). Deux opérations étaient prévues : la première, l'opération n° 1, la requalification et la renaturation des rues Oudinot et Ratel ; la seconde, le réaménagement et l'extension de l'école élémentaire du Parangon. L'opération n° 1 a été menée dans les délais prévus et le versement de la subvention d'un montant de 150 000 euros a donc pu être obtenu. Concernant l'opération n° 2, en raison de la fermeture de classes intervenue sur les établissements scolaires et la fermeture prochaine d'autres classes sur la rentrée scolaire 2025-2026, il est apparu nécessaire d'annuler le projet d'extension de l'école élémentaire du Parangon. De fait, afin de ne pas perdre les fonds obtenus, il y a lieu de solliciter une modification de notre contrat pour la seconde opération. Il convient de solliciter pour cela la subvention de l'opération qui a pour objet l'extension de l'École municipale des Arts, l'EMA, en vue de la création d'un pôle culturel au 20 quai Pierre Brossolette.

Par cette délibération, il est proposé d'approuver la demande de substitution de l'opération n° 2 précitée. Il est ainsi sollicité une subvention d'un montant de 850 000 euros HT, conformément au règlement d'intervention des contrats d'aménagement régionaux. Je rappelle qu'il était question d'un montant alloué d'un total d'un million d'euros. L'opération n° 1 ayant mobilisé 150 000, il nous reste un solde de 850 000 euros HT.

Elle a reçu un avis favorable en commission Transition écologique, Urba et Mobilité du 2 décembre dernier.

Avez-vous des questions ?

Sandrine PARIS-PESCAROU : Je viens de lire que des classes avaient été supprimées, quatre classes à la rentrée 2024-2025, et la fermeture prochaine de deux classes supplémentaires à la rentrée scolaire 2025-2026. Pour autant, en septembre, c'était la rentrée 2025-2026, non ? Il y a un petit souci. Cela veut dire que l'on sait déjà à l'heure actuelle qu'il y aura de nouveau des classes éventuellement fermées en 2026-2027. Il y a également eu des classes fermées à la rentrée de cette année. Combien ? Ce n'est pas précisé.

M. le Maire : C'est exactement cela. Il y a peut-être une erreur, mais il faut nous en excuser.

Sandrine PARIS-PESCAROU : C'est ce qui me gênait.

M. le Maire : Nous avons déjà fermé six classes.

Sandrine PARIS-PESCAROU : Six classes en tout : deux à la rentrée 2025-2026...

M. le Maire : Exactement.

Sandrine PARIS-PESCAROU : Là, il y a une erreur.

M. le Maire : Exactement.

Sandrine PARIS-PESCAROU : Il y en aura de nouveau deux...

M. le Maire : Entre une et deux. Une, c'est sûr ; la deuxième, c'est conditionnel.

Sandrine PARIS-PESCAROU : Combien sur l'école Gressier ?

Virginie TOLLARD : Aucune sur l'école Gressier.

Sandrine PARIS-PESCAROU : Et dans les années à venir ?

Virginie TOLLARD : Une éventuellement sur l'école...

Sandrine PARIS-PESCAROU : Éventuellement, donc il n'y a aucune certitude.

Virginie TOLLARD : Pas sur l'école Gressier. Une éventuellement sur l'école La Fontaine. Rien à voir avec le...

Sandrine PARIS-PESCAROU : D'accord. Rien à voir par rapport...

Virginie TOLLARD : Simone Veil, d'ailleurs. Pardon, je me trompe.

Sandrine PARIS-PESCAROU : Je parle de l'école Gressier, puisque l'on parle de cette école.

Virginie TOLLARD : Aucune fermeture sur Gressier.

Sandrine PARIS-PESCAROU : Ainsi, pas de fermeture cette année. Et des fermetures en 2024-2025 ?

M. le Maire : Madame PARIS, je vous propose de vous adresser une réponse écrite avec le détail de ce qui a été fourni aux Fédérations.

Sandrine PARIS-PESCAROU : Oui, parce que c'est important aussi...

M. le Maire : Bien sûr.

Sandrine PARIS-PESCAROU : ...pour voter.

M. le Maire : Non, mais cela n'a rien à voir avec le vote.

Sandrine PARIS-PESCAROU : Et par rapport au fait que l'on ne fasse pas les travaux.

M. le Maire : Qu'il y ait une coquille dans les dates, je peux comprendre, et votre intervention est parfaite là-dessus, mais pour le reste, pour les prévisions, etc., nous allons vous les adresser.

Sandrine PARIS-PESCAROU : D'accord, donc...

M. le Maire : Ce contrat d'aménagement régional, le CAR, un million d'euros que j'ai obtenu de la Région auprès de Monsieur DUGOIN-CLEMENT, nous permettait de financer au départ l'extension de Parangon. Je pense que vous avez confondu avec Gressier.

Sandrine PARIS-PESCAROU : Oui, désolée, c'est moi.

M. le Maire : Ce n'est pas grave. C'est donc Parangon. Comme nous avons un phénomène des natalités et en même temps de recul d'enfants dans toutes les villes en France, mais plus particulièrement en région parisienne dans la première couronne, toutes les mairies autour, malgré les quotas Blanquer, etc., ont tout de même abaissé le nombre d'enfants dans les classes. Aujourd'hui, nous subissons... Nous avons fait le choix – et c'est logique – de ne pas étendre les écoles et partir dans des investissements à 2,5 millions ou 3 millions. Cela permet d'ailleurs au passage aux enseignants de se réapproprier peut-être un peu plus de place, une classe supplémentaire ou autre.

Je crois que l'on pense aller vers une sorte de stabilisation, nous l'espérons, surtout que les familles qui arrivent ont aussi des enfants à placer dans les familles joinvillaises. Il y a plusieurs phénomènes qui jouent : familles, mais aussi un phénomène de scolarisation, où les familles orientent leurs enfants vers des écoles privées. Par ailleurs, d'un point de vue un peu communautaire, nous avons une communauté israélite importante qui arrive à Joinville, que nous accueillons avec le plus grand des plaisirs, et dont les enfants ne sont pas scolarisés à Joinville. Tous ces phénomènes font que des classes se ferment, mais c'est partout pareil.

(Intervention inaudible hors micro)

Et nous avons fermé une classe à Parangon.

Sandrine PARIS-PESCAROU : Oui, je me suis trompée. Au départ, j'étais à Parangon.

M. le Maire : Nous allons vous envoyer un dossier pour que vous ayez les bons chiffres.

Sandrine PARIS-PESCAROU : J'aurais aimé savoir combien exactement et si le fait de ne pas étendre la cour, du moins, se justifie.

M. le Maire : Pardon ?

Sandrine PARIS-PESCAROU : De ne pas faire les travaux d'extension.

M. le Maire : Oui, oui.

Sandrine PARIS-PESCAROU : S'il n'y a pas tant de classes que cela qui se ferment.

M. le Maire : Bien sûr, nous n'allons pas...

Virginie TOLLARD : Il y a une baisse de natalité sur la Ville et sur toutes les villes de la proche couronne, ce qui ne justifie plus d'agrandir Parangon. D'ailleurs, sur aucune des écoles du Val-de-Marne on n'agrandit d'écoles, on ne construit d'écoles, à part des écoles neuves, pour remplacer une

école vieillissante par une école neuve. Cela se fait dans le Val-de-Marne, mais sur Joinville-le-Pont, nous ne justifions pas l'agrandissement des écoles au regard de la baisse des naissances.

M. le Maire : Les projections des collèges qui m'ont été présentées par le Président Nicolas TRYZNA, Vice-Président au Département, un de tes collègues, il y a quelques mois, ne sont pas bonnes pour les collèges, puisque nous avons aussi une baisse d'enfants importante au niveau de nos collèges à venir, et déjà enclenchée.

Sandrine PARIS-PESCAROU : Les collèges de Joinville ?

M. le Maire : Oui.

Sandrine PARIS-PESCAROU : Sur le collège Jules Ferry, nous sommes déjà largement au-delà du nombre d'élèves que l'établissement doit normalement pouvoir accueillir, donc nous avons de la marge.

Virginie TOLLARD : Les naissances baissent depuis 2017, cela continue, et le nombre d'enfants scolarisés dans le Val-de-Marne baisse.

M. le Maire : Le collège, ce n'est pas nous, c'est tout de même le Département.

Sandrine PARIS-PESCAROU : Oui, mais comme vous venez de parler du Département, je vous réponds que nous sommes...

M. le Maire : Moi, je vous donne les chiffres et les tendances, mais on s'éloigne du CAR, on s'éloigne du changement d'affectation du CAR. C'est pareil, dans la question, on part sur un autre débat. Je m'engage donc à vous fournir des chiffres, des projections. Je demande aux services de bien noter tout cela et on vous fera parvenir ces projections. Bien évidemment, je suis également à votre disposition pour en parler avec les services, puisque visiblement, les Fédérations ne vous ont peut-être pas remonté ces informations. Ce n'est pas grave.

Qui est pour ?

Tony RENUCCI : Nous allons nous abstenir sur cette délibération, sur le même principe que nous nous sommes abstenus sur les deux précédentes. J'explique pourquoi.

Cette délibération explique que le siège de l'EMA – c'est écrit tel quel – sera dans ce nouveau bâtiment qui est en cours de construction, bâtiment et projet sur lesquels nous étions contre et avons voté contre déjà initialement, je le rappelle. Nous ne sommes pas contre le fait qu'il y ait de nouveaux locaux pour les jeunes qui bénéficieront de ces cours, des répétitions, etc., mais nous sommes un peu pris de court de découvrir dans cette délibération que le siège va bouger, alors même qu'au départ, on nous avait annoncé que c'était une extension des locaux.

Ensuite, je crois...

M. le Maire : Je me permets de vous couper aimablement pour vous dire que je pense que la formulation du siège n'est pas le sujet, en réalité. Nous conservons l'école de musique. Pourquoi y a-t-il formulation du siège ? Je ne sais pas. Ici, c'est une extension, tout simplement. L'école de musique est conservée, sera conservée et sera toujours entretenue, c'est une extension de l'école de musique. Le mot « siège » n'a peut-être rien à faire dans la délibération, j'assume.

En revanche, pour le CAR, j'ai la possibilité de solliciter un nouveau CAR avant la fin du mandat. Ce sera difficile, mais comme je reste conseiller régional pendant encore deux ans, je solliciterai la même subvention, Valérie PECRESSE venant d'annoncer un modèle, un nouveau *process* de subvention qui s'appelle Vert et Bleu. Ce n'est pas la trame verte et bleue, mais c'est une subvention verte et bleue qui va permettre de prendre un peu plus large encore.

Concrètement, l'extension d'école que nous repoussons du fait du nombre d'élèves en forte baisse, si je n'utilise pas et je ne réaffecte pas ces crédits sur une opération validée par la Région, je perds ces 850 000 euros, nous perdons ces 850 000 euros. C'est tout l'objet de ma démarche il y a quelques semaines à la Région, auprès des services de Valérie PECRESSE, où je suis allé porter plusieurs subventions. Elle m'a évidemment écouté et l'a réaffectée, sachant que ce n'était pas gagné. Donc, nous ne serons pas dans l'obligation, mais cette somme sera réaffectée, nous n'aurons pas à la rendre, et j'en solliciterai une autre pour d'autres projets à venir. C'est une réaffectation.

Tony RENUCCI : J'entends très bien votre explication, mais la délibération n'est pas du tout écrite dans ce sens-là. On parle de siège. Il y a peut-être une erreur de formulation, mais on comprend tout de même qu'on bouge énormément de salles de cours, auditoriums, sièges administratifs, donc on se pose la question de ce qui va rester sur l'île Fanac. De plus, on dit que le site sur l'île Fanac a été fragilisé lors d'épisodes de crue et que son accès est trop contraint. Selon la façon dont c'est rédigé,

on a franchement et sincèrement l'impression qu'on bouge tout, ce qui n'est peut-être pas une mauvaise chose en soi...

Virginie TOLLARD : On agrandit. C'est simple, quand même.

Tony RENUCCI : Je dis juste que quand on le découvre en le lisant comme ça, honnêtement, cela suscite une interrogation que je partage, raison pour laquelle nous nous abstenons. J'entends votre explication là-dessus. Là, ce n'est pas clair sur le devenir du site Fanac.

Jérôme TAGNON : Pour nous, c'est clair, mais voilà, j'entends.

Nous passons au vote. Qui est pour ? Qui s'abstient ? Merci.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE,

Article 1^{er} : Solliciter un avenant de modification du contrat d'aménagement régional, afin de substituer l'opération de réaménagement et d'extension de l'école élémentaire du Parangon (opération n° 2) par la nouvelle opération ayant pour objet l'extension de l'école municipale des arts (EMA) en vue de la création d'un Pôle culturel sis, 20 quai Pierre Brossolette à JOINVILLE-LE-PONT, dont les travaux, d'un montant de 1 736 243€ HT plafonné à 1 700 000€ HT, pourraient démarrer en janvier 2027 et de s'engager à réaliser cette nouvelle opération au plus tard dans les trois ans qui suivent le vote de la substitution par la commission permanente du conseil régional d'Île-de-France.

Article 2 : S'engage :

- Sur le programme définitif et l'estimatif de chaque opération ;
- Sur le plan de financement, ci-annexé ;
- Sur une participation minimale de la commune du montant total du contrat selon les dispositions législatives et réglementaires en vigueur ;
- Sur la maîtrise foncière et/ou immobilière de l'assiette des opérations du CAR ;
- Sur la fourniture des éléments nécessaires à la présentation à la commission permanente du Conseil régional d'Île-de-France de l'ensemble des opérations prévues au CAR pour attribution de subventions dans un délai de trois ans à compter de son approbation par la commission permanente du conseil régional ;
- A assurer la prise en charge des dépenses de fonctionnement et d'entretien des opérations liées au CAR ;
- A ne pas commencer les travaux avant l'approbation du contrat par la commission permanente du Conseil Régional d'Île-de-France et, pour chacune des opérations inscrites au programme, de l'approbation de la convention de réalisation correspondant à chaque opération, ou le cas échéant, de l'approbation de démarrage anticipé pour chaque opération inscrite au CAR ;
- A maintenir la destination des équipements financés pendant au moins dix ans ;
- A mentionner la participation de la Région Île-de-France et à apposer son logo type dans toute action de communication.

Article 3 : Sollicite auprès de la Présidente du conseil régional Île-de-France l'attribution d'une subvention de 850 000 € HT.

Article 4 : Autoriser Monsieur le Maire, ou le cas échéant l'élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L.2122-18 du code général des collectivités territoriales, ou l'élu remplaçant le Maire en vertu de l'article L.2122-17 du même code, à signer tout acte relatif à la présente délibération.

Pour : (24)

Monsieur Olivier DOSNE (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Francis SELLAM (Liste "Joinville avec vous"), Madame Chantal DURAND (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Michel DESTOUCHES (Liste "Joinville avec vous"), Madame Virginie TOLLARD (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Stephan SILVESTRE (Liste "Joinville avec vous"), Madame Chantal ALLAIN (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Maxime OUANOUNOU (Liste "Joinville avec vous"), Madame Liliane REUSCHLEIN (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Brahim BAHMAD (Liste "Joinville avec vous"), Madame Corinne FIORENTINO (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Laurent OTTAVI (Liste "Joinville avec vous"), Madame Anne MAROLLEAU (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Jérôme TAGNON (Liste "Joinville avec vous"), Madame Hélène DECOTIGNIE (Liste "Joinville avec vous"), Madame Stéphanie BRANCO (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Olivier LAVIGNE (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur

Conseil Municipal – séance du 9 décembre 2025

Frédéric GOMES (Liste "Joinville avec vous"), Madame Murielle VILLETTELLE (Liste "Joinville avec vous"), Madame Béatrice NICOLAS-DARROU (Liste "Joinville avec vous"), Madame Séverine DOS SANTOS (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Julien KARAM (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Guillaume LEVANNIER (Liste "Joinville avec vous"), Madame Laura MANACH (Liste "Joinville avec vous")

Abstention : (6)

Madame Sandrine PARIS-PESCAROU (), Monsieur Philippe PLATON (), Monsieur Jean-François CLAIR (Liste "JAJI J'agis j'innove pour Joinville-le-Pont"), Madame Carmen PEREZ (Liste "JAJI J'agis j'innove pour Joinville-le-Pont"), Monsieur Maxence GEORGEAUD (Liste "JAJI J'agis j'innove pour Joinville-le-Pont"), Monsieur Tony RENUCCI (Liste "JAJI J'agis j'innove pour Joinville-le-Pont")

Contrat d'aménagement régional de la commune de Joinville (94) - Substitution de l'opération n° 2

| OPERATIONS (1) | MONTANT OPERATIONS PROPOSEES EN € HT (2) | MONTANT RETENU PAR LA REGION EN € HT (3) | ECHEANCIER PREVISIONNEL DE REALISATION | | | | DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGIONALE | |
|---|---|--|--|--------------|--------------|----------------|---|------------------|
| | | | 2024 (4) | 2025 (4) | 2026 (4) | 2027 (4) | Taux % (5) | Montant en € (6) |
| Opération 1 : requalification et renaturation des voies Ratel et Oudinot* | 633 745,00 € | 300 000,00 € | 633 745,00 | | - | - | 50 % | 150 000,00 € |
| Opération 2 : extension de l'École Municipale des Arts (EMA) en vue de la création d'un pôle culturel** | 2 076 243,00 € | 1 700 000,00 € | | 212 400,00 € | 700 000,00 € | 1 163 843,00 € | 50 % | 850 000,00 € |
| TOTAL | 2 709 988,00 € | 2 000 000,00 € | 633 745,00 € | 212 400,00 € | 700 000,00 € | 1 163 843,00 € | | |
| | DOTATION PREVISIONNELLE MAXIMUM REGION | | 316 872,50 € | 106 200,00 € | 350 000,00 € | 581 921,50 € | | 1 000 000,00 € |

*Opération soldée - montant de la subvention reçu

** Opération qui se décompose ainsi :

Achat des locaux brut de béton : 826 243 € HT

Aménagement des locaux : 1 250 000 € HT

20 . Approbation de la convention d'effacement entre la commune et la Société Orange relative à la modification des réseaux de télécommunication Boulevard des Alliés

Un réseau de communications électroniques de l'opérateur Orange est présent boulevard des Alliés sur le trottoir, du côté du complexe sportif. La Commune a donc demandé à l'opérateur de prévoir l'enfouissement de ce réseau.

Le plan d'intervention est annexé à la convention.

Dans ce cadre, la Commune se doit d'indemniser l'Opérateur du déplacement de ses ouvrages et de rembourser des dépenses que l'Opérateur engagera au titre la convention proposée.

Le montant des études et des travaux pris en charge par le Maître d'Ouvrage s'élèvent à la somme totale de 4 931,52 € TTC. Cette somme correspond au déplacement de la fibre, la commune se chargeant par ailleurs des travaux de génie civil.

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'approuver le projet de la convention d'effacement relative à la modification des réseaux de télécommunications sur le boulevard des Alliés entre la Commune de Joinville-le-Pont et la société Orange et d'autoriser le Maire à signer cette convention.

| | |
|-----------------------------------|---|
| Principaux textes réglementaires | - article L.2224-35 du Code Général des Collectivités Territoriales - article L.2411-1 du Code de la commande publique |
| Principaux documents de référence | - projet de convention d'effacement relative à la modification des réseaux de télécommunications entre la Commune de Joinville-le-Pont et la société Orange sur le boulevard des Alliés à Joinville-le-Pont |

A reçu un avis favorable en Commission Transition écologique, Urbanisme et Mobilité du 2 décembre 2025.

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Madame Corinne FIORENTINO, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Olivier LAVIGNE, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETELLE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS, Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Monsieur Laurent OTTAVI donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

Jérôme TAGNON : Un réseau de l'opérateur Orange est présent boulevard des Alliés sur le trottoir du côté du complexe sportif. La Commune a donc demandé à l'opérateur de prévoir l'enfouissement de ce réseau. La Commune se doit donc d'indemniser l'opérateur des dépenses engagées au titre de la convention proposée. Cette dépense est de l'ordre de 5 000 euros.

Il est donc proposé au conseil municipal d'approuver le projet de la convention d'effacement. A reçu un avis favorable en commission Urba.

Avez-vous des questions ?

Carmen PEREZ : Juste une question, parce que j'ai tout de même un peu de mal à comprendre.

Pourquoi est-ce la Ville qui doit prendre en charge ces travaux ? Pourquoi est-ce nous qui devons... ?

Jérôme TAGNON : Anne ?

(Intervention inaudible hors micro)

L'opérateur n'est pas obligé de le faire.

Carmen PEREZ : Voilà, ils ne sont pas obligés de le faire. C'est nous qui le demandons, c'est cela ?

(Intervention inaudible hors micro)

Carmen PEREZ : OK, ça marche.

Jérôme TAGNON : Y a-t-il d'autres questions ? *(Pas de questions)*

Qui est pour ? Merci.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : Approuve le projet de convention d'effacement relative à la modification des réseaux de télécommunications entre la Commune de Joinville-le-Pont et la société Orange sur le boulevard des Alliés à Joinville-le-Pont.

Article 2 : Autorise Monsieur le Maire ou le cas échéant l'élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L.2122-18 du Code général des collectivités territoriales ou l'élu remplaçant le Maire en vertu de l'article L.2122-17 du même code, à signer cette convention et à prendre toutes les mesures en application de cette délibération.

21 . Approbation de la convention d'effacement entre la commune et la Société Orange relative à la modification des réseaux de télécommunication avenue Oudinot

Dans le cadre de travaux de voirie comprenant notamment la réfection complète des trottoirs sur l'avenue Oudinot, la Commune a demandé à l'opérateur Orange l'enfouissement de ses ouvrages de communications électroniques, à l'exception de ceux situés devant les habitations des numéros 42 et 43 de l'avenue Oudinot.

Le plan d'intervention est annexé à la convention.

Dans ce cadre, la Commune se doit d'indemniser l'Opérateur du déplacement de ses ouvrages et de rembourser des dépenses que l'Opérateur engagera au titre la convention proposée.

Le montant des études et des travaux pris en charge par la ville s'élèvent à la somme totale de 6 730,08 € TTC.

La commune a commencé la reprise de trottoir en prévoyant le passage des fourreaux pour le réseau Orange. L'opérateur pourra donc intervenir à sa convenance. L'impact sur les trottoirs sera uniquement l'enlèvement des deux poteaux restants.

Je vous propose donc d'approuver le projet de la convention d'effacement relative à la modification des réseaux de télécommunications sur l'avenue Oudinot entre la Commune et la société Orange

d'autoriser le Maire à signer cette convention.

| | |
|-----------------------------------|--|
| Principaux textes réglementaires | - article L.2224-35 du Code général des collectivités Territoriales - article L.2411-1 du Code de la commande publique |
| Principaux documents de référence | - projet de convention d'effacement relative à la modification des réseaux de télécommunications entre la Commune de Joinville-le-Pont et la société Orange sur l'avenue Oudinot à Joinville-le-Pont |

A reçu un avis favorable en Commission Transition écologique, Urbanisme et Mobilité du 2 décembre 2025.

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliâne REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Madame Corinne FIORENTINO, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Olivier LAVIGNE, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETTELLE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS, Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Monsieur Laurent OTTAVI donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

Jérôme TAGNON : Dans le cadre des travaux de voirie de l'avenue Oudinot, la Commune a demandé également à l'opérateur Orange l'enfouissement de ses ouvrages. La Commune se doit donc d'indemniser de nouveau l'opérateur des dépenses engagées, pour un montant, cette fois-ci, de l'ordre de 6 700 euros.

Je vous propose là encore d'approuver le projet de convention d'effacement. Elle a reçu un avis favorable en commission Urba.

Avez-vous de nouvelles questions ? (*Pas de questions*)

Qui est pour ? Merci.

22 . Approbation de la convention d'effacement entre la commune et la Société Orange relative à la modification des réseaux de télécommunication Avenue Gounod

7 225,08 € TTC.

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'approuver le projet de la convention d'effacement relative à la modification des réseaux de télécommunications sur l'avenue Gounod entre la Commune de Joinville-le-Pont et la société Orange et d'autoriser le Maire à signer cette convention.

| | |
|-----------------------------------|---|
| Principaux textes réglementaires | - article L.2224-35 du Code Général des Collectivités Territoriales - article L.2411-1 du Code de la commande publique |
| Principaux documents de référence | - projet de convention d'effacement relative à la modification des réseaux de télécommunications entre la Commune de Joinville-le-Pont et la société Orange sur l'avenue Gounod à Joinville-le-Pont |

A reçu un avis favorable en Commission Transition écologique, Urbanisme et Mobilité du 2 décembre 2025.

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Madame Corinne FIORENTINO, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Olivier LAVIGNE, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETELLE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS, Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Monsieur Laurent OTTAVI donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

Jérôme TAGNON : Il s'agit d'une nouvelle opération Orange, engagée, qui sera indemnisée au profit de la Ville, pour une somme totale d'un peu plus de 7 000 euros.

Il est donc proposé au conseil municipal d'approuver le projet de la convention d'effacement. A reçu un avis favorable en commission Urba.

Qui est pour ?

Carmen PEREZ : Sur cette délibération, j'aurais bien aimé comprendre pourquoi, puisque nous souhaitions enterrer ces réseaux, cela n'a pas été fait l'été dernier lorsque nous avons fait les travaux d'assainissement avenue Gounod sur cette même parcelle de rue. Pourquoi ne pas avoir profité de cette occasion pour le faire en même temps ? Cela aurait fait des frais partagés.

A.B (hors micro): Orange n'était pas prêt.

Carmen PEREZ : Et c'est nous qui payons parce qu'ils n'étaient pas prêts ?

Jérôme TAGNON : Il y a une temporalité...

M. le Maire : Vous découvrez le monde merveilleux des mairies !

Déjà, je vous remercie, parce que tout le monde n'a pas posé ce genre de question, donc vous avez lu la délibération, merci. Bravo, d'ailleurs, parce qu'il y a une vraie question. En réalité, avec Orange, nous avons eu de grandes joies, mais aussi de grandes difficultés. Je pense au fibrage de l'île Fanac : c'était une rigolade perpétuelle entre le Département, le poteau, le truc... C'était reporté constamment. Quand on démarre une opération, si Orange n'a pas mis ses services en branle ou en activité...

Mais il ne faut pas croire que nous sommes tout le temps perdants, je pense que ce genre d'opération est assez exceptionnel. Il faut la voir dans le cadre d'une opération parfois aussi globale, parce que

quand on prend une rue dans le cadre d'un CAR, d'un contrat d'aménagement régional ou autre, ou d'une intervention de la Métropole, tout ça est absorbé par des subventions très importantes de 200 000, 300 000, 400 000, 500 000 euros. Ici, ce n'est pas le cas, nous vous le présentons en conseil. Votre question est fondée. Voilà, il n'y a rien à dire de plus.

Si vous voulez, vous pouvez – cela m'arrangerait – saisir Orange en leur demandant des comptes.

On a de très bonnes relations avec Orange. Il n'y a pas que la ville de Joinville qui...

Carmen PEREZ : Il n'y a pas moyen de faire pression en leur disant...

M. le Maire : Vous avez lu la délibération, bravo.

Carmen PEREZ : « Nous ne sommes pas responsables de votre retard, ce n'est pas à nous de prendre en charge ».

M. le Maire : Merci, Madame.

Jérôme TAGNON : Sachant qu'on essaye en général de coordonner les différents corps de métier. C'est aussi le cas pour l'assainissement : lorsque l'on fait les voiries, on n'arrive pas toujours à mettre tout le monde sur la même...

Carmen PEREZ : Oui, ça semble logique.

Jérôme TAGNON : Y a-t-il d'autres questions ? (*Pas de questions*)

Qui est pour ? Merci, à l'unanimité.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : Approuve le projet de convention d'effacement relative à la modification des réseaux de télécommunications entre la Commune de Joinville-le-Pont et la société Orange sur l'avenue Gounod à Joinville-le-Pont.

Article 2 : Autorise Monsieur le Maire ou le cas échéant l' élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L.2122-18 du Code général des collectivités territoriales ou l' élu remplaçant le Maire en vertu de l'article L.2122-17 du même code, à signer ces conventions et à prendre toutes les mesures en application de cette délibération.

23 . Approbation de l'avenant de prolongation de la convention relative à la mise en place du projet éducatif de territoire (PEDT) pour l'année scolaire 2025-2026

Nous consacrons d'importants moyens à notre politique en faveur de l'Enfance. À titre d'exemple, nous pouvons citer :

- La construction d'une extension dédiée principalement à l'accueil de loisirs Jean-Jacques Gressier, attenante à la nouvelle cour Oasis, ainsi qu'aux cours Oasis des écoles Polangis Maternelle et Eugène Voisin ;
- L'amélioration de l'offre périscolaire grâce à des activités éducatives de qualité ;
- L'outil de citoyenneté qu'est notre Conseil Municipal des Enfants ;
- L'enrichissement de l'offre de restauration scolaire avec l'augmentation de la part de produits biologiques ;

- La professionnalisation continue de notre personnel en charge de l'accompagnement des enfants.

Depuis 2018, la Commune de Joinville-le-Pont a structuré la cohérence et la complémentarité de ses actions éducatives par la mise en place d'un Projet Éducatif De Territoire (PEDT), complété depuis fin 2022 par le Plan mercredi.

Il s'agit d'un label garantissant un haut niveau de qualité des temps périscolaires, en particulier ceux du mercredi. Il engage la commune et ses équipes autour des exigences suivantes :

- **Un taux d'encadrement renforcé**, supérieur aux normes réglementaires.
- **La professionnalisation des équipes**, incluant des parcours statutaires et de formation, ainsi que l'annualisation du temps de travail intégrant les temps de préparation, de réunion et d'évaluation.
- **Des projets pédagogiques structurés et des lieux d'accueil adaptés** aux besoins et au bien-être des enfants.
- **Une contribution active à l'inclusion et à la lutte contre les discriminations**, afin de garantir l'accueil de tous dans des conditions équitables.

En février 2023, le Conseil Municipal a validé le renouvellement du PEDT/Plan mercredi pour une durée de 3 ans, soit jusqu'au 31 août 2025, renouvelable.

Sur les recommandations du SDJES (Service Départemental de la Jeunesse, de l'Engagement et des Sports), il est proposé de prolonger cette convention entre la commune, la Direction Académique des Services de l'Éducation Nationale du Val-de-Marne (DASEN) et la Caisse d'Allocations Familiales du Val-de-Marne (CAF), par avenant jusqu'au 12 décembre 2026 afin de mobiliser la communauté éducative autour d'objectifs partagés.

Dès lors, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver l'avenant de prolongation de la convention relative à la mise en place du Projet Éducatif de Territoire de la commune pour l'année 2025-2026, et d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document afférent.

| | |
|-----------------------------------|--|
| Principaux textes réglementaires | <ul style="list-style-type: none"> - délibération n°14 du Conseil Municipal du 15 février 2023 - délibération 21 Conseil Municipal du 29 mars 2018 - articles L551, L551-13 et D.521-12 du code de l'éducation - articles R227-1, R227-16 et R227-20 du code de l'action sociale et des familles - décret n°2013-707 du 2 août 2013 relatif au projet éducatif territorial - arrêté du 21 décembre 2020 portant organisation de la délégation régionale académique à la jeunesse, à l'engagement et aux sports et des services départementaux de la jeunesse, de l'engagement et des sports de la région académique d'Île-de-France - protocole du 15 décembre 2020 prévu par le décret du 9 décembre 2020 relatif aux compétences des autorités académiques dans le domaine des politiques de la jeunesse, de l'éducation populaire, de la vie associative, de l'engagement civique et des sports et à l'organisation des services chargés de leur mise en œuvre populaire, de l'engagement civique et de la vie associative |
| Principaux documents de référence | <ul style="list-style-type: none"> - avenant de prolongation à la convention relative à la mise en place du Projet Éducatif De Territoire pour l'année 2025-2026 |

A reçu un avis favorable en Commission Enfance et Jeunesse du 1^{er} décembre 2025.

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Madame Corinne FIORENTINO, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Olivier LAVIGNE, Monsieur

Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETELLE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS, Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Monsieur Laurent OTTAVI donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

Murielle VILLETELLE : Depuis 2018, la Commune s'est dotée d'un PEdT pour renforcer la cohérence des actions éducatives : périscolaire, loisirs, restauration, projet pédagogique, conseil municipal des enfants, professionnalisation des équipes. En 2023, ce PEdT a été renouvelé pour trois ans, jusqu'au 31 août 2025.

Le Service départemental de la Jeunesse, de l'Engagement et des Sports, autrement dit le SDJES, recommande de prolonger la convention avec la DASEN (Direction Académique des Services de l'Éducation Nationale) et la CAF (Caisse d'Allocations Familiales) jusqu'au 12 décembre 2026 *via* un avenant, l'objectif étant de maintenir le label, respecter les exigences de la qualité et continuer à fédérer l'ensemble des acteurs éducatifs autour de priorités communes.

La prolongation permet de continuer à assurer un taux d'encadrement renforcé, supérieur aux normes, la professionnalisation des équipes, des projets pédagogiques structurés dans des lieux adaptés, une politique forte d'inclusion et de lutte contre les discriminations, et la qualité reconnue des temps périscolaires, notamment du mercredi.

La délibération a reçu un avis favorable de la commission Enfance.

Avez-vous des questions ? (*Pas de questions*)

Je propose donc de soumettre au vote cette demande de prolongation du PEdT. Qui est pour ? Avis contraires ? Unanimité.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : Approuve le projet d'avenant relatif à la prolongation de la convention relative à la mise en place du Projet Éducatif De Territoire/Plan mercredi de la Commune jusqu'au 12 décembre 2026.

Article 2 : : Autorise le Maire, ou le cas échéant l'élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L.2122- 18 du Code général des collectivités territoriales, ou l'élu remplaçant le Maire en vertu de l'article L.2122-17 du même code, à signer la convention et à prendre toutes les mesures en application de cette délibération.

24 . Approbation de la convention d'objectifs et de financement avec la caisse d'allocations familiales du Val-de-Marne au titre de l'investissement sur fonds locaux au profit des structures d'accueil de l'enfance ou de la jeunesse pour l'accueil de loisirs Joseph Jouglà

La Caisse d'Allocations Familiales du Val-de-Marne (CAF) est partenaire de la commune depuis plusieurs années. Elle apporte son concours au développement des équipements et des services de proximité portant sur l'accueil des enfants (0-17 ans).

Il est prévu d'aménager un nouvel espace dédié principalement aux activités de l'accueil de loisirs afin de permettre une meilleure qualité de service à la communauté éducative du site maternel Joseph Jouglu.

Ce nouvel espace est situé au rez-de-chaussée de l'extension de l'école maternelle Polangis dénommé accueil de Loisirs Jouglu, laissant ainsi tout ce niveau à l'usage principal des activités de l'accueil de loisirs.

L'objectif de ce projet d'aménagement en mobilier est d'améliorer et de développer les services rendus en direction des enfants et des familles.

Dans ce cadre, la CAF du Val-de-Marne prévoit un soutien financier à hauteur de 80 % calculé sur le coût prévisionnel du programme retenu. Le coût du programme est évalué à 10 115 euros HT, soit 12 178 euros TTC, pour une aide accordée de 8 092 euros.

Afin d'obtenir cette subvention, il convient de signer une convention avec la caisse d'allocation familiales du Val-de-Marne.

Ainsi, il est proposé au conseil municipal d'approuver la convention d'objectifs et de financement relative à l'investissement sur fonds locaux en faveur des structures d'accueil de l'enfance et de la jeunesse, au bénéfice de l'accueil Jouglas, et d'autoriser Monsieur le Maire à la signer avec la CAF du Val-de-Marne.

| | |
|-----------------------------------|---|
| Principaux documents de référence | - convention d'objectif et de financement au titre de l'investissement sur fonds locaux au profit des structures d'accueil de l'enfance et de la jeunesse n°202500157 |
|-----------------------------------|---|

A reçu un avis favorable en Commission Enfance et Jeunesse du 1^{er} décembre 2025.

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Madame Corinne FIORENTINO, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Olivier LAVIGNE, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETELLE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS, Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Monsieur Laurent OTTAVI donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

Murielle VILLETELLE : La CAF du Val-de-Marne accompagne depuis plusieurs années la Commune dans le financement des équipements destinés à l'enfance et à la jeunesse. La Ville prévoit d'aménager un nouvel espace dédié à l'accueil de loisirs situé au rez-de-chaussée de l'extension de l'école maternelle Polangis.

L'aménagement mobilier vise à améliorer les conditions d'accueil des enfants, développer les services offerts aux familles, réserver entièrement ce niveau de bâtiment aux activités périscolaires et de loisirs.

La CAF propose une aide importante avec un coût total qui s'élève à 12 115 euros HT, avec une subvention de la CAF à hauteur de 80 %, soit un montant de l'aide qui s'élève à 8 092 euros. L'obtention de ce financement nécessite donc la signature d'une convention d'objectifs et de financement, en sachant que ladélégation a obtenu un avis favorable de la commission Petite Enfance.

Avez-vous des questions ?

Tony RENUCCI : J'ai deux questions. En lisant la convention CAF, on mentionne 210 places périscolaires et 100 places extrascolaires. Quelle est la différence entre périscolaire et extrascolaire ?

Deuxième question : quand auront lieu les travaux ? Sur la convention, de ce que je comprends, on a deux ans pour les faire avant de pouvoir bénéficier du financement ou de dépenser, je ne sais plus exactement. En tout cas, il y a une date annoncée de deux ans. Donc, quand est-ce qu'ils auront lieu ?

Murielle VILLETELLE : Ce que l'on entend par périscolaire, ce sont toutes les activités qui ont lieu pendant les heures du temps éducatif ; les activités extrascolaires, ce sont des activités qui ont lieu en dehors des temps scolaires, c'est-à-dire qui ont lieu pendant les mercredis et les vacances scolaires.

Quant à votre question sur quand est-ce que les travaux vont commencer, c'est quelque part en train d'être fait et c'est fait. On est en train d'aménager tout cet espace dans la continuité de l'amélioration de ces aménagements d'espace.

Est-ce qu'on peut passer au vote ? Qui est pour ? Qui est contre ?

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : Approuve le projet de convention d'objectifs et de financement au titre de l'investissement sur fonds locaux au profit des structures d'accueil de l'enfance ou de la jeunesse entre la CAF du Val-de-Marne et la commune de Joinville-le-Pont.

Article 2 : Autorise le Maire, ou le cas échéant l' élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L.2122-18 du Code général des collectivités territoriales, ou l' élu remplaçant le Maire en vertu de l'article L.2122-17 du même code, à signer la convention et à prendre toutes les mesures en application de cette délibération.

25 . Approbation de la convention d'objectifs et de financement avec la caisse d'allocations familiales du Val-de-Marne au titre de l'investissement sur fonds locaux au profit des structures d'accueil de l'enfance ou de la jeunesse pour l'accueil de loisirs du p'tit gibus

La Caisse d'Allocations Familiales du Val-de-Marne (CAF) est partenaire de la commune depuis plusieurs années. Elle apporte son concours au développement des équipements et des services de proximité portant sur l'accueil des enfants (0-17 ans).

Il est prévu d'aménager un nouvel espace, dédié principalement aux activités de l'accueil de loisirs, afin de permettre une meilleure qualité de service à la communauté éducative du site maternel P'tit Gibus.

Ce nouvel espace est situé au rez-de-chaussée de l'école maternelle P'tit Gibus, laissant ainsi tout cet espace à l'usage principal des activités de l'accueil de loisirs.

L'objectif de ce projet d'aménagement en mobilier est d'améliorer et de développer les services rendus en direction des enfants et des familles.

Dans ce cadre, la CAF du Val-de-Marne prévoit un soutien financier à hauteur de 80 % calculé sur le coût prévisionnel du programme retenu.

Le coût du programme est évalué à 10 115 euros HT, soit 12 178 euros TTC, pour une aide accordée de 8 092 euros.

Afin d'obtenir cette subvention, il convient de signer une convention avec la caisse d'allocation familiales du Val-de-Marne.

Ainsi, il est proposé au conseil municipal d'approuver la convention d'objectifs et de financement relative à l'investissement sur fonds locaux en faveur des structures d'accueil de l'enfance et de la jeunesse, au bénéfice de l'accueil du P'tit Gibus, et d'autoriser Monsieur le Maire à la signer avec la CAF du Val-de-Marne.

| | |
|-----------------------------------|---|
| Principaux documents de référence | - convention d'objectif et de financement au titre de l'investissement sur fonds locaux au profit des structures d'accueil de l'enfance et de la jeunesse n°202500189 |
|-----------------------------------|---|

A reçu un avis favorable en Commission Enfance et Jeunesse du 1^{er} décembre 2025.

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Madame Corinne FIORENTINO, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Olivier LAVIGNE, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETTELLE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS, Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Monsieur Laurent OTTAVI donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

Murielle VILLETTELLE : C'est *grosso modo* la même chose qu'avec le centre de loisirs Jougla. La CAF du Val-de-Marne est un partenaire, comme vous le savez, historique de la Ville et soutient les équipements destinés aux enfants et aux jeunes.

Nous prévoyons l'aménagement d'un nouvel espace dédié à l'accueil de loisirs situé au rez-de-chaussée de l'école maternelle P'tit Gibus.

La CAF propose pareil un soutien financier, sachant que le coût total du programme s'élève à 10 115 euros, avec un taux de subvention de la CAF de 80 %, soit un montant de l'aide accordée de 8 092 euros.

La délibération a obtenu un avis favorable de la commission Petite Enfance et Enfance, donc je vous propose de soumettre au vote cette convention de financement.

Tony RENUCCI : Même question : est-ce que c'est un aménagement qui est en cours ou qui va venir ?

Murielle VILLETTELLE : Qui est en cours.

On passe au vote. Avis favorables ? Avis contraires ? Il n'y en a pas. Merci beaucoup.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : Approuve le projet de convention d'objectifs et de financement au titre de l'investissement sur fonds locaux au profit des structures d'accueil de l'enfance ou de la jeunesse entre la CAF du Val-de-Marne et la commune de Joinville-le-Pont.

Article 2 : Autorise le Maire, ou le cas échéant l' élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L.2122-18 du Code général des collectivités territoriales, ou l' élu remplaçant le Maire en vertu de l'article L.2122-17 du même code, à signer la convention et à prendre toutes les mesures en application de cette délibération.

26 . Approbation de la convention conclue avec l'UFCV Île-de-France pour l'organisation d'une session de formation au BAFA

Dans le cadre de sa politique en faveur de la jeunesse et de la formation à l'animation, la Commune souhaite proposer aux jeunes Joinvillais la possibilité de suivre une formation au Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur (BAFA) sur le territoire communal.

Cette formation constitue un premier niveau de qualification dans le domaine de l'animation et permet à de nombreux jeunes de s'engager dans les structures d'accueil collectives de mineurs (centres de loisirs, séjours de vacances, etc.), tout en développant leurs compétences éducatives et relationnelles.

Afin de mettre en place cette action, la Commune a sollicité l'UFCV Île-de-France (*Union Française des Centres de Vacances*), un organisme national reconnu concernant l'éducation populaire et agréé par le ministère de la Jeunesse. L'UFCV est un acteur majeur de la formation dans les domaines de l'animation, de la jeunesse et du social.

La formation BAFA (session de base) sera organisée du 28 février au 7 mars 2026, à l'Hôtel de Ville (salle Sellam). Elle pourra accueillir jusqu'à 40 stagiaires.

Le coût de la formation est fixé à 360 euros par participant. Afin de soutenir l'accès des jeunes Joinvillais à cette formation, le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) prendra en charge une partie du coût, à hauteur de 150 euros par stagiaire. Le reste à charge pour chaque jeune sera donc de 210 euros.

Une convention précisant les engagements respectifs de la commune et de l'UFCV Île-de-France doit être établie afin d'encadrer l'organisation de cette session.

Ainsi, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver le projet de convention relative à l'action de formation à l'animation volontaire dans le cadre du BAFA entre la commune et l'UFCV Ile-de-France

| | |
|-----------------------------------|--|
| Principaux documents de référence | - convention relative à l'action de formation à l'animation volontaire dans le cadre du BAFA entre la commune de Joinville-le-Pont et l'UFCV Ile-de-France |
|-----------------------------------|--|

A reçu un avis favorable en Commission Enfance et Jeunesse du 1^{er} décembre 2025.

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Madame Corinne FIORENTINO, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Olivier LAVIGNE, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETTELE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS, Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Monsieur Laurent OTTAVI donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absent(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

Chantal ALLAIN : Comme vous l'avez vu, nous avons changé d'organisme, qui est un petit peu moins cher. La session de BAFA (Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur) va se faire entre le 28 février et le 7 mars. Elle pourra accueillir 40 stagiaires. Le coût de la formation est fixé à 360 euros par participant.

Afin de soutenir l'accès des jeunes joinvillais à cette formation, le Centre Communal d'Action Sociale prendra en charge une partie du coût, à hauteur de 150 euros par stagiaire. Le reste à charge pour chaque jeune sera donc de 210 euros.

Actuellement, nous avons 20 jeunes qui sont inscrits. Nous attendons que ce soit voté au conseil municipal pour leur téléphoner et leur dire qu'ils sont bien sur la liste. Il reste donc des places à pourvoir.

Avez-vous des questions ? (*Pas de questions*)

On passe au vote. Qui est pour ? Merci.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : Approuve le projet de convention relative à l'action de formation à l'animation volontaire dans le cadre du BAFA entre la Commune et l'UFCV Ile-de-France

Article 2 : Autorise Monsieur le Maire ou le cas échéant l' élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L.2122-18 du Code général des collectivités territoriales, ou l' élu remplaçant le Maire en vertu de l'article L.2122-17 du même code, à signer cette convention et à prendre toutes les mesures en application de cette délibération.

27 . Approbation des conventions d'objectifs et de financements avec la caisse d'allocations familiales du Val-de-Marne dans le cadre de la prestation de service unique pour les établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE)

La Caisse d'Allocations Familiales du Val-de-Marne accompagne la politique Petite Enfance de la commune de Joinville-le-Pont en finançant ses Etablissements d'Accueil du Jeune Enfant (EAJE), dans le cadre de la Prestation de Service Unique et des bonus qui y sont associés.

Ce soutien se matérialise par la signature de Conventions d'Objectifs et de Financement (COF). Celles relatives à la « prestation de service unique », conclues entre la CAF du Val-de-Marne et les EAJE de la Commune en 2022 et modifiées par un avenant en 2024 pour une prolongation, arrivent à échéance le 31 décembre 2025 et doivent être renouvelées.

Ces conventions définissent les modalités du soutien financier apporté par la CAF aux EAJE municipaux. Elles fixent les conditions d'accueil et poursuivent trois objectifs principaux :

- Lutter contre les inégalités sociales et territoriales ;
- Permettre aux parents de concilier vie familiale et vie professionnelle ;
- Organiser l'accueil des enfants en situation de handicap.

La « prestation de service unique » (PSU) contribue à la mixité des publics accueillis et garantit l'accessibilité pour tous les enfants, quel que soit le niveau d'activité ou de ressources des parents, et permet de répondre aux besoins spécifiques des familles (horaires atypiques, situations d'urgence, etc.).

A cette prestation, s'ajoute notamment :

- Un bonus « inclusion handicap », destiné à favoriser l'inclusion des enfants en situation de handicap ;

- Un « bonus mixité sociale », soutenant l'accueil des enfants issus de familles vulnérables ;
- Un bonus territoire CTG, attribué aux communes ayant signé une Convention Territoriale Globale (CTG)...

En 2024, la CAF a versé à la Commune la somme de 905 449,59 € au titre de la « prestation de service unique ». Ce montant correspond à 66 % du prix de revient horaire d'un EAJE, dans la limite du plafond fixé par la Caisse Nationale des Allocations Familiales, déduction faite des participations familiales.

Afin d'assurer la continuité du partenariat, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver les projets de conventions d'Objectifs et de Financement relatives à la « prestation de service unique » entre la CAF du Val-de-Marne et les cinq EAJE municipaux pour la période du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2026.

À titre exceptionnel, cette convention portera sur une seule année. Les prochaines conventions seront établies en cohérence avec le calendrier de la Convention Territoriale Globale, afin de garantir la stabilité du financement et l'harmonisation des dispositifs.

Ainsi, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver les projets de Conventions d'Objectifs et de Financement relatives à la « prestation de service unique » entre la Caisse d'Allocations Familiales du Val-de-Marne et les cinq établissements d'Accueil du Jeune Enfant de la Commune pour la période du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2026.

| | |
|-----------------------------------|---|
| Principaux textes réglementaires | - délibération n°6 du Conseil Municipal du 29 mars 2022 - délibération n°43 du Conseil Municipal du 11 décembre 2024 |
| Principaux documents de référence | - projets de Conventions d'Objectifs et de Financement relatives à la « prestation de service unique » entre la Caisse d'Allocations Familiales du Val-de-Marne et les cinq établissements d'Accueil du Jeune Enfant de la Ville de Joinville-le-Pont |

A reçu un avis favorable en Commission Enfance et Jeunesse du 1^{er} décembre 2025.

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Madame Corinne FIORENTINO, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Olivier LAVIGNE, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETTELE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS, Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Monsieur Laurent OTTAVI donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

Liliane REUSCHLEIN : Mes chers collègues, la Caisse d'Allocations familiales accompagne la politique Petite Enfance de la commune de Joinville et finance ses établissements d'accueil de jeunes enfants, autrement dit les crèches, dans le cadre de la prestation de service unique et des bonus qui y sont associés. Ce soutien se matérialise par la signature de conventions d'objectifs et de financement. Celles qui sont relatives à la prestation de service unique et qui ont été conclues entre la CAF et le Val-de-Marne arrivent à échéance au 31 décembre 2025 et doivent donc être renouvelées.

La prestation spécifique unique contribue à la mixité des publics qui sont accueillis, elle garantit l'accessibilité pour tous les enfants, quel que soit le niveau d'activité ou de ressources des parents, et permet de répondre aux besoins spécifiques des familles, notamment pour des horaires atypiques ou éventuellement des situations d'urgence.

À cette prestation s'ajoute un bonus Inclusion handicap qui favorise l'inclusion des enfants en situation

de handicap dans nos établissements, également un bonus Mixité sociale qui soutient l'accueil des enfants issus de familles plutôt vulnérables. Un bonus Territoire CTG (Convention Territoriale Globale) est attribué aux communes qui ont signé la convention territoriale globale.

Afin d'assurer la continuité du partenariat, il est proposé ce soir d'approuver les projets de convention d'objectifs et de financement qui sont relatifs à la PSU (Prestation de Spécifique Unique), simplement pour une année, pour la période du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2026. Ce sera à titre exceptionnel, parce que les conventions territoriales globales sont pour le moment en examen de ce qui a été établi, prévu et financé lors de la précédente signature de la convention. Elle ne sera renouvelée qu'à partir du moment où tous les examens des dispositions qui ont été prises dans le cadre de cette convention territoriale globale et qui concernent plusieurs services auront été véritablement examinés et auront satisfait à ce qui était proposé et ce qui a été financé.

C'est pour cela que je vous propose de bien vouloir accepter que cette convention de PSU ne soit signée que pour une année, de façon à pouvoir, l'année prochaine, être en cohérence avec la CTG, qui, là, pourra être renouvelée.

Avez-vous des questions ? (*Pas de questions*)

On peut passer au vote. Qui est pour ? Unanimité, merci.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : Approuve les projets de Conventions d'Objectifs et de Financement n°4950-14739-3, n°4950-9145-3, n°4950-9139-3, n°4950-9136-3 et n°4950-15099-1 relatives à la « prestation de service unique » entre la Caisse d'Allocations Familiales du Val-de-Marne et les cinq Établissements d'Accueil du Jeune Enfant de la Commune (multi-accueil les petits chéris, mini-crèche des Studios, mini-crèche des Canadiens, crèche familiale et multi-accueil Trampoline) pour la période allant du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2026.

Article 2 : Autorise Monsieur le Maire, ou le cas échéant l' élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L.2122-18 du Code général des collectivités territoriales, ou l' élu remplaçant le Maire en vertu de l'article L.2122-17 du même code, à signer les conventions et à prendre toutes les mesures en application de cette délibération.

28 . Approbation de la convention de financement - aide au Fonctionnement "projet local" au titre du soutien à l'exercice de la fonction parentale en la commune et la Caisse d'Allocations Familiales du Val-De-Marne

Afin de soutenir les familles joinvillaises dans l'apprentissage et l'exercice de la fonction parentale, le service Petite Enfance a décidé de lancer, en 2023, les Journées de la Petite Enfance. Ces Journées s'inscrivent dans la politique gouvernementale des 1000 premiers jours, qui fait du moment de la conception d'un enfant aux 2 premières années de sa vie une période déterminante pour son développement mais aussi pour la santé globale de l'adulte qu'il deviendra.

Ces Journées de la Petite Enfance proposent aux familles un programme qui s'étale sur toute l'année scolaire et qui comprend :

- des cafés des parents, conférences-débats sur des thématiques en lien avec le jeune enfant
- une matinée ludique parents-enfants
- une après-midi goûter-lecture
- une guinguette des tout-petits
- un atelier d'initiation aux gestes de premiers secours animé par la Croix Rouge
- des expositions de dessins réalisés par les bébés
- des journées portes-ouvertes ou forums d'information.

C'est dans le cadre de ces Journées de la Petite Enfance qu'une matinée ludique gratuite et en accès libre a été proposée aux parents joinvillais et à leurs jeunes enfants, le samedi 22 novembre 2025. Les participants ont ainsi pu profiter de différents jeux d'éveil (parcours sensoriel et moteur, cabanes Snoezelen, jeux de construction, temps de découverte musicale, espace de lecture, espace de graphisme, etc.) et d'ateliers libres parents-enfants, en présence de professionnels de la commune, que ce soit de la Petite Enfance, de la Bibliothèque ou de l'EMA, ou encore d'intervenants extérieurs.

La Caisse d'Allocations Familiales du Val-de-Marne a accepté de subventionner la commune pour l'organisation de cette matinée, en lui attribuant une aide financière de 1 500 €.

Je vous demande donc de bien vouloir approuver la convention d'objectifs et de financement – aide au fonctionnement « projet local » au titre du soutien à l'exercice de la fonction parentale avec la Caisse d'Allocations Familiales du Val-de-Marne, afin de permettre à la commune de bénéficier de cette subvention.

| | |
|-----------------------------------|--|
| Principaux textes réglementaires | - article L.214-1-2 du code de l'action sociale et des familles - COG 2023-2027 de la Branche famille |
| Principaux documents de référence | - convention d'objectifs et de financement – aide au fonctionnement « projet local » au titre du soutien à l'exercice de la fonction parentale avec la Caisse d'Allocations Familiales du Val-de-Marne |

A reçu un avis favorable en Commission Enfance et Jeunesse du 1^{er} décembre 2025.

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Madame Corinne FIORENTINO, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Olivier LAVIGNE, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETTELE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS, Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Monsieur Laurent OTTAVI donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

Liliane REUSCHLEIN : Je vous demande de bien vouloir approuver une convention avec la CAF qui nous permet d'obtenir des subventions pour les journées Petite Enfance qui sont proposées aux familles dans un programme qui s'étale sur toute l'année et qui comprend – vous avez la liste dans la délibération – des cafés parents, des matinées ludiques, des guinguettes des tout-petits, des expositions, des journées portes ouvertes et un forum des associations. La dernière animation qui était proposée s'est déroulée le 22 novembre 2025 dans les locaux de la Mairie, dans la salle des fêtes, toute la matinée.

La Caisse d'Allocations familiales du Val-de-Marne a donc accepté de subventionner la Commune pour l'organisation de cette matinée en lui attribuant une aide financière de 1 500 euros.

Avez-vous des questions ? (*Pas de questions*)

Je vous remercie donc d'approuver cette convention. On peut passer au vote. Qui est pour ? Merci, unanimité.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : Approuve la convention d'objectifs et de financement N° 4950-80365-500 - aide au fonctionnement « projet local » au titre du soutien à l'exercice de la fonction parentale avec la Caisse d'Allocations Familiales du Val-de-Marne.

Article 2 : Autorise Monsieur le Maire, ou le cas échéant l'élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L.2122-18 du Code général des collectivités territoriales, ou l'élu remplaçant le Maire en vertu de l'article L.2122-17 du même code, à signer la convention et à prendre toutes les mesures en application de cette délibération.

29 . Approbation des conventions d'objectifs et de financement avec la caisse d'allocations familiales du Val-de-Marne au titre du fonds de modernisation des établissements d'accueil de jeunes enfants (FME) pour les crèche "Les Petits Chéris", "Studios" et "Trampoline"

La Caisse d'Allocations Familiales du Val-de-Marne subventionne, dans le cadre du Fonds de Modernisation des Etablissements d' Accueil de Jeunes Enfants (FME), les travaux de rénovation et de modernisation des équipements existants ainsi que les opérations d'amélioration de l'attractivité de leurs services ou d'optimisation de leur gestion. L'objectif de ces subventions est de pérenniser l'offre d'accueil existante et sa qualité.

Les Etablissements d'Accueil de Jeunes Enfants de Joinville-le-Pont bénéficiant d'un subventionnement de la CAF au titre de la prestation de Service Unique (PSU), sont éligibles au FME. Le montant de la subvention est soumis à deux plafonds : au maximum 80 % du coût hors taxes par place des travaux avec un plafond de 4 000 € par place. Dans ce cadre :

- Crèche « Les Petits Chéris » : la reprise de cet équipement par la commune a imposé d'importants travaux de rénovation qui ont été engagés, notamment ceux portant sur la réfection et la mise en conformité de la cuisine. La convention FME permet de cofinancer ces dépenses d'investissement. Elle s'élève ainsi à 22 792 €.
- Crèche des « Studios » : la Commune a effectué des travaux de réfection des sols et de peintures des salles de vie des enfants. La convention FME permet de cofinancer ces dépenses d'investissement pour 11 234 €.
- Crèche « Trampoline » : la Commune installé une climatisation dans la salle des bébés pour permettre un accueil lors d'épisodes de forte chaleur. La convention FME permet de cofinancer ces dépenses d'investissement pour 5 368 €.

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'approuver la conventions d'objectifs et de financement entre la CAF du Val-de-marne et la Commune pour l'Équipement d'accueil du jeune enfant « Les Petits Chéris » dans le cadre du fonds de modernisation des établissements d'accueil de jeunes enfants (FME)

| | |
|-----------------------------------|--|
| Principaux documents de référence | <ul style="list-style-type: none">- convention d'objectifs et de financement entre la CAF du Val-de-marne et la Commune pour l'Équipement d'accueil du jeune enfant « Les Petits Chéris » - fonds de modernisation des établissements d'accueil de jeunes enfants (FME) N°202500195- convention d'objectifs et de financement entre la CAF du Val-de-marne et la Commune pour l'Équipement d'accueil du jeune enfant « Studios » - fonds de modernisation des établissements d'accueil de jeunes enfants (FME) N°202500082- convention d'objectifs et de financement entre la CAF du Val-de-marne et la Commune pour l'Équipement d'accueil du jeune enfant « Trampoline » - fonds de modernisation des établissements d'accueil de jeunes enfants (FME) N°202500086 |
|-----------------------------------|--|

A reçu un avis favorable en Commission Enfance et Jeunesse du 1^{er} décembre 2025.

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Madame Corinne FIORENTINO, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Olivier LAVIGNE, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETTELE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS, Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Monsieur Laurent OTTAVI donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

Liliane REUSCHLEIN : La Caisse d'Allocations familiales du Val-de-Marne subventionne des travaux de rénovation et de modernisation des équipements qui existent. Les établissements d'accueil qui bénéficient d'un subventionnement de la CAF au titre de la prestation unique sont éligibles à ce genre de subvention.

La crèche des Petite Chéris a bénéficié d'une subvention de 22 792 euros, la crèche des Studios de 11 234 euros et la crèche Trampoline de 5 368 euros. Comme vous l'avez peut-être vu dans les trois conventions qui étaient jointes à cette délibération, les montants sont différents parce que, bien sûr, les travaux dans chaque crèche sont différents.

On prend le montant global des travaux qui sont à faire et on examine les 80 % qui peuvent être pris en charge. Ensuite, on se réfère au nombre de berceaux dans les crèches et la CAF rembourse, dans la limite maximum de 4 000 euros, c'est-à-dire que si au nombre de places en crèche, les montants sont inférieurs à 4 000 euros, vous avez le remboursement complet ; si c'est supérieur à 4 000 euros par place en crèche, ça se limite à 4 000 euros.

J'espère que j'ai été claire. Avez-vous des questions ? *(Pas de questions)*

Nous passons au vote. Qui est pour ? Unanimité, merci.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article 1 : Approuve :

- la convention d'objectifs et de financement entre la CAF du Val-de-marne et la Commune pour l'Équipement d'accueil du jeune enfant « Les Petits Chéris » - fonds de modernisation des établissements d'accueil de jeunes enfants (FME) N°202500195
- la convention d'objectifs et de financement entre la CAF du Val-de-marne et la Commune pour l'Équipement d'accueil du jeune enfant « Studios » - fonds de modernisation des établissements d'accueil de jeunes enfants (FME) N°202500082
- la convention d'objectifs et de financement entre la CAF du Val-de-marne et la Commune pour l'Équipement d'accueil du jeune enfant « Trampoline » - fonds de modernisation des établissements d'accueil de jeunes enfants (FME) N°202500086

Article 2 : Autorise Monsieur le Maire, ou le cas échéant l'élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L.2122-18 du Code général des collectivités territoriales, ou l'élu remplaçant le Maire en vertu de l'article L.2122-17 du même code, à signer la convention et à prendre toutes les mesures en application de cette délibération.

30 . Approbation de la convention d'objectifs et de financement - fonds publics et territoires – accès des familles fragiles aux modes d'accueil petite enfance

Dans le cadre de la Convention d'objectifs et de gestion 2023-2027, la branche Famille poursuit son soutien à l'accès des familles fragiles aux modes d'accueil petite enfance.

L'objectif des fonds publics et territoires est d'accompagner les enfants et les familles en situation de pauvreté accueillies dans les établissements d'accueil du jeune enfant.

A cet effet, la Caisse d'Allocations Familiales s'engage dans le financement des actions d'accueil diversifiées et adaptées aux contraintes familiales et professionnelles.

Le projet intitulé « Éveil musical » a fait l'objet d'un avis favorable de la commission d'action sociale de la CAF du Val-de-Marne à hauteur de 3 384 euros pour l'année 2025.

| | |
|-----------------------------------|--|
| Principaux textes réglementaires | - délibération n°30 du conseil Municipal du 7 décembre 2022 |
| Principaux documents de référence | - convention Territoriale Globale signée avec la CAF du Val-de-Marne en date du 15 décembre 2022 - projet de convention d'objectifs et de financement - fonds publics et territoires – « accès des familles fragiles aux modes d'accueil petite enfance |

A reçu un avis favorable en Commission Enfance et Jeunesse du 1^{er} décembre 2025.

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Madame Corinne FIORENTINO, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Olivier LAVIGNE, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETTELE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS, Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Monsieur Laurent OTTAVI donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

Liliane REUSCHLEIN : Encore une convention avec la Caisse d'Allocations familiales, qui poursuit son soutien à l'accès des familles fragiles au mode d'accueil Petite Enfance. La Caisse d'Allocations familiales s'engage dans un financement d'actions, d'accueils, qui sont diversifiés. Cette année, le projet intitulé Éveil musical a fait l'objet d'un avis favorable de la commission d'Action sociale de la CAF à hauteur de 3 384 euros pour l'année 2025 dans nos crèches.

Avez-vous des questions ? (*Pas de questions*)

Nous passons au vote. Qui est pour ? Unanimité, merci.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : Approuve le projet de convention d'objectifs et de financement N°4950-80365-502 - fonds publics et territoires – accès des familles fragiles aux modes d'accueil petite enfance.

Article 2 : Autorise Monsieur le Maire, ou le cas échéant l'élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L.2122-18 du Code Général des collectivités territoriales, ou l'élu remplaçant en vertu de l'article L.2122-17 du même code, à signer la convention et à prendre toutes les mesures en application de cette délibération.

31 . Indemnisation d'un tiers victime d'un dommage matériel

La responsabilité d'une commune est susceptible d'être engagée à l'égard des usagers lorsque le fonctionnement d'un service public entraîne un dommage en raison d'un dysfonctionnement, dès lors qu'un lien de causalité entre le dommage et l'activité de service public est établi.

Lors de l'inauguration du spot, le 22 juin 2025, un dispositif de consigne a été mis en place pour éviter d'encombrer le site des vélos et trottinettes des très nombreux usagers, attirés par la découverte du lieu et les animations.

L'enfant d'un usager, Madame Jacquet, a déposé dans l'une de nos consignes une trottinette neuve. Par mégarde, celle qui lui a été restitué n'était pas la sienne et présentait un état d'usure beaucoup plus avancé, au point qu'elle a dû la remplacer.

L'usagère s'est rapproché des services pour signaler cet incident et a fourni le justificatif de remplacement de la trottinette.

Afin de réparer ce préjudice, Il est donc proposé au conseil municipal d'indemniser cet usager à hauteur du montant de la dépense engagée, soit : 89,99 €.

A reçu un avis favorable en Commission Finances, Solidarité et Sécurité du 2 décembre 2025.

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Madame Corinne FIORENTINO, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Olivier LAVIGNE, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETTELE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS, Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Monsieur Laurent OTTAVI donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

Chantal ALLAIN : Lors de l'inauguration du Spot le 22 juin, l'enfant d'un usager avait déposé sa trottinette neuve dans l'une des consignes, or celle-ci n'a pas été restituée – un enfant a dû se tromper de trottinette ou quelque chose comme ça – donc elle a dû être remplacée. Après justificatif, le préjudice a été réparé. Il est proposé d'indemniser cet usager à hauteur de 89,99 euros.

Avez-vous des questions ? (*Pas de questions*)

Êtes-vous pour ? Merci.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : Approuve l'indemnisation de Madame Maryline Jacquet à hauteur de 89,99 € au titre du dédommagement lié à l'incident survenu le 22 juin 2025 concernant la trottinette de son enfant.

Article 2 : Autoriser le Maire, ou le cas échéant l'élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L.2122-18 du Code général des collectivités territoriales, ou l'élu remplaçant le Maire en vertu de l'article L.2122-17 du même code, à signer la convention et à prendre toutes les mesures en application de cette délibération.

32 . Approbation de l'achat de cartes de cinéma pour le cinéma communal Prévert et attribution à l'antenne joinvillaise de l'association Entraide sociale amicale (ESA)

L'Entraide scolaire amicale (ESA) est une association nationale présente dans douze régions et organisée en 110 antennes, dont l'une est implantée sur le territoire de la commune de Joinville-le-Pont. Elle propose un accompagnement global dans la durée, d'au moins une année scolaire, au domicile des enfants et jeunes, du CP à la terminale, rencontrant des difficultés scolaires et issus de familles défavorisées. Sa mission, au nom de l'égalité des chances, est de les conduire vers la réussite et l'autonomie en favorisant leur épanouissement personnel et scolaire.

Cet engagement se décline en trois types d'interventions :

- Accompagner l'enfant dans sa scolarité, lui donner envie d'apprendre : révision des bases, acquisition d'une méthode de de travail, orientation ;
- Ouvrir l'enfant au monde qui l'entoure : éveiller la curiosité, faire découvrir de nouveaux lieux à travers des échanges et l'organisation de sorties culturelles, sportives, liées à la citoyenneté ou à l'orientation ;
- Aider les parents à s'impliquer : mieux comprendre les attentes de l'école et échanger régulièrement sur la scolarité de leur enfant.

Parmi les sorties culturelles proposées, l'ESA a montré son net intérêt pour le cinéma communal Prévert.

L'association sollicite une participation en nature de la commune afin d'offrir à la cinquantaine d'enfants concernés, ainsi qu'aux bénévoles qui les accompagnent, la possibilité de s'y rendre deux fois par an.

Il est donc proposé au conseil municipal d'approuver l'achat de vingt cartes de dix places pour le cinéma communal Prévert, pour un montant total de 600 euros, et de les attribuer à l'antenne joinvillaise de l'ESA au titre de subvention en nature.

| | |
|----------------------------------|---|
| Principaux textes réglementaires | Article L.2311-7 du code général des collectivités territoriales. |
|----------------------------------|---|

A reçu un avis favorable en Commission Culture, Sports et Animation de la ville du 1^{er} décembre 2025.

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliâne REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Madame Corinne FIORENTINO, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Olivier LAVIGNE, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETTELE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS, Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Monsieur Laurent OTTAVI donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

Chantal ALLAIN : Cette association est présente dans 12 régions et organisée en 110 antennes, dont l'une d'elle est implantée sur le territoire de Joinville. Elle propose un accompagnement de deux années à domicile, du CP à la terminale, pour des enfants rencontrant des difficultés scolaires et pour les familles défavorisées. L'association sollicite une participation de la Commune pour offrir à une cinquantaine d'enfants et accompagnants bénévoles des séances de cinéma à Prévert deux fois dans l'année, soit 20 cartes de 10 places pour 600 euros.

Je vous demande d'approuver cette subvention.

Avez-vous des questions ? *(Pas de questions)*

Êtes-vous pour ? Merci.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : Approuve l'achat de vingt cartes de dix places pour le cinéma communal Prévert pour un montant total de 600 euros.

Article 2 : Attribuer ces places de cinéma à l'antenne joinvillaise de l'association ESA, qui s'engage à en faire bénéficier exclusivement les enfants et leurs accompagnants, au titre de subvention en nature.

Article 3 : Autorise Monsieur le Maire, ou le cas échéant l' élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L.2122- 18 du code général des collectivités territoriales, ou l' élu remplaçant le

Maire en vertu de l'article L.2122-17 du même code à prendre toutes les mesures en application de cette délibération.

33 . Approbation de la convention de partenariat conclue avec la paroisse de Sainte-Anne de Polangis pour l'organisation de concerts classiques

La Commune de Joinville-le-Pont et la paroisse de Sainte-Anne de Polangis souhaitent renouveler leur association dans le cadre de la diffusion et la valorisation de concerts de musique classique et traditionnelle au sein de la saison culturelle de la ville portée par la Scène Prévert.

Le partenariat proposé a pour objet la diffusion de concerts de musique classique et de musique traditionnelle au sein d'un lieu patrimonial de la commune, l'église Sainte-Anne de Polangis.

La convention correspondante, établie pour une durée de deux saisons, autorise la programmation de six concerts au maximum par année. Elle a pour finalité de contribuer à la diversification de l'offre culturelle sur le territoire communal et à la valorisation du patrimoine local.

Le choix des registres et des répertoires musicaux fera l'objet d'une concertation entre le service municipal de la Scène Prévert et la paroisse, de manière à garantir la cohérence artistique des propositions et leur adéquation avec le caractère du lieu d'accueil.

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'approuver le projet de convention de partenariat avec la paroisse de Sainte-Anne de Polangis pour l'organisation de concerts classiques et d'autoriser le Maire à signer cette convention.

| | |
|-----------------------------------|---|
| Principaux documents de référence | - convention de partenariat entre la ville et la paroisse Sainte-Anne de Polangis |
|-----------------------------------|---|

A reçu un avis favorable en Commission Culture, Sports et Animation de la ville du 1^{er} décembre 2025.

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Madame Corinne FIORENTINO, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Olivier LAVIGNE, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETELLE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS, Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Monsieur Laurent OTTAVI donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

Chantal ALLAIN : La convention correspondante, établie pour une durée de deux saisons, autorise la programmation de six concerts au maximum par année. Elle a pour finalité de contribuer à la diversification de l'offre culturelle sur le territoire communal et à la valorisation du patrimoine local.

Avez-vous des questions ? (*Pas de questions*)

Êtes-vous pour ? Merci.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : Approuve le projet de convention de partenariat avec la paroisse Sainte-Anne de Polangis pour l'organisation de concerts classiques au sein de l'église.

Article 2 : Autorise Monsieur le Maire, ou le cas échéant l'élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L.2122-18 du Code général des collectivités territoriales, ou l'élu remplaçant le Maire en vertu de l'article L.2122-17 du même code, à signer cette convention et à prendre toutes les mesures en application de cette délibération.

34 . Approbation d'une convention de partenariat conclue avec le festival des Théâtrales Charles Dullin

Les rencontres Charles Dullin ont été créées en 1967. Le Festival, aujourd'hui nommé « Théâtrales Charles Dullin » est présent dans plus de 25 théâtres du Val-de-Marne. Il a pour vocation de favoriser les collaborations entre les différents acteurs du Département et d'apporter leur contribution à la création théâtrale contemporaine.

L'édition 2026 se tiendra du 10 mars au 18 avril 2026.

La Commune de Joinville-le-Pont participera pour la deuxième fois à cet événement d'importance dans le paysage culturel val-de-marnais.

Être partenaire des Théâtrales Charles Dullin, c'est accueillir une forme théâtrale originale et de qualité, sélectionnée par l'équipe du Festival et choisie par la Commune.

Le choix s'est porté sur le spectacle « Les Consolantes » de la Compagnie Les Vingtièmes Rugissants, une pièce sensible et lumineuse sur l'après 13 novembre 2015.

La Commune accueillera une représentation de ce spectacle, le samedi 21 mars en salle Sellam, dans un format intimiste adapté à la thématique.

La Commune prendra en charge la moitié du coût du spectacle, soit 1 500 euros.

Les recettes de billetterie seront, elles aussi, partagées par moitié entre la collectivité et le festival.

La Commune aura à sa charge la location technique et les frais liés aux voyages, hébergements et repas.

La billetterie est assurée par la Commune. Les prix appliqués sont ceux correspondant au tarif C (10€ tarif plein /5€ tarif réduit) excepté pour les spectateurs détenteurs du « PASS Théâtrale » qui bénéficieront d'un tarif réduit également.

Je vous propose d'approuver le contrat qui a pour objet de définir les modalités de la participation de chacune des parties à la réalisation du spectacle « Les Consolantes » dans le cadre des Théâtrales Charles Dullin 2026 et d'autoriser le Maire à le signer.

| | |
|----------------------------------|--|
| Principaux textes réglementaires | - délibération n°11 du 27 juin 2017 relative aux tarifs des spectacles - délibération n°26 du 24 juin 2018 relative à l'actualisation des tarifs des spectacles |
|----------------------------------|--|

| | |
|-----------------------------------|--|
| Principaux documents de référence | - Contrat de cession de droit Les Théâtrales Charles Dullin 2026 |
|-----------------------------------|--|

A reçu un avis favorable en Commission Culture, Sports et Animation de la ville du 1^{er} décembre 2025.

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Madame Corinne FIORENTINO, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Olivier LAVIGNE, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETELLE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS, Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Monsieur Laurent OTTAVI donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

Chantal ALLAIN : C'est la deuxième année que l'on propose cela. Ça se tient entre le 10 mars et le 18 avril 2026. Cette année, nous avons choisi le spectacle *Les Consolantes*, qui sera proposé dans la salle Sellam le samedi 21 mars. C'est un format intimiste adapté à la thématique.

Le coût de la session est partagé en deux, par la Ville et par le spectacle, à 50/50. La Ville aura à sa charge la location technique et les frais liés au voyage, hébergement et repas ; la billetterie est assurée par la Ville. Les prix appliqués sont ceux correspondants au tarif C, soit 10 euros pour le tarif plein et 5 euros pour le tarif réduit.

Avez-vous des questions ? (*Pas de questions*)

Êtes-vous pour ? Merci.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : Approuve le projet de contrat avec le festival des Théâtrales Charles Dullin

Article 2 : Précise que les tarifs appliqués sont les suivants :

- Tarif C (10€ tarif plein /5€ tarif réduit) excepté pour les spectateurs détenteurs du « PASS Théâtrale » qui bénéficieront d'un tarif réduit.

Article 3 : Autorise le Maire, ou le cas échéant l' élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L.2122-18 du Code général des collectivités territoriales, ou l' élu remplaçant le Maire en vertu de l'article L.2122-17 du même code, à signer la convention de partenariat et à prendre toutes les mesures en application de cette délibération.

35 . Adhésion à l'Association Nationale Des Élus en charge du Sport (ANDES)

La commune a souhaité valoriser et fédérer les forces engagées dans le domaine du sport sur son territoire en candidatant au label « Ville Active et Sportive ».

Le 30 octobre dernier, elle s'est vu décerner ce label, au niveau deux lauriers, par le Ministère des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative, en partenariat avec l'Union Sport & Cycle ainsi qu'avec l'Association Nationale des Élus en charge du Sport (ANDES), réseau sport des collectivités locales.

L'ANDES est une association qui, depuis près de 30 ans, accompagne les collectivités dans la conduite de leurs politiques sportives à travers :

- des conseils ;
- la mise en réseau des acteurs ;
- le partage d'expériences et d'expertises ;
- la représentation et la défense des intérêts des collectivités au sein des instances de gouvernance du sport ;
- ainsi qu'un centre de ressources et des formations ;

La cotisation annuelle s'élève à 512 €, en raison de la strate démographique de la commune de Joinville-le-Pont, qui dépasse les 20 000 habitants.

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'approuver l'adhésion de la Commune à la l'Association Nationale des Élus en charge du Sport.

A reçu un avis favorable en Commission Culture, Sports et Animation de la ville du 1^{er} décembre 2025.

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Madame Corinne FIORENTINO, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Olivier LAVIGNE, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETELLE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS, Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Monsieur Laurent OTTAVI donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

Michel DESTOUCHES : Mes chers collègues, la Commune a souhaité valoriser et fédérer les forces engagées dans le domaine du sport sur le territoire en candidatant au label Ville active et sportive. Le 30 octobre dernier, elle s'est vu décerner ce label avec deux lauriers par le Ministère des Sports, de la Jeunesse et de la Vie Associative, en partenariat avec l'Union Sports & Cycles, ainsi qu'avec l'Association nationale des Élus en charge du sport, l'ANDES, le réseau Sport des collectivités locales.

L'ANDES est une association qui, depuis plus de 30 ans, regroupe d'ailleurs 9 000 communes et groupements de communes. Elle accompagne les collectivités dans leurs politiques sportives à travers des conseils, la mise en réseau d'acteurs, le partage d'expérience, d'expertise, ainsi que la représentation et la défense des intérêts des collectivités au sein des instances du gouvernement du sport.

L'adhésion annuelle s'élève à 572 euros en raison de la strate démographique de la commune de Joinville-le-Pont, qui dépasse les 20 000 habitants. Aussi, conformément aux statuts de l'association, les membres adhérents disposent d'un droit de représentation au sein de l'association.

Par principe, les nominations pour les organismes extérieurs sont votées au scrutin secret, mais il est toutefois possible de désigner à l'unanimité le procédé par un vote à main levée.

Est-ce qu'on vote à main levée, Monsieur le Maire ?

Carmen PEREZ : Je ne sais pas si vous avez terminé votre délibération. Voulez-vous terminer de la

lire peut-être ?

M. le Maire : Il a été proposé un vote à main levée. Donc est-ce que vous êtes pour le vote à main levée ?

Carmen PEREZ : Non, justement. Il y a deux éléments qu'on souhaitait soulever : celui du vote à main levée posait effectivement problème, puisque nous n'étions pas d'accord pour le vote à main levée.

Il y a deux soucis sur cette délibération, mais Monsieur DESTOUCHES n'a pas fini de la lire. C'est un souci que nous avons soulevé lors de la commission, à savoir que dans une délibération, nous avons deux votes. C'est ce qui posait le premier souci, donc il aurait fallu les dissocier. Le deuxième souci que nous avons soulevé, c'est qu'effectivement, le vote à main levée, partir du principe qu'il y aurait unanimité... Bon, vous avez posé la question, c'est bien, mais pour le coup, non, il n'y a pas unanimité, du coup ce serait un vote secret. On souhaiterait que ce soit sur deux délibérations, puisque ce sont deux votes distincts : l'adhésion à l'ANDES d'un côté et la désignation de l'élu représentant la Ville de l'autre. C'est comme pour la délibération qui suit, la suivante : la 36 ou 37 – je suis un peu perdue dans les chiffres –, il y a bien deux délibérations distinctes pour le vote.

(Discussions croisées)

M. le Maire : On prend bien évidemment votre demande.

Carmen PEREZ : Ce sont les 37 et 38.

M. le Maire : Bien sûr. On va voter à bulletin secret, donc il y aura deux votes.

Carmen PEREZ : Et on ne dissocie pas les deux votes, c'est-à-dire qu'il y a un vote pour l'ANDES et un vote... Il y a deux votes.

M. le Maire : Oui, deux votes. C'est ce que vous souhaitez ?

Carmen PEREZ : Tout à fait.

M. le Maire : Il y aura donc deux votes. Par contre, je vais être obligé de vous poser quand même... Il y a un vote pour l'adhésion...

Carmen PEREZ : Oui.

M. le Maire : ...et un vote pour la désignation du représentant. Pour la désignation du représentant, je vais avoir besoin des candidatures.

Carmen PEREZ : Monsieur ?

Maxence GEORGEAUD (hors micro) : Allez.

M. le Maire : C'est votre champion.

(Rires)

Je note la candidature de Monsieur GEORGEAUD.

Qui est notre champion ? C'est Michel.

Carmen PEREZ : Monsieur DESTOUCHES, ça n'a rien contre vous, surtout ne le prenez pas mal. Ce n'est pas personnel.

M. le Maire : On n'était tellement plus habitués à des bulletins secrets que...

(Discussions croisées)

On va donc vous appeler un par un. Le premier vote sera pour ou contre l'adhésion ; le deuxième vote sera Monsieur GEORGEAUD contre Monsieur DESTOUCHES ou Monsieur DESTOUCHES contre Monsieur GEORGEAUD.

Carmen PEREZ : Surtout, Monsieur le Maire, on l'avait dit en commission...

M. le Maire : On est prêts d'ailleurs, on a les enveloppes, on a ce qu'il faut. On va voter donc pour l'adhésion. On va d'abord commencer un vote pour l'adhésion, pour ou contre.

S'il vous plaît, pour qu'il n'y ait pas encore une petite histoire : on est pour, on est contre, on s'abstient. On va commencer par voter pour ou contre l'adhésion, sachant que la majorité municipale souhaite un vote pour – je fais comme Valérie PECRESSE qui explique à ses élus ce qu'il faut voter –, le conseil du Maire, puis après on votera pour le candidat.

On va voter donc pour l'adhésion. Avez-vous les enveloppes ? Non pas du tout ? C'est juste un bulletin. On fait des économies, très bien.

(Discussions croisées)

CL : L'adhésion se fait à main levée.

M. le Maire : Ah bon ? L'adhésion serait à main levée en vote.

(Discussions croisées)

Moi, je m'exécutais.

CL : Pour qu'il n'y ait pas d'ambiguïté, l'adhésion à l'association se fait à main levée, comme n'importe quelle délibération et décision du conseil, et c'est bien la désignation du représentant qui se fait à bulletin secret.

M. le Maire : Bien, donc nous n'aurons droit qu'à un tour de bulletin secret.

Michel DESTOUCHES : Pour l'adhésion, qui est pour ? Unanimité, merci.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : Approuve l'adhésion de la Commune à l'ANDES (Association Nationale des Élus en charge des Sports) pour un montant de cotisation annuel de 512 €.

Article 3 : Autoriser Monsieur le Maire, ou le cas échéant l'élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L.2122-18 du Code général des collectivités territoriales, ou l'élu remplaçant Monsieur le Maire en vertu de l'article L.2122-17 du même code, à signer tout document y afférent et à prendre toutes les mesures en application de cette délibération.

36 . Désignation d'un représentant de la commune au sein de l'association l'Association Nationale des Élus en charge du Sport (ANDES)

Par la délibération précédente, le Conseil municipal vient d'approuver l'adhésion de la Commune à l'Association Nationale des Élus en charge du Sport (ANDES).

Cette association regroupe l'ensemble des élus responsables du sport, afin de favoriser et promouvoir les échanges entre communes dans un souci de bonne gestion et d'accompagnement des collectivités dans la conduite de leurs politiques sportives.

Conformément aux statuts de l'association, il convient désormais de désigner un représentant.

Il n'y a pas de modalités précises concernant la désignation des représentants en dehors du fait qu'elle soit faite par le conseil municipal. Par principe, les nominations pour les organismes extérieurs sont votées au scrutin secret. Il est toutefois possible de décider à l'unanimité de procéder à un vote à main levée.

Il est proposé au Conseil municipal de décider que le vote se fera à scrutin secret et de désigner Monsieur Michel DESTOUCHES, adjoint au Maire délégué au sport, en tant que représentant de la Commune au sein de l'Association nationale des élus en charge du sport.

| | |
|----------------------------------|---|
| Principaux textes réglementaires | - articles L.2121-21 et L.2121-33 du Code général des collectivités territoriales |
|----------------------------------|---|

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliâne REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Madame Corinne FIORENTINO, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Olivier LAVIGNE, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETTELE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS, Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Monsieur Laurent OTTAVI donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

M. le Maire : Félicitations, Michel.

Après, vous remplissez votre bulletin avec votre poulain. Bonne chance.

(Il est procédé au vote à bulletin secret)

Pour dépouiller, on va appeler le plus jeune et le plus ancien. Cela ne se fait pas, parce qu'on est quand même très respectueux des âges de chacun et de leurs expériences. Je crois que Chantal Allain est notre plus sage.

Chantal ALLAIN (*hors micro*) : Doyenne.

M. le Maire : Doyenne, sans être doyenne. Notre plus jeune – je regarde chez vous –, c'est Guillaume. De toute façon, ça ne change pas complètement.

On va passer l'urne. Baladez-vous avec votre urne et faites le vote. Je rappelle aux honorables élus qu'il y a des pouvoirs. Rappelez-vous que si vous avez des pouvoirs, vous mettez deux bulletins, mais ne bourrez pas l'urne, s'il vous plaît.

(Rires)

Je vais rappeler les pouvoirs. Votre attention, s'il vous plaît. Je vais rappeler les pouvoirs et vous me contredisez si quelque chose a changé entre temps.

Chantal DURAND est arrivée. Corinne FIORENTINO, pouvoir à Liliane REUSCHLEIN : c'est fait, elle est là. Monsieur OUANOUNOU a le pouvoir de Laurent OTTAVI. Hélène est arrivée, il n'y a plus de problématique. Séverine est arrivée, il n'y a plus de pouvoir à Monsieur KARAM, et moi, j'ai le pouvoir de Laura MANACH. Il n'y a pas d'autres pouvoirs, donc il y a deux pouvoirs.

(Discussions croisées)

Il faut respecter la règle, c'est normal. Guillaume, tu peux prendre la place de Tony RENUCCI.

(Rires)

Monsieur GEORGEAUD a obtenu six voix, bravo. Monsieur Michel DESTOUCHES a obtenu 23 voix et un nul. Ce n'est pas pour Michel DESTOUCHES, donc vous le partagerez. On arrive bien à 33 votants. Il y a trois absents, ils n'ont pas donné procuration, donc on arrive bien au compte. Je vous remercie. On poursuit.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article 1er : Constate le scrutin suivant pour la désignation du représentant au sein de l'Association nationale des élus en charge du sport (ANDES) :

- Suffrages exprimés : 30
- Candidature de Monsieur Michel DESTOUCHES : 23
- Candidature de Monsieur Maxence GEORGEAUD : 6
- Vote nul : 1

Article 2 : Désigne Monsieur Michel DESTOUCHES, adjoint au Maire délégué au sport, en tant que représentant au sein des instances de l'Association nationale des élus en charge du sport (ANDES).

37 . Approbation de la convention cadre entre la commune et l'agence locale de l'énergie et du climat - Maîtrisez votre énergie (ALEC MVE)

L'agence locale énergie et climat – Maîtrisez votre énergie est une agence d'ingénierie partenariale et territoriale à but non lucratif, créée en 1999 qui mène des activités d'intérêt général contribuant aux politiques publiques de l'énergie et du climat.

Son action de conseil est neutre et indépendant, en termes de sensibilisation, d'information et de conseil en matière d'économies d'énergie et de transition énergétique auprès du grand public et des collectivités locales.

Ses missions principales sont les suivantes :

- **Service gratuit des espaces conseils France Rénov'** destinés à informer, orienter et accompagner les particuliers (habitat individuel, Copropriétés, petit tertiaire, etc) dans leur projet de rénovation énergétique et d'amélioration de l'habitat
- > **Service mutualisé d'ingénierie en écologie pour les collectivités adhérentes** permettant

l'appui technique et stratégique de la mise en œuvre des politiques locales de transition écologique, gestion de l'énergie, d'atténuation et d'adaptation au changement climatique.

Dans le cadre de son adhésion depuis 2012, la commune bénéficie d'un ensemble d'actions à l'échelle communale, destinées aux Joinvillais (réunions collectives, conseils personnalisés, animations grand public, etc.) et visant l'accompagnement à la maîtrise et à l'efficacité énergétique du bâti communal (schéma directeur énergétique, outils et compétences pour la gestion des flux).

Ces actions contribuent également à la conformité avec les objectifs nationaux (décret tertiaire) et au développement des énergies renouvelables (programme métropolitain de solarisation, partenariats et réflexions avec Amorce, etc.).

L'accompagnement stratégique et technique apporté par l'agence complète et soutient les initiatives menées par les services municipaux concernés.

Cette adhésion s'inscrit pleinement dans les orientations de la commune en matière de transition écologique et énergétique, d'adaptation et atténuation au changement climatique.

Ainsi, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver la convention cadre de partenariat entre la Commune et l'ALEC-MVE pour la période 2026-2028,

| | |
|-----------------------------------|---|
| Principaux textes réglementaires | - délibération n°13 du Conseil Municipal 7 février 2012 - délibération n°13 du Conseil Municipal 22 mai 2018 - délibération n°5 du Conseil Municipal 16 mars 2021 - délibération n°22 du Conseil Municipal 2 avril 2024 - délibération n°17 du Conseil Municipal 8 avril 2025 |
| Principaux documents de référence | - convention cadre de partenariat entre la ville de Joinville-le-Pont et l'agence locale énergie climat - Maîtrisez votre énergie |

A reçu un avis favorable en Commission Transition écologique, Urbanisme et Mobilité du 2 décembre 2025.

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Madame Corinne FIORENTINO, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Olivier LAVIGNE, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETTELE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS, Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Monsieur Laurent OTTAVI donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

Brahim BAHMAD : Mes chers collègues, il vous est proposé d'approuver la convention-cadre avec l'ALEC MVE afin de poursuivre l'accompagnement Énergie-climat de la Commune et des habitants, France Rénov', suivi énergétique du patrimoine, appui décret tertiaire, EnR (Énergies Renouvelables).

Pour rappel, l'ALEC MVE, Agence locale d'Énergie et du Climat, accompagne depuis 2012 la Commune dans sa transition énergétique et climatique. Son action neutre et indépendante couvre le service France Rénov', l'accompagnement des particuliers, l'appui aux collectivités pour leur politique Énergie-climat, l'accompagnement du patrimoine communal, suivi énergétique, schéma directeur, décret tertiaire, le soutien au développement des énergies renouvelables.

La nouvelle convention-cadre 2026-2028 permet de poursuivre cet accompagnement stratégique, technique et opérationnel, tant pour les habitants que pour les services municipaux.

Cette délibération a reçu un avis favorable en commission Transition écologique et Urbanisme du 2 décembre 2025. Avez-vous des questions ? (*Pas de questions*)

Qui est pour ? À l'unanimité, merci.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : Approuve le projet de convention cadre de partenariat entre la ville de Joinville-le-Pont et l'agence locale énergie climat – Maîtrisez votre énergie .

Article 2 : Autorise Monsieur le Maire, ou le cas échéant l' élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L.2122-18 du Code général des collectivités territoriales, ou l' élu remplaçant le Maire en vertu de l'article L.2122-17 du même code, à signer la convention et à prendre toutes les mesures en application de cette délibération.

38 . Adhésion à l'association Réseau vélo et marche

Dans le cadre de sa politique de mobilité durable, la commune de Joinville-le-Pont s'est engagée à favoriser les modes de déplacements actifs.

Les modes de déplacement doux, à la fois économiques, écologiques et favorables à la santé publique, représentent des leviers essentiels pour promouvoir la transition énergétique et améliorer la qualité de vie.

Afin de renforcer cet engagement et de bénéficier d'un accompagnement technique et institutionnel souhaite adhérer à l'association Réseau vélo et Marche.

L'association fédère des collectivités territoriales (communes, intercommunalités, départements, régions) et des acteurs publics engagés dans la promotion et le développement des mobilités actives.

Les principales missions de l'association sont :

- D'accompagner les collectivités dans la définition et la mise en œuvre de leurs politiques cyclables et piétonnes ;
- D'animer un réseau d'échanges d'expériences et de bonnes pratiques ;
- De représenter les collectivités auprès des pouvoirs publics nationaux et européens ;
- De promouvoir des initiatives locales et de valoriser les démarches exemplaires.

En outre, l'adhésion permettra à la commune :

- D'intégrer un réseau d'expertise technique et réglementaire sur les aménagements cyclables et piétons ;
- De bénéficier d'un accompagnement méthodologique pour ses projets de mobilité douce ;
- De participer à des formations, webinaires et groupe de travail thématiques ;
- De valoriser et accroître sa visibilité au sein d'un réseau national reconnu.

Selon le barème de cotisation 2025 fixé par l'association, annexé à la présente délibération, pour les collectivités dont la population se situe entre 20 000 et 30 000 habitants, le montant de la cotisation annuelle s'élève à 450 euros, majoré de 0,01 euro par habitant.

La durée de l'adhésion est de 4 ans, et seront désignés pour représenter la commune, un élu titulaire et un élu suppléant.

Dès lors, il est proposé d'adhérer à l'association Réseau vélo et marche, démarche qui s'inscrit dans les orientations de la commune en matière de transition écologique, de mobilité durable et de santé publique.

| | |
|-----------------------------------|--|
| Principaux documents de référence | - statuts du réseau Vélo et Marche ; - barème cotisations annuelles 2025. |
|-----------------------------------|--|

A reçu un avis favorable en Commission Transition écologique, Urbanisme et Mobilité du 2 décembre 2025.

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Madame Corinne FIORENTINO, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Olivier LAVIGNE, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETTELE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS, Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Monsieur Laurent OTTAVI donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

Brahim BAHMAD : Mes chers collègues, il vous est proposé d'adhérer au Réseau Vélo et Marche permettant à la Commune de renforcer sa politique de mobilité durable, bénéficier d'un accompagnement technique, intégrer un réseau d'expertise et valoriser ses actions. La Commune poursuit son engagement en faveur de la mobilité durable et du développement des modes actifs (marche, vélo). L'adhésion au Réseau Vélo et Marche permettrait à Joinville-le-Pont de rejoindre un réseau national d'expertise rassemblant collectivités et acteurs publics engagés dans la promotion du vélo et de la marche.

Cette adhésion offre un accompagnement technique et méthodologique pour nos politiques cyclables et piétonnes, un accès à des retours d'expérience, formations et webinaires, une représentation nationale auprès des institutions et une meilleure visibilité des actions locales.

La cotisation annuelle 2025 est de 450 euros, plus un centime par habitant. La durée de l'adhésion est de quatre ans, avec la désignation d'un élu titulaire et d'un suppléant.

A reçu un avis favorable en commission Transition écologique, Urbanisme et Mobilité.

Avez-vous des questions ? *(Pas de questions)*

Qui est pour ? À l'unanimité, merci beaucoup.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : Approuve l'adhésion de la commune à l'association Réseau vélo et marche pour un montant de la cotisation annuelle s'élevant à 450 euros, majoré de 0,01 euro par habitant.

Article 2 : Autorise Monsieur le Maire, ou le cas échéant l'élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L.2221-18 du Code général des collectivités territoriales, ou l'élu remplaçant en vertu de l'article L.2221-17 du même code, à signer et à prendre toutes les mesures en application de cette délibération.

39 . Désignation des représentants de la commune au sein de l'association Réseau vélo et marche

Dans le cadre de sa politique de mobilité durable, la commune de Joinville-le-Pont s'est engagée à promouvoir les modes de déplacement actifs. Afin de renforcer cet engagement et de bénéficier d'un accompagnement technique et institutionnel, la commune a adhéré à l'association Réseau vélo et marche, qui fédère des collectivités territoriales et des acteurs publics investis dans la promotion et le développement des mobilités actives.

Conformément à l'article 10-2 des statuts de l'association, il convient désormais de désigner un représentant titulaire ainsi qu'un représentant suppléant.

Il n'y a pas de modalités précises concernant la désignation des représentants en dehors du fait qu'elle soit faite par le conseil municipal. Par principe, les nominations pour les organismes extérieurs sont votées au scrutin secret. Il est toutefois possible de décider à l'unanimité de procéder à un vote à main levée.

Il est proposé au Conseil municipal de décider que le vote se fera à scrutin secret et de désigner :

- Monsieur Brahim BAHMAD, 9ème adjoint au Maire, comme représentant titulaire au sein des instances de l'association Réseau vélo et marche ;
- Béatrice NICOLAS-DARROU, Conseillère Municipale, comme représentante suppléante au sein des instances de l'association Réseau vélo et marche.

| | |
|-----------------------------------|--|
| Principaux textes réglementaires | - articles L.2121-21 et L.2121-33 du Code général des collectivités territoriales ; - délibération du conseil municipal n°37 du 9 décembre 2025 portant adhésion à l'association Réseau vélo et marche. |
| Principaux documents de référence | - Statuts de l'association Réseau vélo et marche adoptés lors de l'assemblée générale extraordinaire du 11 décembre 2024. |

A reçu un avis favorable en Commission Transition écologique, Urbanisme et Mobilité du 2 décembre 2025.

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Madame Corinne FIORENTINO, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Olivier LAVIGNE, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETTELE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS, Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Monsieur Laurent OTTAVI donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

M. le Maire : C'est le même cas que tout à l'heure, il est proposé de faire un vote à main levée. Oui, vote à main levée ? Non ? Ok.

(Intervention inaudible hors micro)

Il y en a deux, il y a déjà un suppléant. C'est bien de présenter un candidat, mais il y a un suppléant. Qui est votre candidat ? Vous êtes nombreux, là.

Philippe PLATON : Je suis candidat.

M. le Maire : Philippe PLATON.

Et en suppléant ?

(Intervention inaudible hors micro)

Monsieur GEORGEAUD revient sur le ring. C'est bien, félicitations.

(Rires)

Chez nous, sauf erreur, c'est Monsieur Brahim BAHMAD et Madame Béatrice NICOLAS-DARROU. Vous confirmez bien vos candidatures ? Suppléante. On commence comme ça des fois, puis on termine député.

On met sur le même bulletin, bien évidemment. Moi, j'aimerais bien que vous mettiez quand même le nom et le prénom en entier, parce que c'est un peu plus respectueux que de voir ce qu'on a vu avant, Michel, machin... Ce n'est quand même pas un jeu, c'est un moment...

(Il est procédé au vote à bulletin secret)

Saisissez bien en haut de votre bulletin le candidat et le suppléant derrière, s'il vous plaît, ne mettez pas l'inverse. Nous prendrons dans l'ordre de la lecture.

Les résultats : six pour le couple Philippe PLATON et Maxence GEORGEAUD, bravo, et 24 pour notre équipe, Brahim BAHMAD, félicitations, et Béatrice NICOLAS-DARROU. Félicitations. Non, on ne va pas les applaudir, mais merci pour ce moment de démocratie.

M. le Maire : Normalement, mais cela faisait longtemps que nous n'avions pas vécu ça. Je me demande si pendant le... Il était temps d'innover, parce que nous arrivons à la fin du mandat et nous n'avons pas eu cela avant. Merci.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article 1er : Constate le scrutin suivant pour la désignation du représentant au sein des instances de l'association Réseau vélo et marche :

- Suffrages exprimés : 30
- Candidature de Monsieur Brahim BAHMAD comme représentant titulaire et Madame Béatrice NICOLAS-DARROU comme représentante suppléante : 24
- Candidature de Sandrine PARIS-PESCAROU comme représentant titulaire et Monsieur Maxence GEORGEAUD comme représentant suppléant : 6

Article 2 : Désigne :

- Monsieur Brahim BAHMAD, 9ème adjoint au Maire, comme représentant titulaire au sein des instances de l'association Réseau vélo et marche ;
- Béatrice NICOLAS-DARROU, Conseillère Municipale, comme représentante suppléante au sein des instances de l'association Réseau vélo et marche.

40 . Ouverture dominicale des commerces en 2026

En application des dispositions de l'article L.3132-26 du code du travail, tel qu'élargi par la loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dite « Loi Macron », Monsieur le Maire est compétent pour accorder, par arrêté municipal, jusqu'à 12 dérogations par an au repos dominical pour les établissements commerciaux de vente au détail dont le repos hebdomadaire a lieu normalement le dimanche.

En contrepartie, les salariés concernés bénéficient des compensations financières et de repos prévus a minima par le code du travail, qui sont rappelés dans l'arrêté municipal.

La liste des douze dimanches travaillés doit être arrêtée avant le 31 décembre de l'année en cours pour l'année suivante, après avis conforme de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont dépend la commune, en l'occurrence la Métropole du Grand Paris, ainsi que des organisations d'employeurs et des organisations de salariés intéressées, et après consultation du conseil municipal.

Pour l'année 2026, pour les commerces de détail autres que l'automobile, il est proposé, au regard des demandes formulées par les établissements concernés, le calendrier d'ouvertures dominicales suivant :

- Le dimanche 11 janvier 2026 ;
- Le dimanche 8 février 2026 ;
- Le dimanche 31 mai 2026 ;
- Les dimanches 21 et 28 juin 2026 ;
- Le dimanche 5 juillet 2026 ;
- Les dimanches 22 et 29 novembre 2026 ;
- Les dimanches 6, 13, 20 et 27 décembre 2026.

Pour l'année 2026, pour les concessions automobiles, les 12 dimanches proposés pour l'ouverture des commerces, correspondant aux actions commerciales des différents constructeurs (notamment les journées « portes ouvertes »), sont les suivants :

- Le dimanche 18 janvier 2026 ;
- Le dimanche 15 mars 2026 ;
- Le dimanche 12 avril 2026 ;
- Le dimanche 17 mai 2026 ;
- Les dimanches 14 et 28 juin 2026 ;
- Le dimanche 5 juillet 2026 ;
- Le dimanche 13 septembre 2026 ;
- Les dimanches 11 et 25 octobre 2026 ;
- Le dimanche 15 novembre 2026 ;
- Le dimanche 13 décembre 2026.

Il est donc proposé au conseil municipal d'émettre un avis favorable à la proposition de Monsieur le Maire d'autoriser par arrêté municipal les commerces de détail autres que l'automobile, d'une part, et les concessions automobiles, d'autre part, à déroger 12 dimanches par an à l'obligation de repos dominical, avec les contreparties prévues par le code du travail pour les salariés concernés et selon les calendriers proposés ci-dessus.

Conseil Municipal – séance du 9 décembre 2025

| | |
|-----------------------------------|---|
| Principaux textes réglementaires | - articles L.3132-26, L.3132-27, et R.3132-21 du code du travail ; - loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dite « Loi Macron ». |
| Principaux documents de référence | - avis des organisations d'employeurs et de salariés consultés. |

A reçu un avis favorable en Commission Finances, Solidarité et Sécurité du 2 décembre 2025.

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Madame Corinne FIORENTINO, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Olivier LAVIGNE, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETTE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS, Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Monsieur Laurent OTTAVI donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

Stéphanie BRANCO : Bonsoir. Mes chers collègues, cette délibération concerne les ouvertures dominicales des commerces en 2026. La liste des 12 dimanches travaillés doit être arrêtée avant le 31 décembre de l'année en cours pour l'année suivante. Après avis conforme des divers établissements et d'un avis favorable lors de la commission du 5 décembre, vous trouverez le calendrier dans cette délibération.

Avez-vous des questions ? (*Pas de questions*)

Qui vote pour, contre ou s'abstient ? À l'unanimité...

M. le Maire : Une abstention ? Non, pardon, c'est bon.

Stéphanie BRANCO : Non. On vote toujours pour moi.

M. le Maire : Merci, Stéphanie pour cette brillante intervention.

Sur le fond, cette délibération est franchement le symbole d'un État en déliquescence avec des dates données qui n'intéressent personne. On est obligé de donner une date, mais si vous la lisez sur le fond, elle ne sert à rien. J'aime le rappeler : c'est l'inutilité d'une mesure d'ouverture dominicale des commerces. On dirait oui, non, c'est tout, mais mettre des dates, et sans consulter les commerces en plus... C'est ce que l'on fait chaque année.

Je voulais le rappeler, parce que cela peut être un objectif majeur du prochain mandat de consulter les commerçants pour voir s'ils sont d'accord ou pas et rejeter ce genre de délibération inutile.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : Emet un avis favorable à la proposition de Monsieur le Maire d'autoriser, par arrêté municipal, les commerces de détail autres que l'automobile, d'une part, et les concessions automobiles, d'autre part, à déroger 12 dimanches par an à l'obligation de repos dominical avec les contreparties prévues par le code du travail pour les salariés concernés.

Article 2 : Emet un avis favorable au calendrier suivant pour les commerces de détail autres que l'automobile :

- Le dimanche 11 janvier 2026 ;
- Le dimanche 8 février 2026 ;
- Le dimanche 31 mai 2026 ;
- Les dimanches 21 et 28 juin 2026 ;
- Le dimanche 5 juillet 2026 ;
- Les dimanches 22 et 29 novembre 2026 ;
- Les dimanches 6, 13, 20 et 27 décembre 2026.

Article 3 : Emet un avis favorable au calendrier suivant pour les commerces de détail automobile :

- Le dimanche 18 janvier 2026 ;
- Le dimanche 15 mars 2026 ;
- Le dimanche 12 avril 2026 ;
- Le dimanche 17 mai 2026 ;
- Les dimanches 14 et 28 juin 2026 ;
- Le dimanche 5 juillet 2026 ;
- Le dimanche 13 septembre 2026 ;
- Les dimanches 11 et 25 octobre 2026 ;
- Le dimanche 15 novembre 2026 ;
- Le dimanche 13 décembre 2026.

Article 4 : Autorise Monsieur le Maire, ou le cas échéant l' élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L.2122-18 du code général des collectivités territoriales, ou l' élu remplaçant le Maire en vertu de l'article L.2122-17 du même code, à engager toute démarche et à signer tous documents en exécution de la présente délibération.

41 . Rapports d'activité 2024

Certaines informations contenues dans les rapports d'activité présentés sont soumises d'une part au secret des affaires et d'autre part à la réglementation sur la protection des données personnelles. Ces informations vous sont communiquées au titre de votre droit d'information en tant qu'élus. Il vous appartient de ne pas les diffuser.

En application des articles L. 1411-3 et L. 5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales, nous avons été rendus destinataires des rapports d'activité pour 2021 de nos délégataires, des syndicats intercommunaux auxquels la commune est adhérente qui sont qualifiés d'Établissements Publics de Coopération Intercommunale ainsi que des syndicats mixtes auxquels la commune est adhérente.

Vous avez pu prendre connaissance de ces rapports qui sont tous en ligne ainsi que de la note de synthèse qui explicite les faits marquants pour 2024 de chacun d'entre eux :

- **Établissement Public Territorial Paris Est Marne et Bois**

Composé de 90 élus issus des différentes communes, le Conseil de territoire se réunit tous les deux ou trois mois afin de délibérer sur les grands projets et orientations stratégiques du Territoire. Chaque commune dispose d'un nombre de conseillers de territoire proportionnel à sa population.

Au nombre de 6, les commissions thématiques examinent les dossiers inscrits à l'ordre du jour du Conseil de territoire dans leur domaine et peuvent proposer des modifications aux projets de délibérations ou encore formuler tout avis.

- Commission Urbanisme, Aménagement, Habitat et Politique de la Ville ;
- Commission Développement économique et Emploi ;
- Commission Environnement, Eau et Assainissement ;
- Commission Transports, Mobilité ;
- Commission Finances, Administration Général ;
- Commission Culture, Sport, Tourisme.

Au 31 décembre 2024, l'EPT emploie 371 agents.

Le rapport ci-joint présente une activité 2024 particulièrement dense. Nous retiendrons pour Joinville-le-Pont, le fait marquant du transfert du Port de plaisance au 1 janvier 2024 et bien entendu les études de la Plage qui a ouvert à l'été 2025. On notera aussi l'installation d'un sanitaire publique place du 8 mai 1945.

Par ailleurs l'EPT qui a signé une convention avec la DIRIF relatif à la requalification de l'assainissement des autoroutes A4 et A86 a mené en 2024 et 2025 des travaux importants permettant de traiter les rejets.

- **Syndicat intercommunal pour le gaz et l'électricité en Île-de-France**

Né à l'aube du XXème siècle avec l'objectif principal d'assurer la distribution du gaz d'éclairage, dans la banlieue parisienne, le Sigeif est l'une des premières illustrations de l'intercommunalité. Interlocuteur de référence, le Sigeif représente et défend le service public de la distribution publique du gaz et de l'électricité en Île-de-France pour 5,9 millions d'habitants pour 189 collectivités d'Ile-de-France.

Joinville est adhérente pour le gaz (1ère adhésion : 31 décembre 1903 - 2ème adhésion : 13 février 1934). Le Syndicat veille à ce que le concessionnaire GRDF (Gaz Réseau Distribution France, filiale à 100% de GDF) s'acquitte des missions de service public qui lui sont confiées (continuité de fourniture, égalité de traitement des usagers, état technique des réseaux, qualité de l'énergie distribuée....).

Nous vous rappelons que les recettes de la concession proviennent essentiellement des factures d'acheminement des quantités de gaz livrées aux clients par les différents fournisseurs. Ces factures sont établies sur la base des tarifs calculés nationalement et publiés par les pouvoirs publics sur proposition de la Commission de Régulation de l'Énergie (CRE). Les charges correspondent aux charges liées à l'exploitation et à l'entretien des réseaux, essentiellement des charges de main d'œuvre et des achats de prestations. Le syndicat n'ayant aucune fiscalité propre, ses recettes proviennent des redevances versées par les concessionnaires.

Une synthèse du rapport annuel 2024 est joint à la présente délibération.

- **Syndicat intercommunal de la périphérie de Paris pour les énergies et les réseaux de communication**

Créé en 1924, le SIPPEREC regroupe 128 adhérents pour le compte desquels il exerce quatre compétences. En effet, à la compétence fondatrice de l'électricité se sont ajoutées trois autres compétences optionnelles (énergie renouvelable, réseaux et services numériques, infrastructure de recharge pour véhicules électriques). Le syndicat s'est par ailleurs transformé en Syndicat Mixte ouvert permettant l'adhésion de tous types de collectivité.

Joinville-le-Pont est adhérente à la compétence électricité et depuis fin 2014 à la compétence réseaux et services numériques.

Nous rappelons que le SIPPAREC ne perçoit pas de recettes fiscales, et les villes adhérentes n'apportent pas de cotisation. Les prestations spécifiques (groupements de commandes, conventions...) sont rémunérées par les bénéficiaires. La plus grande partie des ressources du syndicat provient des contrats de concessions. En ce qui concerne EDF-ERDF, il s'agit du versement de redevances.

Le syndicat gère principalement la délégation de service public de la distribution d'électricité (ERDF, filiale à 100% d'EDF), mais aussi : l'appui à l'action sociale des CCAS pour l'accès à l'électricité, le subventionnement des travaux liés à l'électricité dans les communes, la maîtrise d'ouvrage pour l'enfouissement des réseaux de distribution électrique, la gestion de parcs d'éclairage public et de signalisation lumineuse tricolore, le développement des énergies renouvelables, (photovoltaïque), le contrôle de la taxe d'électricité, la gestion de l'électricité et la maîtrise des consommations des collectivités.

Il s'agit de la 1ère concession de France pour 88 collectivités représentant 5% de la consommation électrique française, 2 millions de points de livraison.

La réorganisation des activités d'EDF a conduit à la création d'une structure distincte au 1er janvier 2008 dévolue aux seules activités de distribution (ERDF devenu ENEDIS). En conséquence, la concession doit désormais distinguer deux compétences assurées par deux concessionnaires : le service public de distribution confié à ENEDIS et le service public de fourniture aux tarifs réglementés confié à EDF.

Le rapport joint à la présente délibération détaille les actions du syndicat pour l'année 2024. On portera une attention particulière au chapitre II relatif à la compétence électricité.

- **AGEMOB (ex SAVM) - Agence métropolitaine des mobilités partagées**

Au 31 décembre 2024, Agemob compte 91 adhérents :

- 88 communes,
- 3 établissements publics territoriaux (EPT) représentant 15 communes (2 communes ayant l'option Velib'),
- 2 départements (Hauts-de-Seine et Val-de-Marne),
- la Région Île-de-France,
- la Métropole du Grand Paris.

Dans le rapport joint vous trouverez les principaux chiffres d'activité du syndicat et des éléments sur le contentieux pendant depuis la fin du service Autolib.

- **Syndicat intercommunal funéraire de la région parisienne (SIFUREP)**

Le Syndicat Intercommunal Funéraire de la Région Parisienne a été créé en 1905. Devenu syndicat mixte, il a pour objet, l'organisation, la gestion et le contrôle du service public funéraire, sur le territoire d'Île-de-France, au lieu et place des communes et des établissements publics de coopération intercommunale adhérents. On compte 108 adhérents.

Le SIFUREP gère et contrôle 8 contrats de délégation de service public :

- le contrat de délégation du service extérieur des pompes funèbres attribué à la société OGF au 1^{er} janvier 2019 ;
- les contrats de construction et d'exploitation de cinq crématoriums ;
- les contrats de rénovation et d'exploitation de deux chambres funéraires.

Les familles peuvent bénéficier de tarifs négociés en moyenne inférieur de 8 % aux tarifs généraux pratiqués par les organismes privés.

Je précise ici que deux rapports ne nous ont pas été transmis : celui de La Maison Bleue l'ancien délégataire de la crèche Les Petits Chéris et celui du Syndicat intercommunal cimetière crématorium Valenton.

Il est donc demandé au Conseil Municipal de bien vouloir prendre acte de ces rapports.

| | |
|-----------------------------------|--|
| Principaux textes réglementaires | - articles L. 1411-3, L. 5210-1-1A, L. 5211-39, L. 5219-2 et L. 5711-1 du Code Général des Collectivités Territoriales |
| Principaux documents de référence | - rapports d'activité 2023 des délégataires, de syndicats mixtes et des EPCI auxquels la commune est adhérente |

A reçu un avis favorable en Commission Finances, Solidarité et Sécurité du 2 décembre 2025.

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliâne REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Madame Corinne FIORENTINO, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Olivier LAVIGNE, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETTELE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS, Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Monsieur Laurent OTTAVI donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

M. le Maire : C'est le rapport d'activité passionnant que nous avons chaque année, qui vous est présenté et qui rappelle tous les rapports qui vous sont vendus. Ce soir, je regrette l'absence de Laurent OTTAVI, brillant représentant du SIGEIF (Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Électricité en Île-de-France), qui nous fait quand même chaque année un rapport brillant, passionné. On pensera à toi, Laurent. C'est le rapport qui concerne aussi le SIPPÉREC (Syndicat Intercommunal de la Périphérie de Paris pour les Énergies et les Réseaux de Communication), qui concerne Paris Est Marne & Bois. Il y en a d'autres, dont vous avez les documents : le Syndicat intercommunal de la Périphérie de Paris, donc le SIPPÉREC, l'Agence métropolitaine des Mobilités partagées, le SIFUREP (Syndicat Intercommunal Funéraire en Région Parisienne).

Avez-vous des questions ? Ce sont des rapports, donc nous pouvons remonter vos interrogations sur ces organismes.

Tony RENUCCI : Juste une question sur le rapport de Paris Est Marne & Bois, qui mentionne, comme l'année dernière, le réaménagement de la place du 8 mai, avec aussi un projet de parking souterrain. Je me souviens avoir posé la question...

Vous disiez que vous n'étiez pas au courant, mais ils le remettent à niveau.

M. le Maire : Non, mais en plus, on n'a rien demandé. C'est une bonne question, je vous remercie de la faire ressurgir.

Je pense qu'à un moment, le territoire s'est cru porté d'une mission de refaire la place du marché. Lorsqu'ils ont repris le marché forain, nos maraîchers, ils se sont dit : « On pourrait faire un réaménagement de tout ça ». J'ai envie de dire pourquoi pas ? Débattons, faisons une... Échangeons, pourquoi pas, mais ils ont juste oublié que c'est la ville de Joinville-le-Pont qui est propriétaire des terrains, donc il n'y a pas lieu d'avoir cette...

On va le leur rappeler, Clément – les deux Clément, d'ailleurs – de manière à ce qu'ils l'enlèvent encore l'année prochaine. C'est une coquille. C'est une bonne remarque, on va la faire passer.

Je ne dis pas qu'ils n'ont peut-être pas fait des études, parce qu'ils sont capables de faire des études, mais on n'a rien signé, rien demandé. Je pense que cela ferait partie d'un débat local. Franchement, si un jour, on veut refaire cette place...

Moi, je rappelle simplement qu'en 2008, on a été élus sur la non-construction sur la place du 8 mai 1945, ce que souhaitait... Le rapport de la ZAC voté en 2007 construisait des immeubles sur la place du marché, des barres d'immeubles, je le rappelle, pour ceux qui ont oublié et qui vont encore se représenter aux élections. Il faut quand même rappeler les choses qui fâchent.

Nous, nous considérons que nous avons – avec vous, d'ailleurs, certains – conservé nos marchés. Cette place mérite une attention, c'est certain, mais aujourd'hui, nous n'avons pas les moyens de porter un tel sujet.

Y a-t-il d'autres questions ? (*Pas de questions*)

C'est une prise d'acte. Qui prend acte de ces rapports ? Je vous remercie.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article 1er : Prend acte des rapports d'activité 2024 :

- ÉTABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PARIS EST MARNE ET BOIS (EPT PEMB)
- SYNDICAT INTERCOMMUNAL POUR LE GAZ ET ÉLECTRICITÉ EN ÎLE-DE-FRANCE (S.I.G.E.I.F.)
- SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE LA PÉRIPHÉRIE DE PARIS POUR ÉLECTRICITÉ ET LES RÉSEAUX DE COMMUNICATION (S.I.P.P.E.R.E.C.)
- AGENCE MÉTROPOLITAINE DES MOBILITÉS PARTAGES
- SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES COMMUNES DE LA RÉGION PARISIENNE POUR LE SERVICE FUNÉRAIRE (S.I.F.U.R.E.P.)

42 . Créations et suppressions des emplois permanents

Conformément à l'article L.313-1 du Code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité territoriale ou établissement public sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil municipal de déterminer la création des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services et de supprimer les emplois dont le maintien n'est plus indispensable au regard des besoins du service public.

Tenant compte des modifications de l'organisation des services en lien avec les besoins du service public, il est ainsi proposé les évolutions mentionnées ci-dessous, modifiant la délibération n° 32 du 11 décembre 2024 portant sur la création, pour régularisation, de l'ensemble des emplois de la collectivité dernièrement modifiée par la délibération n°31 du 25 juin 2025.

Création des emplois permanents :

- Sur la filière administrative

- 1 emploi permanent à temps complet, relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux, catégorie A, correspondant aux fonctions suivantes : Responsable administratif et financier de la Direction du lien social et de la petite enfance.
- 2 emplois permanents à temps complet, relevant du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux, catégorie B, correspondant aux fonctions suivantes : Chargé de recrutement, chargé de l'administration générale, chargé du suivi du Contrat Territorial Global.
- Sur la filière animation
 - 22 emplois permanents à temps complet relevant du cadre d'emplois des adjoints territoriaux d'animation, catégorie C, correspondant aux fonctions suivantes : animateur périscolaire.
- Sur la filière technique
 - 1 emploi permanent à temps complet, relevant du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux, catégorie C, correspondant aux fonctions suivantes : Adjoint technique/fonction ATSEM.

Les emplois permanents pourront être pourvus par des fonctionnaires relevant d'un des grades des cadres d'emplois cibles ou au regard de leur parcours et de leurs compétences, d'un grade du cadre d'emplois inférieur.

Les emplois permanents pourront également être occupés par des agents contractuels recrutés à durée déterminée pour une durée maximale d'un an en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires au vu de l'application de l'article L332-14 du Code Général de la Fonction publique.

Sa durée pourra être prolongée, dans la limite d'une durée totale de 2 ans, lorsque, au terme de la durée fixée au 2^{ème} alinéa de l'article L332-14 du Code Général de la Fonction publique, la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire n'a pu aboutir.

Pour répondre aux besoins temporaires tels que définis par l'article L.332-13 du même code, le recrutement d'agents contractuels est également autorisé à titre temporaire, pour une durée déterminée dans la limite de la durée d'absence de l'agent affecté sur l'emploi permanent à remplacer. Le contrat peut prendre effet avant le départ de l'agent faisant l'objet du remplacement.

Selon la nature des emplois concernés, les emplois permanents pourront, par dérogation, être pourvus par un agent contractuel sur le fondement de l'article L332-8 du Code Général de la Fonction publique :

- L332-8 1° Lorsqu'il n'existe pas de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes ;
- L332-8 2° Lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par le présent code.

Au terme de la limite maximale de six ans à durée déterminée, la reconduction ne pourra avoir lieu que par décision expresse et pour une durée indéterminée, conformément aux articles L.332-9 à L.332-12 du même code. En cas de recours à un agent contractuel en application des dispositions ci-dessus énoncées, celui-ci exercera les fonctions définies précédemment.

Son niveau de recrutement et de rémunération seront définis sur la base des diplômes et de l'expérience et correspondront à ceux fixés pour le recrutement statutaire de l'emploi créé.

Suppression des emplois permanents :

• Sur la filière sociale

- 1 emploi permanent à temps complet, relevant du cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs territoriaux, catégorie A, correspondant aux fonctions suivantes : Directrice adjointe du CCAS.
- 1 emploi permanent à temps complet, relevant du cadre d'emplois des agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles, catégorie C, dont les fonctions correspondent à l'intitulé du grade.

Les effets de la présente délibération et des suivantes, portant sur les créations et les suppressions d'emplois, sont et seront traduits dans les délibérations relatives au tableau des effectifs. Pour la présente délibération, le tableau des effectifs a reçu un avis favorable du Comité Social Territorial.

| | |
|-----------------------------------|--|
| Principaux textes réglementaires | - articles L.313-1, L.332-8 et suivants, L.332-13 et L.332-14 du Code Général de la Fonction publique - délibération n° 32 du conseil municipal du 11 décembre 2024 relative à la création pour régularisation de 408 emplois - délibération n°31 du conseil municipal du 25 juin 2025 relative à la création et suppression des emplois permanents. |
| Principaux documents de référence | - tableau des effectifs |

A reçu l'avis favorable des membres du Comité Social Territoriaux du 20 novembre 2025.

A reçu un avis favorable en Commission Finances, Solidarité et Sécurité du 2 décembre 2025.

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Madame Corinne FIORENTINO, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Olivier LAVIGNE, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETTELE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS, Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Monsieur Laurent OTTAVI donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

Francis SELLAM : Comme à chaque conseil municipal, il y a eu un CST qui est passé avant, donc on rétablit les créations et les suppressions d'emplois. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas d'agents qui sont partis ou autre, cela peut aussi être des évolutions de poste. Le CST a voté à l'unanimité la création d'emplois.

Y a-t-il des questions ? (*Pas de questions*)

Qui est pour ? Unanimité, merci beaucoup.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : Crée les emplois permanents suivants :

• Sur la filière administrative

- 1 emploi permanent à temps complet, relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux, catégorie A, correspondant aux fonctions suivantes : Responsable administratif et financier de la Direction du lien social et de la petite enfance.
- 2 emplois permanents à temps complet, relevant du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux, catégorie B, correspondant aux fonctions suivantes : chargé de recrutement, chargé de l'administration générale, chargé du suivi du Contrat Territorial Global.

• Sur la filière animation

- 22 emplois permanents à temps complet relevant du cadre d'emplois des adjoints territoriaux d'animation, catégorie C, correspondant aux fonctions suivantes : animateur périscolaire.

• Sur la filière technique

- 1 emploi permanent à temps complet, relevant du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux, catégorie C, correspondant aux fonctions suivantes : Adjoint technique/fonction ATSEM.

Article 2 : Précise que les emplois permanents pourront être pourvus par des fonctionnaires relevant d'un des grades des cadres d'emplois cibles ou au regard de leur parcours et de leurs compétences, d'un grade du cadre d'emplois de catégorie inférieur.

Article 3 : Précise que les emplois permanents pourront également être occupés par des agents contractuels recrutés à durée déterminée pour une durée maximale d'un an en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires au vu de l'application de l'article L332-14 du Code Général de la Fonction publique.

Sa durée pourra être prolongée, dans la limite d'une durée totale de 2 ans, lorsque, au terme de la durée fixée au 2^{ème} alinéa de l'article L332-14 du Code Général de la Fonction publique, la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire n'a pu aboutir.

Pour répondre aux besoins temporaires tels que définis par l'art. L.332-13 du même code, le recrutement d'agents contractuels est également autorisé à titre temporaire, pour une durée déterminée dans la limite de la durée d'absence de l'agent affecté sur l'emploi permanent à remplacer. Le contrat peut prendre effet avant le départ de l'agent faisant l'objet du remplacement.

Article 4 : Précise que selon la nature des emplois concernés, les emplois permanents pourront, par dérogation, être pourvus par un agent contractuel sur le fondement de l'article L332-8 du Code Général de la Fonction publique :

- L332-8 1° Lorsqu'il n'existe pas de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes ;
- L332-8 2° Lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par le présent code ;

Au terme de la limite maximale de six ans à durée déterminée, la reconduction ne pourra avoir lieu que par décision expresse et pour une durée indéterminée, conformément aux articles L.332-9 à L.332-12 du même code.

A chaque fois, la nature des fonctions et les niveaux de recrutement et de rémunération de l'agent recruté sous contrat correspondent à ceux fixés pour le recrutement statutaire sur l'emploi créé.

Article 5 : Précise que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de chaque exercice considéré.

Article 6 : Supprime les emplois permanents suivants :

- Sur la filière sociale
 - 1 emploi permanent à temps complet, relevant du cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs territoriaux, catégorie A, correspondant aux fonctions suivantes : Directrice adjointe du CCAS.
 - 1 emploi permanent à temps complet, relevant du cadre d'emplois des agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles, catégorie C, dont les fonctions correspondent à l'intitulé du grade.

Article 7 : Précise que les effets de la présente délibération sont traduits dans la délibération relative au tableau des effectifs.

Article 8 : Autorise Monsieur le Maire, ou le cas échéant l' élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L. 2122-18 du Code général des collectivités territoriales, ou l' élu remplaçant le Maire en vertu de l'article L. 2122-17 du même code, à engager toute démarche et à signer tous documents en exécution de la présente délibération.

43 . Tableau des effectifs

Les modifications du tableau des effectifs présentées aujourd'hui correspondent :

- à la création des postes nécessaires au bon fonctionnement des services ;
- aux suppressions de postes, notamment liée aux évolutions de carrière
- aux divers ajustements liés aux évolutions de carrière des agents et aux mouvements du personnel.

Tous les postes permanents créés sont susceptibles d'être pourvus par voie contractuelle sur le fondement de l'article L. 352-4 relatif aux recrutements et aux conditions d'accès aux emplois des personnes en situation de handicap ou des articles L 332-14, L332-8 ou L.332-12 ou du Code général de la fonction publique, si la procédure ne permet pas d'aboutir au recrutement d'agents fonctionnaires.

Les emplois non permanents suivants sont toujours en cours :

- 3 postes d'adjoint technique en renfort saisonnier pour assurer la campagne de ramassage automnale des feuilles (article L.332-23 2 du Code général de la fonction publique)
- 1 poste de rédacteur en renfort pour soutenir l'activité de la direction des affaires culturelles tenant compte des postes vacants (article L.332-23 1 du Code général de la fonction publique)
- 1 poste d'adjoint administratif en renfort à la Maison des solidarités et de l'emploi (article L 332-13 du Code général de la fonction publique)
- 1 poste d'adjoint technique faisant fonction d'assistant éducatif petite enfance pour le remplacement d'un agent en congé de longue maladie (article L 332-13 du Code général de la fonction publique)
- 1 poste d'adjoint technique pour le remplacement d'un agent en arrêt de travail au service

logistique (article L 332-13 du Code général de la fonction publique)

- 1 poste d'adjoint technique faisant fonction d'assistant éducatif petite enfance en renfort pour assurer la continuité de service en raison du temps partiel thérapeutique d'un agent (article L.332-23 1 du Code général de la fonction publique)
- 1 poste d'adjoint technique faisant fonction d'agent de service polyvalent pour le remplacement d'un agent en arrêt pour accident de travail en crèche (article L 332-13 du Code général de la fonction publique)

| | |
|-----------------------------------|---|
| Principaux textes réglementaires | - articles L.332-8, L.332-13, L.332-14, L.332-23 1° et 2° du Code général de la fonction publique - la circulaire du 11 janvier 2018 relative aux parcours emploi compétences et au fonds d'inclusion dans l'emploi en faveur des personnes les plus éloignées de l'emploi |
| Principaux documents de référence | - tableau des effectifs |

A reçu un avis favorable du Comité Social Territorial du 20/11/2025

A reçu un avis favorable en Commission Finances, Solidarité et Sécurité du 2 décembre 2025.

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Madame Corinne FIORENTINO, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Olivier LAVIGNE, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETELLE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS, Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Monsieur Laurent OTTAVI donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

Francis SELLAM : Comme à chaque fois, je salue le travail qui est fait par les Ressources humaines et Laurence HUGON, sa directrice, avec le travail qui est fait sur « l'inventaire », le nombre d'agents contractuels, etc., dans la Mairie. On a eu aussi un vote à l'unanimité au CST.

Des questions ? (*Pas de questions*)

Qui est pour ? Unanimité, merci beaucoup.

Je repasse la parole à Monsieur le Maire.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : Décide de valider l'ensemble des créations et suppressions de postes proposées dans le tableau des effectifs en annexe 1 à la présente délibération, d'adopter ce tableau et précise que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés sur ces emplois sont inscrits au budget de la collectivité.

Article 2 : Autorise Monsieur le Maire, ou le cas échéant l'élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L.2122-18 du Code général des collectivités territoriales, ou l'élu remplaçant le Maire en vertu de l'article L.2122-17 du même code, à engager toute démarche et à signer tous documents en exécution de la présente délibération.

TABLEAU DES EFFECTIFS

Les modifications du tableau des effectifs présentées aujourd'hui correspondent :

- à la création des postes nécessaires au bon fonctionnement des services ;
- aux suppressions de postes, notamment liée aux évolutions de carrière
- et aux divers ajustements liés aux évolutions de carrière des agents et aux mouvements du personnel.

Tous les postes permanents créés sont susceptibles d'être pourvus par voie contractuelle sur le fondement de l'article L. 352-4 relatif aux recrutements et aux conditions d'accès aux emplois des personnes en situation de handicap ou des articles L 332-14, L332-8 ou L.332-12 ou du Code général de la fonction publique, si la procédure ne permet pas d'aboutir au recrutement d'agents fonctionnaires.

Les emplois non permanents suivants sont toujours en cours :

- 3 postes d'adjoint technique en renfort saisonnier pour assurer la campagne de ramassage automnale des feuilles (article L.332-23 2 du Code général de la fonction publique)
- 1 poste de rédacteur en renfort pour soutenir l'activité de la direction des affaires culturelles tenant compte des postes vacants (article L.332-23 1 du Code général de la fonction publique)
- 1 poste d'adjoint administratif en renfort à la Maison des solidarités et de l'emploi (article L 332-13 du Code général de la fonction publique)
- 1 poste d'adjoint technique faisant fonction d'assistant éducatif petite enfance pour le remplacement d'un agent en congé de longue maladie (article L 332-13 du Code général de la fonction publique)
- 1 poste d'adjoint technique pour le remplacement d'un agent en arrêt de travail au service logistique (article L 332-13 du Code général de la fonction publique)
- 1 poste d'adjoint technique faisant fonction d'assistant éducatif petite enfance en renfort pour assurer la continuité de service en raison du temps partiel thérapeutique d'un agent (article L.332-23 1 du Code général de la fonction publique)
- 1 poste d'adjoint technique faisant fonction d'agent de service polyvalent pour le remplacement d'un agent en arrêt pour accident de travail en crèche (article L 332-13 du Code général de la fonction publique)

Récapitulatif par filière / catégorie d'emplois :

| | Somme de Total postes pourvus | Somme de Total postes budgétés avant | Somme de Total ETP avant | Nombre de créations | Nombre de suppressions | Somme de Postes TC budgétés après | Somme de Postes TNC budgétés après | Somme de Total postes budgétés après | Somme de Total ETP budgétés après |
|---------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|--------------------------|---------------------|------------------------|-----------------------------------|------------------------------------|--------------------------------------|-----------------------------------|
| Emplois fonctionnels | 5 | 5 | 4,90 | | | 4 | 1 | 5 | 4,90 |
| Emplois non permanents | 11 | 18 | 17,48 | | | 17 | 1 | 18 | 17,48 |
| Filière administrative | 85 | 91 | 90,80 | 7,00 | -4 | 93 | 1 | 94 | 93,80 |
| Filière animation | 74 | 77 | 70,34 | 23,00 | -2 | 71 | 27 | 98 | 91,34 |
| Filière culturelle | 41 | 41 | 27,43 | 1,40 | -1,4 | 14 | 27 | 41 | 27,43 |
| Filière médico-sociale | 16 | 17 | 16,91 | | | 16 | 1 | 17 | 16,91 |
| Filière Police municipale | 21 | 21 | 21,00 | 2,00 | -1 | 22 | 0 | 22 | 22,00 |
| Filière sociale | 22 | 26 | 25,80 | 1,00 | -3 | 23 | 1 | 24 | 23,80 |
| Filière sportive | 3 | 3 | 1,74 | | | 1 | 2 | 3 | 1,74 |
| Filière technique | 142 | 149 | 146,86 | 6,00 | -5 | 142 | 8 | 150 | 147,86 |
| Total général | 420 | 448 | 423,25 | 40,40 | -16,4 | 403 | 69 | 472 | 447,25 |

| GRADES / EMPLOIS EMPLOIS FONCTIONNELS ET FILIERE ADMINISTRATIVE | Postes pourvus avant CM | Postes budgétés avant CM | ETP budgétés avant CM | Evolutions proposées | Objets des évolutions proposées | Postes TC budgétés après CM | Postes TNC budgétés après CM | Total postes budgétés après CM | Total ETP budgétés après CM |
|--|----------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------|-------------------------|--|---|--|--|-----------------------------------|
| Total Directeur général des services | 1 | 1 | 1,00 | 0,00 | | 1 | 0,00 | 1 | 1,00 |
| Total Directeur général adjoint des services | 3 | 3 | 2,90 | 0,00 | | 2 | 1,00 | 3 | 2,90 |
| Total Directeur des services techniques | 1 | 1 | 1,00 | 0,00 | | 1 | 0,00 | 1 | 1,00 |
| Total Attaché hors classe | 0 | 2 | 2,00 | 0,00 | | 2 | 0 | 2 | 2,00 |
| Total Attaché principal | 4 | 4 | 4,00 | 1,00 | - 1 poste à créer suite avancement de grade | 5 | 0 | 5 | 5,00 |
| Total Attaché | 19 | 19 | 19,00 | 0,00 | - 1 poste à supprimer suite avancement de grade - 1 poste à créer – nouveau besoin | 19 | 0 | 19 | 19,00 |
| Total Rédacteur principal de 1ère classe | 1 | 1 | 1,00 | 0,00 | | 1 | 0 | 1 | 1,00 |
| Total Rédacteur principal de 2ème classe | 3 | 3 | 3,00 | 0,00 | | 3 | 0 | 3 | 3,00 |
| Total Rédacteur | 12 | 14 | 14,00 | 2,00 | - 1 poste à créer / chargé de mission CTG - 1 poste à créer / chargé de recrutement | 16 | 0 | 16 | 16,00 |
| Total Adjoint administratif principal de 1ère classe | 23 | 24 | 23,80 | 2,00 | -2 postes à créer suite avancements de grade | 25 | 1 | 26 | 25,80 |
| Total Adjoint administratif principal de 2ème classe | 11 | 12 | 12,00 | -1,00 | - 1 poste à créer suite avancement de grade - 2 postes à supprimer suite avancements de grade | 11 | 0 | 11 | 11,00 |
| Total Adjoint administratif | 12 | 12 | 12,00 | -1,00 | - 1 poste à supprimer suite avancement de grade | 11 | 0 | 11 | 11,00 |

CONSEIL MUNICIPAL – 09/12/2025

| GRADES FILIERE TECHNIQUE | Postes pourvus avant CM | Postes budgétés avant CM | ETP budgétés avant CM | Evolutions proposées | Objets des évolutions proposées | Postes TC budgétés après CM | Postes TNC budgétés après CM | Total postes budgétés après CM | Total ETP budgétés après CM |
|---|--|---|--------------------------------------|---------------------------------|--|--|---|---|--|
| Total Ingénieur hors classe | 0 | 1 | 1,00 | 0,00 | | 1 | 0,00 | 1 | 1,00 |
| Total Ingénieur principal | 2 | 3 | 3,00 | 0,00 | | 3 | 0,00 | 3 | 3,00 |
| Total Ingénieur | 5 | 5 | 5,00 | 0,00 | | 5 | 0,00 | 5 | 5,00 |
| Total Technicien principal de 1ère classe | 3 | 3 | 3,00 | 1,00 | - 1 poste à créer suite avancement de grade | 4 | 0 | 4 | 4,00 |
| Total Technicien principal de 2ème classe | 5 | 5 | 4,80 | -1,00 | - 1 poste à supprimer suite avancement de grade | 3 | 1 | 4 | 3,80 |
| Total Technicien | 4 | 5 | 5,00 | 0,00 | | 5 | 0 | 5 | 5,00 |
| Total Agent de maîtrise principal | 9 | 10 | 10,00 | 1,00 | - 1 poste à créer suite avancement de grade | 11 | 0 | 11 | 11,00 |
| Total Agent de maîtrise | 5 | 5 | 5,00 | 0,00 | | 5 | 0 | 5 | 5,00 |
| Total Adjoint technique principal de 1ère classe | 14 | 14 | 14,00 | 0,00 | - 1 poste à supprimer suite départ retraite - 1 poste à créer suite avancement de grade | 14 | 0 | 14 | 14,00 |
| Total Adjoint technique principal de 2ème classe | 43 | 43 | 42,38 | 1,00 | - 3 postes à créer suite avancements de grade - 2 postes à supprimer suite avancement de grade | 42 | 2 | 44 | 43,38 |
| Total Adjoint technique | 52 | 55 | 53,68 | -1,00 | - 2 postes à supprimer suite avancement de grade - 1 poste à créer suite recrutement ATSEM sur ce grade | 49 | 5 | 54 | 52,68 |

| GRADES FILIERE SOCIALE | Postes pourvus avant CM | Postes budgétés avant CM | ETP budgétés avant CM | Evolutions proposées | Objets des évolutions proposées | Postes TC budgétés après CM | Postes TNC budgétés après CM | Total postes budgétés après CM | Total ETP budgétés après CM |
|---|----------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------|-------------------------|---|---|--|--|-----------------------------------|
| Total Assistant socio- éducatif de classe exc. | 1 | 2 | 2,00 | -1,00 | - 1 poste à supprimer suite changement de filière | 1 | 0 | 1 | 1,00 |
| Total Assistant socio- éducatif | 2 | 3 | 3,00 | 0,00 | | 3 | 0 | 3 | 3,00 |
| Total Educateur de jeunes enfants de classe exc. | 4 | 4 | 4,00 | 0,00 | | 4 | 0 | 4 | 4,00 |
| Total Educateur de jeunes enfants | 1 | 2 | 2,00 | 0,00 | | 2 | 0 | 2 | 2,00 |
| Total ASEM principal de 1ère classe | 5 | 5 | 5,00 | 1,00 | - 1 poste à créer suite avancement de grade | 6 | 0 | 6 | 6,00 |
| Total ASEM principal de 2ème classe | 9 | 10 | 9,80 | -2,00 | - 1 poste à supprimer suite avancement de grade - 1 poste à supprimer suite recrutement sur grade d'adjoint technique | 7 | 1 | 8 | 7,80 |

| GRADES / EMPLOIS FILIERE MEDICO SOCIALE | Postes pourvus avant CM | Postes budgétés avant CM | ETP budgétés avant CM | Evolutions proposées | Objets des évolutions proposées | Postes TC budgétés après CM | Postes TNC budgétés après CM | Total postes budgétés après CM | Total ETP budgétés après CM |
|---|----------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------|-------------------------|---------------------------------|---|--|--|-----------------------------------|
| Total Psychologue de classe normale | 1 | 1 | 0,91 | 0,00 | | 0 | 1 | 1 | 0,91 |
| Total Infirmier en soins généraux | 1 | 1 | 1,00 | 0,00 | | 1 | 0 | 1 | 1,00 |
| Total Auxiliaire de puériculture principal de classe supérieure | 3 | 3 | 3,00 | 0,00 | | 3 | 0 | 3 | 3,00 |
| Total Auxiliaire de puériculture de classe normale | 11 | 12 | 12,00 | 0,00 | | 12 | 0 | 12 | 12,00 |

CONSEIL MUNICIPAL – 09/12/2025

| GRADES / EMPLOIS FILIERE SPORTIVE | Postes pourvus avant CM | Postes budgétés avant CM | ETP budgétés avant CM | Evolutions proposées | Objets des évolutions proposées | Postes TC budgétés après CM | Postes TNC budgétés après CM | Total postes budgétés après CM | Total ETP budgétés après CM |
|---|--|---|--------------------------------------|---------------------------------|--|--|---|---|--|
| Total Educateur des activités physiques et sportives | 3 | 3 | 1,74 | 0,00 | | 1 | 2 | 3 | 1,74 |

| GRADES / EMPLOIS FILIERE CULTURELLE | Postes pourvus avant CM | Postes budgétés avant CM | ETP budgétés avant CM | Evolutions proposées | Objets des évolutions proposées | Postes TC budgétés après CM | Postes TNC budgétés après CM | Total postes budgétés après CM | Total ETP budgétés après CM |
|--|----------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------|-------------------------|---|---|--|--|-----------------------------------|
| Total Professeur d'enseignement artistique hors classe | 1 | 1 | 1,00 | 0,00 | | 1 | 0,00 | 1 | 1 |
| Total Professeur d'enseignement artistique classe normale | 2 | 2 | 1,19 | 0,00 | | 0 | 2 | 2 | 1,19 |
| Total Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe | 8 | 8 | 5,18 | 0,00 | | 2 | 6 | 8 | 5,18 |
| Total Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe | 19 | 19 | 11,61 | 0,40 | - 1 poste à créer suite renouvellement de contrat sur 2 ^{ème} grade | 4 | 16 | 20 | 12,01 |
| Total Assistant d'enseignement artistique | 4 | 4 | 1,45 | -0,40 | - 1 poste à supprimer suite renouvellement de contrat sur 2 ^{ème} grade | 0 | 3 | 3 | 1,05 |
| Total Assistant de conservation du patrimoine ppal de 1ère classe | 1 | 1 | 1,00 | 0,00 | | 1 | 0,00 | 1 | 1,00 |
| Total Assistant de conservation du patrimoine ppal de 2ème classe | 0 | 0 | 0,00 | 0,00 | | 0 | 0,00 | 0 | 0,00 |
| Total Assistant de conservation du patrimoine | 0 | 0 | 0,00 | 0,00 | | 0 | 0,00 | 0 | 0,00 |
| Total Adjoint du patrimoine principal de 1ère classe | 1 | 1 | 1,00 | 1,00 | - 1 poste à créer suite avancement de grade | 2 | 0,00 | 2 | 2,00 |
| Total Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe | 1 | 1 | 1,00 | -1,00 | - 1 poste à supprimer suite avancement de grade | 0 | 0,00 | 0 | 0,00 |
| Total Adjoint du patrimoine | 4 | 4 | 4,00 | 0,00 | | 4 | 0,00 | 4 | 4,00 |

CONSEIL MUNICIPAL – 09/12/2025

| GRADES / EMPLOIS FILIERE ANIMATION | Postes pourvus avant CM | Postes budgétés avant CM | ETP budgétés avant CM | Evolutions proposées | Objets des évolutions proposées | Postes TC budgétés après CM | Postes TNC budgétés après CM | Total postes budgétés après CM | Total ETP budgétés après CM |
|--|----------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------|-------------------------|---|---|--|--|-----------------------------------|
| Total Animateur principal de 2^{ème} classe | 1 | 1 | 1,00 | 1,00 | - 1 poste à créer pour nomination suite à réussite à concours | 2 | 0 | 2 | 2,00 |
| Total Animateur | 3 | 4 | 4,00 | 0,00 | | 4 | 0 | 4 | 4,00 |
| Total Adjoint d'animation principal de 1^{ère} classe | 4 | 4 | 4,00 | 1,00 | - 1 poste à temps complet à créer suite avancement de grade | 5 | 0 | 5 | 5,00 |
| Total Adjoint d'animation principal de 2^{ème} classe | 24 | 24 | 21,09 | 7,00 | - 8 postes à temps complet à créer - 1 poste à supprimer suite avancement de grade | 21 | 10 | 31 | 28,09 |
| Total Adjoint d'animation | 42 | 44 | 40,25 | 12,00 | - 13 postes à temps complet à créer - 1 poste à temps complet à supprimer suite nomination après concours sur 2 ^{ème} grade | 39 | 17 | 56 | 52,25 |

| GRADES / EMPLOIS FILIERE POLICE MUNICIPALE | Postes pourvus avant CM | Postes budgétés avant CM | ETP budgétés avant CM | Evolutions proposées | Objets des évolutions proposées | Postes TC budgétés après CM | Postes TNC budgétés après CM | Total postes budgétés après CM | Total ETP budgétés après CM |
|---|----------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------|-------------------------|--|---|--|--|-----------------------------------|
| Total Directeur principal de police municipale | 2 | 2 | 2,00 | 0,00 | | 2 | 0 | 2 | 2,00 |
| Total Chef de service de police municipale principal de 2^{ème} classe | 0 | 0 | 0,00 | 1,00 | - 1 poste à créer suite avancement de grade après examen pro | 1 | 0 | 1 | 1,00 |
| Total Chef de service de police municipale | 2 | 2 | 2,00 | 0,00 | | 2 | 0 | 2 | 2,00 |
| Total Brigadier-chef principal | 14 | 14 | 14,00 | 1,00 | - 1 poste à créer suite avancement de grade | 15 | 0 | 15 | 15,00 |
| Total Gardien brigadier | 3 | 3 | 3,00 | -1,00 | - 1 poste à supprimer suite avancement de grade | 2 | 0 | 2 | 2,00 |

| EMPLOIS NON PERMANENTS | Postes pourvus avant CM | Postes budgétés avant CM | ETP budgétés avant CM | Evolutions proposées | Objets des évolutions proposées | Postes TC budgétés après CM | Postes TNC budgétés après CM | Total postes budgétés après CM | Total ETP budgétés après CM |
|--------------------------------|-------------------------|--------------------------|-----------------------|----------------------|---------------------------------|-----------------------------|------------------------------|--------------------------------|-----------------------------|
| Total Apprentis | 8 | 10 | 10,00 | 0,00 | | 10 | 0,00 | 10 | 10,00 |
| Total Assistante maternelle | 1 | 1 | 1,00 | 0,00 | | 1 | 0,00 | 1 | 1,00 |
| Total Collaborateur de cabinet | 2 | 2 | 2,00 | 0,00 | | 2 | 0,00 | 2 | 2,00 |
| Total Contrats PEC | 0 | 5 | 4,48 | 0,00 | | 4 | 1 | 5 | 4,48 |
| Total général | 420 | 448 | 423,25 | 24,00 | | 403 | 69 | 472 | 447,25 |

44 . Attribution d'une subvention exceptionnelle aux Fédérations de parents d'élèves

Les accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH) sont des personnels chargés de l'aide humaine. Ils ont pour mission de favoriser l'autonomie de l'élève en situation de handicap, qu'ils interviennent au titre de l'aide humaine individuelle, de l'aide humaine mutualisée ou de l'accompagnement collectif.

Malheureusement, force est de constater que de nombreux enfants porteurs de handicap ne sont pas accompagnés ou que partiellement. Nous avons 44 enfants nécessitant une AESH soit partiellement soit totalement notifié par la Maison départementale des personnes handicapées (MDPH) pour moins de 10 AESH.

Après avoir écrit, ainsi que la ville, au rectorat en vain, les familles, avec l'appui de leurs représentants ont décidé d'engager une procédure contentieuse en deux phases :

Phase 1 – Mise en demeure

Cette étape comprend l'analyse du dossier collectif, la vérification des pièces, l'accompagnement juridique des familles et la rédaction du courrier de mise en demeure adressé à la Direction académique.

Phase 2 – Recours au tribunal administratif

En cas d'absence de réponse satisfaisante à la mise en demeure, l'avocat procède à la rédaction du mémoire, à la constitution du dossier et au dépôt du recours, ainsi qu'aux éventuels échanges de mémoires supplémentaires.

Nous souhaitons accompagner cette démarche. En effet, il nous semble parfaitement anormal que l'État de remplisse pas ses obligations envers ces enfants mettant l'ensemble de la communauté éducative et les familles en difficulté.

Ainsi nous proposons d'accorder une subvention exceptionnelle aux fédérations de parents d'élèves afin qu'elles puissent financer le recours à un conseil juridique capable d'accompagner les familles de devant les juridictions administratives.

Cette subvention, de 7500 euros, est répartie entre les trois fédérations qui coordonneront le soutien aux familles.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de bien vouloir approuver le versement de 2500 euros à l'UNAAPE, de 2500 euros à la PEEP, et de 2500 euros à la FCPE.

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Madame Corinne FIORENTINO, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Olivier LAVIGNE, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETTELE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS, Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Monsieur Laurent OTTAVI donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

M. le Maire : Cette délibération est très intéressante et très importante parce qu'il s'agit d'attribuer une subvention exceptionnelle aux trois Fédérations de parents d'élèves que nous avons rencontrées

dernièrement avec les services et qui nous ont simplement évoqué les difficultés de recrutement d'AESH (Accompagnants des Élèves en Situation de Handicap)

Je vais lire la délibération, parce que la résumer, ce n'est pas forcément quelque chose de très bien.

Les accompagnants d'élèves en situation de handicap, ce qu'on appelle les AESH, sont des personnels chargés de l'aide humaine. Ils ont pour mission de favoriser l'autonomie de l'élève en situation de handicap, qu'ils interviennent au titre de l'aide humaine individuelle, de l'aide humaine mutualisée ou de l'accompagnement collectif. Chaque mot pèse, vraiment.

Malheureusement, force est de constater que de nombreux enfants porteurs de handicap ne sont pas accompagnés, ou que partiellement. Nous avons aujourd'hui 44 enfants sur la Commune nécessitant une AESH, soit partiellement, soit totalement, notifiés par la MDPH (Maison Départementale des Personnes Handicapées), pour moins de 10 AESH.

Après avoir écrit, ainsi que la Ville, au Rectorat en vain, les familles, avec l'appui de leurs représentants, ont décidé d'engager une procédure contentieuse en deux phases.

Première phase : mise en demeure. Cette étape comprend l'analyse du dossier collectif, la vérification des pièces, un accompagnement juridique des familles, et enfin la rédaction d'un courrier de mise en demeure adressé à la Direction académique.

Phase 2 : un recours au Tribunal administratif. En cas d'absence de réponse satisfaisante de la mise en demeure, l'avocat procède donc à la rédaction du mémoire, à la constitution du dossier, dépôt de recours, ainsi que d'éventuels échanges, de mémoire, complémentaires.

Nous souhaitons donc accompagner cette démarche, non pas dans un but de division, bien évidemment, avec l'Éducation nationale, mais de soutien fort à nos enfants, à nos familles, à nos Fédérations de parents d'élèves, puis aussi notre investissement, Chantal, par rapport à toutes les causes qui ont lieu et qui sont en lien avec le handicap. Il nous semble parfaitement anormal que l'État – il ne faut pas que nos DASEN et autres se sentent visés, mais évidemment, ils représentent l'État – ne remplisse pas ses obligations envers ces enfants, mettant l'ensemble de la communauté éducative et les familles en difficulté.

Il faut noter quand même la forte progression de recrutements – ce n'est pas dans la délibération, mais j'ai reçu le DASEN il y a quelques jours – et saluer l'État pour les recrutements qui ont été effectués en quatre ou cinq ans, je crois. Avons-nous les chiffres ? C'est combien ?

(Intervention inaudible hors micro)

Nous sommes passés de 200 à 4 000 postes depuis 2017 sur la France...

(Intervention inaudible hors micro)

Non, sur le Val-de-Marne.

Il y a quand même eu quelque chose d'important qui a été fait, mais qui ne reste pas suffisant. Dans les discussions qu'on a eues, on peut évoquer fortement qu'il y a différents types de handicap. Je l'ai rappelé dans mes premiers propos, on pourrait mutualiser les aides, etc.

Ce que je souhaite, c'est bien évidemment accompagner les Fédérations, mais que cela évolue vers un tour de table avec les DASEN. C'est une solution qu'on pousse. On ne veut pas non plus se mettre en difficulté avec l'Éducation nationale, parce qu'on est partenaires, mais on pousse vraiment à ce tour de table et à mutualiser les idées afin de trouver des solutions.

On propose donc 7 500 euros de subventions, qui seront divisés à 2 500 euros par fédération, donc l'UNAAPE (Union Nationale des Associations Autonomes de Parents d'Élèves), l'APEP (Association

des Parents d'Élèves pour la Pédagogie) et la FCPE (Fédération des Conseils de Parents d'Élèves). Si des élus sont membres d'associations, ils ne participent pas au vote. Ne t'en va pas, mais vous ne participez pas au vote.

Y a-t-il d'autres membres d'associations ou de fédérations ?

Avez-vous des questions ?

Tony RENUCCI : Contre qui intenter l'action ? Est-ce la Direction académique ? L'État ? OK.

M. le Maire : Oui, voilà.

Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Chantal ALLAIN : Je rajouterai : bravo pour cette délibération.

M. le Maire : Tu t'expliqueras avec le DASEN.

(Rires)

On a un soutien fort à nos enfants qui traversent des difficultés, il n'y a pas de sujet.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article 1er : Approuve l'attribution d'une subvention de 2500 euros à l'UNAAPE, de 2500 euros à la PEEP de Joinville-le-pont, et de 2500 euros à la FCPE de Joinville-le-pont.

Article 2 : Autorise Maire, ou le cas échéant l' élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L. 2122-18 du Code général des collectivités territoriales, ou l' élu remplaçant le Maire en vertu de l'article L. 2122-17 du même code, à engager toute démarche et à signer tous documents en exécution de la présente délibération.

45 . Rectification de l'erreur matérielle de la délibération^o7 du Conseil Municipal du 7 octobre 2025

Lors de la séance du 7 octobre 2025, le Conseil municipal a approuvé la délibération n^o7 visant à accorder à l'association *Basket Club Joinville* une subvention exceptionnelle de 12 500 € venant s'ajouter à la subvention initialement attribuée, d'un montant de 15 000 €. Ainsi, le montant total de la subvention s'élevait à 27 500 €. Cette subvention étant supérieur à 23 000 €, celle-ci a fait l'objet d'une convention d'objectifs et de moyens.

Malencontreusement, il a été relevé une erreur matérielle à l'article 1^{er} de la délibération susmentionnée. Aux termes de cet article le Conseil municipal : « *Approuve l'attribution d'une subvention complémentaire de 15 000 € à l'association du Basket Club Joinville* ».

Or, comme le prévoit le corps de la délibération ainsi que la convention d'objectifs et de moyens en son article 13.1, il s'agit du versement d'un montant de 12 500 € et non de 15 000 €.

Conseil Municipal – séance du 9 décembre 2025

Il convient de préciser que les autres éléments de la délibération initiale restent inchangés, ainsi que la convention.

Il est donc proposé au Conseil municipal de bien vouloir approuver la rectification de l'erreur matérielle contenue dans l'article 1^{er} de la délibération n°7 en date du 7 octobre 2025.

| | |
|----------------------------------|---|
| Principaux textes réglementaires | - loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la république ; - délibération n°7 du Conseil municipal du 7 octobre 2025 ; - délibération n°6 du 8 avril 2025 portant budget principal exercice 2025 – vote du budget primitif. |
|----------------------------------|---|

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Madame Corinne FIORENTINO, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Olivier LAVIGNE, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETTELLE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS, Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Monsieur Laurent OTTAVI donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

M. le Maire : Le 7 octobre 2025, le conseil a approuvé une délibération visant à accorder au Basket Club de Joinville une subvention exceptionnelle de 12 500 euros venant s'ajouter à la subvention initialement attribuée d'un montant de 15 000 euros. Ainsi, le montant total de la subvention s'élevait à 27 500 euros. Cette subvention étant supérieure à 23 000 euros, celle-ci fait l'objet d'une convention d'objectifs et de moyens.

Malencontreusement, il a été relevé une erreur matérielle à l'article 1er de cette délibération susmentionnée. Aux termes de cet article, le conseil municipal approuve l'attribution d'une subvention complémentaire de 15 000 euros à l'association du Basket Club de Joinville. Or, comme le prévoit le corps de la délibération, ainsi que la convention d'objectifs et de moyens en son article 13.1, il s'agit d'un versement d'un montant de 12 500 et non de 15 000.

Je pense que vous l'avez tous compris, il convient de préciser que les autres éléments de la délibération initiale restent inchangés, ainsi que la convention. Il est donc proposé au conseil municipal de bien vouloir approuver la rectification de l'erreur du 7 octobre dernier : approuve la subvention complémentaire de 12 500 euros à l'association du Basket Club.

Pas de questions ? (*Pas de questions*)

Qui est pour ? Pas d'abstentions ? Merci, à l'unanimité.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : Approuve la rectification de l'erreur matérielle contenue dans l'article 1^{er} de la délibération n°7 en date du 7 octobre 2025. La modification est la suivante :

- Article 1^{er} : Approuve l'attribution d'une subvention complémentaire de 12 500 € à l'association du Basket Club Joinville.

Article 2 : Précise que les autres éléments de la délibération initiale restent inchangés, ainsi que la convention.

Article 3 : Autorise Monsieur le Maire, ou le cas échéant l'élu ayant reçu délégation en vertu de

l'article L.2122-18 du Code général des collectivités territoriales, ou l'élu remplaçant le Maire en vertu de l'article L.2122-17 du même code, à engager toute démarche et à signer tout document en exécution de la présente délibération.

46 . Attribution d'une subvention exceptionnelle à l'association Le lapin vert

L'association « Le Lapin Vert », installée sur le domaine public fluvial au 59, quai de la Marne, a perdu en septembre dernier l'appel à projets lancé par Voies navigables de France, au profit d'un autre porteur de projet joinvillais. Elle ne peut donc plus conserver son emplacement.

Face à cette situation, la commune a cherché une solution et, grâce à ses efforts ainsi qu'à la collaboration menée avec Voies navigables de France et l'association, un emplacement a été trouvé à Noisy-le-Grand.

Dans ce cadre, l'association sollicite une subvention exceptionnelle de 5 000 euros destinée à financer la note d'amarrage réalisée par un expert fluvial, ainsi qu'une partie des frais de coordination, de préparation technique et administrative afférents à la procédure de manifestation spontanée d'intérêt.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de bien vouloir approuver le versement de cette subvention.

A reçu un avis favorable en Commission Culture, Sports et Animation de la ville du 1^{er} décembre 2025.

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Madame Corinne FIORENTINO, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Olivier LAVIGNE, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETTELLE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS, Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Monsieur Laurent OTTAVI donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

M. le Maire : Mes chers collègues, l'association Le Lapin Vert est installée, on le sait tous, sur un domaine fluvial au 59 quai de la Marne et a perdu en septembre 2024 l'appel à projet porté par VNF (Voies Navigables de France) au profit d'un auteur de projet joinvillais. J'ai vu les résultats : 75-25, il n'y avait vraiment pas photo. Elle ne peut donc plus conserver cet emplacement, qu'elle aurait dû quitter depuis la notification du résultat de l'appel d'offres le 7 octobre 2024.

Face à cette situation et pour ne pas abandonner l'association, nous avons reçu l'association à plusieurs reprises afin de trouver une solution de déplacement et nous avons obtenu un rendez-vous de médiation avec Voies Navigables de France. Je souhaitais rappeler que c'est une chose rarissime que VNF reçoive un candidat perdant à l'appel d'offres quelques semaines plus tard.

Je voudrais remercier très sincèrement Clément JOLY, mon directeur de cabinet, les services et les

adjoints qui ont participé à tous ces tours de table.

Nous avons proposé et étudié – on en avait déjà un peu parlé ici – plusieurs solutions : une relocalisation de la péniche à proximité immédiate ou sur Joinville-le-Pont. Après un examen fin avec VNF, aucun linéaire n'était disponible à Joinville-le-Pont, mais il aurait fallu relancer un appel d'offres. On l'avait un peu oublié, mais il aurait fallu relancer un appel d'offres, donc cela reportait encore la problématique. Un déplacement au port de Joinville n'était pas possible non plus à cause des travaux en cours, qui ne sont toujours pas terminés, sur les pontons du port. Un déplacement aussi au port de Nogent, que nous avons sollicité, a été refusé par la ville de Nogent. Un déplacement sur l'emplacement à la place de la péniche du Gueux, qui doit être, je crois, détruite, évacuée, mais faute de moyens, VNF n'a pas l'argent pour faire partir la péniche, donc ça sent le Rainbow Warrior : ça va peut-être couler un jour. C'est vraiment une réalité. Il fallait relancer encore un appel d'offres pour cet endroit. Bref, comme pour l'US Métro Aviron, j'ai envie de dire.

Contre toutes les pétitions, les vœux démagogiques, les critiques, les soutiens sincères ou insincères sur les réseaux sociaux, je souhaitais tout de même rappeler que la Commune a vraiment cherché une solution. Elle n'a jamais laissé tomber Le Lapin Vert, qui était aussi en place sans titre depuis plusieurs années.

Grâce à ces efforts et la collaboration de VNF, que je souhaite remercier, une solution a été trouvée avec la ville de Noisy-le-Grand. Une proposition a été faite aux gérants du Lapin Vert, qui ont visité début octobre et qui sont d'accord pour partir... pour émigrer sur Noisy-le-Grand, avec les services culturels de Noisy, avec un projet transversal accompagné par les services de Noisy. Cette solution convient à toutes les parties : ville de Noisy, VNF, ainsi qu'à l'association du Lapin Vert, avec un amarrage à Noisy à l'été 2026.

Dans ce cadre, l'association sollicite une subvention de 5 000 euros destinée à financer la note d'amarrage réalisée par un expert fluvial, ainsi qu'une partie des frais de coordination, de préparation technique, administratif, afférents à la procédure de manifestation spontanée d'intérêt.

Enfin, la question ayant été posée en commission, notez que pendant cette période de 10 ans, et pour rappel, l'association a été aidée à hauteur de 37 092 euros par la Municipalité : 17 582 euros en subvention d'équipement et 19 500 euros en fonctionnement, contrairement à ce qui a pu être écrit – et ignoré, certainement – dans des pétitions qui ont circulé et qui circulent encore actuellement à charge contre la Ville.

Il vous est donc proposé au conseil municipal de bien vouloir approuver le versement de ces subventions.

Je voulais juste rappeler aussi qu'un appel d'offres a été gagné, et qu'aujourd'hui, le preneur, qui n'est autre que l'établissement juste à côté, La Tajine d'Or, arrive avec un bateau, La Terrasse d'Or, je crois, qui est en construction. Je crois qu'on a pratiquement un million d'euros d'investissement. C'est commercial et c'est juridique.

Le Lapin Vert se sort de tout ça avec quand même un fort soutien de la Ville et en ayant été juridiquement en difficulté.

Avez-vous des questions ? Moi, j'ai vos réponses, allez-y. Vous n'avez pas de questions ?

Philippe PLATON : Un commentaire. On va voter pour, parce que Le Lapin Vert a besoin de cette subvention, mais on ne peut pas ne pas souligner quand même que c'est un vrai sentiment de gâchis. Ça fait plusieurs années que Le Lapin Vert n'était plus aidée par la Ville. Après tout, on peut dire qu'une association a le droit ou pas d'être subventionnée, c'est une autre histoire, mais on va les aider à partir alors qu'on sort de cette séquence un peu perplexe sur le côté un peu incompréhensible de cet appel d'offres, qui a été conçu de telle façon que Le Lapin Vert ne pouvait pas le gagner. Ce n'était pas possible, il n'avait pas les moyens de s'aligner. À côté, il y a effectivement le Gueux, qui, lui... Alors, on n'a pas les moyens... On n'avait qu'à donner la subvention à VNF pour qu'ils puissent déplacer le Gueux. Il y a bien un emplacement à côté qui est occupé – avec tout le respect que l'on

peut avoir pour le propriétaire du Gueux – par un tas de ferraille, qui, un jour, va couler.

Pour nous, c'est un gâchis. Le Lapin Vert avait sa place à Joinville, avait trouvé son public. C'est très dommage, mais on va voter pour.

M. le Maire : Je voulais préciser que pour Le Lapin Vert, on a quand même aidé au départ, lors de leur arrivée, puisqu'il y a eu 37 000 euros, ce qui n'est pas une petite somme. Puis après, nous avons adopté une politique, qui est certainement différente de votre vision, on peut le comprendre. Moi, je veux bien aider les structures privées, mais il y a un rendu pour la Commune, c'est l'argent de la Ville qui va vers du privé. Cela veut dire que s'il y avait eu des propositions culturelles avec les enfants des écoles, avec les associations de la Ville, s'il y avait eu un travail de fond, ce qu'on fait par exemple avec la Fédération française de Squash, qui va arriver... On n'est pas dans la culture, on est dans le sport, mais on les aide à hauteur de 150 000 euros pour boucler leur budget, qui est quand même très important, mais en contrepartie, on va avoir des cours et des actions offertes avec les écoles joinvillaises. C'est ce qui se fera plus tard quand la Fédération française de Taekwondo arrivera. Il y aura également des objectifs de partenariat avec la Ville, ce qu'on n'a pas eu avec le Théâtre Dyrek, ce que nous n'avons pas eu avec Le Lapin Vert. À un moment, on n'est pas là pour boucher... non pas des trous, parce que je reconnais qu'il y avait une activité culturelle, mais ils n'en ont pas fait profiter ou ils ne sont jamais venus avec un plan de financement particulier envers nous, c'est tout. Après, chacun a ses regrets.

Qui est pour ? Oui, allez-y, Madame PEREZ.

Carmen PEREZ : Une dernière question. Lors du conseil municipal du mois de juin, de mémoire, il avait été évoqué par Madame ALLAIN et vous-même la possibilité de le déplacer près du bowling. Quand on veut redynamiser le quartier, est-ce que c'est...

M. le Maire : Là, vous mettez le doigt où ça fait du bien. C'est marrant que vous parliez de redynamiser le quartier. Vous êtes contre le musée, donc c'est quand même assez drôle...

Carmen PEREZ : Ce sont deux choses bien distinctes.

M. le Maire : On va en parler après.

Carmen PEREZ : On n'est pas contre le musée, soyons clairs, personne n'est contre le musée, on est contre le bâtiment tel qu'il est conçu. Cela n'a rien à voir.

M. le Maire : Je reviens à la proposition.

Carmen PEREZ : Il a été évoqué la possibilité de déplacer.

M. le Maire : Oui, cela a été évoqué, mais vous savez, je vous souhaite un jour d'être aux affaires, c'est ce que vous aspirez à faire, et je vous souhaite du succès dans vos démarches, mais vous apprendrez qu'en... Il faut déjà le comprendre : puisque vous êtes au conseil municipal depuis plusieurs semaines, plusieurs mois, vous êtes présente et active, vous comprendrez que le temps politique est long. Entre la volonté...

Je reprendrais juste les délaissés de l'autoroute : cela a mis 10 ans. Donc, avant de faire revenir...

Virginie, je crois que tu vas participer jeudi matin à un marketing territorial sur le territoire, la Marne, le cycle...

Virginie TOLLARD : Paris Est Marne & Bois s'intéresse à l'attractivité du territoire, et tout cela...

M. le Maire : Virginie, je termine et je te laisse après. C'est important. Je pense qu'on partage la volonté qu'ils reviennent, mais entre-temps, il faut qu'il y ait des appontements d'accessibilité, et ce n'est pas notre domaine public, c'est VNF, c'est la Marne. Aujourd'hui, notre objectif à nous, c'est déjà de pérenniser les premiers transports qu'il y a sur la Marne, c'est d'éviter qu'il y ait des crues, c'est la plage, etc., mais cela en fait partie aussi. Ce sera Le Lapin Vert ou d'autres bateaux. Au contraire, si

on peut faire venir un bateau-spectacle dans le coin, bien sûr, on est d'accord avec vous là-dessus, mais pour l'instant...

Franchement, je ne sais pas qui sera là dans quatre ans. Je serai, j'espère, en vie, mais pas forcément ici. Moi, je donne quatre ou cinq ans, mais dans quatre ou cinq ans, on verra un peu clair sur, d'abord, la sortie du musée ou non, les baignades, les pontons, la politique du territoire ou le maintien du territoire, puisqu'on sent bien que des strates sont en train de bouger, la Métropole est en train de prendre cher, et apparemment, les territoires, c'est en train de se confirmer. Donc ça, ce sont des financements, des accords.

VNF, avec le respect qu'on leur doit, c'est une vieille dame : à chaque fois qu'on leur écrit, c'est très compliqué d'avoir un rendez-vous avec eux, c'est très compliqué. Moi, je remercie aussi VNF, parce qu'ils ont quand même accepté le tour de table, ce qui, je l'ai rappelé, est exceptionnel. Lorsqu'un candidat a perdu, il a perdu. Voilà, ils ont perdu, dont acte.

Je vous remercie, d'ailleurs, Philippe, d'exprimer le regret... Je comprends et je partage, mais bon, ne pas en faire quelque chose... On ne peut rien faire de plus, on a tout fait. En même temps, au regard de l'état du bateau, etc., je pense qu'il y a du boulot.

Virginie TOLLARD : Je voudrais rajouter qu'on a vraiment reçu plusieurs fois avec Monsieur JOLY, VNF, Le Lapin Vert. On a essayé de trouver une solution partout, mais malheureusement, on n'a pas pu. On a reçu à la Culture aussi le Lapin Vert pour voir si on pouvait travailler ensemble, mais ça ne s'est pas fait. On a vraiment essayé dans tous les sens de faire des choses avec eux.

Comme le disait Monsieur le Maire, Joinville-le-Pont fait partie d'un grand ensemble de villes autour de l'attractivité du territoire des bords de Marne, Paris Est Marne & Bois a la délégation Tourisme, et c'est vrai que Joinville est un peu l'épicentre, déjà parce que c'est le centre du territoire. Si vous regardez un peu sur la carte, on a des bords de Marne incroyables, et autour de l'équilibre est-ouest, que vous avez tous vu autour du pôle muséal...

C'est vrai que jeudi, il y a une réunion, c'est la deuxième réunion de copil autour d'une ville qui est aussi Vincennes, où on a la chance d'avoir un château, on a aussi une abbaye à Saint-Maur, on a des guinguettes à dynamiser. Cette attractivité du territoire va chercher des pôles : la Marne, le bord de Marne, le vélo, les piétons, le canotage... Tout ça fait partie d'un pôle qui est de plus en plus attractif pour bien vivre dans notre territoire avec un bon cadre de vie.

M. le Maire : Merci.

Francis SELLAM : Juste un mot, parce que je suis un peu surpris de ces échanges. On oublie quand même que La Tajine d'Or est une société qui a répondu à un appel d'offres légalement. Il faut quand même le dire. C'est une société qui paye, qui paye sa location, qui n'a jamais eu de problématique, qui a, à peu près, je pense, trois ou quatre salariés minimums, qui investit un million d'euros... Eux, ils n'ont rien demandé : ils ont fait l'appel d'offres, ils ont répondu à l'appel d'offres, ils l'ont gagné, et là, ils sont totalement occultés. Ne l'oublions pas. La loi, il faut quand même la respecter : il y a un appel d'offres qui a été gagné légalement, loyalement. N'oublions pas que cette entreprise est déjà en place : elle travaille, elle génère un chiffre d'affaires. Je rejoins ce que disent Virginie et Monsieur le Maire : elle participe aussi à l'activité et à l'attractivité du territoire. Donc, n'oublions pas non plus dans cette problématique qu'il y a un restaurant qui existe avec des gens, qui, eux, ont investi. Merci.

M. le Maire : On est d'accord. Ce soir, ce n'est pas une différence politique, on n'est pas sur ce sujet-là, mais moi, j'ai toujours respecté les investisseurs et les propriétaires... les locataires aussi, mais je veux dire que les propriétaires et les investisseurs, la France en a besoin. À un moment, si une société a des difficultés de paiement, ils peuvent venir nous voir, on peut peut-être les aider sur la Région, mais ils ne sont jamais venus nous voir et ils ne nous ont jamais fait part de leurs difficultés, jamais.

Tony RENUCCI : J'ai entendu dans vos rangs, vers le fond du rang des adjoints... Ce ne sont pas des

squatteurs. Non, on ne peut pas parler comme ça de personnes qui essaient de tenir une péniche pour une activité culturelle. « Squatteur », ce n'est pas le mot. Elles ont fait comme elles ont pu pour se battre.

Vous dites que vous avez fait beaucoup de choses...

M. le Maire : Non, mais attendez...

Tony RENUCCI : Non, mais je voudrais juste finir. Après, vous pourrez conclure.

Elles ont fait comme elles ont pu pour se battre. Vous dites que vous avez fait beaucoup de choses pour les aider, je n'en doute pas.

M. le Maire : Oui.

Tony RENUCCI : Oui, oui, une fois qu'on a amené le sujet. Cela fait 10 ans qu'elles étaient en galère, qu'elles n'avaient pas de subventions. Vous étiez au courant.

(Intervention inaudible hors micro)

Non, ce n'est pas une question de « grâce à nous ou pas grâce à nous », mais je trouve que dire « squatteur », ce n'est pas un mot approprié, je trouve que ça ne se fait pas. Ce n'est pas respectueux envers des personnes, qui, en plus, étaient...

M. le Maire : Elles étaient en situation illégale, voilà. Cela, pour vous, c'est normal.

Tony RENUCCI : Non, cela n'a rien à avoir avec ça, mais ce n'est pas la peine d'avoir une posture martiale d'autorité...

M. le Maire : Non, mais arrêtez de faire le malheureux, de plaindre la veuve et l'orphelin.

Tony RENUCCI : Il y avait une activité culturelle.

M. le Maire : On les a reçus. Franchement, vous n'étiez pas dans le bureau, on les a reçus des dizaines de fois.

Tony RENUCCI : Oui, après qu'on ait fait le...

M. le Maire : Vous, vous êtes sur votre réseau, vous vous amusez...

Tony RENUCCI : Il y avait une activité culturelle...

M. le Maire : Vous criez « Au secours ».

Tony RENUCCI : ...et vous les qualifiez de « squatteurs », je trouve que ce n'est pas respectueux.

M. le Maire : Vous avez essayé de faire une manifestation, mais comme à chaque fois, ça fait « pschitt » le lendemain.

Tony RENUCCI : Ce n'est pas respectueux, c'est tout.

M. le Maire : Monsieur, vous avez des tics ou pas ? Parce qu'à chaque fois... Cela pose un vrai problème, parce que...

Maxence GEORGEAUD : Je suis assez choqué par vos propos, en fait.

M. le Maire : Vraiment, vous faites du théâtre. Attendez, on a tout fait, quoi ! Vous, mis à part dire : « Larguer de l'argent », etc. Moi, je défends plutôt les investisseurs, les contrats qui sont légaux, les choses comme ça. C'est la réalité, dont acte.

On va passer au vote. Qui est pour ? Je vous remercie.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article 1er : Approuve l'attribution d'une subvention de 5 000,00 € à l'association Le Lapin Vert.

Article 2 : Autorise Maire, ou le cas échéant l'élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L. 2122-18 du Code général des collectivités territoriales, ou l'élu remplaçant le Maire en vertu de l'article L. 2122-17 du même code, à engager toute démarche et à signer tous documents en exécution de la présente délibération.

47 . Candidature au label "Patrimoine d'intérêt régional" de la Région Ile-de-France pour la guinguette "Chez Gégène"

Par délibération CR 2017-84 du 6 juillet 2017, dans le cadre du projet « Pour une politique ambitieuse du patrimoine », la Région Île-de-France a créé le label « Patrimoine d'intérêt régional » pour valoriser le patrimoine non protégé en Île-de-France.

L'objectif est de faire émerger des édifices et des ensembles bâtis dont la valeur patrimoniale présente un intérêt régional, permettant ainsi de reconnaître leur importance dans le maillage patrimonial du territoire et contribuant à sensibiliser les acteurs de proximité et les Franciliens.

Sur le territoire communal, plusieurs édifices ont déjà bénéficié de cette reconnaissance : l'Horloge, le Carré des Canotiers et l'église Saint-Charles-Borromée.

Il est proposé de poursuivre cette démarche de protection et de valorisation en portant la candidature de la guinguette « Chez Gégène » au label « Patrimoine d'intérêt régional », en accord avec sa propriétaire.

À Joinville-le-Pont, la guinguette est fondée en 1914 par Eugène Favreu, dit « Gégène ». Celui-ci y vend les fritures issues de sa pêche dans la Marne. Le site se développe rapidement comme un véritable espace de loisirs comprenant jeux, balançoires, pédalos, barques et piste cyclable. Après la Seconde Guerre mondiale, le lieu acquiert une notoriété croissante auprès du public parisien. Sa renommée est notamment renforcée par la chanson « À Joinville-le-Pont » de Bourvil sortie en 1953 ainsi que par les prises de vue réalisées par Robert Doisneau, Willy Ronis ou encore Henri Cartier-Bresson.

L'obtention du label « Patrimoine d'intérêt régional » permettrait à la propriétaire de bénéficier de plusieurs avantages, parmi lesquels une valorisation de l'établissement dans les outils régionaux de diffusion (publications thématiques, Journées du Patrimoine, actions de mise en réseau), ainsi que de possibilités de subventions pour la restauration du site.

Il est en conséquence demandé d'approuver le dépôt par la commune d'une candidature au label « Patrimoine d'intérêt régional » délivré par la Région Île-de-France pour la guinguette « Chez Gégène ».

| | |
|-----------------------------------|---|
| Principaux documents de référence | - Charte label « Patrimoine d'intérêt régional » de la Région Île-de-France ; |
|-----------------------------------|---|

- Délibération CR2017-84 du 6 juillet 2017 « Pour une politique ambitieuse du patrimoine » modifiée

A reçu un avis favorable en Commission Transition écologique, Urbanisme et Mobilité du 2 décembre 2025.

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Madame Corinne FIORENTINO, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Olivier LAVIGNE, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETELLE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS, Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Monsieur Laurent OTTAVI donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

M. le Maire : On passe à un autre point, qui va être d'intérêt local. Cette délibération vient simplement de votre Maire, l'idée... conseil régional... J'en revendique une certaine paternité, comme j'ai sauvé d'autres bâtiments.

Non, mais on peut sourire.

Il s'agit de la candidature au label Patrimonial d'intérêt régional de la Région Île-de-France pour la guinguette chez Gégène.

Chez Gégène, c'est un vrai sujet : c'est la carte postale. Il y a ceux qui y allaient, ceux qui n'y allaient pas, mais il y a surtout des propriétaires – c'est pareil, des propriétaires – qu'il faut respecter et des familles qu'il faut respecter, que l'on n'a pas le droit d'utiliser dans la presse, dans les tracts, sans leur autorisation. C'est une grande famille, la famille BROCARD, il y a des personnes très âgées à l'intérieur. Ils traversent des difficultés que je n'ai pas à raconter, qui sont familiales. Je suis très, très proche de Madame BROCARD, et suite à...

Oui, j'ai eu cette chance en tant que Maire.

Suite à une rencontre que je lui ai proposée il y a quelques semaines, malgré ses différences, ses visions, quelques désaccords – de ses avocats, pas forcément d'elle –, je lui ai proposé de sauver son bâtiment.

Eh oui, Monsieur GEORGEAUD. C'est quoi le problème ? Je ne sais pas, je vous vois réagir.

(Intervention inaudible hors micro)

Non, je ne sais pas, je me pose des questions, si ça vous intéresse ou pas.

Je lui ai proposé, tout simplement, comme l'horloge, comme l'église Saint-Charles, comme la Mairie prochainement, d'obtenir une labellisation d'intérêt régional, dispositif qui permet d'ancrer définitivement le bâtiment dans une sauvegarde patrimoniale, qui permet quand même de faire quelques travaux d'agrandissement, d'amélioration, qui seront subventionnables. Madame BROCARD m'a répondu par courrier et a donné son accord pour que je sollicite donc la Région pour faire labelliser d'intérêt régional ses locaux.

Cela permettra, bien évidemment, de sanctuariser l'endroit, d'avoir des publications régionales et des outils thématiques qui seront mis à disposition à l'occasion des journées du patrimoine, des mises en réseau et autres, et aussi, je le rappelle, des subventions pour restaurer ce site.

Je vous demande d'approuver cette labellisation proposée d'intérêt régional, ce soir, de manière à prendre aussi acte que la Ville s'engage pleinement aux côtés de son histoire, de son patrimoine, de ses guinguettes.

Je vous écoute. Il n'y a rien, pas de questions ? Non, parce que vous avez manifesté il y a quelques jours devant tout ça, donc je pense qu'il y a des choses à dire.

Tony RENUCCI : Non, non. La seule question que j'avais était : « Est-ce que cette labellisation visait des subventions, comme c'était le cas pour les autres sites ? », mais vous avez répondu dans votre intervention, donc je n'ai pas d'autres questions.

M. le Maire : Non seulement cela vise une protection, comme on a protégé le Chalet des Canotiers de Monsieur RIOUSSET, je vous l'ai rappelé.

Tony RENUCCI : Oui, mais ils étaient déjà protégés, c'était protégé dans le PLUi.

M. le Maire : Oui, mais ce n'est pas pareil. Attendez, c'est super intéressant, parce que...

Tony RENUCCI : Ah, allez-y. Je sentais que vous vouliez y venir. Allez-y, je vous écoute.

M. le Maire : Non, mais vous posez une question, je vous réponds.

Tony RENUCCI : Oui, oui.

M. le Maire : Vous avez fait des formations sur l'urbanisme. Le PLUi, c'est le PLUi, dont acte, mais le PLUi n'apporte pas de subventions, alors que la labellisation d'intérêt régional apporte des subventions.

Tony RENUCCI : Oui, le label le fait.

M. le Maire : C'est la différence, mais l'argent ne semble pas important pour vous.

Tony RENUCCI : Oui, mais le label ne protège pas.

M. le Maire : Pour moi, cela semble très important dans ce cas.

Tony RENUCCI : Je trouve ça bien, il n'y a pas de sujet, mais il y a une protection, puisque c'est protégé dans le PLUi. Ce n'est pas le label qui va tout d'un coup empêcher que...

M. le Maire : Finalement, sur le fond, je vous propose cette candidature, et j'ai même envie de vous poser une question : qu'avez-vous fait pour protéger l'horloge, La Goulue, l'ANAS, etc. ?

Tony RENUCCI : Je n'étais pas maire. Je ne pouvais pas, désolé.

M. le Maire : Vous étiez jeune, peut-être.

Allez, on passe au vote. Qui est pour ? À l'unanimité, je vous remercie.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : Approuve le dépôt de la candidature de la commune au label « Patrimoine d'intérêt régional » délivré par la Région Île-de-France pour la guinguette « Chez Gégène ».

Article 2 : Autorise Monsieur le Maire, ou le cas échéant l' élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L.2122-18 du Code général des collectivités territoriales, ou l' élu remplaçant le Maire en vertu de l'article L.2122-17 du même code à engager toute démarche et à signer tous documents en

exécution de la présente délibération.

48 . Vœu relatif à l'amélioration des conditions d'accès des mineurs aux sites de baignade sur la Marne

Considérant que l'arrêté préfectoral 2025/02191 du 18 juin 2025 a maintenu l'interdiction de la baignade dans la Marne en vigueur depuis 1976, tout en ouvrant aux communes la possibilité d'autoriser la baignade sur des sites spécialement aménagés et surveillés ;

Considérant que la Commune de Joinville-le-Pont, comme d'autres communes du Territoire, a autorisé un tel site de baignade, et en a confié la conception, l'aménagement et l'exploitation à l'Etablissement Public Territorial Paris Est Marne et Bois ;

Considérant que l'un des objectifs affichés de cet investissement était de permettre aux habitants de se baigner dans la Marne en toute sécurité physique et sanitaire mais que, malgré cette ouverture, notre ville a été endeuillée en août 2025 par le décès du jeune Noah, âgé de 14 ans, qui se baignait avec des amis à quelques centaines de mètres seulement du site autorisé ;

Considérant que les sites de baignade gérés par le Territoire Paris Est Marne & Bois (PEMB) sont aujourd'hui soumis aux conditions d'accès suivantes :

- Un tarif de 3 € par créneau de 2 heures pour les habitants du Territoire (sur justificatif de domicile), un tarif de 8 € pour les non-résidents et un accès gratuit pour les enfants de moins de 4 ans ;
- Une priorité d'accès sur réservation via le site internet "À la plage" ;
- L'obligation pour les mineurs de moins de 16 ans d'être accompagnés d'un adulte.

Considérant que, malgré un succès indéniable lors de la saison 2025, la fréquentation du site de baignade de Joinville-le-Pont offre encore des marges de manœuvre et que son encadrement permet d'y accueillir des usagers de tous âges dans de bonnes conditions de confort et de sécurité.

Il nous semble pertinent d'en réaménager les conditions d'accès pour la saison à venir.

En effet, pour que cette infrastructure et les autres sites similaires du Territoire jouent pleinement leur rôle dans la prévention d'accidents tragiques qui touchent essentiellement de jeunes adolescents, il est indispensable que ces mineurs soient très activement incités à utiliser ces espaces surveillés plutôt que de se baigner dans des zones non autorisées.

Or, certaines des modalités actuelles d'accès peuvent encore retenir les adolescents de fréquenter les sites encadrés.

Ainsi :

- le caractère payant du ticket d'entrée, même bas, peut rester dissuasif pour des mineurs qui ne disposent pas d'argent de poche ou dont les familles ont des revenus modestes ;
- l'obligation d'être accompagné jusqu'à 16 ans par un adulte peut être rédhitoire pour des adolescents souhaitant se distraire entre amis, en particulier pendant les vacances scolaires ; on notera à cet égard que la piscine de Nogent-sur-Marne est accessible aux mineurs non accompagnés à partir de 12 ans sur présentation d'une pièce d'identité, et que les piscines municipales de la Ville de Paris sont ouvertes aux enfants non accompagnés dès l'âge de 8 ans.

Même si ces contraintes ne sont le prétexte à prendre le risque d'une baignade interdite que pour un petit nombre de nos enfants, la prochaine victime d'accident se trouve peut-être parmi ceux-là.

Il nous semble donc opportun, pour favoriser l'utilisation des infrastructures construites et minimiser les risques de noyades lors de baignades interdites :

- d'instaurer la gratuité des sites de baignades relevant de l'EPT Paris Est Marne et Bois pour tous les mineurs résidant sur le Territoire ;
- de permettre l'accès aux sites aux mineurs non accompagnés dès l'âge de 12 ans sur présentation d'une pièce d'identité et d'une autorisation parentale.

En vertu de ce qui précède, je vous propose, avec Sandrine Paris-Pescarou et nos collègues du groupe Jaji d'approuver le vœu suivant :

Le Conseil municipal de Joinville-le-Pont émet le vœu que l'Établissement Public Territorial Paris Est Marne & Bois décide, à partir de la saison 2026 :

- La gratuité de l'accès aux sites de baignade du Territoire pour tous les mineurs résidant sur le Territoire;
- L'autorisation d'accès non accompagné pour les mineurs âgés de 12 ans et plus, sous réserve :
 - qu'ils résident sur le Territoire ;
 - qu'ils soient munis d'une pièce d'identité ;
 - qu'une autorisation parentale soit présentée ou ait été préalablement déposée sur le site internet "À la Plage" de Paris Est Marne & Bois.

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliane REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Madame Corinne FIORENTINO, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Olivier LAVIGNE, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETELLE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS, Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Monsieur Laurent OTTAVI donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

M. le Maire : C'est un vœu relatif à l'amélioration des conditions d'accès des mineurs aux sites de baignade sur la Marne. Je vais laisser le présenter...

Philippe PLATON : Cela m'aurait fait très plaisir que vous le portiez vous-même, mais...

M. le Maire : Je peux le porter.

Philippe PLATON : Non, non, c'est...

M. le Maire : Je vais lire le vœu de Philippe PLATON.

Philippe PLATON : En l'occurrence, c'est moi qui...

M. le Maire : Je trouve que c'est élégant que je vous laisse le porter.

Philippe PLATON : Oui, bien sûr. Je plaisantais. C'est parce qu'il y a une coquille sur la délibération, c'est tout.

M. le Maire : Pardon.

Philippe PLATON : Il n'y a pas de problème.

Je vous présente ce vœu sur les conditions d'accès des mineurs aux sites de baignade sur la Marne.

Considérant que l'arrêté préfectoral 2025-02-191 du 18 juin 2025 a maintenu l'interdiction de la baignade dans la Marne en vigueur depuis 1976, tout en ouvrant aux communes la possibilité d'autoriser la baignade sur les sites spécialement aménagés et surveillés ;

Considérant que la commune de Joinville-le-Pont, comme d'autres communes du territoire, a autorisé un tel site de baignade et en a confié la conception, l'aménagement et l'exploitation à l'établissement public territorial Paris Est Marne & Bois ;

Considérant que l'un des objectifs affichés de cet investissement était de permettre aux habitants de se baigner dans la Marne en toute sécurité physique et sanitaire, mais que – je rajoute que je ne dis absolument pas ça dans un souci de polémique, évidemment – malgré cette ouverture, notre Ville a été endeuillée en août 2025 par le décès du jeune Noah, âgé de 14 ans, qui se baignait avec des amis à quelques centaines de mètres seulement du site autorisé ;

Considérant que les sites de baignade gérés par le territoire de Paris Est Marne & Bois sont aujourd'hui soumis aux conditions d'accès suivantes : un tarif de 3 euros par créneau de deux heures pour les habitants du territoire sur justificatif de domicile, un tarif de 8 euros pour les non-résidents et un accès gratuit pour les enfants de moins de quatre ans, une priorité d'accès sur réservation *via* le site internet « À la plage », l'obligation pour les mineurs de moins de 16 ans d'être accompagnés d'un adulte ;

Considérant que malgré un succès indéniable lors de la saison 2025, la fréquentation du site de baignade de Joinville-le-Pont offre encore des marges de manœuvre et que son encadrement permet d'y accueillir des usagers de tous âges dans de bonnes conditions de confort et de sécurité ;

Il nous semble pertinent de réaménager les conditions d'accès pour la saison à venir. En effet, pour que cette infrastructure et les autres sites similaires du territoire jouent pleinement leur rôle dans la prévention d'accidents tragiques, qui touchent essentiellement de jeunes adolescents, il est indispensable que ces mineurs soient très activement incités à utiliser ces espaces surveillés plutôt que de se baigner dans les zones non autorisées. Or, certaines modalités actuelles d'accès peuvent encore retenir les adolescents de fréquenter les sites encadrés.

Ainsi, le caractère payant du ticket d'entrée, même bas, peut rester dissuasif pour des mineurs qui ne disposent pas d'argent de poche ou dont les familles ont des revenus modestes. L'obligation d'être accompagné jusqu'à 16 ans par un adulte peut être rédhibitoire pour des adolescents souhaitant se distraire entre amis, en particulier pendant les vacances scolaires. On notera à cet égard que la piscine de Nogent-sur-Marne est accessible aux mineurs non accompagnés à partir de 12 ans sur présentation d'une pièce d'identité et que les piscines municipales de la Ville de Paris sont ouvertes aux enfants non accompagnés dès l'âge de huit ans.

Même si ces contraintes ne sont le prétexte à prendre le risque d'une baignade interdite que pour un petit nombre de nos enfants, la prochaine victime d'accident se trouve peut-être parmi ceux-là. Il nous semble donc opportun, afin de favoriser l'utilisation des infrastructures construites et minimiser les risques de noyade lors de baignades interdites, d'instaurer la gratuité des sites de baignade relevant de l'EPT Paris Est Marne & Bois pour tous les mineurs résidant sur le territoire et de permettre l'accès aux sites aux mineurs non accompagnés dès l'âge de 12 ans sur présentation d'une pièce d'identité et d'une autorisation parentale.

En vertu de ce qui précède, je vous propose donc, avec Sandrine PARIS-PESCAROU et nos collègues du groupe J'agis, d'approuver le vœu suivant : le conseil municipal de Joinville-le-Pont émet le vœu que l'établissement public territorial Paris Est Marne & Bois décide, à partir de la saison 2026, la gratuité de l'accès aux sites de baignade du territoire pour tous les mineurs résidant sur le territoire et l'autorisation d'accès non accompagné pour les mineurs âgés de 12 ans et plus, sous réserve qu'ils résident sur le territoire, qu'ils soient munis d'une pièce d'identité et qu'une autorisation parentale soit

présentée ou ait été préalablement déposée sur le site internet « À la plage » de Paris Est Marne & Bois.

Je vous remercie.

M. le Maire : Merci, Monsieur PLATON, pour votre vœu.

Vous évoquez une fois de plus un sujet qui comporte plusieurs tiroirs en réalité et une décision qui ne concerne aucunement la Municipalité. C'est devenu une spécialité du groupe J'agis : vous nous posez des questions sur l'EPT, sur les offices HLM, dans vos vœux, partout, depuis des mois et des mois, et ça ne concerne pas du tout la Ville.

Je vous rappelle quand même que le site est géré par Paris Est Marne & Bois, donc je vous rappelle aussi que, pour vos demandes, vous devez les transmettre plus simplement à Paris Est Marne & Bois. Il n'y a aucun intérêt à passer un vœu, sauf à créer une certaine émotion qui fait qu'au-delà du coût et autres, la décision pourrait être prise par les 13 maires et pas le Maire de Joinville, qui peut le faire. Je vous invite donc à porter votre réclamation, que je transmettrai d'ailleurs, au territoire.

Ensuite, ce qu'il s'est passé cet été, c'est effectivement ce que l'on redoute de pire quand on est maire, c'est avoir à accompagner une famille qui vient de perdre un enfant dans une noyade dramatique, qui aurait pu, en plus, au-delà de la rapidité... Mes élus ont été là, ils ont été extrêmement choqués. Je peux vous dire qu'il y a la noyade, mais il y a le choc aussi ressenti par les élus. La personne sait qui je nomme.

On a fait des actions de sensibilisation. Il y a cette baignade, elle est surveillée, elle est interdite ailleurs. Il y a des arrêtés. Il y a des enfants qui plongent partout. Ce jeune Noah, visiblement, ne savait pas nager, de ce qu'on a compris. Moi, je n'y peux rien. Je veux dire, c'est vraiment un drame, mais c'est PEMB, ce n'est pas nous.

J'appelle donc ce soir à rejeter le vœu, mais je vais quand même transmettre votre demande, bien évidemment, au territoire, parce que c'est normal que je remonte la réflexion.

Je vais en profiter pour faire un petit bilan de la baignade : je crois qu'on a eu 26 000 baigneurs, dont 18 000 issus du territoire, sur Joinville ; gratuité déjà effective pour les moins de quatre ans ; tarif tout de même attractif, à seulement 3 euros pour les autres baigneurs ; 51 jours d'ouverture sur cette année sur 78, sachant que l'ouverture du site s'est réalisée à marche forcée.

Jean-François CLAIR habitant à côté, il a bien vu que les derniers coups de tournevis ont été mis tout début juillet pour ouvrir, mais on a eu la chance d'avoir un très beau temps. C'était à minuit et la nuit, puisqu'ils travaillaient en 3x8. On a eu 26 jours de qualité de l'eau difficile et une pollution accidentelle, hydrocarbure, par Nogent, un accident, qui nous a malheureusement bloqués une journée.

Cela dépend du territoire, j'insiste. J'appelle donc au rejet du vœu.

Philippe PLATON : Excusez-moi, mais le principe d'un vœu, c'est que le conseil municipal s'exprime pour exprimer, comme son nom l'indique, un vœu. C'est ce que nous proposons et je note que vous le rejetez. Encore une fois, je ne voudrais pas que ce sujet soit l'objet de polémique.

M. le Maire : Merci, Philippe, vraiment merci, parce qu'en même temps, je pense qu'il y a de la décence par rapport à cet enfant qui est décédé. Moi, je m'engage ce soir à transmettre cette demande au territoire – je vous enverrai l'écrit de ce que je vais faire – parce que la proposition est à étudier, mais à réfléchir dans le cadre des finances aussi avec le territoire. Je pense que certains points pourraient peut-être bouger, mais l'ensemble du point ne peut pas bouger.

Je souhaitais rappeler, justement pour qu'il n'y ait pas de polémique, que je me suis souvent fait traiter un peu de tous les noms, de dictateur – pas par vous, mais par d'autres –, et que ce soir, j'ai quand même mis ce vœu en débat. Je pense qu'on a quand même pu avoir une discussion. Elle ne vous satisfait pas, mais je prends l'engagement de transmettre votre demande dans tous ses termes,

surtout financiers, au territoire, et on débattrait avec Virginie au conseil du territoire. On portera, mais ce n'est pas nous, c'est pour ça que je rejette le vœu.

Oui, Monsieur GEORGEAUD. Attention.

Maxence GEORGEAUD : Je trouve votre positionnement complètement incohérent, parce que vous semblez aller dans le sens du vœu, et même le porter.

M. le Maire : Je ne peux pas décider pour les autres. Vous, vous décidez pour les autres, mais moi, je ne peux pas.

Maxence GEORGEAUD : Non, mais c'est juste l'émission d'un vœu. Juridiquement, ça n'engage pas la Commune.

M. le Maire : Non, mais moi, je suis responsable. Je ne peux pas porter ce vœu, je ne peux pas porter une réponse positive. Au-delà de la réponse, je vous propose d'écrire au territoire, de saisir le territoire.

C'est dommage, parce qu'il y avait ce matin le bureau des maires, des 13 maires, auquel j'ai participé pour préparer le conseil du territoire du 16 décembre prochain. J'aurais pu le mettre à l'ordre du jour, mais ce genre de sujet se met plusieurs jours avant. Pour le prochain conseil du territoire, je mettrai en bureau des maires cette question qui m'a été posée par des élus du conseil municipal – je ne vais pas dire l'opposition, mais des élus – sur des choses qui peuvent être à décider par les 13 maires. Je ne vois donc pas où est l'incohérence. Je ne peux pas décider à la place des autres.

Virginie TOLLARD : En plus vous annoncez des âges : 16 ans, 12 ans...

M. le Maire : Les comparaisons sont intéressantes avec la Ville de Paris, toutes ces choses-là. On est, là, dans une expérimentation. Cette année, c'est la première année, c'est la première année. C'était un vrai succès, tant mieux. Voilà, c'était un vrai succès. Il y a eu ce drame, qui est terrible. Maintenant, travaillons, réfléchissons, mais portons auprès des maires, des 13.

Ce matin, dans la discussion avec les maires, il y a des maires qui vont avoir des baignades et d'autres qui ne vont pas en avoir. Il y a un devoir de solidarité entre toutes les villes sur des investissements portés sur des territoires et qui ne peuvent pas être portés sur les autres. C'est un investissement important, tout comme la labellisation du port en tant que premier port européen dans les terres : c'est l'ambition du port de Joinville. Il y a des villes qui disent : « Mais tout cet argent »... Ça, c'est financé, je sais comment c'est financé : ce n'est pas financé par des impôts supplémentaires, c'est financé par les taxes de séjour. Un jour, le territoire pourra vous répondre d'où viennent les financements. Ce matin, j'ai vraiment eu une réunion très technique et très financière sur ces sujets, mais je ne peux pas prendre la décision. Je remercie Philippe PLATON de dire qu'il ne s'agit pas de polémiquer là-dessus, mais travaillons, travaillons.

Virginie TOLLARD : C'est une baignade familiale. Lorsque vous avez des enfants de moins de 16 ans qui viennent tout seuls à la piscine, ce n'est pas la même chose. Se baigner à la piscine de Nogent, ce n'est pas la même chose que se baigner en Marne, même dans une piscine aménagée. Tout ça a aussi été pensé à Paris sur les âges : à Paris, il y a une gratuité, mais par contre, cela a été aussi réglementé sur les âges. Cela se travaille.

Philippe PLATON : Franchement, je préfère me baigner à la baignade de Joinville en famille avec des adolescents, avec des jeunes de 16 ans qui se baignent à côté de moi, plutôt que de les voir se baigner à côté. Les jeunes de 16 ans ne sont pas plus... La baignade est surveillée, il y a des maîtres-nageurs. Ce n'est pas le sujet, franchement.

M. le Maire : Je ne suis pas décisionnaire, donc je ne peux pas appuyer au vote du vœu, mais je vais relayer. Tu proposes le vote ?

Philippe PLATON : Je vais proposer le vote. Qui est pour ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE,

Article unique : S'engage à ce que l'Établissement Public Territorial Paris Est Marne & Bois décide, à partir de la saison 2026 :

- La gratuité de l'accès aux sites de baignade du Territoire pour tous les mineurs résidant sur le Territoire;
- L'autorisation d'accès non accompagné pour les mineurs âgés de 12 ans et plus, sous réserve :
 - qu'ils résident sur le Territoire ;
 - qu'ils soient munis d'une pièce d'identité ;
 - qu'une autorisation parentale soit présentée ou ait été préalablement déposée sur le site internet "À la Plage" de Paris Est Marne & Bois.

Pour : (6)

Madame Sandrine PARIS-PESCAROU (), Monsieur Philippe PLATON (), Monsieur Jean-François CLAIR (Liste "JAJI J'agis j'innove pour Joinville-le-Pont"), Madame Carmen PEREZ (Liste "JAJI J'agis j'innove pour Joinville-le-Pont"), Monsieur Maxence GEORGEAUD (Liste "JAJI J'agis j'innove pour Joinville-le-Pont"), Monsieur Tony RENUCCI (Liste "JAJI J'agis j'innove pour Joinville-le-Pont")

Contre : (24)

Monsieur Olivier DOSNE (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Francis SELLAM (Liste "Joinville avec vous"), Madame Chantal DURAND (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Michel DESTOUCHES (Liste "Joinville avec vous"), Madame Virginie TOLLARD (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Stephan SILVESTRE (Liste "Joinville avec vous"), Madame Chantal ALLAIN (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Maxime OUANOUNOU (Liste "Joinville avec vous"), Madame Liliane REUSCHLEIN (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Brahim BAHMAD (Liste "Joinville avec vous"), Madame Corinne FIORENTINO (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Laurent OTTAVI (Liste "Joinville avec vous"), Madame Anne MAROLLEAU (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Jérôme TAGNON (Liste "Joinville avec vous"), Madame Hélène DECOTIGNIE (Liste "Joinville avec vous"), Madame Stéphanie BRANCO (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Olivier LAVIGNE (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Frédéric GOMES (Liste "Joinville avec vous"), Madame Murielle VILLETTE (Liste "Joinville avec vous"), Madame Béatrice NICOLAS-DARROU (Liste "Joinville avec vous"), Madame Séverine DOS SANTOS (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Julien KARAM (Liste "Joinville avec vous"), Monsieur Guillaume LEVANNIER (Liste "Joinville avec vous"), Madame Laura MANACH (Liste "Joinville avec vous")

49 . Adhésion au contrat de groupe d'assurance souscrit par le CIG de la petite couronne pour la couverture des risques statutaires

Les collectivités et établissements publics de la petite couronne ont la possibilité d'accéder, par convention, à un contrat d'assurance souscrit par le Centre Interdépartemental de Gestion (CIG) les garantissant contre les risques maladie, maternité, congé de longue maladie, accident de service, et décès de leurs agents.

Le CIG se charge de la mise en concurrence auprès des grands groupes d'assurances et de la passation du marché. Outre des taux négociés au plus juste, le traitement des dossiers est simple et rapide.

Depuis le 1^{er} janvier 2007, notre commune adhère au contrat d'assurance pour les risques statutaires souscrit par le CIG de la Petite Couronne auprès de CNP-Assurance. Ce contrat, reconduit depuis, nous permet donc d'être assurés, pour les

agents titulaires et stagiaires affiliés à la CNRACL, contre les conséquences financières d'accident ou de maladie imputable au service.

Ce contrat arrive à son terme le 31 décembre 2025.

Par délibération n° 22 du 12 mars 2025, la collectivité a délégué au CIG le soin de consulter en son nom les différents groupes d'assurances.

Le résultat de cette consultation a conduit le CIG à retenir la proposition de CNP Assurances (porteur du risque) en partenariat avec Relyens (courtier gestionnaire), qui est le prestataire actuel sur les risques accident de travail et maladie professionnelle.

Le taux de cotisation proposé pour notre collectivité s'établit à 1,49 % pour les fonctionnaires et stagiaires affiliés à la CNRACL .

Pour rappel, le taux applicable depuis le 1^{er} janvier 2024 était de 1,56 %,

Le contrat proposé prend effet au 1^{er} janvier 2026 jusqu'au 31 décembre 2029. Il est souscrit en capitalisation, cela signifie que les sinistres continuent d'être indemnisés même en cas de résiliation ou au terme du contrat. Le taux est garanti pendant 2 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2027.

Les frais de gestion s'élèvent à 0,60 % de la prime d'assurance acquitté et seront versés au CIG.

Je vous demande de bien vouloir approuver l'adhésion de la collectivité au contrat de groupe d'assurance des risques accident de travail et maladie professionnelle proposé par CNP Assurance au taux de cotisation de 1,49 % et d'autoriser le Maire à signer le bulletin d'adhésion et/ou la convention d'adhésion au nom de la collectivité.

| | |
|-----------------------------------|---|
| Principaux textes réglementaires | - Code général des collectivités territoriales - Article L. 452-40 du code général de la fonction publique - Décret n°86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application du 2 ^{ème} alinéa de l'article 26 de la loi n° 84-56 du 26 janvier 1984 et relatifs aux contrats d'assurance souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux - Délibération n° 22 du 12 mars 2025 portant mandat donné au CIG de la Petite Couronne pour la mise en concurrence de l'assurance statutaire |
| Principaux documents de référence | - Contrat d'assurance des risques statutaire 2026-2029 |

Présents :

Monsieur Olivier DOSNE, Monsieur Francis SELLAM, Madame Chantal DURAND, Monsieur Michel DESTOUCHES, Madame Virginie TOLLARD, Monsieur Stephan SILVESTRE, Madame Chantal ALLAIN, Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Liliâne REUSCHLEIN, Monsieur Brahim BAHMAD, Madame Corinne FIORENTINO, Madame Anne MAROLLEAU, Monsieur Jérôme TAGNON, Madame Hélène DECOTIGNIE, Madame Stéphanie BRANCO, Monsieur Olivier LAVIGNE, Monsieur Frédéric GOMES, Madame Murielle VILLETTELE, Madame Béatrice NICOLAS-DARROU, Madame Séverine DOS SANTOS, Monsieur Julien KARAM, Monsieur Guillaume LEVANNIER, Madame Sandrine PARIS-PESCAROU, Monsieur Philippe PLATON, Monsieur Jean-François CLAIR, Madame Carmen PEREZ, Monsieur Maxence GEORGEAUD, Monsieur Tony RENUCCI

Absent(s) représenté(s) :

Monsieur Laurent OTTAVI donne procuration à Monsieur Maxime OUANOUNOU, Madame Laura MANACH donne procuration à Monsieur Olivier DOSNE

Absents(s) non représenté(s) :

Madame Luisa DOLOGUELE, Monsieur Areski OUDJEBOUR, Monsieur Rémi-François PAOLINI

Francis SELLAM : En début d'année 2025, le CIG a fait un appel d'offres pour qu'on puisse optimiser une assurance concernant l'assurance maladie et accident liée au travail, mais pour la Mairie. L'appel d'offres a été gagné par CNP Assurances et on nous demande de délibérer pour valider CNP Assurances.

Des questions ?

Maxence GEORGEAUD : Juste après le vote, j'aimerais prendre la parole pour parler d'une chose avant les questions.

M. le Maire : Les questions sont des questions... Parler de choses... Dans ce cas, vous m'écrivez, je vous répondrai, ou je vous reçois dès demain si vous voulez.

Maxence GEORGEAUD : Non, non...

M. le Maire : Le conseil municipal, il y a des... Vous iriez dans des villes à côté, que je ne vais pas citer, il n'y a même pas de débat. Ce soir, nous avons eu des débats : on est d'accord, on n'est pas d'accord, on a un peu chamaillé, mais il y a eu des débats.

Maxence GEORGEAUD : C'est un sujet plutôt personnel.

M. le Maire : Alors, vous venez me voir après le conseil.

Maxence GEORGEAUD : Non, mais c'est un sujet personnel qui doit être rendu public.

M. le Maire : Ah bon ?

Maxence GEORGEAUD : Oui.

M. le Maire : Vous m'écrivez, puis on le rendra public.

Maxence GEORGEAUD : Pardon ?

M. le Maire : Vous voulez quitter le conseil municipal, c'est peut-être cela ?

Maxence GEORGEAUD : Pas du tout.

M. le Maire : Non, mais cela aurait pu être une annonce, je ne sais pas.

Maxence GEORGEAUD : Non, pas du tout, ce n'est pas une annonce.

M. le Maire : Écoutez, envoyez-moi un mail et je vais vous dire si je peux la mettre en question supplémentaire.

Maxence GEORGEAUD : C'est dommage, parce que...

M. le Maire : Ce n'est pas dommage. Attendez, vous vous rendez compte ? On a des règlements, Monsieur GEORGEAUD.

Maxence GEORGEAUD : C'est la raison pour laquelle je vous demande de pouvoir le faire. Je ne le fais pas de façon...

M. le Maire : Moi, j'applique le règlement, comme je l'ai toujours fait.

Maxence GEORGEAUD : Oui, mais vous pourriez...

M. le Maire : Si c'est personnel, pourquoi... À moins que ce ne soit...

Maxence GEORGEAUD : En plus, c'est quelque chose qui est de votre fait, donc ça rétablirait peut-être quelque chose à votre crédit.

M. le Maire : Écoutez, j'en serais ravi, pour une fois.

Maxence GEORGEAUD : Le fait que vous acceptiez que je puisse présenter...

M. le Maire : J'en serais ravi, pour une fois, mais je ne peux pas... On se voit à la fin du conseil et je mettrai publiquement votre question sur mes réseaux ou ailleurs. Bien évidemment, je n'ai rien à cacher.

Maxence GEORGEAUD : Comme vous voulez, mais c'est vous qui refusez le dialogue.

(Réaction de l'Assemblée)

M. le Maire : Écoutez, vous savez, potentiellement, c'est peut-être le dernier conseil de ma mandature. Je le vis comme un conseil, j'essaye de... On n'est pas toujours d'accord.

Oui, puisque logiquement, pour information, sauf conseil municipal balai parce qu'il y a eu des choses importantes, il n'y aura pas de conseil jusqu'aux élections municipales. J'en profite pour le rappeler. Je ne vais pas passer...J'ai quand même essayé pendant 18 ans d'être dans le règlement, donc même si l'information est certainement importante, et pour une fois glorifiante pour moi, tant mieux, merci, mais on peut se voir tous les deux et communiquer après, il n'y a pas de sujet. On fait comme ça ?

Merci, Monsieur GEORGEAUD.

On va donc passer aux questions orales...

Francis SELLAM : Non, il faut voter.

M. le Maire : Pardon.

Francis SELLAM : Je reviens sur la délibération 48. Qui est pour ? Unanimité, merci beaucoup.

Le Conseil, sous la présidence de Monsieur Olivier DOSNE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : Approuve le taux d'adhésion proposé pour la collectivité par le CIG de la Petite couronne dans le cadre du contrat de groupe d'assurance des risques statutaires Accident de travail et maladie professionnelle.

Article 2 : Décide d'adhérer à compter du 1^{er} janvier 2026 et pour une durée de 4 ans au contrat de groupe souscrit pour le compte de la collectivité par le CIG avec l'entreprise d'assurance CNP Assurances, en partenariat avec Relyens.

Article 3 : Prend acte que les frais de gestion du CIG qui s'élèvent à 0,60% de la prime d'assurance acquittée par la collectivité, viennent en supplément des taux d'assurance déterminés dans le certificat d'adhésion.

Article 4 : Autorise Monsieur le Maire, ou le cas échéant l' élu ayant reçu délégation en vertu de l'article L.2122-18 du Code général des collectivités territoriales, ou l' élu remplaçant le Maire en vertu de l'article L.2122-17 du même code, à signer le bulletin d'adhésion et/ou la convention à intervenir dans le cadre du contrat groupe et à prendre toutes les mesures en application de cette délibération.

Article 5 : Prend acte que la Collectivité pourra quitter le contrat de groupe chaque année sous réserve du respect du délai de préavis de six mois.

QUESTIONS ORALES

Conseil Municipal – séance du 9 décembre 2025

QUESTIONS ORALES

Question n°1 de Monsieur Jean-François CLAIR – Groupe JAJI

J'ai le privilège de poser la première question à Jérôme TAGNON, mon cher collègue.

Les Joinvillais ont pu constater avec effroi rue de Paris, sur le côté pair, sur le trottoir opposé à la Mairie, à la hauteur de l'interdiction de s'arrêter en allant vers le RER, que le revêtement de façade de l'immeuble neuf construit il y a quelques années par le groupe Eiffage est détérioré. Des barrières de sécurité ont été positionnées pour protéger le public des morceaux de composite qui tombent à terre. Ce n'est pas la première fois que nous entendons parler d'un manque de qualité dans la réalisation et la finition des bâtiments de la ZAC par des résidents. La ZAC des Hauts de Joinville a mobilisé beaucoup de ressources et de patience de la part des riverains. C'est le programme le plus important depuis le PLU (Plan Local d'Urbanisme) voté en 2007 par la Municipalité.

Nous nous interrogeons sur la qualité des réalisations. Notre question est donc la suivante : Monsieur le conseiller municipal, pouvez-vous nous renseigner sur ce qu'il s'est passé et les mesures qui ont été prises pour éviter un nouvel incident ? Merci d'avance.

Réponse de Jérôme TAGNON

Mon cher collègue, merci de votre question, mais au préalable, je ne partage pas du tout ce que vous avez écrit au sujet de la ZAC. Elle a fait l'objet d'une qualité particulière de construction, incontestable sur le plan technique, qui a redynamisé le quartier, tant au niveau familial, social, qu'économique. Tout un chacun profite pleinement, depuis lors, de ce quartier rénové. J'en profite d'ailleurs pour rendre un hommage particulier à Jean-Jacques GRESSIER, qui a œuvré avec Monsieur le Maire pour la réalisation de cet ensemble. Bref, je retire « œuvré », pardon. C'est l'émotion du dernier conseil, pardon.

Certes, un chantier de cette importance peut connaître quelques malfaçons donnant éventuellement lieu à des réserves si elles sont découvertes à la livraison ou donnant lieu au déclenchement de la garantie dommages-ouvrage. Au sujet de la rue de Paris, le dimanche 23 novembre, une pierre de parement est tombée de la façade du bâtiment à cette adresse. Les services techniques alertés ont immédiatement mis en place un périmètre de sécurité afin d'éloigner les piétons de la zone concernée. Le syndic de copropriété a ensuite sollicité l'assurance dommages-ouvrage ainsi que le constructeur. Une expertise a été organisée le mercredi 26 novembre à 11 heures, à laquelle la Ville avait été conviée. Je m'y suis rendu accompagné des services techniques.

À l'issue de cette visite, l'expert missionné par l'assurance a prescrit les actions suivantes. La première, une intervention de cordistes dès le lendemain afin de vérifier l'ensemble des pierres de parement grises collées sur la façade côté rue de Paris. Les pierres agrafées de couleur blanche n'ont pas été intégrées à ce diagnostic. Il avait été convenu que toute pierre jugée dangereuse serait immédiatement déposée. Cette intervention a été prise en charge par l'assurance dommages-ouvrage. Second point, l'expert a en revanche refusé de diligenter un diagnostic sur les autres façades de la résidence, rue Vel Durand et cour intérieure, aucun désordre visible n'ayant été constaté à ce jour. Le syndic a toutefois la possibilité de commander un diagnostic complémentaire. Si un danger quelconque est mis en évidence, celui-ci sera alors pris en charge par l'assurance ; à défaut de désordre constaté, le coût restera à la charge de la copropriété.

Le vendredi 5 décembre, sans retour ni du syndic ni de l'expert, les services techniques ont relancé les différents interlocuteurs. L'expert a alors confirmé par écrit que la société de cordistes n'avait relevé aucune dalle présentant un risque de chute sur le trottoir et que la façade contrôlée pouvait être considérée comme suffisamment sécurisée. Seule la dalle située à l'angle, déjà tombée, fera l'objet d'une proposition d'indemnisation en vue de sa remise en place. En conséquence, les services techniques ont retiré le périmètre de sécurité dans l'après-midi du vendredi 5 décembre.

Question n°2 de Monsieur Maxence GEORGEAUD – Groupe JAJI

Question adressée à Monsieur Stephan SILVESTRE, Adjoint au Maire, délégué à la Police municipale et à la Ville numérique.

La société AZ Poulet exploite depuis le 26 mars 2025, au 7 rue Jean Mermoz, un établissement de restauration sur place et à emporter, sans vente de boissons alcoolisées, sous l'enseigne Poulet Addict.

Si nous pouvons nous réjouir de l'implantation de commerces de bouche sur notre Commune, qui témoigne de l'intérêt des entrepreneurs pour notre territoire et apporte de la vitalité économique, il n'en demeure pas moins que les règles d'exploitation propres à ce type de commerce induisent la mise en œuvre d'installations nécessaires.

Ainsi, des plaintes de riverains nous sont parvenues relatives aux odeurs de cuisson liées aux fritures de poulet, ainsi qu'à l'occupation aléatoire de la voirie et à l'entrée du parking, liées à des arrêts fréquents qui gênent le passage de la circulation lors des retraits de commandes en voiture. Pour rappel, c'est la norme européenne EN 6282 qui définit les exigences en matière de conception, fabrication, installation et sécurité des matériels de cuisine. Ces matériels doivent prévoir entre autres des ventilations à débit et des hottes présentant les caractéristiques suivantes : 100 % en inox soudé avec des gouttières périphériques, filtre labyrinthe lavable, conduit métallique coupe-feu, et conçus pour permettre un nettoyage total et rapide afin d'éviter tout risque d'incendie de graisse.

En application de l'article L.2212-2 et L.2215 du Code des collectivités territoriales, le Maire dispose des pouvoirs de police très forts en matière de sécurité incendie, salubrité publique, nuisance de voisinage et protection de l'environnement. Il peut donc intervenir très concrètement pour faire cesser des troubles de voisinage et remédier à une utilisation inappropriée de la voirie.

Notre question est donc la suivante, Monsieur le Maire Adjoint : avez-vous déjà pris connaissance de ce dossier et des mesures vont-elles être prises pour sécuriser la continuité de l'exploitation du restaurateur et assurer la tranquillité des riverains ?

Réponse de Monsieur Stéphane SILVESTRE

Cher collègue, merci pour votre question.

Tout d'abord, nous vous remercions chaleureusement de saluer l'attractivité de la Ville, à laquelle nous avons œuvré depuis maintenant plusieurs mandats et qui trouve son succès dans le nombre de commerces qui viennent s'installer chez nous. C'est très bien, nous nous en réjouissons.

Ensuite, cette question que vous posez au conseil municipal me paraît complètement incongrue. Tout d'abord, nous avons été saisis de ce problème par les riverains depuis plusieurs mois, on leur a répondu. J'en conclus que vous ne leur avez pas demandé. La première question que vous auriez pu leur poser aurait pu être : « Avez-vous demandé à la Mairie ? » Ils vous auraient dit : « Oui, bien sûr, nous les avons vus plusieurs fois ». Je ne vois donc pas l'intérêt de porter cela au conseil municipal.

J'ignore si vous avez fait la démarche de rencontrer le gérant lui-même, peut-être pour l'interroger sur les installations qu'il a pu faire. Nous, nous l'avons fait à de multiples reprises, nous l'avons reçu de nombreuses fois pour ce problème et d'autres. Pareil, si vous lui aviez demandé, il aurait peut-être pu vous le dire.

Le problème oppose avant tout certains résidents de l'immeuble qui abrite ce commerce, ainsi que son gérant et propriétaire, dans le cadre d'un contentieux géré par le syndicat des copropriétaires et dans lequel la Ville n'a pas à intervenir, c'est un immeuble privé.

Concernant l'installation d'extraction de la cuisine, elle est bien entendu conforme aux normes en vigueur, nos services d'urbanisme l'ont vérifié, à toutes les normes en vigueur.

Pour autant, en juillet dernier, nous avons demandé, nous avons même enjoint le gérant à faire des modifications pour atténuer le plus possible les nuisances subies par les résidents et les passants. Depuis cette date, il semble qu'il ait fait quelques travaux pour améliorer les choses. D'ailleurs, nous n'avons plus de plaintes depuis.

Au-delà de ça, il y a quelques troubles, qui concernent eux, la voie publique, qui ont été portés à notre connaissance sur l'entrave à la circulation à la sortie de l'immeuble, dans la sortie 47 de l'immeuble. Ici, pareil, nous avons enjoint le gérant à faire respecter la libre circulation devant son établissement et missionné la police municipale pour qu'elle fasse respecter cette injonction. La situation s'est améliorée depuis. Merci.

Question n°3 de Madame Carmen PEREZ – Groupe JAJI

La question s'adresse à Monsieur Olivier DOSNE, Maire de Joinville-le-Pont.

Le 23 novembre dernier, malgré le froid et une pluie glaciale, plus de 200 Joinvillais et Joinvillaises se sont mobilisés pour exprimer leur profond désaccord face au projet muséal en cours de construction sur nos bords de Marne. Oui, vous avez bien entendu : plus de 200 participants – n'en déplaise à ceux qui, par dépit ou par calcul, tentent d'en minimiser la portée – se sont déplacés pour dire clairement que ce qui pose problème, ce n'est pas la vocation culturelle du lieu, à laquelle personne ne s'oppose, mais bien l'édifice lui-même, un bâtiment de 23 mètres de haut de style tertiaire, de verre, béton, recyclés ou non, et d'aluminium, dont le gabarit et l'esthétique apparaissent en total décalage avec le caractère bucolique et patrimonial des bords de Marne.

Cette manifestation n'est pas isolée : quatre recours gracieux ont également été déposés contre ce projet, une pétition a recueilli 1 619 signatures et près de 160 Joinvillais et amoureux des bords de Marne vous ont adressé directement par mail, ainsi qu'à Paris Est Marne & Bois, une pétition faisant part de leur refus de voir s'implanter un tel bâtiment à l'emplacement de l'ancienne guinguette Le Petit Robinson.

Au-delà de ce projet précis, beaucoup s'inquiètent également du précédent que créerait une telle construction, ouvrant la voie à d'autres édifices de gabarit et d'allure comparables, au détriment du paysage et de l'identité des bords de Marne.

Votre proposition de porter la candidature de la guinguette Chez Gégène – elle sera inévitablement impactée par cette construction, qui va se dresser en limite de son établissement – au label Patrimonial d'intérêt régional afin de la protéger prouve bien que vous avez pris conscience que la mobilisation du 23 novembre et les diverses actions menées ne sont pas de simples démonstrations d'humeur. Elles expriment un attachement profond à ce site, à l'esprit guinguette propre au bord de Marne. Plus encore, elles expriment une demande claire de concertation, concertation qui, à ce jour, n'a pas eu lieu, les Joinvillais n'ayant jamais été consultés sur l'aspect architectural du projet alors même qu'ils en subiront durablement les conséquences visuelles, environnementales et patrimoniales.

Monsieur le Maire, il est encore temps de faire preuve de raison. C'est pourquoi, au regard de la mobilisation citoyenne, des très nombreuses interpellations reçues et du caractère irréversible des travaux engagés, notre question est la suivante : Monsieur le Maire, pourquoi ne pas prendre un arrêté suspensif temporaire des travaux afin d'organiser de toute urgence une véritable consultation des Joinvillaises et des Joinvillais sur le type de construction qu'ils souhaitent pour ce musée en bord de Marne ?

Réponse de Monsieur le Maire

Madame PEREZ, chère conseillère municipale, déjà, sans rentrer dans la polémique, vous évoquez 200 personnes selon les syndicats et 50 selon la police présentes à votre rassemblement politique, car il s'agissait de cela, sans exagération. Il est normal – c'est le jeu – de politiser, ça fait vraiment l'os avant les élections, mais en réalité, c'est plutôt un échec, parce qu'avec les distributions, les tracts, etc., franchement, le taux de réponse... Les participants, dont je connais beaucoup de visages, sont venus par curiosité ou ce sont toujours les mêmes que l'on retrouve depuis 2008 sur tout ce qui se fait à Joinville, qui sont contre tout en n'habitant pas forcément à côté, mais bref, que je respecte, que je respecte.

Il est aussi cocasse de voir que les élus du groupe J'agis sont contre un projet innovant tel que celui-ci et se rangent au final auprès des Joinvillais les plus conservateurs, et les plus faibles aussi, j'ai envie de dire, parce que vous exploitez quand même la faiblesse intellectuelle, les partisans d'immobilisme... oui, oui, et d'un passé qui n'existe plus que sur les cartes postales. Oui, parce que les gens... Oui, allez-y, pleurez, ce n'est pas un problème. Nous ne sommes pas surpris, parce que vous n'avez fait que vous opposer : depuis 2020, vous êtes opposés à tout sans jamais rien proposer en face. Même votre proposition la plus innovante, comme changer – je l'ai rappelé tout à l'heure – vos élus chaque année ou tous les deux ans, vous ne l'avez même pas respectée. Vision passéiste et conservatrice de Joinville, contre les logements sociaux, contre l'accession sociale à la propriété, contre la culture, ou alors la culture qu'il faut payer avec l'argent des autres...

J'ai effectivement reçu beaucoup de mails, j'ai reçu beaucoup de mails, dont beaucoup ne sont pas de Joinville, parce qu'on sait comment ça se passe. On distribue un papier : « Tiens, il faut que tu signes », ils ne connaissent même pas le sujet, ils n'habitent même pas à côté. Voilà, j'ai reçu beaucoup de mails et y ai répondu, si possible, personnellement. J'ai même reçu personnellement, et, à ma grande surprise, non pas retournés, parce que j'ai expliqué et finalement convaincu des gens que j'ai reçus en leur expliquant les transversalités du projet, l'intérêt à la Marne. De toute façon, les musées, ça fracture à chaque fois : « Les musées, moi, c'est vert, moi, c'est pied, moi, c'est machin, c'est en... » Tous les musées de France, voilà.

Concernant l'absence de participation et de concertation, ce projet a été présenté lors d'une journée dédiée en Mairie le samedi 1^{er} février 2025, 250 à 300 personnes sont venues se renseigner. J'y étais, j'ai vu quelques interrogations. Effectivement, c'est la première fois que les gens voyaient le projet, c'est normal, on ne peut pas tout de suite...

Ce projet, présenté par le PEMB, a été aussi présenté en quartier Polangis, en réunion de Polangis. Il a été fortement applaudi. Je ne sais pas, nous n'avons peut-être pas les mêmes oreilles, mais c'est certainement...

(Intervention inaudible hors micro)

Moi, c'est ce que j'ai entendu. En plus, vous n'avez pas pris, je pense, la parole ce jour-là pour évoquer vos mécontentements. Les PEMB étaient présents sur les marchés il y a quelques semaines. Là, on a vu arriver des personnes qui s'intéressaient et d'autres qui étaient vraiment venues uniquement pour critiquer et ne rien faire d'autre. Il est toujours intéressant de voir ceux qui s'opposent... S'il vous plaît, je suis en train de parler, donc si je peux terminer mes trois phrases... Moi, depuis 2008... Alors, on s'opposait à la rue de Paris – je n'y ai pas contribué – : aujourd'hui, tout le monde est content de la rue Paris ; on s'opposait à la réfection des quais de Marne : tout le monde se promène sur les quais de Marne et trouve qu'ils sont fortement apaisés ; on s'opposait à l'école de danse : elle n'a jamais été autant fréquentée ; on s'opposait au gymnase du Bataillon de Joinville, qui remplaçait un gymnase où il y avait quand même le seul dojo français avec un poteau en béton au milieu, donc on faisait des compétitions là-dedans, c'était vraiment la signature joinvillaise. La création du Spot, que n'ai-je pas entendu sur le Spot ! Bref, et quand ça marche, après, on vous y voit : vous

consommez, vous buvez des coups, vous êtes heureux, vous profitez bien. Finalement, vous êtes passés à autre chose.

Mon avis, c'est que je défends ce musée. Je fais partie d'un collectif qui s'appelle PEMB avec les maires du territoire, qui ont voté à l'unanimité la création de ce musée et le projet sur les bords de Marne. Vous, vous contestez, c'est normal. Engagez ce que vous voulez contre ces gens. D'ailleurs, j'ai hâte de voir si vous allez plus loin dans vos recours, parce que si vous y allez, bravo, vous êtes courageux. S'il vous plaît, dans la salle, restez un peu assis, quand même. Vous vous embrasserez après. Concrètement, c'est un projet territorial culturel majeur qu'il faut porter. Après, la forme du musée, oui, effectivement... Écoutez, vous avez le droit de vous plaindre. Aujourd'hui, vous avez le droit de faire des recours.

Je clôturerai juste par la fierté qu'est la mienne de porter tous ces projets, de les avoir portés, de porter celui-là et de sauver un quartier qui était complètement perdu, où il n'y avait plus rien. Les mairies précédentes ont de très grosses responsabilités d'avoir laissé couler ces bords de Marne. Dont acte.

Le conseil est terminé.

Tony RENUCCI (*hors micro*) : Il y a une question.

M. le Maire : Pardon, excusez-moi, il y en a encore une dernière pour Madame NICOLAS-DARROU.

Question n°4 de Monsieur Tony RENUCCI – Groupe JAJI

Merci. Ma question s'adresse à Béatrice NICOLAS-DARROU, conseillère municipale déléguée au Logement.

La résidence de Barbusse Espérance a fait l'objet d'une rénovation d'ampleur, dans les espaces communs comme dans les appartements. Toutefois, de nombreuses plaintes nous sont remontées au sujet du manque de ventilation dans les salles de bain, les cuisines et les sanitaires. Cela favorise l'accumulation d'humidité, les moisissures, les mauvaises odeurs, et peut avoir des conséquences sur la santé des occupants, notamment les asthmatiques et les personnes souffrant de maladies respiratoires.

Notre question est donc la suivante : Madame la conseillère municipale, quelles actions comptez-vous prendre auprès du bailleur pour une révision complète des problèmes de ventilation dans la résidence ?

Réponse de Madame Béatrice NICOLAS-DARROU

Monsieur le conseiller municipal, vous le savez, la problématique objet de votre question, c'est-à-dire les éventuelles insuffisances de ventilation dans cette résidence, ne relève pas des compétences de la Commune. Cela étant, nous avons sollicité les services de LogiRep et voici les éléments que je suis en mesure de vous préciser.

LogiRep nous a confirmé qu'à date, il y a effectivement une demande émanant d'une locataire concernant un éventuel problème de VMC (Ventilation Mécanique Contrôlée) dans son logement. LogiRep nous a indiqué également avoir saisi son prestataire pour que celui-ci opère une vérification de tous les caissons VMC dans la résidence à titre préventif. Enfin, si, comme vous l'avez mentionné, vous disposez en effet d'une liste qui recense des locataires qui rencontrent ce type de difficulté, je vous remercie de nous la faire remonter. LogiRep s'est en effet engagé à effectuer une visite technique dans chacun des logements qui seraient concernés. Merci.

M. le Maire : Merci. Ce conseil est terminé. Je vous remercie d'y avoir participé, en nombre, en plus, et je remercie tous les élus pour l'accompagnement de cette année 2025 et du mandat. Merci.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 23h24.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à .

Le Secrétaire de Séance
Monsieur Sacha FRANCE-ALBERTINI



Maire de Joinville-le-Pont
Monsieur Francis SELAM

